هكذا من الاصل

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11706 — VENDREDI 17 SEPTEMBRE 1982

L'INFORMATION A LA TÉLÉVISION

- Mutation d'un présentateur d'Antenne 2.
- Climat d'attente dans les rédactions.

LIRE PAGE 23



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr ; Espagne, 80 pes ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr ; Libye, 0,350 DL ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 350 P ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 280 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Un invité pour raison d'État

Les retrouvailles franco-guinéennes, que consacre la visite officielle en France de M. Sekou Touré, ont un sérieux goût de cendre. Pour une opinion internationale envers laquelle il s'est lui-même composé une sinistre image, le président de la République de Guinée dispute à quelques-uns de ces anciens pairs africains, dont l'ancien empereur Bokassa du Centrafrique, la palme peu enviée de la dictature africaine la plus répressive. Plus de deux millions de ses compatriotes — soit un Guinéen sur trois — vivent hors des frontières nationales. Ce véritable « vote par les pieds », selon l'expression imagée qu'emploient les Guinéens, prend valeur de contre-plébiscite. Aussi la visite de M. Sekou Touré irrite-t-elle les responsables de la politique africaine du parti socialiste, qui ne cherchent pas à dissimuler leur hostilité à l'encontre de l'hôte de la France. Il est évident que M. François Mitterrand lui-même, pour lequel la raison d'État ne saurait *tout* justifier, est pour le moins mal à l'aise.

Après avoir reçu à Conakry avec un éclat exceptionnel le président Valéry Giscard d'Estaing, qui n'avait pas répugné à lui rendre visite en décembre 1978, M. Sekou Touré avait droit, à son tour, à une invitation officielle en France. Cela est conforme aux règles de courtoisie qui président aux rapports entre États. Au demeurant, dans les grandes instances internationales, le président guinéen agit, depuis quelques années du moins, comme un allié.

La Guinée apparaît comme un partenaire non négligeable pour une ancienne métropole qui subit de plein fouet les effets de la crise économique et financière mondiale. Le C.N.P.F. figure au centre des entretiens franco-guinéens, et on lui prête l'intention d'envoyer à Conakry dans quelques semaines une importante mission d'hommes d'affaires. Cependant, au-delà des préoccupations purement commerciales, se profilent aussi des intérêts à la fois culturels et linguistiques, liés à l'appartenance de l'ancienne colonie au vaste monde de la francophonie.

Pays voisins, ayant comme la Guinée elle-même connu un régime administratif commun au sein de l'ancienne fédération d'Afrique occidentale française, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire appellent de tous leurs vœux une authentique réconciliation franco-guinéenne. A Dakar comme à Abdijan, on ne voit que des avantages à une réelle rentrée de Conakry au sein de la grande famille africaine francophone. Dans les capitales de l'Afrique anciennement française comme à Paris même, on n'ignore pas le poids actuel de la Guinée au sein de la Conférence islamique et le rôle international que pourrait jouer le chef de l'État guinéen si, comme prévu, il est l'année prochaine porté à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine.

Quant à M. Mitterrand, qui s'est rendu pour la dernière fois, à titre privé, en Guinée en 1972, il se souvient qu'il put, au terme de difficiles discussions, obtenir à cette occasion la remise en liberté de trois ressortissants français. Sans prétendre s'ingérer dans les affaires intérieures guinéennes, sans doute le président de la République cherchera-t-il, une nouvelle fois, à convaincre son hôte de la nécessité de tenir plus étroitement compte des droits de l'homme s'il veut vraiment aboutir à un renforcement de la coopération franco-guinéenne.

(Lire nos informations page 6.)

LIBAN

Les troupes israéliennes contrôlent plusieurs quartiers de Beyrouth-Ouest

M. Cheysson fait une brève visite dans la capitale libanaise

Malgré un cessez-le-feu unilatéral proclamé par le haut commandement militaire à Jérusalem, à partir de 5 h GMT ce jeudi 16 septembre, des informations concordantes indiquaient, en fin de matinée, que les blindés israéliens continuaient à avancer dans plusieurs quartiers de Beyrouth-Ouest, dont la moitié est désormais sous le contrôle des troupes du général Sharon.

Les blindés — nous signale notre correspondant — avaient atteint à 11 heures (heure de Paris) l'hôtel Carlton et l'université américaine et remontaient par la rue Sadate vers le quartier commercial de Hamra. La Banque centrale du Liban, située au centre de la ville, aurait été atteinte de plein fouet par des obus et les dégâts seraient importants.

Selon la radio d'État, les soldats israéliens camperaient aux portes de l'ambassade de France. Les milices de gauche continuent à résister, mais ont dû battre en retraite sur plusieurs points.

Parallèlement à l'offensive terrestre, des escadrilles de l'aviation israélienne survolent à basse altitude la capitale libanaise, sans toutefois lâcher de bombes. Toutes les villes et les localités du Liban-Sud ont été placées dès mercredi sous le régime du couvre-feu, décrété par les autorités d'occupation.

Les funérailles de Bechir Gemayel ont illustré l'unité nationale retrouvée au Liban. Les représentants de toutes les communautés musulmanes et chrétiennes, ceux du Mouvement national libanais, y compris le parti communiste, ont tenu à rendre un dernier hommage au leader phalangiste.

M. Cheysson, d'autre part, est arrivé ce jeudi 16 septembre, en fin de matinée, à Beyrouth, pour renouveler, à la demande de M. Mitterrand, les condoléances de la France au président Sarkis et au premier ministre libanais, M. Wazzan, et réaffirmer sa fidélité et sa solidarité. M. Cheysson devait regagner Paris ce jeudi soir.

De notre correspondant

Jérusalem. — Avec la mort de Bechir Gemayel, le gouvernement Begin a perdu un allié précieux bien que relativement décevant ces derniers temps — mais il n'a pas perdu l'occasion de prendre enfin le contrôle de l'ensemble de la capitale libanaise, ce qu'il n'avait pas pu ou pas voulu faire depuis le début du siège de Beyrouth il y a trois mois. C'est ainsi que l'on présente la situation dans les milieux de l'opposition israélienne où l'on dénonce vivement l'initiative prise par MM. Begin et Sharon en soulignant qu'Israël confirme ce dont l'accusent ses adversaires, c'est-à-dire qu'il s'arroge le rôle de « *gendarme* » du Liban et du Proche-Orient.

La décision de faire entrer les troupes israéliennes dans Beyrouth-Ouest a été prise très rapidement dans la nuit du 14 au 15 septembre par M. Begin sur le conseil du ministre de la défense. Cela a provoqué des questions inquiètes non seulement de l'opposition mais aussi au sein de la coalition gouvernementale, car une fois de plus on reproche aux deux hommes de prendre seuls des décisions importantes pour lesquelles l'ensemble du gouvernement est censé être consulté. « *Un scandale sans précédent* », se seraient exclamés certains ministres selon le journal *Haaretz*. M. Sharon est encore soupçonné comme il l'avait été à plusieurs reprises au début de la guerre, d'avoir une influence déterminante et de forcer par des faits accomplis la politique gouvernementale.

Officiellement, l'avance des troupes israéliennes dans Beyrouth-Ouest est considérée comme une opération « *limitée* », une mesure de précaution pour éviter des « *troubles graves* » parce que seule, dit-on à Jérusalem, l'armée israélienne peut assurer l'ordre au Liban. On prétend qu'il s'agissait d'empêcher les miliciens de la gauche libanaise et les « *terroristes* », qui ont réussi à rester à Beyrouth après l'évacuation de l'O.L.P., de profiter du vide créé par la disparition du président élu. De source militaire, on indique que deux mille à deux mille cinq cents combattants libanais et palestiniens se trouvent toujours, solidement armés, dans le secteur occidental de la capitale libanaise.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

IRAN

M. Ghotbzadeh, ancien ministre des affaires étrangères a été fusillé pour « complot »

Tandis que les groupes d'Iraniens en exil, notamment les Moudjahidin du peuple, ne cessent de faire état de la persistance d'une répression féroce dans leur pays, M. Sadegh Ghotbzadeh, ancien ministre iranien des affaires étrangères (1979-1980), a été exécuté à Téhéran dans la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 septembre.

L'ancien militant révolutionnaire, accusé d'avoir participé à un « complot » contre le régime islamique, avait été arrêté en avril. Le tribunal militaire révolutionnaire qui l'avait jugé en août avait « ajourné » son verdict. Cela avait laissé penser qu'il pourrait sauver sa tête, réclamée à cor et à cri par le sanguinaire ayatollah Sadegh Khalkhali, ancien juge islamique itinérant. D'autre part, le cas des douze « complices » de M. Ghotbzadeh avait été disjoint du sien.

Finalement, la Cour suprême de justice a ratifié la peine capitale décidée par le tribunal, puisqu'elle était « prononcée en se référant aux textes religieux et aux sermons authentiques ». D'après l'agence iranienne de presse, l'ancien chef de la diplomatie de Téhéran « avait reconnu avoir participé avec un groupe monarchiste, comprenant notamment des officiers, à une conspiration en vue de renverser la République islamique ».

Pour qui tente de comprendre la nature du pouvoir iranien et donc de la répression à laquelle il s'est condamné, l'exécution de Sadegh Ghotzbadeh est, à bien des égards, riche d'enseignements. Ne tolérant ni l'opposition politique ni la plus légère infraction à ses normes, la *révolution* ne supporte en fait ni les adversaires ni les individus.

Fidèle parmi les fidèles, celui qui fut longtemps un des hommes de confiance de l'imam Khomeiny aura été, à son tour, après tant d'autres, broyé par l'implacable justice de la République islamique.

Pour ceux qui l'ont connu à Paris, où il a longtemps vécu en exil en raison de son opposition au régime du chah, et qui l'ont retrouvé à Téhéran après la victoire des religieux, en février 1979, ce personnage énigmatique et déroutant apparaît, souvent, comme un homme aventureux, courageux parfois jusqu'à l'inconscience, qui pouvait être aussi séduisant que brutal. M Mehdi Bazargan, premier premier ministre de l'imam Khomeiny, qui le connaissait bien, lui reprochait d'être « individualiste et autoritaire à l'excès ».

De toute façon, cet homme grand, massif, énergique, qui avait incontestablement une forte personnalité et tenait à son franc-parler, ne pouvait guère faire bon ménage avec la clique des religieux auxquels il reprochait d'avoir monopolisé le pouvoir.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 5.)

L'application du plan de redressement

- *Allégement des pressions sur le franc*
- *Accueil favorable du patronat à l'assouplissement de la taxation de l'outil de travail*
- *Maintien du pouvoir d'achat pour les très bas salaires*

Défense du franc, lutte contre l'inflation, redressement du commerce extérieur : les grands axes de la nouvelle politique économique ont été réaffirmées, mercredi 15 septembre, au conseil des ministres.

Les marchés des changes ont réagi favorablement à l'ouverture d'une ligne de crédit de 4 milliards de dollars au bénéfice de la France. Le raffermissement de notre monnaie a toutefois été modéré, le cours du deutschemark revenant de 2,8325 F à 2,8250 F.

Pour sa part, *le patronat* a *accueilli avec* satisfaction l'assouplissement de la taxation de l'outil de travail que le C.N.P.F. considère comme une « victoire ».

D'autre part, M. Pierre Mauroy vient de préciser ses directives pour la sortie du blocage des salaires dans le secteur public et nationalisé. Seul le pouvoir d'achat des très bas salaires devrait être maintenu en 1982 avec une nouvelle revalorisation du SMIC au 1er novembre.

Enfin, en août, le chômage a continué d'augmenter, mais à un rythme plus faible qu'il y a un an (+ 11,8 % d'août 1981 à août 1982, au lieu de + 26,3 % l'année précédente).

● Lire pages 26 à 29 nos informations et l'article d'ALAIN VERNHOLES : « Quitte ou double ».

Les limites de l'épure

par ANDRÉ FONTAINE

Le commerce extérieur qui s'enfonce, l'or et le dollar qui s'envolent et la poisse qui s'en mêle avec le raté d'Ariane : cette rentrée ne ressemble guère à la précédente, encore toute baignée de l'euphorisant parfum de l'« état de grâce ». La faute à qui ? Pierre Mauroy a répondu, au Club de la presse : à l'affreux héritage de nos affreux devanciers, et à la non moins affreuse conjoncture internationale.

Il y a beaucoup de vrai dans ce que dit le premier ministre. Il oublie tout de même que, sans les confortables réserves de change à lui léguées par Raymond Barre, il aurait dû, depuis belle lurette, serrer de quelques crans de plus la ceinture des Français. Et que la gauche ne s'était pas fait faute, quand elle était dans l'opposition, de reprocher à la majorité d'alors de se servir de la crise mondiale comme d'un alibi pour ses propres erreurs.

Des erreurs, tout le monde en commet, et il est enfantin de vouloir les nier. Si le chef du gouvernement, pur produit de la laïque, avait, comme celui de l'État, suivi l'enseignement des bons Pères, il en aurait retenu que l'on ne sort pas de l'état de grâce par la faute des autres, mais par la sienne propre : en péchant gravement. Mais si, en bonne doctrine, l'Église catholique se veut terrible au péché, elle entend être indulgente au pécheur — en principe, du moins, car Dieu sait combien, au cours des âges, elle a torturé ou brûlé de présumés pécheurs. Le coupable, s'il avoue, a donc droit, à première vue, à la compréhension. D'autant plus que, dans le cas d'espèce, ceux des candidats à la succession dont les talents ont déjà été mis à l'épreuve ne sont pas sans péchés. Loin de là : ceux qu'ils ont commis ressemblent même, bien souvent, à ceux des dirigeants d'aujourd'hui.

(Lire la suite page 2.)

● PAGE 8

LA « FORCE TRANQUILLE » A L'ASSAUT DE LA SUÈDE

Le début d'une enquête d'ALAIN DEBOVE

Les mystères de Rome

Dominique Fernandez

Dans la main de l'ange

roman

"Avec "Dans la main de l'ange", le roman français renoue avec la clarté, pour raconter une histoire, une vie."
Jean-Noël Schifano/ L'Express

"Ces 450 pages sont trop courtes."
Jean Clémentin/ Le Canard enchaîné

NBC

GRASSET

AU JOUR LE JOUR

Refrain

Le professeur Mauroy, qui voit la vie en rose, a retourné à M. Rocard, pour excès de pessimisme, l'ébauche de plan dont celui-ci est l'auteur.

« Il est minuit, docteur Coué », *murmure l'élève boudeur.* « Vouloir, c'est pouvoir », *réplique le maître, tous deux scrutant l'horizon de... 1984.*

L'avenir les départagera (trop tard). Chantons, en attendant ces lendemains : « Ah ! qu'il est doux de ne rien craindre quand tout s'agite autour de vous ! »

BRUNO FRAPPAT.

MAGHREB D'AUJOURD'HUI

Des romanciers témoignent

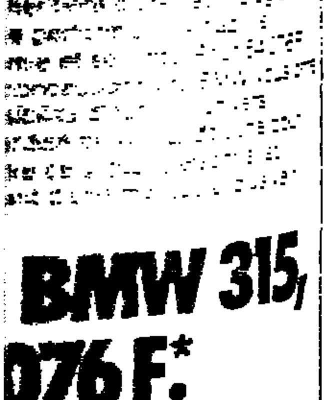
Cinq écrivains du Maghreb, confirmés ou qui méritent de l'être, et cinq témoignages sur les déchirements que vivent aujourd'hui les hommes et les femmes, d'Algérie en particulier. Traduits de l'arabe par l'auteur lui-même, ou directement écrits en français, les romans de Rachid Boudjedra, de Driss Chraïbi, d'Abdellatif Laabi, de Rachid Mimouni ou de Leïla Sebbar ont à des degrés divers la même violence tragique.

Pessimisme ? Lucidité plutôt. Comment forger une âme et une volonté communes à un peuple — algérien, — écartelé entre le berbère, l'arabe et le français (et en fait entre le Berbère, l'Arabe et le Français) ? Entre le Coran et la pression du modernisme ? Entre la vie tribale millénaire et le socialisme bureaucratique ? Entre la terre natale et l'inéluctable émigration ?

Que signifie aujourd'hui d'être un Algérien ou un Marocain au Maghreb, ou de l'être en France ?

A *de telles tensions historiques* répondent, et c'est sans doute la loi fondamentale de l'histoire des lettres, des œuvres belles et fortes à des degrés divers. Si le roman de Rachid Mimouni, *le Fleuve détourné*, nous a paru d'une densité exceptionnelle, aucun des autres ne laisse indifférent. — J. C.

(Lire pages 13 et 16 du « Monde des livres » les articles de J. CELLARD, B. POIROT-DELPECH, G. ROLIN et TAHAR BEN JELLOUN.)



Le Monde

idées

Pouvoir et crise

Le pouvoir fait face à une crise qui le dépasse : cette constatation, rappelle André Fontaine, ne s'impose pas seulement à propos de la France : à crise mondiale, comment imaginer des solutions valables qui ne soient pas mondiales ? Mais la crise a aussi des caractéristiques spécifiquement françaises. Pierre Angoulvent met en cause les comportements d'une technocratie dirigeante coupée de la base, tandis que Jean Bastaire dénonce le refus de faire passer le bien commun avant l'intérêt catégoriel.

Les limites de l'épure

(Suite de la première page.)

Ainsi du principal : la présomption. Il est bien explicable. Comment, aux yeux de qui brûlait depuis longtemps du désir de faire la preuve de ses talents et de la pertinence de ses idées, la victoire électorale n'apparaîtrait-elle pas comme une sorte d'onction sacrée ? Quand les citoyens lui préféraient un concurrent, il allait de soi qu'ils se trompaient. Mais s'ils l'ont choisi, lui, n'est-ce pas la preuve par neuf qu'il est le meilleur ? Ecartés les incapables et les salopards, on va voir ce qu'on va voir.

Ne lui jetons pas trop vite la pierre. Qui, ayant été désigné pour occuper de hautes fonctions, peut se vanter de n'avoir jamais été saisi par le vertige ? Les socialistes y étaient d'autant plus exposés qu'un quart de siècle passé dans l'opposition les condamnait à l'inexpérience, et que leur philosophie optimiste nourrit aisément chez eux une vue un peu naïve de la nature humaine. Mais le discours de V.G.E., au lendemain de son élection, ne montrait-il pas à l'évidence qu'il croyait lui aussi, comme on dit familièrement, que c'était arrivé ? N'a-t-il pas, tout au long de son septennat, constamment surévalué ses chances de parvenir à ses fins, qu'il s'agisse du redressement économique ou de la politique internationale ? Que ferait Jacques Chirac s'il s'installait à son tour à la tête de l'Etat, lui qui vend la peau de l'ours, depuis quinze jours, avec tant d'assurance ? Et Georges Marchais, dont Philippe Robrieux ne craint pas d'évoquer, dans son dernier livre (1), la « *susceptibilité à fleur de peau* » et la « *vanité* » ?

Un autre communiste, Anicet Le Pors, vient de déclarer à *Libération* : « *Le succès de mai 1981 a été porté par une volonté de changement, mais aussi par une quantité d'illusions qui sont tenaces dans la manière des Français de faire de la politique. A savoir qu'il suffirait de voter un jour pour la gauche, comme on dit, et puis, par une sorte d'opération magique, la plupart des problèmes devraient trouver, et très rapidement, leur solution.* »

On n'irait pas jusqu'à dire que les campagnes électorales de la gauche, depuis 1973, n'avaient pas contribué à entretenir ces « *illusions* » ni que nombre des dirigeants actuels ne les avaient pas, peu ou prou, partagées. Reste que l'épreuve véritable de sa capacité à gouverner est fournie pour un gouvernement par la manière dont il réagit au choc avec une réalité nécessairement différente de l'idée qu'il s'en faisait. Car la tentation est forte de la corriger, plutôt que de s'y soumettre. « *Lorsqu'on ne peut effacer ses erreurs*, écrivait Chateaubriand dans *l'Exécution du duc d'Enghien*, *on les divinise ; on fait un dogme de ses torts ; on change en religion des sacrilèges, et l'on se croirait apostat de renoncer au culte de ses iniquités.* »

Du « dogme » au dogmatisme, la route est familière. Pour quiconque détient une parcelle de pouvoir, ne fût-il qu'intellectuel, c'est une menace redoutable, née de l'orgueil qui pousse à se croire infaillible. Chacun a sa logique, qui lui paraît impeccable et qui l'incite à ne pas tenir suffisamment compte des éléments de fait qui peuvent la contrarier. Celle de Valéry Giscard d'Estaing et de Raymond Barre les conduisait à faire l'impasse sur le chômage. Celle de la gauche au pouvoir, jusqu'en juin dernier, négligeait, en dépit du terrible précédent chilien, l'effet d'une relance par la consommation sur les échanges extérieurs, et donc sur la monnaie. Mais qu'avait donc fait Jacques Chirac, avant de devoir quitter Matignon ? La même chose, non ?

Chacun sa logique

De part et d'autre, surtout lorsque l'on est dans l'opposition ou lorsque l'on vient d'arriver au pouvoir, on croit trop qu'il « *n'y a qu'à* ». Car, une fois qu'on est en place depuis quelque temps, on est bien obligé de constater que rien n'est simple. Que tout coûte beaucoup plus cher et prend beaucoup plus de temps qu'on ne s'y attendait. Quand ce ne serait que parce que la plus forte de toutes les forces, comme Lénine l'avait si justement noté, est la force d'inertie. D'autant plus, dans le cas particulier des Français, qu'ils ont le conservatisme dans le sang, et que, si leur hostilité aux privilèges est unanime, il va sans dire qu'elle ne vise que ceux des autres, ceux dont ils bénéficient eux-mêmes leur paraissant, de toute évidence, n'être qu'un dû. De toute façon, deux éléments, à quoi un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut rien, viennent, quelle que soit sa politique, contrecarrer automatiquement ses efforts : le système démocratique et l'environnement international.

Le système démocratique : lorsque l'on a fait le tour de toutes les formes de gouvernement, force est de reconnaître que c'est la seule qui limite la tendance naturelle du pouvoir à abuser... de son pouvoir. La seule qui protège le citoyen contre l'arbitraire. La contrepartie, à défaut d'un civisme qui n'est, hélas ! plus de saison, c'est la difficulté, pour le gouvernement, d'aller jusqu'au bout de sa politique. Car il ne peut agir sans qu'une partie au moins de la nation en paye le prix : en efforts ou en argent, peu importe.

Pendant un temps, il peut persuader certaines couches sociales de supporter le fardeau principal, ou les y contraindre : mais il vient un moment où les couches en question réagissent et finissent par le mettre en échec. Il y a toujours quelque élection à l'horizon, et d'une manière générale, de nos jours, les consultations populaires ne sont guère favorables aux sortants. Ce qui explique, par exemple, que les Américains, qui étaient gouvernés à gauche, et les Français, qui l'étaient à droite, aient voté, à quelques mois de distance, les premiers à droite et les autres à gauche. De même aujourdhui l'Allemagne s'apprête-t-elle à virer à droite et l'Espagne à gauche. On vote contre, par les temps qui courent, beaucoup plus que pour. Le *Wall Street Journal* va jusqu'à parler, à propos de la consultation qui va se dérouler en Suède, d'une « *anti-élection* ».

Mais il n'y a pas que les élections générales. Il y a aussi les partielles, et les sondages. Et les mille et une manifestations du droit de grève, qu'il soit exercé par les salariés ou par les porteurs de capitaux.

L'environnement international : quand il y a dépendance financière, la marge de décision d'un État est bien faible. Pour contraindre la Grande-Bretagne à mettre fin à l'expédition de Suez, en 1956, les États-Unis se sont contentés de vendre de la livre sterling. Les présidents du conseil de la IVe République ont dû, pour la plupart, solliciter l'investiture du Trésor américain après celle de l'Assemblée nationale. De Gaulle, lorsqu'il est revenu au pouvoir, s'est donné pour premier objectif l'assainissement des dépenses publiques. Grâce à quoi, pendant des années, il a pu s'opposer, pratiquement sur la Terre entière, à la politique américaine, jusqu'à ce mois de mai 1968 qui a fait disparaître en fumée les masses de devises patiemment accumulées. L'autarcie étant impossible pour un pays qui importe les deux tiers de sa consommation d'énergie, il va de soi, il aurait dû aller de soi depuis toujours, que la défense de la monnaie et l'équilibre du commerce extérieur passent avant toute autre considération.

Cet aspect des choses est heureusement de mieux en mieux compris. Mais il y en a un autre, auquel le président de la République, tout le monde le sait, est sensible, mais dont il n'a pas encore tiré toutes les conséquences, c'est que la crise frappe désormais tous les pays, quelle que soit la politique menée pour essayer de la contenir — ou n'ose plus dire de la conjurer. Un savant professeur de Cambridge, Jonathan Steinberg, a pu écrire, dans le *Financial Times* du 7 septembre : « *Les gouvernements pendant les quinze années qui viennent vont faire des promesses qu'ils ne pourront tenir et en seront punis. Il est manifeste qu'aucun gouvernement, où que ce soit, n'a la moindre idée de ce qu'il faudrait faire pour sortir de l'actuel stagflation* » (le mélange de stagnation et d'inflation que notre belle époque a inventé).

De gauche à droite, aucun n'échappe à la règle, pour cette raison simple, qu'on ne se lassera pas de répéter, qu'il n'y a pas de solution nationale concevable, mais seulement des palliatifs, à une crise dont la nature est fondamentalement mondiale. Tant qu'on n'aura pas pris résolument en compte cette évidence et qu'on n'en aura pas tiré les conséquences pour l'action, les gouvernements ne feront que gérer, tant bien que mal, le déclin.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Philippe Robrieux, Histoire intérieure du parti communiste, tome III, 1972-1982, Fayard, 1982.

Les monarques de la Cinquième

par PIERRE ANGOULVENT (*)

AU moment où le changement et l'adaptation nécessaire de nos institutions à la vie moderne entrent sur une voie irréversible, il importe de définir avec précision les fondements de la réforme qui doit, pour être efficace et bien perçue de l'ensemble de la nation, toucher les différentes catégories socio-professionnelles, certes, mais aussi la classe politique au sens large du terme.

La lecture des nombreux rapports et comptes rendus publiés ces dernières années peut laisser supposer que certaines élites, principales dispensatrices d'idées nouvelles, concentrent volontairement leurs feux croisés sur un seul objectif : l'entreprise. Elles espèrent ainsi d'un même coup mériter la reconnaissance des Français et conserver, en les laissant dans l'ombre, des privilèges accumulés depuis plusieurs décennies.

La remise en cause systématique des valeurs morales et humaines, engagée par l'ensemble des formations politiques en présence, dans le but d'accroître facilement le nombre de leurs partisans, donne lieu, par un jeu de surenchère démagogique, à une stratification négative de la société française.

L'abandon de l'esprit cartésien, maintenant frappé d'obsolescence, au profit de l'approche pluridisciplinaire qui vise à la découverte plus rapide d'une équanimité d'ailleurs toujours inaccessible au plus grand nombre, introduit à première vue un confort intellectuel et matériel du meilleur effet mais qui ne masquera cependant pas longtemps les conséquences néfastes qui résulteront, à moyen terme, du choix de ces nouveaux paradigmes.

Partant de là, on comprend mieux pourquoi les textes de lois sont si facilement préparés et votés par des sujets placés en dehors des réalités dont ils conçoivent le cadre.

Au risque de déplaire à certains intellectuels à la recherche de concepts paradoxaux dont le simple énoncé leur donne l'impression de faire l'actualité, je ne citerai que quelques exemples :

La problématique du chômage, qu'elle soit globale ou sectorielle, peut-elle être raisonnablement étudiée et formulée au niveau de la décision par des fonctionnaires technocratisés dont le statut leur permet d'ignorer totalement ce fléau puisqu'ils n'encourent, dans leurs activités professionnelles, aucune sanction autre que purement formelle, même pour incapacité manifeste, et restent, quoi qu'il arrive, protégés de façon exorbitante contre tout aléa de la conjoncture ?

Les inégalités sociales peuvent-elles être un thème de discussion pour ces mêmes hommes, défenseurs acharnés de la centralisation du pouvoir étatique à leur profit, et dont les rémunérations comportent souvent de substantiels avantages inhérents à leurs fonctions et hors des données normatives de contrôle auxquelles sont soumis les citoyens ordinaires ?

Il en va de même des réformes en matière de sécurité sociale et de retraite, qui peuvent à loisir être généreusement présentées par telle personnalité politique en place ou tel technocrate fonctionnarisé, tous deux assujettis à des régimes particuliers qu'ils se gardent bien d'intégrer à leurs programmes de réforme.

Enfin, on peut aussi s'inquiéter, au nom d'une certaine justice sociale, des incursions faites par des transfuges généralement provisoires de la haute administration, sur pressions politiques le plus souvent, à la tête d'entreprises la plupart du temps de grandes dimensions, donc à incidence déterminante sur l'emploi. Sans autre péril que de retrouver sécurité et respectabilité dans leurs corps d'origine, ils ne sont souvent que des novateurs aussi brillants qu'irréalistes. Ils bénéficient pourtant là encore, si leur incompétence les fait rejeter, de leurs prérogatives de hauts fonctionnaires et, de surcroît, des lois sociales — indemnités de licenciement entre autres — primitivement instituées pour le citoyen non garanti, qui a, en ce qui le concerne et lorsqu'il subit le même sort, à retrouver un nouvel emploi par lui-même et à surmonter dans bien des cas le désespoir et les soucis matériels de tous ordres.

Ainsi en mesure de conserver un élégant recul à l'égard des difficultés rencontrées par les travailleurs du secteur privé dans leur ensemble, cette classe dirigeante, de quelque origine politique qu'elle provienne, projette de façon continue les scories gratuites d'une fausse démocratie dans l'espoir de protéger son hégémonie.

L'isolationnisme politique dans lequel la France a été placée par la Cinquième République et dont elle supporte tous les jours la charge, procède de ce malthusianisme oligarchique des institutions.

A ces modèles humains, discoureurs prolixes toujours insatisfaits, la nation, trompée et conduite sur une voie qui lui est imposée, ne sait réagir. Il est temps pour elle de prendre conscience de ses faiblesses.

La réforme de l'entreprise est sans doute à faire, mais elle doit s'accompagner de celle des organes politiques et de leurs règles de fonctionnement — et surtout de celle d'une administration tentaculaire et excessivement dirigiste.

Les nouveaux monarques, membres ou *missi dominici* d'états-majors politiques puisque leur carrière en dépend, devront descendre de leur piédestal, se rapprocher du contribuable français qui les fait vivre et tenir plus grand compte des doléances de leurs subordonnés et des inquiétudes de leurs administrés comme ils savent le requérir des dirigeants d'entreprises non publiques. Cogestion ou cosurveillance dans l'entreprise, peut-être ? Mais alors aussi cogestion et cosurveillance dans les instances politiques, gouvernementales et administratives.

Ainsi seulement sera mis en échec le refus de l'état de droit qui ronge notre société. Alors seulement l'instinct créateur pourra à nouveau donner en France sa mesure, libéré des réglementations oppressives actuellement en vigueur et hommes et femmes retrouver un comportement plus altruiste et moins agressif par un partage plus juste des risques, des responsabilités et des richesses produites.

(*) Editeur.

Lutte des classes et civisme

par JEAN BASTAIRE (*)

TOUS contre un et un contre tous. L'ensemble des Français contre le salut de chacun et l'intérêt particulier contre l'intérêt général. On peut dire que le gouvernement de M. Mauroy réalise à son détriment une forme d'unité nationale qui n'est pas celle demandée par le président de la République.

Le patronat est contre le blocage des prix, la C.G.T. contre le blocage des salaires, les fonctionnaires contre le blocage des traitements, les paysans contre le blocage du franc vert.

On ne saurait imaginer d'égoïsme plus délibéré, plus dépourvu de scrupules. Le voilà bien, le libéralisme avancé, celui où la concurrence des appétits se traduit par un entre-dévorement réciproque.

S'il fallait une preuve que nous vivons en France dans un univers de riches, on la trouverait dans ce refus véhément du partage. La pénurie enseigne la solidarité. Le rassasiement engendre la fermeture. Le pauvre donne là ou le repu se dérobe.

Le grand malheur de la gauche est d'être venue au pouvoir avec des paroles de droite. À M. Barre qui avait raison de prôner l'austérité, mais tort de ne pas l'étendre à tous, elle a répondu en inversant les termes du laxisme.

C'était toujours l'austérité pour les autres. On avait demandé aux travailleurs de consentir des sacrifices. Dans un vertueux mouvement de balancier, on allait renvoyer le discours aux patrons. Politique de Gribouille qui méconnaissait une évidence élémentaire : les contraintes de la crise.

Quand la gauche contestait l'ancien pouvoir, il eût fallu qu'elle expliquât aux Français que tous les maux ne venaient pas de M. Giscard et qu'il n'existait pas de potion magique pour sortir sans douleurs du marasme.

Ce qu'on attendait d'une nouvelle gestion, ce n'était pas des cadeaux, mais une égalité dans la rigueur, une fraternité dans l'effort. Faute d'avoir eu le courage de revendiquer cette discipline, le gauche provoque une déception qui pourrait avoir des conséquences dramatiques.

La socialité brisée

Le mal remonte loin, à la naissance de la société industrielle et du capitalisme moderne. Il se cristallise autour du mot-tabou des cent cinquante dernières années, d'autant plus exalté par les uns qu'il était honni par les autres : lutte des classes.

Le socialisme n'a pas inventé la lutte des classes. Il l'a constatée. Elle lui a été imposée par un système économique qui développait une effrayante prédominance du capital sur la main-d'œuvre, de l'argent sur le travail.

A cette situation de guerre et d'oppression, les victimes ont peu à peu répliqué par une prise de conscience, une organisation, une défense. L'histoire du mouvement ouvrier est le récit d'une résistance à l'agression.

Si l'on entend par lutte des classes la nécessité pour le travailleur de faire reconnaître ses droits non seulement à un salaire décent, mais à une existence responsable, on ne saurait trouver de guerre plus juste, de violence plus salubre.

Encore faut-il que, sous prétexte de « grand soir », le conflit ne dérape pas vers une guerre d'extermination aux allures suicidaires.

Ce que Péguy appelait par dérision le « luttisme de classisme » a justement transformé un indispensable combat de libération en un bellicisme frénétique, où le but recherché n'était pas le rétablissement du droit bafoué, mais l'anéantissement de l'adversaire.

Par esprit de système, goût de la revanche et manichéisme, le socialisme a élargi la faille et consommé la rupture qu'avait introduites dans les relations humaines le capitalisme.

En refusant de reconnaître l'antériorité du bien commun sur la divergence des intérêts socio-professionnels, les deux ennemis ont détruit ensemble la cité, seule réalité proprement politique.

Le totalitarisme moderne a là une de ses plus profondes racines. Quand on brise le lieu par excellence de la socialité, on obtient les deux tronçons antagonistes du capitalisme fasciste et du socialisme léniniste.

∴

Il est catastrophique qu'à notre époque le civisme ait un relent de duperie, car cela revient à confondre la maladie avec le remède et à se précipiter au-devant du désastre qu'on appréhende.

En un éloquent parallélisme, les appels au civisme provoquent la même ironie à l'Ouest où ils ne semblent profiter qu'aux capitaux privés et à l'Est où ils ne paraissent bénéficier qu'à la « *nomenklatura* ». Dans les deux cas, les citoyens ont affaire à une minorité de possédants qui les privent de leur pouvoir. Et l'État se fait le complice ou l'agent de ce détournement, fermant les yeux sur la confiscation ou l'assurant lui-même.

L'État ne saurait favoriser l'une des composantes de la cité. Mais il n'a pas à rêver non plus d'une utopie où s'évanouiraient les affrontements dans un consensus parousiaque.

Loin d'être moniste insidieusement ou ouvertement, il doit être à l'image du corps social, c'est-à-dire pluraliste. Non pas escamoter les contradictions, mais les gérer au mieux de l'intérêt commun qu'il incarne.

Le sens de la cité n'exclut pas les tensions. Mais il veille à ce qu'elles n'engendrent pas des situations d'oppression et ne dégénèrent pas en luttes inexpiables.

Au lieu d'exacerber les antagonistes, il cherche à les équilibrer. Plutôt que d'entretenir les privilèges ou de prôner une société sans classes, il explore inlassablement les voies de la conciliation et de l'entente.

Dans cette perspective, l'État exerce son véritable rôle qui est d'arbitrer les conflits sous le contrôle des citoyens, lesquels lui expriment périodiquement leurs directives.

∴

Pour résister aux intérêts particuliers, la force de l'État est entre les mains des citoyens. Elle n'a pas de meilleur fondement que leur volonté de composer afin que la vie commune soit possible dans l'intérêt de tous.

En ce sens, le citoyen poursuit le même but que le socialiste et le civisme est le vieux nom du communisme, car il s'agit toujours d'assainir l'existence collective en y introduisant plus de liberté, de justice et de fraternité.

De tout temps, le civisme a offert une résonance morale, tandis que le socialisme s'inscrivait plutôt dans un contexte économique. D'où la tentation de ranimer entre eux la querelle de l'idéalisme et du réalisme.

Cette dispute n'a aucune raison d'être, le socialisme ayant suffisamment montré qu'il était une mystique, même lorsqu'il se pervertissait, et le civisme correspondant à une incontournable réalité qu'on ne peut dédaigner, même lorsqu'elle sert d'alibi au conservatisme.

Civisme et socialisme s'appuient tous deux sur la décision que prend chaque citoyen de subordonner son intérêt propre aux intérêts de la communauté, et tous deux voient dans une intervention régulatrice de l'État en matière économique un préalable nécessaire à l'action politique.

Substituant le dialogue à la démagogie et la concertation à l'invective, ne serait-il pas temps de rappeler qu'il n'y a pas de progrès social sans progrès civique ?

(*) Écrivain. Auteur de *Péguy l'insurgé* (Payot) et de *Péguy tel qu'on l'ignore* (Gallimard).

Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde n'est pas seulement un journal de référence dans de nombreux collèges et bibliothèques, mais est devenu aussi un véritable instrument de travail dans l'enseignement.

Le microfilm en facilite grandement l'utilisation.

Actuellement, le Monde, le Monde diplomatique et le Monde de l'éducation sont disponibles sur microfilms.

Un simple abonnement permet la mise à jour.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :
David Robson, Directeur Commercial
Newspaper Archive Developments Ltd.
Holybrook House, Castle Street
Reading RG1 7SN. Angleterre
Tel : 00 44 734-583247 Telex : 848336 NADL G

مكبرا من الاصل

هكذا من الاصل

Le Monde

étranger

La situation au Liban après l'assassinat de Bechir Gemayel

Condamnant l'assassinat de Bechir Gemayel, nombre d'organes de presse dans le monde arabe, notamment en Arabie Saoudite et en Algérie, accusent explicitement ou implicitement Israël d'avoir été « à l'origine » du meurtre. Yasser Arafat a déclaré : « C'est la poursuite du complot israélien contre les peuples palestinien et libanais et (cet assassinat) est destiné à apporter des justifications à la poursuite de l'occupation israélienne du territoire libanais. »

De tous les pays du Proche-Orient, seuls l'Iran et la Syrie n'ont pas réprouvé l'assassinat. Le quotidien « Al Baar » (Damas) affirme que Bechir Gemayel a été tué « tout simplement parce qu'il était inacceptable pour le peuple libanais, parce qu'il était le candidat des chars israéliens et parce qu'il a traité avec l'ennemi sioniste (...) ». Le premier ministre iranien a estimé, *pour sa part, que l'assassinat* « était une affaire de bonne augure » et constituait une « victoire ».

La progression de l'armée israélienne à l'intérieur de Beyrouth-Ouest suscite, en revanche, une réprobation générale. Le ministre égyptien des affaires étrangères a déclaré que celle-ci « met davantage d'entraves sur la voie de la paix ». M. Kamal Hassan Ali a ajouté que le gouvernement du Caire ne reprendra pas les négociations avec Jérusalem sur l'autonomie des territoires occupés avant qu'Israël ne retire ses troupes du Liban et ne gèle les implantations juives en Cisjordanie et à Gaza.

● A WASHINGTON, tant à la Maison Blanche qu'au département d'Etat, on se refusait le mercredi 15 septembre à condamner l'initiative *militaire israélienne, soulignant qu'il était* impératif de rétablir le calme et la stabilité. « Nous voulons qu'Israël retire ses forces », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, mais nous n'allons pas arrêter les modalités d'un tel repli ». Le gouvernement américain, *a-t-il toutefois* poursuivi, *déplore en particulier* que M. Begin n'ait pas consulté Washington au préalable. Il a indiqué encore que Washington a invité Israël « à faire preuve de retenue ».

L'agence Tass dénonce l'entrée des troupes israéliennes à Beyrouth-Ouest comme « une nouvelle violation grossière des résolutions du Conseil de sécurité » et affirme que Jérusalem veut « utiliser » la mort de Gemayel « pour étendre ses actions agressives contre le Liban ».

● A MOSCOU, au cours d'un discours pro*noncé à l'occasion de la visite du président sud*-yéménite, M. Brejnev a énoncé une sorte de « contre-plan de paix » soviétique en sept points :

1) Restituer aux Arabes tous les territoires occupés par Israël en 1967 et proclamer « des *frontières immuables entre Israël et ses voisins* arabes ; 2) Garantir le droit du peuple palestinien à créer un Etat indépendant ; 3) Restituer aux Arabes la partie est de Jérusalem, « lieu sacré des musulmans » ; 4) Assurer à tous les Etats de la région (implicitement donc *à Israël également) le droit à l'existence, à la* sécurité et à l'indépendance ; 5) Toutes les parties, y compris Israël et les Palestiniens, doivent s'engager à respecter réciproquement la souveraineté et l'intégrité des autres Etats ; 6) Il *faut garantir l'accord de règlement au* plan international, par exemple au Conseil de sécurité ; 7) L'O.L.P. doit obligatoirement être associée au règlement global de la crise, « comme unique représentant légal du peuple palestinien ».

● A *TUNIS, le comité central du Fath* a approuvé le plan de paix du sommet de Fès avant le départ pour Rome de M. Yasser Arafat. Ce dernier s'est entretenu pendant plusieurs heures avec le représentant du Mouvement national libanais, M. Karim Mroué, avant que *celui-ci ne soit reçu successivement par le* secrétaire général de la Ligue arabe, le secrétaire national du parti socialiste destourien, le secrétaire général et les membres du bureau politique du parti communiste tunisien. Le représentant du Mouvement national libanais *a reçu de ses interlocuteurs des assurances de* leur « pleine solidarité » dans la lutte menée contre « l'occupation israélienne ». — (A.F.P., Reuter, A.P.)

LES FUNÉRAILLES DU CHEF DES PHALANGES

La solidarité nationale retrouvée

De notre correspondant

Beyrouth. — Est-ce la foule, plus terrassée que vindicative ? Le son du glas dans la montagne, dans la plaine, au fond de la vallée ? Les avions israéliens survolant, on ne sait trop pourquoi, la cérémonie ? Ou encore, *le vieil homme*, Pierre Gemayel, *droit comme un I, recevant les* condoléances pour son fils sans broncher, avant de fondre en larmes quand le corps a été mis en terre ? Que faut-il retenir des funérailles nationales, dignes et sobres, faites mercredi après-midi à Bechir Gemayel, moins de vingt heures après que son corps eut été exhumé des décombres ?

« On a assassiné Bechir Gemayel, il ne faut pas laisser assassiner le Liban. C'est le Liban que le complot visait. Par fidélité à la mémoire de Bechir, il faut absolument que le Liban survive. » Le président de la République, M. Elias Sarkis, visiblement ému et accablé par le fardeau qui lui retombe sur les épaules à une semaine de la fin de son mandat, a développé ce thème, qui a été repris sur un ton déterminé par le frère aîné du chef de l'Etat défunt, M. Amine Gemayel. Celui-ci a rendu hommage au président Sarkis *pour avoir su transmettre* le flambeau à son successeur, malgré toutes les vicissitudes qui ont marqué son mandat, exprimant l'espoir que le Liban redeviendra *« le pays de tous les Libanais, rien que des Libanais »*, et prêtant le serment de s'y atteler.

L'idée que, pour donner une signification à la mort de Bechir Gemayel, *il faut assurer la perennité* du Liban à travers la sauvegarde de ses institutions, indique, de la part du parti phalangiste, non seulement la résignation à voir le président assassiné rapidement remplacé, *mais aussi la volonté de participer* d'urgence, activement, à l'élection de son successeur, ce qui témoignerait, si cela se confirmait, d'un sens profond de l'Etat

Autour du catafalque de Bechir Gemayel, tous les vieux leaders musulmans de Beyrouth-Ouest, M. Saeb Salam en tête, exprimaient une solidarité nationale retrouvée, même si elle n'atteint pas l'unanimité, une partie du Nord, en particulier, se réjouissant de la disparition de Bechir Gemayel. Mais M. Walid Joumblatt, actuellement en voyage à *l'étranger, a fait déposer une* gerbe de fleurs, tandis que le P.C. et l'Organisation d'action communiste au Liban (O.A.C.L.) de M. Mohsen Ibrahim adressaient des télégrammes de condoléances. Le diviseur d'hier était devenu un rassembleur, prenant pour la majorité des Libanais la stature d'un héros national.

Dans les rues et sur les routes désertes, en secteur chrétien, les miliciens des forces libanaises, hier encore animés par la volonté farouche que leur communiquait leur chef, traînent le pas, s'étendent à même *le trottoir*, las et désabusés, patrouillant sans conviction, habités par un sentiment d'inutilité pour n'avoir pas su protéger leur idole.

Tous donnent l'impression de se poser avec une rage impuissante la même question que cette jeune femme qui se demandait, en martelant du poing la balustrade, tandis qu'on déposait le *catafalque sur l'affût du* canon : *« Mais pourquoi donc l'a-t-on tué ?* Et, surtout : *« Qui l'a tué ? »*

LUCIEN GEORGE.

LES RÉACTIONS FRANÇAISES

Indignation et inquiétude

Les milieux politiques français ont réagi à l'assassinat de Bechir Gemayel avec indignation et inquiétude, et de nombreuses personnalité ont adressé leurs condoléances aux autorités libanaises et à la famille du président élu.

Certaines organisations dénoncent à cette occasion, soit la présence en France au même moment du chef des services spéciaux syriens (PR), soit celle à Rome de M. Arafat, le chef de l'O.L.P. (Union des étudiants juifs en France et M. Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, le C.R.I.F.).

Du côté du gouvernement et de la majorité, M. Mitterrand a adressé au président libanais, M. Sarkis, un message dans lequel « *il s'incline devant la mémoire de Bechir Gemayel* » et réaffirme « *l'amitié fidèle de la France, qui se sent si proche du Liban en cette heure dramatique* ». Pour sa part, M. Mauroy a exprimé sa « *consternation* », tandis que M. Cheysson, ministre des relations extérieures, déclarait à France-Inte. : « *Nous sommes bouleversés. Cet homme jeune, tué dans ces conditions, et surtout, tout ce que cela represente comme passion, donc comme menace pour la suite de la vie du Liban. Alors, pour le moment, un grand silence s'impose.* » Le communiqué publié mercredi à la suite du conseil des ministres a affirmé qu'« *il est maintenant essentiel que l'évacuation de toutes les forces étrangères du Liban soit entreprise au plus tôt comme l'ont prévu les résolutions* du *Conseil de sécurité* ».

Dans un message au président Sarkis, M. Jospin, premier secrétaire du P.S., a réaffirmé son attachement « *à la continuité du pouvoir constitutionnel libanais* ». Et souhaité que « *les dirigeants politiques du Liban conservent au-delà de cette nouvelle épreuve la volonté de rebâtir ensemble leur pays* ». Dans un appel lancé au nom du P.C., M. Gremetz a demande que soit « *stoppée la nouvelle agression israélienne* » contre Beyrouth.

Dans l'opposition, toutes les formations et de nombreux dirigeants politiques ont exprimé leur tristesse et manifesté leur admiration pour M. Gemayel. M. Giscard d'Estaing a souhaité à M. Sarkis que son pays retrouve « *la paix et l'unité* », tandis que le président de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet, a « *souhaité que notre pays continue inlassablement ses efforts pour la renaissance d'un Liban libéré de toutes les occupations et interventions étrangères et pour l'instauration de la paix au Proche-Orient* ». Au nom du R.P.R., M. Pons a exprimé des sentiments similaires.

● *L'attentat qui a coûté la vie à Bechir Gemayel* a fait près de vingt morts, parmi lesquels trois responsables du parti Phalanges libanaises. Il s'agit de MM. Jean Nader, responsable du quartier d'Achrafieh au sein du parti et membre du commandement des Forces libanaises, Fouad Abi Najem, membre du bureau politique du parti, et Chaker Aoun, vice-président du conseil de sécurité au sein du parti. — *(A.F.P.)*

L'armée israélienne contrôle plusieurs quartiers de Beyrouth-Ouest

(Suite de la première page.)

Mais on laisse également entendre *que l'armée, en pénétrant* dans Beyrouth-Ouest, a prévenu de possibles actes de vengeance de la part des milices chrétiennes et a voulu éviter un « *bain de sang* ». Certains membres de l'état-major ont fait savoir que l'armée n'avait pour but que de s'emparer de « *positions-clés* » à Beyrouth-Ouest afin de « *contrôler* » la situation, un objectif qui pourrait être atteint en moins de quarante-huit heures car les soldats israéliens n'auraient, dit-on encore ici, rencontré qu'assez peu de résistance.

Toutefois, le porte-parole de l'armée a annoncé mercredi 15 septembre au soir que deux militaires israéliens avaient été tués et quarante-deux autres blessés, dont cinq grièvement. Tôt mercredi matin, de nombreux renforts avaient été acheminés par avion jusqu'à l'aéroport international de Beyrouth. Cela laisse supposer qu'il ne s'agit pas seulement d'une simple opération de police, contrairement à ce que l'on déclarait à Jérusalem, et que l'armée tentera peut-être de « *nettoyer* » Beyrouth-Ouest, ce dont les militaires libanais seraient « *incapables* » selon les dirigeants israéliens. Dans tout le Sud-Liban, un couvre-feu de fait a été imposé, notamment dans les villes de Tyr et de Saïda, et la frontière entre Israël et le Liban a été fermée tout au long de la journée de mercredi.

La modération de Washington

Comme pour faire mieux admettre, surtout aux Américains, *cette nouvelle initiative* militaire et pour tenter de faire comprendre que l'armée israélienne n'a pas l'intention de rester à Beyrouth, M. Begin a voulu se montrer très conciliant lors des entretiens qu'il a eus le 15 septembre avec M. Morris Draper, l'envoyé spécial américain chargé de préparer les négociations pour un retrait définitif de toutes les forces étrangères du Liban. M. Begin a affirmé que cette deuxième phase du règlement du conflit devait être terminée « *en quelques semaines, six ou sept peut-être* », et qu'elle n'était pas liée, à ses yeux, à l'évolution de la situation politique interne du Liban après la mort de Bechir Gemayel.

Le premier ministre a présenté à M. Draper un plan prévoyant d'abord le départ des hommes de l'O.L.P. qui se trouvent dans le nord du Liban et dans la Bekaa, puis un retrait simultané et par étapes des forces syriennes et israéliennes. Jusqu'à présent, le gouvernement de Jérusalem n'avait pas été aussi précis. Il laissait même entendre qu'il pourrait exiger que les troupes syriennes *s'en aillent les premières*. Cette modération semble avoir porté ses fruits puisque les dirigeants américains n'ont critiqué que très modérément la décision de laisser les troupes israéliennes pénétrer dans Beyrouth-Ouest.

Cette attitude, de la part des Etats-Unis, a été accueillie à Jérusalem avec une satisfaction d'autant plus grande que la mort de Bechir Gemayel a eu pour effet de *faire diversion au moment où* Israël affronte le plan de paix du président Reagan. Dans les milieux proches du gouvernement, on n'est pas fâché d'avoir l'occasion de rappeler aux Américains qu'Israël fait le jeu des Etats-Unis au Liban et qu'en maintenant l'ordre à Beyrouth son armée remplit une mission salutaire. On espère que les derniers événements pourront amener Washington à revoir quelque peu ses positions.

Le parti travailliste, qui avait été soudain rasséréné par l'annonce du plan Reagan, lequel rejoint sur bien des points ses propres vues sur la question palestinienne, a résolument critiqué l'entrée de l'armée israélienne dans Beyrouth-Ouest. Le président du parti, M. Shimon Pérès, s'est déclaré partisan de l'envoi d'une « *force internationale* » dans la capitale *libanaise* pour y maintenir le calme jusqu'à ce qu'un gouvernement libanais stable puisse être formé. « *En aucun cas*, a-t-il dit, *nous ne devons donner l'impression de vouloir imposer nos vues au Liban. Nous ne devons pas nous mêler des affaires intérieures libanaises, car nous devons nous préoccuper uniquement de notre sécurité.* » M. Pérès a ajouté qu'Israël devait se retirer dès que possible du « *guêpier libanais* ».

Le parti d'opposition centriste Chinui (Changement), comme le mouvement *La Paix maintenant*, accuse le gouvernement d'avoir, avec l'assassinat de Bechir Gemayel, saisi un « *prétexte* » pour parvenir à ses fins.

Essayant d'envisager quelle sera la succession de Bechir Gemayel, la plupart des commentateurs et analystes israéliens remarquent que M. Begin ne peut s'attendre à l'avènement d'un meilleur allié que ne l'était le président élu *aujourd'hui disparu, et estiment* que M. Amine Gemayel paraît être maintenant le candidat le mieux placé. Or, note le *Jerusalem Post*, l'élection du frère du disparu pourrait être « *inquiétante* » pour les dirigeants israéliens, car il semble être davantage disposé à composer non seulement avec l'opposition musulmane libanaise mais encore avec les Syriens.

FRANCIS CORNU.



Les travaillistes israéliens jugent « très positifs » des propos du roi Hussein confortant leur « option jordanienne »

De notre correspondant

Jérusalem. — Si la disparition de Bechir Gemayel a soudain détourné l'attention des différentes et récentes initiatives de paix, américaines et arabes, les propos tenus par le roi Hussein de Jordanie dans une interview accordée le 13 septembre à la télévision britannique ne sont pas passés inaperçus à Jérusalem. Accueillis avec une vive satisfaction par l'opposition travailliste, ils ont *accru l'embarras du* gouvernement de M. Begin, dont la position après les propositions du président Reagan et le plan de paix arabe de Fès paraît de plus en plus isolée.

Les déclarations du souverain hachémite confirment l'impression qu'Israël doit faire face à une offensive diplomatique généralisée. Cependant, l'attitude des dirigeants de Jérusalem reste la même : celle du refus. « *Rien de nouveau* », a déclaré un haut *fonctionnaire* du gouvernement le 14 septembre. Il a ajouté que, si le roi Hussein estime maintenant avoir implicitement reconnu Israël depuis longtemps, un tel aveu « *intervient trente-quatre ans trop tard* » (l'Etat d'Israël a fêté cette année son trente-quatrième anniversaire).

Dans les milieux gouvernementaux on souligne qu'il ne s'agit pas d'une véritable reconnaissance. « *Le roi Hussein* dit-on, *admet seulement que l'existence d'Israël est un fait* », et l'on accuse la Jordanie de vouloir reprendre le contrôle de la Cisjordanie avec l'aide des Etats-Unis en se fondant sur les récentes propositions du président Reagan.

Sachant que le gouvernement avait encore prétendu tout récemment que l'« *option jordanienne* » défendue par le parti travailliste était « *lettre morte* », le chef de l'opposition M. Shimon Pérès n'a pas manqué l'occasion de faire valoir que le roi *Hussein*, après l'initiative américaine, venait de prouver le contraire. M. Pérès a déclaré : « *Je pense que les propos du roi Hussein contiennent des éléments très positifs, notamment quand il dit avoir reconnu Israël lorsqu'il a accepté la résolution 242 du Conseil de sécurité et quand il dit qu'il espère parvenir à la paix, évoquant même l'éventualité de l'instauration de relations diplomatiques.* » Le dirigeant travailliste a reconnu que l'hypothèse d'une fédération ou d'une confédération entre un Etat palestinien ou une entité palestinienne et la Jordanie ne correspond pas au plan travailliste, mais il a ajouté sur ce point : « *Il me paraît naturel que deux parties viennent à la table des négociations avec des vues différentes.* » M. Pérès a conclu : « *Bien qu'il ne l'ait pas dit clairement, j'espère que le sens profond des déclarations du roi Hussein est que les négociations sont possibles. Il s'agit d'un signe adressé à Israël.* »

Dans les territoires occupés, le maire de Bethléem, M. Elias Freij, a pour sa part déclaré que l'initiative du roi Hussein était « *courageuse et sage* ».

Après la révélation du « plan Reagan » qui redonne du crédit à la thèse travailliste d'un compromis territorial avec la Jordanie, le roi Hussein vient de rendre un signalé service à l'opposition israélienne, qui ces derniers *mois* semblait plus que jamais en position de faiblesse, la guerre au Liban paraissant avoir encore accru le soutien populaire dont bénéficie M. Begin. Les dirigeants travaillistes se gardent de le faire remarquer, mais ils ont apprécié que le souverain hachémite estime impossible de parvenir à un accord avec le gouvernement Begin. Cela ne pourra que redonner de la vigueur au principal parti d'opposition qui venait de relever — sans grand enthousiasme — le défi récemment lancé par M. Begin proposant des élections anticipées l'an prochain, alors que le scrutin était normalement prévu en 1985.

M. Begin semble d'ailleurs vouloir renvoyer ce projet au jour où les Etats-Unis viendraient à exercer de fortes pressions pour faire admettre leurs nouvelles propositions de paix. — F.C.

● *Les exportations israéliennes vers le Liban*, en août, ont presque doublé par rapport à juillet, et atteint le niveau record de 8 millions de dollars, a annoncé, le mercredi 15 septembre, le ministre israélien de l'industrie et du commerce. Ces exportations consistent aussi bien en fruits, légumes et autres denrées alimentaires qu'en produits textiles et industriels. Leur expansion succède à une visite en Israël, le mois dernier, d'une délégation de vingt-six hommes d'affaires libanais. — *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

Le général Haig critique vivement le plan Reagan

De notre correspondant

Washington. — Le Proche-Orient n'avait jamais causé autant de soucis à M. Reagan. En l'espace de vingt-quatre heures, il a dû affronter l'assassinat de Bechir Gemayel, l'entrée des Israéliens à Beyrouth-Ouest et... les critiques publiques de son ancien secrétaire d'Etat, le général Alexander Haig. Sans être le plus grave, ce dernier fait est probablement celui qui l'a le plus agacé.

M. Haig — remplacé le 25 juin dernier par M. George Shultz — s'exprimait mardi 1er septembre à New-York devant trois cents responsables d'une organisation israélite, *The United Jewish Appeal*. Invité à commenter le « plan Reagan » du 1er septembre, il l'a carrément démoli. Ni l'arrêt immédiat de la colonisation israélienne dans les territoires occupés, ni la création d'une entité palestinienne en Cisjordanie, ne lui paraissent recommandables.

« *C'est une grave erreur,* a dit l'ancien chef de la diplomatie américaine, *d'introduire la question des implantations* (israéliennes) *dans le processus de paix de Camp David. On crée ainsi un obstacle qui met tout en péril* ». La future entité palestinienne, pour laquelle M. Reagan envisage une association avec la Jordanie, est une autre erreur. « *Il n'est pas dans l'intérêt de l'Amérique, ou d'Israël, d'avoir en Cisjordanie une enclave susceptible d'être manipulée par des puissances extérieures* ».

M. Haig attaque le principe même d'un plan de paix américain. Selon lui, Washington ne devrait être qu'un intermédiaire et éviter de décrire à l'avance l'issue des négociations israélo-arabes. « *L'avenir de la Cisjordanie,* dit-il, *doit être décidé par les nations locales, non dicté par les Etats-Unis.* »

L'ancien secrétaire d'Etat semble être sur la même longueur d'onde que MM. Begin et Sharon lorsqu'il parle de la récente offensive israélienne au Liban. Selon lui, si l'on n'avait pas entravé l'action de Tsahal par des pressions diplomatiques, l'O.L.P. aurait quitté Beyrouth « *quelques semaines plus tôt, et il y aurait eu moins de sang versé* ».

Ces propos ne manquent pas d'intérêt rétrospectif. Il se confirme ainsi que, derrière des déclarations ambiguës, le secrétaire d'Etat approuvait l'action israélienne, jusqu'au 25 juin, date de sa démission forcée. Cherche-t-il aujourd'hui à libérer publiquement sa conscience ? Ou seulement à se venger de l'état-major de la Maison Blanche qui le détestait, et de ce président qui avait fini par le lâcher ?

Le discours de New-York évoque celui d'un candidat à la présidence des Etats-Unis qui voudrait flatter l'électorat juif. Pourtant, personne ne croit que le général Haig ait des chances sérieuses d'emporter la nomination républicaine en 1984. Il lui manque une base politique dans le pays, et ce n'est pas la communauté juive — d'ailleurs divisée — qui peut la lui fournir.

M. Haig est âgé de cinquante-sept ans. Il a trouvé sans peine un poste de « consultant » dans la firme qu'il présidait jusqu'en 1980, *United Technologies*. C'est une très grosse société industrielle, qui produit des moteurs d'avion, des hélicoptères, des ascenseurs... Comme elle travaille beaucoup avec le gouvernement, elle a sans doute réembauché à prix d'or l'ancien secrétaire d'Etat. Déjà riche, celui-ci ne s'interdit pas des « extras » : à en croire le *New-York Times*, son discours de mardi sur le Proche-Orient lui aurait rapporté la coquette somme de 25 000 dollars (175 000 francs).

ROBERT SOLÉ.

● *M. Begin ne viendra pas à Paris, en octobre.* — La conférence internationale sur les juifs d'U.R.S.S. (troisième conférence de Bruxelles), qui devait s'ouvrir à Versailles le 24 octobre, a été annulée, annonce l'agence télégraphique juive. Le premier ministre israélien, M. Begin, qui devait y participer et prononcer le discours de clôture, a fait savoir qu'il ne pourrait se rendre à Paris. La conférence pourrait avoir lieu en mars prochain à Jérusalem.

Jérusalem dénonce vivement l'audience accordée par le pape à M. Arafat

L'audience accordée le mercredi 15 septembre par le pape Jean-Paul II à M. Yasser Arafat a suscité de vives protestations du gouvernement israélien. Le ministère des affaires étrangères notamment a déploré dans un communiqué ce geste du souverain pontife envers « une organisation qui protège et encourage le terrorisme international ». Il a également regretté l'audience accordée par le président italien, M. Sandro Pertini, au chef de l'O.L.P., qui, selon lui, « est aussi à l'origine du terrorisme qui, au-delà du Proche-Orient, a frappé plusieurs pays dans le monde, notamment l'Italie ».

Des manifestations de protestation ont rassemblé plusieurs centaines de personnes à Rome et à New-York où le rabbin Abraham Weiss a dénoncé la rencontre entre « le prince de la paix » et « le prince de la terreur ». A Paris, de nombreux représentants de la communauté juive de France ont également condamné cette rencontre.

Le chef de l'O.L.P. était arrivé mercredi dans la matinée à l'aéroport de Rome où il avait été accueilli par diverses personnalités parmi lesquelles Mgr Capucci, archevêque melchite de Jérusalem, et le Père Ayad, membre du conseil national palestinien et curé de Bethléem. Cette rencontre était préparée depuis plusieurs semaines, a révélé le Père Ayad, qui a ajouté qu'il était intervenu auprès du Vatican pour l'encourager.

Le Vatican évoque « le droit du peuple palestinien à une patrie et celui d'Israël à la sécurité »

Correspondance

Rome. — Le bilan de la première journée européenne de M. Yasser Arafat peut sembler une incontestable consécration politique et diplomatique de l'O.L.P. Venu à Rome sur invitation de l'Union interparlementaire, qui tenait, dans la capitale italienne, sa soixante-neuvième session, M. Arafat a été virtuellement traité comme un futur chef d'Etat. A cet égard, l'audience privée que lui a accordée le pape Jean-Paul II est particulièrement significative.

A 17 heures, le leader palestinien, épanoui et triomphant, coiffé de son éternel kéffieh et vêtu d'une vareuse kaki, faisait le V de la victoire en sortant du Vatican dans sa voiture blindée. Un peu moins d'une demi-heure plus tôt, il avait pénétré, sans son arme, dans la cité, accompagné de deux membres du comité exécutif de l'O.L.P., Mme Anne Nasser et M. Ahmed Sedki Dajani.

L'entretien avec le pape, qui a duré une vingtaine de minutes, s'est déroulé en tête à tête et en anglais. Comme pour souligner l'importance d'une telle rencontre, le Saint-Siège, contrairement à l'accoutumée, puisqu'il s'agissait formellement d'une audience privée, a publié un communiqué sur la teneur des entretiens.

En accordant cette audience, « *le pape a tenu à exprimer sa bienveillance à l'égard du peuple palestinien et sa participation à sa longue souffrance. Il a émis le souhait qu'une solution juste et durable du conflit du Moyen-Orient soit trouvée au plus tôt. Cette solution doit exclure le recours aux armes et la violence sous toutes ses formes et avant tout le terrorisme et les représailles. Elle doit amener à la reconnaissance des droits de tous les peuples, en particulier du droit du peuple palestinien à une patrie, et du droit d'Israël à sa sécurité* ».

Ce communiqué évoque aussi les préoccupations du pape sur l'aggravation de la situation au Liban après l'assassinat de Bechir Gemayel. Jean-Paul II a « *déploré vivement ce geste injustifiable du terrorisme* ». Mais il a exprimé l'espoir que « *le processus souhaité de reconstruction du pays ne soit pas pour cela interrompu* ».

Juste après son entretien avec M. Arafat, le pape, parlant lors de l'audience générale du mercredi sur la place Saint-Pierre, a insisté à nouveau sur ces thèmes et lancé un nouvel appel aux deux peuples, israélien et palestinien, pour qu'ils se reconnaissent mutuellement. « *Au Proche-Orient,* a-t-il déclaré, *il ne peut y avoir de paix sans justice et de justice sans une reconnaissance et une acceptation stable, adéquate et et équitable des droits de tous les peuples intéressés.* » Parmi ces droits, a poursuivi Jean-Paul II, « *celui de l'existence et de la sécurité sur un territoire propre, dans le respect de l'identité propre de chacun est primordial. C'est un dilemme qui se débat avec âpreté entre deux peuples, l'israélien et le palestinien, qui ont vu simultanément ou alternativement mis en cause ou nié un tel droit. Le pape et l'Eglise considèrent avec sympathie et considération ces deux peuples, héritiers et gardiens de traditions religieuses historiques et culturelles, différentes mais toutes deux riches de valeurs également respectables.* »

Le souverain pontife a aussi réitéré l'appel qu'il avait déjà lancé le 4 avril 1981 aux Israéliens eti aux Palestiniens pour que « *chacun accepte l'existence et la réalité de l'autre* ». Peu avant, il avait insisté sur la nécessité d'un processus diplomatique pour « *une solution globale* » et affirmé que le Saint-Siège entendait « *y contribuer avec tous les moyens qui sont conformes à sa nature et à sa mission* ».

Les résultats du sommet arabe de Fès n'ont pas été sans contribuer à inciter le Saint-Père à faire un geste dont la portée symbolique et le retentissement ne pouvaient être qu'énormes. Cette rencontre « historique » tend à légitimer, aux yeux de l'opinion mondiale, non seulement l'O.L.P. mais aussi et surtout le tournant qu'a représenté à Fès l'acceptation indirecte par cette organisation de l'existence de l'Etat d'Israël.

« Messager de la paix »

Les nouvelles perspectives diplomatiques offertes par le sommet de Fès — le plan Reagan, mais aussi l'aggravation de la situation au Liban après l'assassinat de Bechir Gemayel — ont été au centre des entretiens qu'a eus M. Arafat avec le ministre italien des affaires étrangères, seule personnalité gouvernementale qu'il ait pu rencontrer. M. Arafat a demandé à cette occasion à l'Italie d'intervenir auprès des Etats-Unis et de la France — autres membres de la Force internationale d'interposition au Liban — afin que la situation créée par les accords du mois d'août ne soit pas modifiée par l'assassinat de M. Gemayel.

Si la teneur des propos tenus lors du déjeuner privé en tête à tête, au palais du Quirinal, avec le président de la République, M. Sandro Pertini, n'a pas été révélée, il est probable qu'ils ont tourné autour des mêmes arguments.

Dans la matinée, aussitôt après son arrivée dans la capitale italienne, le président de l'O.L.P. s'était rendu au Parlement pour prononcer un discours devant l'assemblée de l'Union interparlementaire. Après queqlues incidents violents à l'entrée du Parlement entre policiers et l'escorte personnelle de M. Arafat, qui voulait pénétrer armée dans les lieux, le leader palestinien s'est rendu, accompagné de la présidente de la Chambre, Mme Jotti, dans l'hémicycle. Son entrée a été saluée par une longue ovation des délégués des quatre-vingt-neuf pays présents qui, pour la plupart, applaudissaient debout. M. Arafat a notamment affirmé : « *Je vien en tant que messager de paix, avec le projet rédigé au sommet arabe de Fès, basé sur la légalité internationale et qui est la seule solution qui convient au problème.* »

Une réception avait été organisée, mercredi soir, en l'honneur du président de l'O.L.P. par l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Rome. Des représentants diplomatiques des trois pays occidentaux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, invités à cette réception, seul l'ambassadeur français en la personne de M. Martinet, a accepté de s'y rendre. Les diplomates américain et anglais ont décliné l'invitation.

MARC SEMO.

● *Le comité central du Fath* (principale composante de l'O.L.P.), réuni dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 septembre, près de Tunis, a approuvé les positions prises lors du sommet arabe de Fès par *M.* Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P. *Le comité central* a examiné les moyens d'assurer l'application des décisions du sommet et a évoqué « *l'action future* » du mouvement. — *(A.F.P.)*

LE GRAND RABBIN SIRAT CONDAMNE « LA RÉCEPTION D'UN TUEUR DE JUIFS ET DE CHRÉTIENS »

« *C'est peut-être trente-cinq ans d'action continue dans le cadre de l'amitié judéo-chrétienne qui risquent d'être compromis* », a déclaré, le mercredi 15 septembre, le grand rabbin de France, M. René-Samuel Sirat, à propos de la visite au pape de M. Arafat. M. Sirat, accompagné du grand rabbin du Consistoire central, M. Jacob Kaplan, et de son président, M. Jean-Paul Elkann, après avoir rendu visite à Mgr Umberto Pracchia, chargé d'affaires à la nonciature apostolique de Paris, a souligné combien la communauté juive de France était « *bouleversée* » par cette rencontre. « *Elle a réagi,* a-t-il déclaré, *avec une profonde douleur à cette réception d'un tueur de juifs (...) et du tueur de cent vingt mille chrétiens à Damour.* »

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) avait adressé, le lundi 13 septembre, à Mgr Casaroli, secrétaire du Vatican, un télégramme dans lequel il déclarait apprendre « *avec stupéfaction la réception éventuelle de Yasser Arafat par le pape Jean-Paul II* ». Le CRIF se disait « *profondément choqué* » de voir ce « *chef terroriste* » reçu par le pape.

De son côté, l'association France-Israël a rappelé dans un message au nonce apostolique, Mgr Angelo Felici, « *que le Vatican n'a toujours pas reconnu l'Etat d'Israël, pourtant membre à part entière des Nations unies, que la charte de l'O.L.P. préconise la destruction de l'Etat d'Israël, et que les responsables de l'O.L.P. continuent à prôner l'assassinat des juifs où ils se trouvent.* »



ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953
Préparations complètes au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
C.P.E.C.F.
Certificat Préparatoire aux Etudes Comptables et Financières
D.E.C.S.
trois certificats (Novembre à juin)
CENTRE TOLBIAC
83, av. d'Italie - 75013 PARIS
Tél. : 585.59.35



هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

Le bahaïsme : une foi entre le martyre et l'utopie

III. — Un conseil d'administration anglo-saxon

Le bahaïsme est une religion née en Perse au milieu du siècle dernier et qui regroupe aujourd'hui approximativement cinq millions de fidèles à travers le monde. Persécutés dans plusieurs pays musulmans, et particulièrement en Iran, les bahaïs professent pourtant une foi faite de tolérance des autres confessions, de non-violence et de dévouement social (« le Monde » des 15 et 16 septembre).

par
J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Haïfa. — Deuxième ville et premier port d'Israël, Haïfa, avec sa baie généreuse et sa montagne boisée, serait un autre Toulon si l'œil n'y était attiré, où que l'on s'y place, par une haute coupole dorée jouxtant deux énormes édifices néogrecs de marbre blanc. C'est là, au flanc du mont Carmel — celui de la Bible, — au *milieu des arbres pleins d'oiseaux*, des fleurs rafraîchies par des jets d'eau et des statuts zoomorphes, que se trouve, dans un site choisi jadis par le fondateur de la communauté, Bahaoullah, La Mecque du bahaïsme.

Sous la coupole, fidèles et visiteurs défilent sans bruit sur les tapis persans pour voir les tombeaux d'Abdelbaha, fils et interprète des enseignements de Bahaoullah et du Bab, le précurseur, mais non point celui de Bahaoullah, *situé près de la ville voisine* de Saint-Jean-d'Acre, ni celui de Chogui, qui est à Londres, car tout bahaï *« doit être enseveli à moins d'une heure de là où il meurt »*. Le premier bâtiment en forme de temple, inaccessible au non-bahaï, renferme, nous dit-on, *« archives et reliques de la communauté »*. Le second « temple », d'un volume comparable à celui d'un sanctuaire antique de Sicile, est le nouveau siège, qui doit être inauguré cet été, de la Maison universelle de justice, autorité élue de neuf membres exerçant sur les bahaïs une sorte de pontificat collectif, spirituel et administratif, depuis sa constitution en 1963. Chogui, le Gardien de la foi, était décédé *en 1957 sans* postérité ni dauphin spirituel susceptible de s'imposer. Les Mains de la cause de Dieu, petit groupe de « sages » désignés à vie par lui, et comprenant son épouse, décidèrent que le moment était venu de concrétiser l'idée de Maison universelle de justice, un peu conçue par Bahaoullah comme une préfiguration de « gouvernement » mondial bahaï.

Le 21 avril 1963, quelque cinq cents membres des cinquante-*six assemblées spirituelles nationales* (il en existait cent trente-deux en 1981) élirent donc les neuf membres de la Maison universelle de justice. Si tout bahaï venant à Haïfa peut, paraît-il, avoir accès à eux pour le non-bahaï, *particulièrement* s'il est journaliste, il n'est pas possible, même avec des ruses de Sioux, d'apercevoir le bout de l'oreille de l'un de ces personnages.

D'un luxe inouï, justifié par le fait qu'il est le réceptacle de la « nouvelle arche d'alliance », le grand édifice néogrec, derrière ses colonnades en marbre italien de même provenance que celui du Parthénon et sous ses tuiles vernissées vertes de Californie, aligne ses quatre mille cinq cents mètres carrés de moquette suisse beige, son vaste pas perdu de granit rose, ses lustres anglais, ses meubles canadiens, son auditorium, son centre de recherches, sa salle du « grand-conseil » et celle du « grand-registre » où figureront *tous les bahaïs du* monde, ses deux bibliothèques, sa cascade de bureaux dont ceux identiques des neuf « pontifes » sa chambre-forte et même son abri anti-atomique, l'ensemble étant géré par ordinateur. *« Cela nous a coûté environ 120 millions de francs »*, nous dit M. Donald Barrett, infatigable secrétaire général et porte-parole de la Maison universelle, sans préciser s'il englobe dans cette somme les meubles et autres fournitures envoyés à Haïfa par les bahaïs des quatre coins de la planète.

M. Barrett n'aime d'ailleurs pas que l'on parle d'argent. *« Nous avons à Haïfa une équipe financière qui gère nos fonds — Peut-on la rencontrer ? — Vous n'y pensez pas ! »* Mme Hakim, dans son livre sur les bahaïs (voir bibliographie), si elle est intarissable sur les lois d'amour, de dévotion ou de paix, ne consacre que douze lignes évasives, en deux cents pages, aux finances bahaïes. Cependant, il est notoire que celles-ci sont considérables et bien placées, les bahaïs, économes et *travailleurs*, *étant généreux envers* leur « Eglise », et celle-ci sachant faire fructifier les dons par d'adroits placements bancaires (et non point immobiliers ou industriels; affirment les bahaïs). Il est tout aussi notoire que des sommes considérables sont consacrées chaque année par les responsables à l'amélioration concrète du sort (santé, éducation, habitat, etc.) de leurs corréligionnaires déshérités et des personnes d'autres confessions parmi lesquelles ils vivent, notamment dans le tiers-*monde*. *La* partie non distribuée des revenus du capital communautaire est consacrée à la construction de gigantesques « maisons d'adoration » au Panama, en Ouganda, en Inde, en Océanie, en Allemagne fédérale et bientôt aussi près de la grotte du prophète Elie, sur le Carmel. A l'heure où Téhéran répand toutes sortes de calomnies sur l'origine et l'utilisation de la « fortune bahaïe ». Haïfa ne perdrait rien à avoir des comptes de verre, d'autant que sa doctrine proscrit les fonds secrets (1).

La Maison universelle accepte, en revanche, de donner la photographie collective et les *curriculums vitae* des Neuf. Ceux-ci, qui sont tous des hommes — seule entorse, de taille, au principe bahaï d'égalité des sexes, en vertu d'une décision de Bahaoullah de ne pas admettre de femme comme membre de la Maison universelle — ressemblent à n'importe quel conseil d'administration anglo-saxon. Il n'en ont pas que l'aspect. M. Charles Wolcott (né en 1906), ancien collaborateur de Walt Disney, M. Howard Kavelin (1906), conseiller immobilier, M. Hugh Chance (1911), avocat, M. Amoz Gibson (1918), professeur, sont américains ; M. David Hofman (1908), ancien éditeur, et M. Ian Semple (1923), expert comptable, sont britanniques. Des trois membres non anglo-saxons du début (1963), tous iraniens, il n'en reste plus que deux (d'ailleurs de formation anglo-saxonne), *celui qui est mort ayant été* remplacé en 1968 par un... Américain, M. David Ruhe (né en 1914), chirurgien militaire. Plusieurs Mains de la cause sont également des Anglo-Saxons.

Monsieur Jourdain

Parmi les quatre secrétaires généraux que la communauté a eus depuis la création de ce poste-clé, en 19[illegible], l'un était britannique et les autres américains, dont le titulaire actuel, Mᵉ Barrett.

La lente « désorientalisation » du bahaïsme avait d'ailleurs commencé avec le succès inattendu remporté par cette doctrine aux Etats-Unis, dès qu'elle ommença à y être diffusée, en 1894, par un médecin syrien venu du Caire. L'une des premières converties en vue fut la richissime Mme Phoebe Hearst (et son maître d'hôtel noir, soulignent les bahaïs pour montrer le côté transracial de leur religion). En Europe, c'est une Américaine, May Bolles (plus tard belle-mère de Chogui), qui créa, en 1898, à Paris, le premier centre bahaï avant d'aller en faire autant au Canada. Le plus ancien temple bahaï (compte non tenu de celui, détruit, du Turkestan) a été élevé près de Chicago en 1911. La *« langue auxiliaire universelle »* préconisée par Bahaoullah pour *« préparer l'unité de l'humanité »* est *de facto* l'an*glo-américain*, *en dépit de réminiscences persanes*.

Fort seulement de deux cent mille à trois cent mille membres, selon les sources, le groupe bahaï d'Amérique du Nord, militant, serviable, riche, organisé, multipliant *« conventions »* et publications, donne le ton au reste de la communauté. Les accusations formulées en Iran d'appartenance collective des bahaïs aux services spéciaux britanniques ou américains sont naturellement absurdes, mais le « label yankee » colle de plus en plus à leur cause. L'américanisation a certainement fait gagner le bahaïsme en efficacité financière, administrative, sanitaire ou éducationnelle ; en même temps, elle semble l'avoir progressivement privé d'une partie de l'originalité que lui conférait sa spiritualité orientale, jusqu'à presque le ravaler aujourd'hui au rang de ces fades sectes christologiques qui pullulent outre-Atlantique. Les bahaïs iraniens paraissent cependant être *restés* beaucoup plus *proches* de l'esprit originel de leur foi.

Evidemment, lorsque à l'heure du thé, à Haïfa, on se trouve *sous* le charme si doux de la grande dame de la foi, Main de la cause de Dieu et inlassable *propagatrice de la doctrine* à travers le monde, Rohiyeh-Hanem (la veuve de Chogui), et qu'on l'écoute exposer tous les bienfaits — au reste réels — du bahaïsme, on se prend à penser qu'il devrait accéder un jour au *rang de quatrième grande religion* révélée, issue d'Abraham comme le judaïsme, le christianisme et l'islamisme.

Une fois dégrisé, on se rend vite à l'évidence que n'importe quel bon chrétien, juif non sio*niste ou musulman moderniste* est un Monsieur Jourdain du bahaïsme. Le mot de la fin appartient quand même peut-être à ce jeune Egyptien, secrètement bahaï, qui nous disait : *« Vous en connaissez beaucoup des chrétiens, des musulmans ou des israélites qui soient tolérants, charitables et non violents ? »*

FIN

(1) M. Jean-Marc Lepain, bahaï français, nous communique les chiffres suivants : avant la révolution islamique, les contributions des fidèles iraniens représentaient 60 % du budget des institutions communautaires ; de mars 1980 à mars 1981, leurs dépenses (aides diverses dans soixante-dix pays, constructions de lieux de prière, entretien des dirigeants bahaïs) ont atteint environ 60 millions de francs ; les fonds bahaïs ne sont pas déposés en Israël.

BIBLIOGRAPHIE

— Encyclopédie de l'Islam.

— J.-A. Gobineau : *les Religions et les Philosophies dans l'Asie centrale*, 1865 et 1928.

— E. Renan : *les Apôtres*, 1866

— H. Dreyfus : *Essai sur le bahaïsme*, 1905 et 1962, PUF.

— P. Berger : *From Sect to Church*, New School of social Research, New-York, 1954.

— Christine Hakim : *les Bahaïs ou victoire sur la violence*, Favre, 29, rue du Bourg, Lausanne, 1982

— *Kitab-i-Aqdas* (extraits), Editions bahaïes, 205, rue du Trône, 1050 Bruxelles, 1981.

— Abdelbaha : *Causeries à Paris en 1911*, Editions bahaïes, Bruxelles, 1980.

Iran

M. Ghotbzadeh a été fusillé pour « complot »

(Suite de la première page.)

Comme beaucoup d'intellectuels iraniens, Sadegh Ghotbzadeh avait appartenu au Front national animé par les fils spirituels de Mossadegh, avant d'adhérer au Mouvement pour la libération de l'Iran de Mehdi Bazargan, de coloration franchement islamique. Son militantisme lui vaut d'aller en prison à deux reprises. Il a vingt-deux ans — il est né en 1936 — quand il quitte l'Iran en 1958 pour se rendre aux Etats-Unis, d'où il sera expulsé en 1962. Il séjourne alors en France mais, plein d'admiration pour l'imam Khomeiny, il le rencontre en 1971 dans son exil à Najef, en Irak. Sa faconde et son volontarisme lui valent de devenir le représentant itinérant du chef religieux.

Dans ses nouvelles fonctions, il rencontre aussi bien les journalistes que les hommes politiques de tous les horizons ce qui lui vaudra d'être accusé, selon l'appartenance de ses adversaires — et Dieu sait s'il s'en était fait, — d'être un « agent de la C.I.A. » ou un « communiste camouflé » qui aurait notamment servi d'intermédiaire entre le P.C. français et le Toudeh. Nul n'a jamais prouvé ces accusations.

« Ils sont tellement idiots... »

Il succède en novembre 1979 à M. Bani Sadr à la tête du ministère des affaires étrangères — poste dont il démissionnera en septembre 1980 — et doit faire face à la délicate et interminable affaire des otages de l'ambassade des Etats-Unis au cours de laquelle il aura des attitudes contradictoires. Avant sa nomination, il avait recommandé qu'ils soient jugés *« sans exclure la peine capitale »*. Mais il s'interroge sur l'opportunité d'un tel procès et se déclare opposé à *« une guerre économique avec les Etats-Unis »*, ce qui lui vaut l'hostilité déclarée des étudiants islamiques. Son impopularité devient telle que, à l'élection présidentielle de janvier 1980, il ne recueille que quelques voix.

Cet homme qui aimait les beaux costumes et les cravates chatoyantes, ne pouvait qu'irriter les intégristes. En leur reprochant à plusieurs re*prises de « monopoliser le pouvoir »* par le seul usage de la répression, il avait, en quelque sorte, signé son arrêt de mort. Il semble qu'il ait effectivement comploté contre le régime, mais il est douteux qu'il ait envisagé l'assassinat de l'imam Khomeiny. Il continuait, dit-on, à avoir du respect pour lui, mais il estimait qu'en vieillissant il était devenu prisonnier de *« religieux sans scrupules »*.

A-t-il eu une attitude suicidaire ? Certains de ses amis le pensent. A *ceux qui l'avaient mis en garde* et lui avaient recommandé la prudence face à la clique religieuse, il avait répliqué avec cette superbe qui le caractérisait : *« Je n'en ai rien à faire. Ils sont tellement idiots, qu'ils n'oseront rien me faire... »* Il aurait dû savoir que les « appareils » ne pardonnent jamais aux individus.

PAUL BALTA.

Trois documents : la mort comme institution

Au moment où l'on apprend l'exécution à Téhéran pour « complot royaliste » de l'ancien ministre des affaires étrangères, Sadegh Ghotbzadeh, et où la communauté mondiale bahaïe annonce que l'un de ses membres iraniens vient d'être assassiné dans son pays, à cause de sa foi, trois ouvrages collectifs sur la répression en Iran, ou plutôt trois documents sont diffusés en Occident par des exilés iraniens. En dépit de leur inévitable aspect « plaidoyer pro domo », ils apportent de précieux éclairages sur une révolution où la mort est devenue la principale institution.

Iran, plaidoirie pour les droits de l'homme, *publié par les partisans de celui qui fut à la fois l'un des principaux opposants non révolutionnaires au régime impérial et le dernier premier ministre du chah, M. Chapour Bakhtiar, aujourd'hui en exil à Paris, comporte deux sections distinctes : d'une part, une dénonciation très documentée des principales violations des droits de l'homme à partir de février 1979, date à laquelle M. Bakhtiar a été évincé du pouvoir par la vague islamique ; d'autre part, une vision politique de l'histoire moderne de l'Iran selon les idéaux, empreints de libéralisme et d'humanisme, de l'ancien chef de gouvernement, présenté à juste titre par ses partisans comme* « le premier homme politique iranien à s'être ouvertement opposé au régime islamique ».

Les deux autres documents, provenant de l'organisation des Moudjahidin du peuple (« musulmans de gauche »), font le point sur la répression d'autant plus cruelle, subie par le mouvement, qu'il fut l'allié du régime de l'imam au début de la révolution. Massoud Radjavi, un moudjahidin du peuple *est une sorte de biographie « officielle » du* « frère Massoud », *le jeune chef des* « musulmans progressistes », *en exil lui aussi en France, aujourd'hui. Idéologue et combattant, M. Radjavi a, comme tant d'autres avant lui au Proche-Orient, voulu réaliser une synthèse entre l'islam et une conception révolutionnaire de modernité. Sans se reconnaître marxiste, le chef de file des Moudjahidin utilise un jargon idéologique devenu classique depuis Lénine et Staline, ce qui opacifie considérablement sa démonstration.*

L'autre ouvrage des Moudjahidin, At War with Humanity..., *publié seulement en anglais pour le moment, est avant tout une interminable énumération des atrocités les plus diverses commises par le régime islamique avec, à l'appui, une grande abondance de photographies et de témoignages. Tout ce que l'on peut regretter, c'est que les Moudjahidin aient visiblement oublié à dessein de rappeler les crimes commis avec leur aval, jusqu'à ce jour de juillet 1981 où, en compagnie du président Bani Sadr, ils abandonnèrent en catastrophe le navire dégoulinant de sang de la révolution.*

J.-P. P.-H.

★ Mouvement de la résistance nationale iranienne. *Iran, plaidoirie pour les droits de l'homme*. Paris, 1982, 200 pages.

★ Union des associations des étudiants musulmans à l'étranger et sympathisants de l'Organisation des Moudjahidin du peuple d'Iran *Massoud Radjavi, un Moudjahidin du peuple*, 1982, 200 pages (sans indication de lieu de publication).

★ The People's Mojahedin of Iran *At war with humanity...* 1982, 326 pages (sans indication de lieu de publication).

● *Quatre super-pétroliers étrangers* ont normalement chargé, mardi 14 septembre, au terminal iranien de l'île de Kharg, dans le nord du Golfe, a rapporté mercredi le journal de Téhéran *Kayhan*. Selon le quotidien, deux autres pétroliers devaient charger le 15 septembre et douze se sont fait inscrire sur la liste d'attente *« Malgré les menaces de Saddam (M. Saddam Hussein, le chef de l'Etat irakien), les opérations de chargement et de transport du pétrole brut se poursuivent normalement »*, écrit *Kayhan*. Un porte-parole irakien avait affirmé mardi que le terminal avait été endommagé par l'aviation irakienne, mais aucune source indépendante n'avait, mercredi 15 septembre, confirmé ces informations. — *(A.F.P.)*

MARKETING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12ᵉ ☎ 347.21.32






Tel Aviv : vol quotidien - 2330 F.*
Plus de confort, plus d'espace en 1ère classe, en classe Ambassador et classe économie. Liaison sans escale en gros porteur, au départ de CDG1.
Vous plaire nous plaît.
*Tarif loisir aller/retour.



DIPLOMATIE

La venue à Paris du premier ministre de Grenade

M. Bishop cherche à diversifier ses alliances

M. Maurice Bishop, premier ministre de Grenade, doit être reçu vendredi 17 septembre par M. Mitterrand. Cette visite, ardemmen souhaitée par le gouvernement révolutionnaire grenadien issu du coup d'Etat du 13 mars 1979 (1), est une nouvelle pierre dans le jardin déjà encombré des relations franco-américaines. Depuis plusieurs mois en effet, l'administration Reagan attaque régulièrement le régime « révolutionnaire populaire » de M. Bishop. Ce dernier, qui a défié Washington en affirmant sa « solidarité » avec Cuba et le Nicaragua sandiniste, a accompli à la fin juillet un voyage remarqué à Moscou.

De notre envoyé spécial

Saint-George's. — Saint-George's, la « capitale » de Grenade, n'est qu'un petit port assoupi de sept mille âmes (l'île tout entière située dans l'arc des Petites Antilles ne compte que cent dix mille habitants, Noirs dans leur immense majorité et anglophones). Les docks ne s'animent qu'à l'arrivee épisodique de quelques cargos : celui qui était à quai lors de notre passage battait pavillon soviétique. Un ancien hôtel de tourisme quelque peu délabré au sommet d'un éperon rocheux qui domine le port abrite les bureaux du premier ministre. Grand solidement bâti et barbu, M. Bishop offre quelque ressemblance avec M. Fidel Castro. Cet ancien avocat âgé de trente-huit ans parle avec détermination, émaillant parfois son propos de grands éclats de rire.

« J'attache, dit-il, *beaucoup d'importance à cette rencontre avec M. Mitterrand ; sur plusieurs sujets nous avons des positions convergentes avec Paris. Nous avons suivi avec intérêt les récents développements entre la France et les Etats-Unis, tels que l'affaire du gazoduc, où la France a défendu sa souveraineté. »* Le dirigeant a beaucoup voyagé depuis son arrivée au pouvoir ; il se défend, bien qu'il soit allé plusieurs fois à Cuba et au Nicaragua ainsi qu'en Bulgarie, en R.D.A., en Libye et tout récemment en U.R.S.S., de se limiter aux pays alignés ou proches de Moscou. Il souligne ses contacts avec les pays latino-américains voisins, Mxique Venezuela, et le maintien des liens au sein du Commenwealth. Dans cette optique de « diversification » et alors que les Etats insulaires anglophones de la région, souvent conservateurs, auraient plutôt tendance à établir un « cordon sanitaire » autour de Grenade, l'invitation de Paris a été la bienvenue.

M. Bishop est en particulier reconnaissant à la France de ne pas avoir cédé aux pressions américaines visant à empêcher la C.E.E. d'apporter une aide financière à la construction du futur aéroport international de Point-Salines. La Communauté a fourni six millions de dollars pour ce projet qui permettra de désenclaver l'île qui n'est encore accessible pour l'instant qu'aux avions de petite taille. Les Etats-Unis avaient redouté que l'aéroport ne soit finalement utilisé par les Cubains comme escale pour leurs interventions militaires en Afrique, voire comme base pour des actions en Amérique latine. La C.E.E., en avril 1981, par la voix de M. Cheysson, alors commissaire européen chargé du développement, avait maintenu fermement sa position.

Des techniciens cubains

Deux cent cinquante techniciens cubains s'activent actuellement sur le chantier de l'aéroport, au milieu de panneaux couverts de slogans révolutionnaires en espagnol, mais c'est une firme britannique qui a obtenu la maîtrise d'œuvre du bâtiment central. En raison du relief très montagneux de l'île, les travaux sont difficiles. Il a fallu raser des collines, combler en partie une baie. L'aéroport devrait être terminé en 1984.

« L'affaire » de l'aéroport est, pour M. Bishop, une excellente illustration de la volonté des Etats-Unis de « recoloniser » la région. Un autre exemple est, à ses yeux, celui du plan de développement du bassin caraïbe (dont Grenade est exclue) pour lequel l'administration Reagan cherche actuellement à obtenir 350 millions de dollars du Congrès. *« L'essentiel de cette somme va aller au Salvador, alors que les îles orientales caraïbes n'auront que des miettes : 29 cents par habitant ! »*, affirme-t-il. *« La politique des Etats-Unis se résume ainsi : une poignée de dollars d'une main, un gros bâton de l'autre. »*

Le régime révolutionnaire grenadien, Lilliput qui a défié le géant américain, cherche avant tout des soutiens politiques, mais l'aide économique figure aussi au programme de la visite à Paris. M. Bishop devrait regagner son pays assuré du financement par la France d'une station de télévision qui sera construite par Thomson. *« Nous ne disposons actuellement que d'un équipement très rudimentaire qui ne couvre qu'une partie de l'île et ne fonctionne que deux fois par semaine »*, indique le premier ministre.

Les révolutionnaires grenadiens ont hérité d'un pays démuni d'à peu près tout. *« 62 % des foyers n'avaient pas l'eau courante et la moitié n'avaient pas l'électricité, 59 % des Grenadiens étaient au chômage, il fallait apporter ses draps et jusqu'à ses pansements dans les hôpitaux »*, affirme M. Bishop. *« Nous avons lancé un programme d'alphabétisation, décrété la gratuité totale des soins médicaux et de l'enseignement secondaire, réduit le chômage à 22 % de la population active. Nous avons créé de toutes pièces une petite agro-industrie et entrepris avec une aide canadienne la remise en état des plantations de cacao. »*

Y aura-t-il un jour des élections comme le demandent avec insistance les pays anglophones voisins inquiets de cette entorse — la première dans les anciennes colonies britanniques de la région — à la tradition parlementaire inspirée de la Grande-Bretagne ? La réponse de M. Bishop qui rend un son connu n'est pas convaincante : les Grenadiens, selon lui, ne se soucient pas d'élections, ils n'ont jamais été aussi libres puisqu'ils peuvent militer dans les « organisations de masse » telles que celles regroupant les femmes ou les jeunes. Ce sont ces organisations qui constitueraient la meilleure démocratie. Il y aura à une date indéterminée un référendum constitutionnel et après sans doute des élections...

Les opposants au régime parlent de leur côté d'arrestations arbitraires, de brimades contre tous ceux qui refusent l'embrigadement, de sévices dans les prisons. *« Les droits de l'homme n'avaient jamais existé dans ce pays »*, rétorque M. Bishop. *« Nous avons, nous, donné la liberté au peuple. Oui il y a des prisonniers politiques, ils sont détenus sans procès parce que nous n'avons que deux juges et pas assez d'avocats... »*

La corruption et la fraude électorale qui caractérisaient le régime parlementaire d'avant la « révolution » de 1979 ainsi que l'hostilité active des Etats-Unis constitueraient-elles une excuse éternelle ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) La vie politique de Grenade a longtemps été dominée par Sir Eric Gairy, premier ministre presque sans interruption de 1951 à 1979, autocrate « organisations de masse », telles générale des Nations unies par ses discours sur les soucoupes volantes. Grenade n'est indépendante que depuis 1974 mais jouissait auparavant d'une large autonomie interne.

A TRAVERS LE MONDE

Arabie Saoudite

● NOUVEAUX INCIDENTS A MEDINE. — La police saoudienne est intervenue contre cinq caravanes de pèlerins iraniens, mercredi 15 septembre à Médine, et a déchiré les portraits de l'imam Khomeiny qu'ils portaient, a annoncé le correspondant de la radio iranienne au pèlerinage de La Mecque.

Bolivie

● GREVE GENERALE. — Un dirigeant syndical a lancé mercredi 15 septembre un appel à la grève générale illimitée jusqu'à ce que le régime militaire remette le pouvoir au civils, au cours d'une importante manifestation organisée par la principale centrale ouvrière bolivienne (COB). Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans toutes les grandes villes du pays lors d'une marche contre « la faim et la misère », pour réclamer la démission des militaires au pouvoir. — *(A.F.P.)*

Mexique

● LES PRESIDENTS DU MEXIQUE ET DU VENEZUELA ont demandé, le mercredi 15 septembre, au président Reagan de s'efforcer de mettre un terme « à l'inquiétante escalade » de la violence entre le Honduras et le Nicaragua. Un message similaire a été adressé aux présidents du Honduras et du Nicaragua. — *(A.F.P.)*

Kenya

● DIX-SEPT MEMBRES DE L'ARMEE DE L'AIR KENYANE ont été condamnés à de lourdes peines de vingt-deux à vingt-cinq ans de prison pour participation au putsch manqué du 1er août contre le président Daniel Arap Moi. Sept autres personnes impliquées dans la tentative de coup d'Etat, qui a coûté la vie à cent cinquante personnes devaient être jugées publiquement jeudi, par le tribunal militaire. — *(Reuter.)*

Uruguay

● LE COMITE DES MATHEMATICIENS FRANÇAIS nous informe qu'il a reçu des nouvelles très inquiétantes de la santé du professeur Massera, incarcéré en Uruguay depuis 1975. Il y a trois semaines, il a été transporté sans connaissance à l'hôpital de la prison Libertad, souffrant de crises d'hypertension que les autorités refusent de prendre en considération. Le professeur Massera, fondateur de l'Ecole mathématique uruguayenne, est âgé de soixante-sept ans. Il a été condamné en première instance à vingt ans d'emprisonnement à régime sévère pour association subversive (parti communiste). Le procès public en appel, qui est une obligation légale, est sans cesse reculé depuis trois ans.

LUNETTES: DU NOUVEAU! LES VERRES STUDIO 200
® marque Leroy
• reflets supprimés
• luminosité accrue
• rayons ultra-violets filtrés
• toutes corrections visuelles
CHANGEZ VOS LUNETTES! COUREZ CHEZ LEROY OPTICIEN
du lundi au samedi inclus:
104, Champs-Elysées ▲○■ 147, rue de Rennes ▲○ 127, fg St-Antoine■
11, bd du Palais■ 5, place des Ternes▲ 30, bd Barbès
158, rue de Lyon▲ 27, bd St-Michel○■
Rayons spécialisés : ▲ acoustique médicale - ○ verres de contact - ■ travaux photos

DEMAIN ?
61 % DES ETUDIANTS NE SAVENT PAS CE QU'ILS VONT FAIRE PLUS TARD*
* Extrait de l'enquête l'ETUDIANT/IPSOS
Résultats complets dans l'Almanach 82-83 de l'ETUDIANT

LA VISITE DE M. SEKOU TOURÉ EN FRANCE

Un climat passionnel n'a cessé de peser sur les relations entre Paris et Conakry

Après deux escales, à Fès et à Madrid, où il s'est entretenu avec le roi Hassan II du Maroc, puis avec le roi Juan Carlos, M. Sekou Touré, hôte officiel de la France jusqu'à lundi, est arrivé jeudi matin 16 septembre à Orly, où il a été accueilli par M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur.

Le président guinéen devait avoir un premier entretien avec M. Mitterrand et déjeuner à l'Elysée, puis recevoir dans l'après-midi à l'hôtel Matignon, où il réside MM. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui offre, ce jeudi soir, un dîner en son honneur au Quai d'Orsay.

Depuis la rupture brutale intervenue entre Paris et Conakry, à l'occasion du vote négatif de la Guinée, lors du référendum constitutionnel de septembre 1958, les relations franco-guinéennes ont toujours été frappées au double sceau de l'ambiguïté et de l'incertitude. Après que M. Sekou Touré eut refusé l'offre d'entrer dans la Communauté franco-africaine faite par le général de Gaulle à tous les territoires français d'outre-mer, prévalut aussitôt, de part et d'autre, un sentiment d'amertume et de rancœur, dont les effets n'ont jamais été totalement dissipés. Rien ne permet encore de supposer que la première visite officielle du président guinéen en France depuis l'accession de son pays à la souveraineté internationale puisse enfin mettre un terme à ce climat préjudiciable à l'établissement de rapports vraiment harmonieux entre l'ancienne colonie et son ancienne métropole, ainsi qu'entre leurs deux peuples.

Dans une première phase qui dura sept ans, de 1958 à 1965, les relations franco-guinéennes ne cessèrent de se détériorer. En mars 1960, les Guinées quittèrent la zone franc. Après avoir mis en cause à plusieurs reprises des membres du gouvernement français accusés de vouloir « déstabiliser » son régime, M. Sekou Touré rompit les relations diplomatiques avec Paris le 22 novembre 1965. En dépit de multiples tentatives de rapprochement, souvent timides il est vrai, et toujours lourdement hypothéquées par le fait que le président guinéen posait des conditions estimées inacceptables par Paris à la reprise du dialogue, il fallut attendre le 14 juillet 1975 pour que, à l'issue d'une longue et délicate mission menée par le diplomate André Lewin, fussent de nouveau nouées des relations normales.

La visite de M. Giscard d'Estaing

La tentative de débarquement d'opposants guinéens à Conakry, en novembre 1970, avait auparavant entraîné l'arrestation d'une vingtaine de ressortissants français et de nouvelles accusations contre la France, tenue pour complice de cette conspiration manquée. En juillet 1974, la visite dans la capitale guinéenne de l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, André Bettencourt, avait été infructueuse. En revanche, la mission de bons offices amorcée dès octobre 1974 par M. Lewin, adjoint au secrétaire général de l'ONU et ancien chef de cabinet de M. Bettencourt, mit officiellement fin à dix années de brouille et entraîna l'élargissemant de dix-huit Français incarcérés cinq ans plus tôt.

Ainsi, il fallut attendre six ans après l'élection de Georges Pompidou pour que Français et Guinéens consentent à discuter réellement. C'est donc à tort que certains considérèrent pendant longtemps que le seul obstacle réel à la réconciliation était le général de Gaulle, ulcéré, selon eux, par les résultats du vote de 1958 et irréductiblement opposé à la personne de M. Sekou Touré. L'envoi par le président guinéen d'un message de félicitations à Georges Pompidou dès son élection à la présidence resta en fait sans lendemain, comme l'envoi en France, en 1970, d'une délégation guinéenne à une cérémonie commémorative en l'honneur de l'« homme du 18 juin ».

Même après le choix, par M. Sekou Touré lui-même, de la date du 14 juillet destinée à donner plus de solennité à la normalisation, il fallut attendre plus de trois ans, de 1975 à 1978, pour que M. Valéry Giscard d'Estaing se rende en visite officielle en Guinée, où il reçut un accueil chaleureux et passa autour de son cou le foulard rouge des jeunes pionniers révolutionnaires. Depuis lors, un délai de cinq ans se sera écoulé avant que n'ait lieu en France la « visite-retour » du chef de l'Etat guinéen, dont la date a été déplacée près d'une dizaine de fois. Ces aléas s'expliquent, bien sûr, par le caractère passionnel des relations franco-guinéennes, mais surtout par l'attitude de M. Sekou Touré à l'égard de ses opposants, pour la plupart systématiquement éliminés, soit par emprisonnement arbitraire, soit par exécution pure et simple.

Le « parti de la souillure »

Au demeurant, bien que M. Mitterrand ait autrefois témoigné publiquement d'une grande estime personnelle pour M. Sekou Touré, avec qui il communiait dans une attitude très critique à l'égard de la politique du général de Gaulle, une brouille grave éclata en 1977 entre le leader du parti démocratique de Guinée (P.D.G.) et le parti socialiste français. Oubliant les souvenirs d'un chaleureux compagnonnage dans les rangs de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance - Rassemblement démocratique africain (U.D.S.R.-R.D.A.) et les quatre visites que lui rendit en Guinée M. Mitterrand, lors de la longue traversée du désert qu'il accomplit avant de revenir au pouvoir, le président guinéen rejeta les appels au respect des droits de l'homme lancés par le parti socialiste et accusa ce dernier avec brutalité d'être le *« parti de la souillure »*.

Pourtant, malgré de graves handicaps tenant à la fois au développement d'un climat d'insécurité pour les ressortissants étrangers et à l'existence d'un important contentieux franco-guinéen, les intérêts français se sont maintenus en Guinée. Aujourd'hui en concurrence avec des groupes américains et canadiens, avec les intérêts soviétiques également, puis, plus récemment, avec ceux de quelques pays arabes, les sociétés françaises entendent participer aux grands travaux de mise en valeur et attendent que certains projets concernant l'exploitation de gisements de bauxite, de fer ou de phosphate voient enfin le jour. C'est également le cas pour quelques projets de création d'une vaste industrie électrométallurgique, basée sur l'énergie hydro-électrique potentielle que recèle le massif montagneux du Fouta-Djallon, considéré à juste titre comme le véritable château d'eau de l'Ouest africain.

Présentée il y a vingt-cinq ans par les responsables de la politique coloniale comme le pays potentiellement le plus riche de l'Afrique-Occidentale française, la Guinée est l'un des vingt-cinq pays les plus pauvres du globe. Le produit national brut n'y est, si l'on en croit les statistiques des organisations internationales, que de 282 dollars par habitant. La dette extérieure, pour plus de moitié contractée à l'égard de l'Union soviétique, est évaluée à plus d'un milliard et demi de dollars. Néanmoins, les Français reviennent en nombre croissant dans le pays, dans le secteur privé. Les échanges commerciaux entre la France et la Guinée n'ont cessé d'augmenter, sextuplant entre 1975 et 1982, et, actuellement, la France assure près de la moitié du total des importations d'un Etat dont elle est devenue le premier fournisseur. Si l'on ajoute que les seules réserves de minerai de bauxite sont d'ores et déjà évaluées à plusieurs milliards de tonnes, que l'exploitation des gisements de fer des monts Nimba doit, en principe, débuter en 1984 avec la participation de deux sociétés françaises, on bénéficie d'un éclairage aidant à comprendre, au moins partiellement, la relance au premier abord insolite des rapports entre Paris et Conakry.

PHILIPPE DECRAENE.

LA GUINÉE

Superficie : 245 856 kilomètres carrés, soit la moitié de celle de la France.

Population : 5 millions et demi d'habitants (estimation) dont près de deux millions vivent en exil.

Capitale : Conakry (700 000 habitants).

Villes principales : Kankan, Labé, Nzerekoré, Kindia.

Ressources économiques : bauxite (troisième producteur mondial), bananes, café, ananas.

Indépendante depuis le 2 octobre 1958, la Guinée est dirigée depuis lors par M. Sekou Touré qui fut le premier chef d'Etat d'Afrique noire à instaurer un régime socialiste dans son pays.

L'OPPOSITION GUINÉENNE A ORGANISÉ UNE SÉRIE DE MANIFESTATIONS

Au cours d'une conférence de presse, tenue mercredi 15 septembre à Paris, le collectif de l'opposition guinéenne a appelé à une série de manifestations destinées à protester contre la venue de M. Sekou Touré en France. Le collectif, qui regroupe l'Organisation de l'unité guinéenne (OUG), dont l'un des chefs de file est l'historien Ibrahima Kake, l'Union populaire de Guinée (U.P.G.), dirigée par le commandant Diallo et le Regroupement des Guinéens à l'extérieur (R.G.E.), du journaliste Siriadou Diallo, a invité ses militants et sympathisants à se retrouver, ce jeudi 16 septembre à 17 h 30, place de l'Alma, pour *« marcher sur le Quai d'Orsay »* où doit dîner M. Touré ; vendredi, à 11 heures, place d'Iéna ; dimanche, à 18 h 30, et lundi, à 9 heures, place de la Madeleine.

Au cours de cette conférence de presse, M. Siriadou Diallo a déclaré : *« Nous devons déplorer cette visite, d'autant plus qu'elle a lieu sous un régime de gauche qui nous semblait plus soucieux de défendre les droits de l'homme (...). »* Il a poursuivi : *« Il est vain d'espérer transformer un bandit sans foi ni loi en honnête homme... »*

D'autre part, la Ligue des droits de l'homme (27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris) a rendu public un communiqué qui *« demande au gouvernement français de subordonner le renforcement des relations entre les deux pays au respct par son interlocuteur des droits de l'homme les plus élémentaires... »*

EMBARRAS CHEZ LES SOCIALISTES

Chez les socialistes, la visite de M. Sekou Touré provoque un certain embarras. Les dirigeants du parti, qui désapprouvent le régime personnel instauré en Guinée, ont refusé de répondre aux demandes de contacts qui avaient été formulées par le président guinéen avant sa venue à Paris. Ils n'auront aucun entretien avec celui-ci au cours de son séjour en France.

Cette décision correspond, à leurs yeux, à une position moyenne entre les deux possibilités qui s'offraient à eux : accepter de recevoir M. Sekou Touré, ce qui eût constitué, de leur part, un revirement politique, ou, à l'occasion de cette visite, rappeler leurs prises de position antérieures et dénoncer publiquement les atteintes aux droits de l'homme en Guinée. Les socialistes, qui estiment qu'il ne saurait y avoir de dialogue avec le président guinéen tant que celui-ci n'aura pas fait son autocritique, considèrent, au demeurant, que cette visite officielle se situe strictement au niveau des rapports d'Etat à Etat.

● *M. Cheysson*, ministre des relations extérieures, attendu à New-York le 26 septembre à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, sera reçu le même jour par M. Shultz, secrétaire d'Etat américain. Auparavant, le 22 septembre, il aura reçu à Paris M. Francis Pym, son homologue britannique, annonce-t-on au Quai d'Orsay.

● *Mme Nicole Briot*, qui dirigeait depuis 1979 l'Institut national de l'audiovisuel, a été nommée par le conseil des ministres du 15 septembre directeur des politiques du développement au ministère de la coopération et du développement.

[Agée de quarante-quatre ans, ancien élève de l'ENA, Mme Briot a été notamment la première femme nommée inspecteur des finances, après avoir dirigé, de 1971 à 1974, le bureau du budget et du plan au ministère des affaires culturelles.]

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

Vos yeux font confiance au n°1 de la TV et de la Vidéo.

Vos mains font confiance au n°1 de l'électroménager.

Vos oreilles peuvent faire confiance au n°1 de la Hi-Fi.*

La Hi-Fi chez Darty: Des grandes marques au prix Darty.

DARTY

* Darty 1er distributeur Français de TV, électroménager, Hi-Fi, vidéo. Source "La Distribution : ses coordonnées" édition 1982.

HAVAS CONSEIL

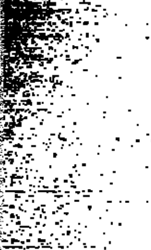
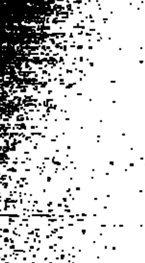
PARIS
8e: DARTY-sous-la-Madeleine
11e: 1, avenue de la République
11e: 25 à 35, boulevard de Belleville
13e: Centre Commercial "Galaxie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie
14e: Centre Commercial "Gaîté Montparnasse" - 68-80, avenue du Maine
15e: Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle" - 71, quai de Grenelle
17e: 8, avenue des Ternes
18e: 128, avenue de Saint-Ouen

RÉGION PARISIENNE
78 : Orgeval : Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest
78 : Parly 2 : Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay
91 : Les Ulis 2 : Centre Cial "Les Ulis 2" - Bures-sur-Yvette
91 : Morsang-sur-Orge - 51, rue de Montlhéry (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois)
92 : Asnières : "Carrefour des 4-Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309
92 : Châtillon : 151, avenue Marcel-Cachin - R.N. 306
92 : Boulogne : Pont de Sèvres - 122 bis, av. du Général-Leclerc
92 : Puteaux : Centre Commercial "Les 4 Temps" - Niveau 1 - "Grand-Place"
93 : Bagnolet : Porte de Bagnolet - Au pied du Novotel - 40, avenue Gallieni
93 : Bondy : 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3
93 : Aubervilliers : Centre "Pariféric" - Porte de la Villette - 6 bis, rue Emile-Raynaud
93 : Noisy-le-Grand : Centre Commercial "Les Arcades" - Marne-la-Vallée
93 : Pierrefitte : 102-114, avenue Lénine - R.N. 1
94 : Champigny : 10-12, av. R.-Salengro - La Fourchette - R.N. 4
94 : Créteil : Centre Commercial Régional "Créteil Soleil"
94 : Ivry : Centre Cial "Ivry bords-de-Seine" - 16, r. Westermeyer.
94 : Thiais-Rungis : Centre Cial Régional "Belle Epine" - R.N. 7
95 : Cergy-Pontoise : Centre Régional "3 Fontaines"

OISE
60 : Beauvais : Centre Commercial "Le Franc Marché" - 2 à 4, place du Franc-Marché
60 : Creil : Centre Commercial de Creil-Nogent : 10, avenue de l'Europe

MARNE
51 : Reims-Tinqueux : Zone artisanale du Moulin-de-l'Ecaille - Route de Dormans

ET 36 AUTRES MAGASINS EN PROVINCE.


EUROPE

La « force tranquille » à l'assaut de la Suède

Quelque 6 130 000 Suédois doivent élire, le 19 septembre, les 349 députés du Riksdag ainsi que les conseillers généraux et municipaux. Les 242 000 étrangers qui résident dans le pays depuis trois ans au moins participent aux élections communales et régionales.

La coalition centriste-libérale, en place depuis le printemps 1981 et dirigée par M. Faelldin, est actuellement minoritaire, mais bénéficie au Parlement du soutien des conservateurs. Les trois partis ne disposent que d'une seule voix de majorité contre les 174 députés sociaux-démocrates et communistes.

Ecarté du pouvoir en 1976, le chef du P.S., M. Olof Palme, tente de revenir aux commandes. La dégradation de la situation économique, la montée du chômage et les divisions d'une majorité bien frêle qui ne présente pas de programme commun jouent en sa faveur.

Comme dans les autres pays nordiques, on observe, en Suède, la progression spectaculaire des conservateurs — qui se présentent volontiers comme l'« alternative » à la social-démocratie — et l'effritement des partis centriste et libéral. Dans leur campagne, les « bourgeois » mettent en garde l'opinion contre les projets économiques de la gauche, qui risquent à leurs yeux d'engager le pays dans la voie collectiviste.

I. — La défense de l'« homme du terroir »

par ALAIN DEBOVE

Stockholm. — « *Regardez la situation en France, en Allemagne et au Danemark, trois pays où les socialistes sont au pouvoir. Le chômage y atteint des chiffres deux fois et même trois fois supérieurs aux nôtres : près de 10 % au Danemark, 3 % en S[...]. Et vous, sociaux-démocrates, vous osez nous accuser de mener une politique favorisant le sous-emploi, alors que c'est justement sur ce point que nous avons réussi mieux que tout autre gouvernement d'Europe, malgré la stagnation. La population active a augmenté de cent trente-cinq mille personnes entre 1976 et 1982.* »

C'est le premier ministre centriste, M. Thorbjoern Faelldin, qui parle ainsi le soir du 1er septembre dans la salle des sports de la ville de Kalmar réservée habituellement aux combats de boxe. Le « duel » qui l'oppose à M. Olof Palme est considéré comme l'apogée de la campagne électorale, l'occasion pour l'un comme pour l'autre de séduire les 6 % de Suédois encore hésitants, dont le vote fera sans doute la décision le 19 septembre.

Ce face-à-face est radiodiffusé en stéréo et télévisé en direct. Les temps de parole sont contrôlés à la seconde près, une jeune femme traduit simultanément les répliques pour les sourds-muets. Dans la salle, les places ont été soigneusement et équitablement réparties : la claque social-démocrate accueille son leader en entonnant *Les fils du travail*, l'hymne du mouvement ouvrier suédois, tandis que les supporters centristes attaquent le chant national.

Les deux hommes disposent d'une heure et demie pour en découdre sur les grands thèmes de la campagne électorale : l'emploi, les conséquences sociales de l'austérité budgétaire et le projet de « fonds de salariés » tendant à rendre les syndicats copropriétaires des entreprises — un boulet que les sociaux-démocrates traînent depuis 1975. Manifestement en forme, le premier ministre a tombé la veste pour affronter son adversaire. Subitement, il apparaît comme un orateur convaincant et incisif. Il dénonce la « *surenchère social-démocrate* », affirme qu'il est le défenseur des « *petites gens* », que son action présente — réduire les dépenses publiques et enrayer la croissance de la dette extérieure — est guidée par le souci de léguer aux futures générations une économie saine. Au lendemain du deuxième anniversaire des accords de Gdansk, il réclame la libération des internés et des dirigeants de Solidarité, puis aborde succinctement les problèmes de la paix et du désarmement qui, comme les grands problèmes de politique étrangère, et au grand regret de M. Palme, ne sont pratiquement pas discutés pendant cette campagne.

Distribution de prix

A l'issue de ce débat au sommet, la presse distribue les prix : dialogue de sourds, certes, mais M. Faelldin, qui sait se surpasser dans les grandes circonstances, a, de l'avis général, marqué psychologiquement des points et donné du nerf à une campagne assez monotone.

Est-ce vraiment une surprise ? Depuis 1973, on l'a habilement présenté comme un « *dilettante* », plus attaché à sa ferme du nord de la Suède (où il se rend d'ailleurs une fois par semaine) qu'aux réunions ministérielles de Stockholm. Comme un homme du terroir qui puise son inspiration politique « *auprès de ses voisins du village* ». C'est un orateur un peu « *rébarbatif* », au débit particulièrement lent. Un homme sincère et de bon sens, mais « *paralysé à l'heure de prendre une décision* ». Cette image de marque a été soigneusement entretenue. Elle a berné les Suédois, et sans doute aussi les sociaux-démocrates, pendant plusieurs années. Aujourd'hui, ils commencent à réaliser que M. Faelldin, âgé de cinquante-six ans, est un adroit manœuvrier qui excelle dans l'art de l'esquive et sait « *toujours retomber sur ses pieds* ».

N'avait-il pas, par exemple, contribué largement à la chute des sociaux-démocrates en 1976 en assurant que ses convictions personnelles et profondes l'empêcheraient de siéger dans un gouvernement qui ne s'engagerait pas à raser les centrales nucléaires ? N'avait-il pas promis quatre cent mille emplois nouveaux, la même année, s'il accédait au pouvoir ? Aucun de ces engagements n'a été tenu, mais M. Faelldin est bien toujours à la tête du gouvernement et affirme sereinement que, sans lui, les Suédois n'auraient pas été autorisés à s'exprimer par référendum sur le nucléaire en 1980. « *Le peuple*, déclare-t-il, *a dit oui au fonctionnement de douze centrales pendant trente ans. En bon démocrate, je me soumets et respecte le verdict des urnes.* » Quant aux créations d'emplois, il est formel : « *Nous sommes dans la bonne voie...* »

Les conservateurs à l'affût

Politicien rusé, M. Thorbjoern Faelldin se bat dans cette campagne pour la survie de son parti : le centre. Celui-ci, composé essentiellement d'agriculteurs, compte sur la personnalité de son leader pour lui éviter une véritable déroute le 19 septembre. Son audience ne cesse de s'éroder : 24,1 % des suffrages en 1976, 18,1 % en 1979 et tout juste 11 % d'intentions de vote selon les sondages d'opinion du mois d'août. Les centristes n'ont plus une seule question susceptible de leur donner un profil particulier : la décentralisation n'intéresse personne, car elle est déjà réalisée ; l'énergie nucléaire est aujourd'hui une affaire enterrée et l'écologie n'est pas un programme politique. Et voilà maintenant que deux « *mini-partis* » — les chrétiens-démocrates et le parti de l'environnement — leur contestent le rôle de « *défenseurs numéro un de la nature* »...

Les libéraux, partenaires des centristes dans la coalition au pouvoir depuis le printemps 1981, ne sont dans une situation guère plus enviable, avec quelque 7 % ou 8 % des intentions de vote. Leur leader, M. Ola Ullsten (ministre des affaires étrangères), déclare pourtant que le gouvernement actuel est « *le meilleur possible* » car il est modéré et repousse dos à dos la relance économique proposée par la gauche et l'austérité « *outrancière* » prônée par la droite, qui auraient toutes deux des conséquences financières ou sociales « *désastreuses* » ; mais il est bien difficile, en période de crise, de mobiliser l'opinion sur des slogans tels que l'égalité entre les sexes et le maintien de l'aide au tiers-monde à 1 % du produit national brut. Les spectaculaires ralliements au parti libéral de grands banquiers et patrons, comme M. Gyllenhammar, P.-D.G. de Volvo, n'ont pas donné les résultats escomptés.

La dégringolade prévisible des deux partis du milieu de l'échiquier se fera au profit des conservateurs de M. Ulf Adelsohn. Ceux-ci ne cessent de progresser depuis 1970 : ils partent en guerre contre les impôts, condamnent toute forme de rapprochement avec la social-démocratie (idée qui séduit à intervalles réguliers les centristes et les libéraux), dénoncent la bureaucratie et les tendances collectivistes de la société ; ils veulent redonner à l'individu le sens de ses propres responsabilités, « *car on a l'impression que les Suédois ont besoin d'une bouée de sauvetage de la naissance à la mort* ». En cas de victoire « bourgeoise » le 19 septembre, et si une entente tripartite est de nouveau possible comme de 1979 à 1981, il n'est pas du tout exclu que les conservateurs (qui obtiendront sans doute plus de voix que les centristes et les libéraux réunis) exigent le poste de premier ministre. M. Faelldin se bat donc aussi pour sa place...

Les médias jouent un rôle particulièrement important dans cette campagne : les débats télévisés, les dialogues avec les auditeurs à la radio, sont jugés plus déterminants que les affiches et les tournées des leaders en province, où seuls les sociaux-démocrates, grâce à leur organisation efficace, parviennent à rassembler entre dix mille et quarante mille personnes. Il s'agit avant tout d'inspirer confiance, et c'est aussi la stratégie choisie par M. Olof Palme.

M. Palme « doux comme le miel »

Face à M. Thorbjoern Faelldin, « *l'homme du terroir* », le leader de la gauche suédoise a longtemps représenté le brio intellectuel de Stockholm, le sens de la réplique rapide et de la formule qui fait mouche, le débatteur maniant allègrement l'ironie et le cynisme, ce qui n'est pas toujours apprécié de l'opinion scandinave. Souvent critiqués, et à juste titre, pour leur attitude « *supérieure* », leurs tendances « *à savoir tout mieux que les autres* » et à vouloir donner constamment des leçons de politique, les socialistes ont changé de tactique, et M. Palme se présente en ce début d'automne comme une sorte de « *force tranquille* » suédoise, laissant les bourgeois « *effrayer l'opinion* » et étaler leurs divisions au grand jour. A un auditeur qui lui reprochait sévèrement son ton agressif et le priait gentiment de cesser ces manières, l'ancien premier ministre répondait récemment : « *A cinquante-cinq ans, je me suis assagi. C'est normal. Aujourd'hui je suis doux comme le miel.* »

Les six années passées dans l'opposition n'ont pas altéré la position du parti dans l'électorat : 42,7 % des voix en 1976, 43,2 % en 1979. Il aborde la présente consultation avec une grande confiance : les rapports avec la puissante centrale syndicale LO sont bons, et les jeunes continuent à voter dans une large majorité à gauche, ce qui n'est pas le cas en Norvège par exemple.

M. Palme a bien besoin d'afficher cette « *force tranquille* », car il doit faire face aux attaques groupées du patronat et des trois partis bourgeois, pour une fois unis, qui considèrent que le projet de fonds ouvriers, tendant à rendre les salariés copropriétaires des entreprises, va plonger la Suède dans le « vrai socialisme », que l'objectif des syndicats est la propriété des moyens de production, que la liberté, la démocratie et l'économie de marché sont menacées.

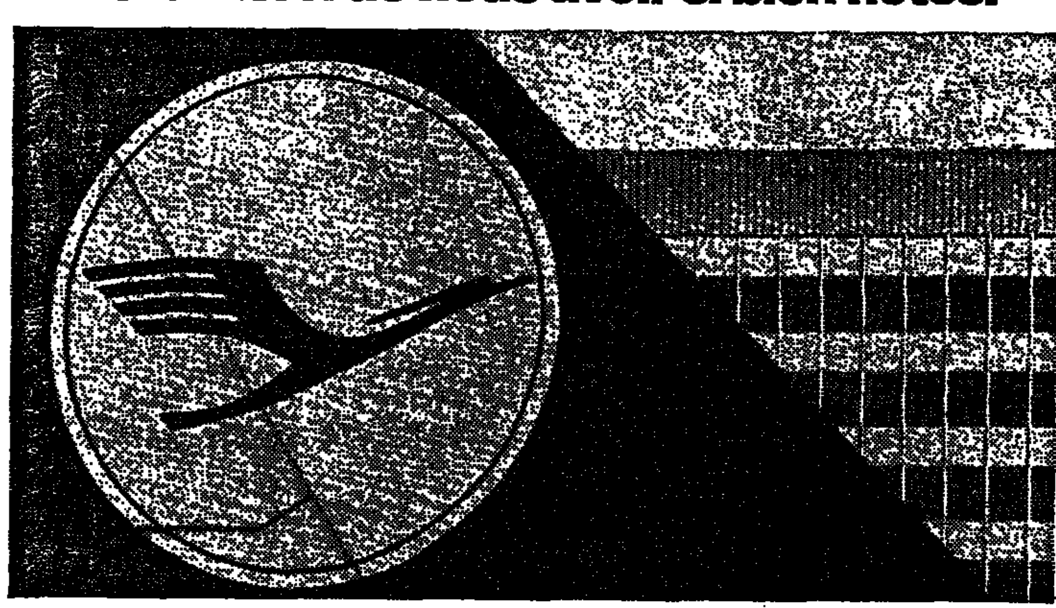
Ce projet a déjà joué de mauvais tours aux sociaux-démocrates lors des deux précédentes élections. Ils s'efforcent maintenant de désamorcer la mine. M. Palme tente de détourner l'attention de ce sujet scabreux en parlant longuement dans ses discours du chômage, du travail de longue haleine que nécessitera le redressement de l'économie, de la solidarité indispensable pour sortir le pays de la crise, de la confiance en l'avenir. Cette tactique semble lui réussir ; reste à savoir si les slogans ne sont pas un peu usés. La gauche fait « *seulement* » quatre promesses dans cette campagne : l'indexation intégrale des pensions sur le coût de la vie, le rétablissement des anciennes modalités de l'assurance-chômage et de l'aide de l'Etat aux communes pour la construction de crèches et la suppression des trois jours de carence, non indemnisés par la Sécurité sociale en cas de maladie. « *Il faut préserver le bien-être et le défendre contre les attaques des bourgeois* », peut-on lire sur les affiches des socialistes.

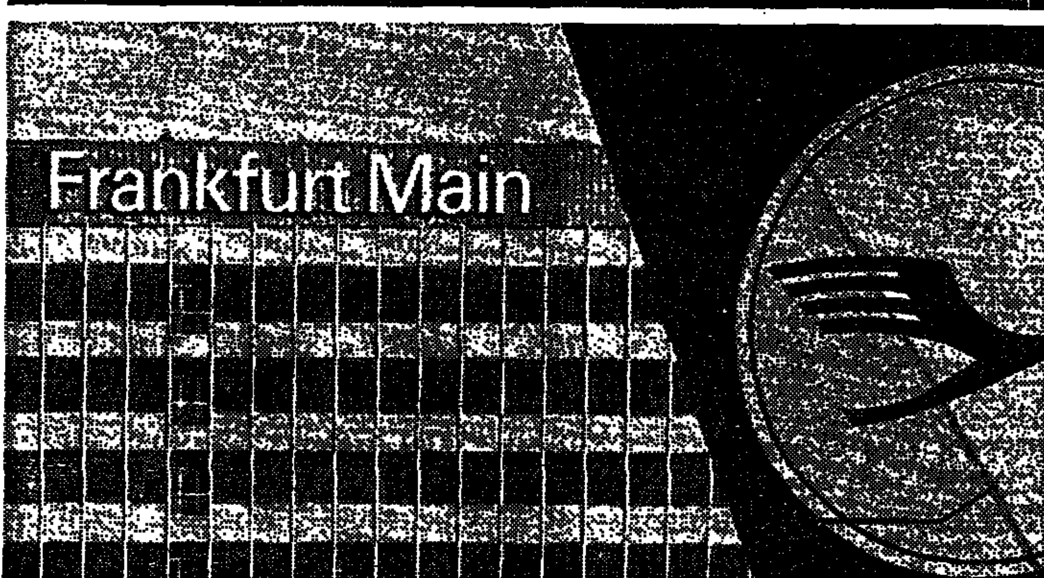
Une fois de plus, malgré tous les appels lancés de temps en temps pour le rapprochement et la collaboration entre les grands partis, ce sont bien deux blocs qui s'affrontent aux législatives : les bourgeois contre les sociaux-démocrates. En 1979, huit mille voix seulement séparaient les deux camps. Or le petit parti communiste, bien isolé à gauche, n'est pas sûr, en raison des événements de Pologne, de réunir les 4 % de voix nécessaires pour être représenté au Riksdag.

Prochain article :

L'AUSTÉRITÉ A TOUTES LES SAUCES...

A ceux qui connaissent bien les compagnies aériennes et les aéroports, encore merci de nous avoir si bien notés.





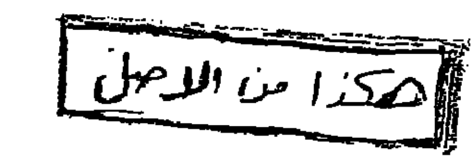
Pour la seconde année consécutive, les hommes d'affaires internationaux ont élu Lufthansa transporteur numéro un mondial. C'est la compagnie qu'ils recommanderaient le plus volontiers autour d'eux. Dans la même étude indépendante*, l'aéroport de Francfort/Rhein-Main, base principale de Lufthansa a été désigné une fois de plus comme l'aéroport le plus fonctionnel au monde. Tout simplement, les hommes d'affaires du monde entier apprécient notre efficacité, notre fiabilité et bien sûr notre ponctualité. Ils goûtent le confort de voler avec la flotte la plus moderne du monde. Ils accordent une grande valeur au service raffiné et au large choix de classes. Au sol ou en vol, Lufthansa vous donne toujours le meilleur des deux mondes.

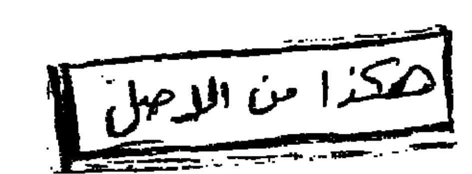


*Etude sur les voyages d'affaires par avion menée par «The Annual Investment File», (rapport d'activités économiques et financières publié à Londres) et réalisée sur un échantillon représentatif d'hommes d'affaires parmi les 20.000 plus grandes sociétés exportatrices du monde.

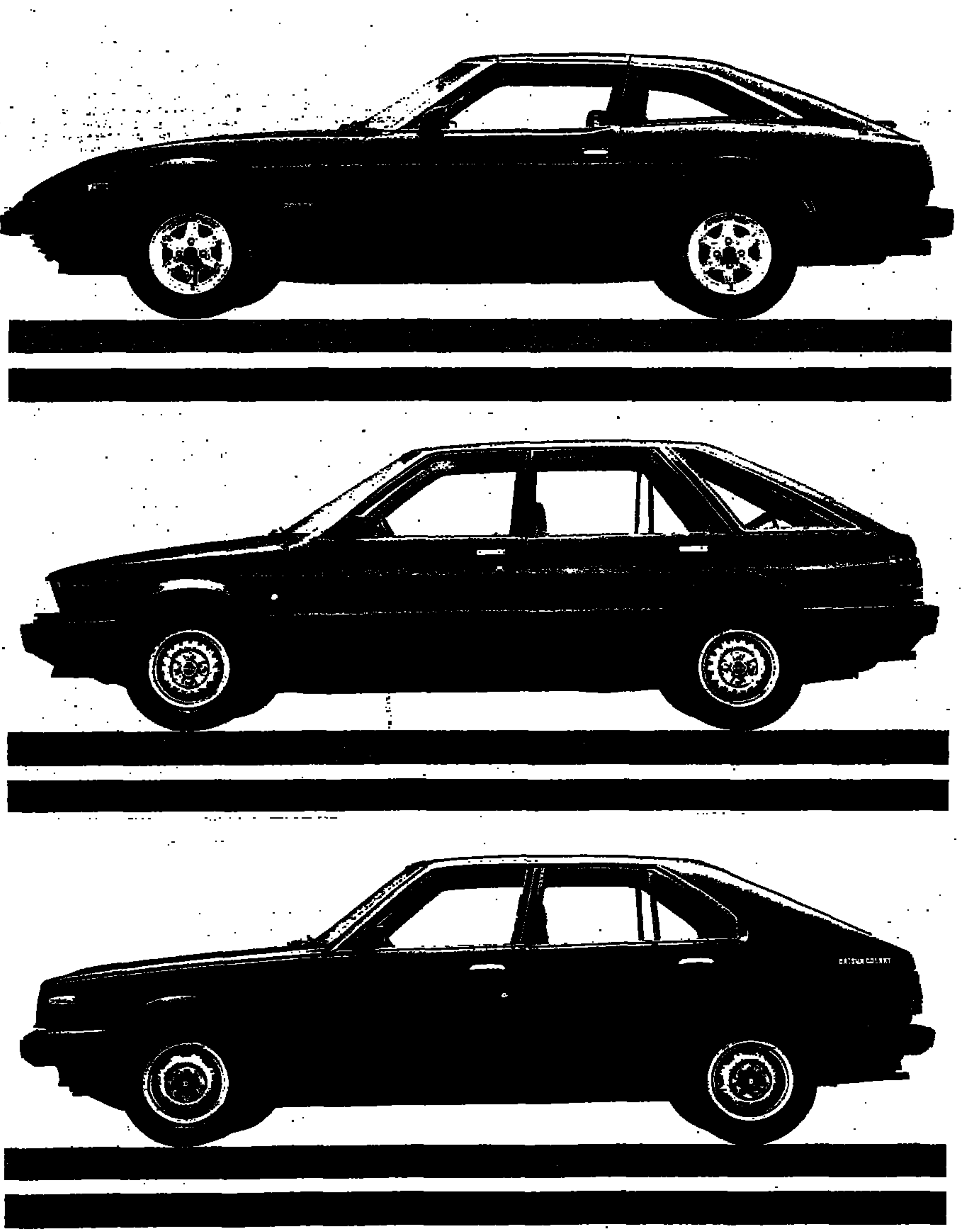






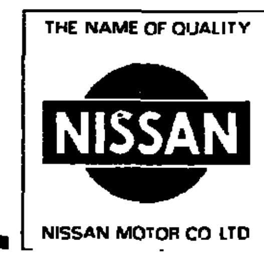


50 ANS DE DISCRETION, ÇA SUFFIT !



Depuis 50 ans, nous construisons les automobiles DATSUN. Aujourd'hui nous sommes fiers de donner notre nom à ces voitures qui sont parmi les plus modernes du monde. Depuis 50 ans, nous maîtrisons une technologie toujours plus avancée et nous développons aux quatre coins du globe un immense réseau de concessionnaires. Aujourd'hui, nous sommes le troisième constructeur automobile mondial (production 1981). Depuis 50 ans, nous nous efforçons d'apporter à tous nos modèles de série les perfectionnements techniques les plus élaborés, tout en leur assurant une robustesse et une longévité hors du commun. Aujourd'hui, nous sommes l'un des premiers constructeurs à fabriquer toutes ses voitures dans des unités de production ultra-modernes, en utilisant systématiquement des robots industriels, afin d'obtenir la fiabilité maximum que permet d'atteindre toute la technologie moderne. Depuis 50 ans, nous avons bâti l'excellente réputation que DATSUN connaît à travers le monde sans dire qui nous étions. Aujourd'hui, ça suffit ! Notre nom c'est : NISSAN.

Importateur exclusif pour la France et la Principauté de Monaco.
S.E.E. RICHARD
46/48, rue Mouxouris - Parly II
78150 Le Chesnay



De la technologie NISSAN est née la perfection DATSUN.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 15 septembre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Après la réunion, le communiqué suivant a été publié.

● **COMMERCE EXTÉRIEUR ET SITUATION MONÉTAIRE**

(Lire page 27.)

● **IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES**

(Lire page 28.)

● **ARTISANS**

Le ministre du commerce et de l'artisanat a fait une communication sur la situation actuelle de l'artisanat et sur la contribution que ce secteur peut apporter à la production, à l'emploi et à l'aménagement du territoire. Il a rappelé que l'artisanat occupe 10 % de la population active française et a créé plus de 200 000 emplois au cours des dix dernières années.

Le président de la République a souligné le rôle irremplaçable des artisans dans l'équilibre économique et dans la vie du pays. Il a demandé au gouvernement d'agir en étroite concertation avec les représentants de ce secteur, pour que celui-ci soit en mesure d'apporter son concours utile au développement du pays.

● **PROCHE-ORIENT**

La mission du contingent français au sein de la force multinationale d'interposition à Beyrouth s'est terminée de bonne manière. Les conditions sont réunies pour que les forces armées libanaises assurent l'ordre et la sécurité dans la capitale.

Il est maintenant essentiel que l'évacuation de toutes les forces étrangères du Liban soit entreprise au plus tôt, comme l'ont prévu les résolutions du Conseil de sécurité, les déclarations de nombreux gouvernements amis du Liban et, plus récemment le sommet arabe au cours de sa conférence de Fès. Le gouvernement français y attache une grande importance dans la mesure où, comme l'a déclaré à plusieurs reprises le président de la République, cette évacuation est une condition de l'indépendance, de l'intégrité et du rétablissement de la pleine souveraineté au Liban, principes auxquels la France demeure fondamentalement attachée.

La déclaration arabe, venant après le discours du président Reagan à Burbank et faisant suite aux réactions très positives de nombreux pays au projet de résolution franco-égyptien, actuellement soumis à l'examen du Conseil de sécurité, confirme la volonté du plus grand nombre, d'engager un processus de négociations vers une paix fondée sur les principes de droit, que la France a rappelés à bien des reprises et qui constitueront, demain comme hier, la base de son action.

● **NATIONS UNIES**

Au cours de sa visite officielle en France, la première depuis son élection, M. Perez de Cuellar a été reçu par le président de la République, le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement. La volonté française a été clairement affirmée de permettre au Conseil de sécurité et au secrétaire général, d'assumer pleinement leurs responsabilités dans le règlement des différends, dans la définition et dans le suivi d'actions collectives contribuant au maintien de la paix et de la sécurité. Des recommandations ont été présentées par le secrétaire général dans son premier rapport annuel ; la France y trouve un grand intérêt.

Cette orientation a, au cours des derniers mois, inspiré les attitudes de la France au Conseil de sécurité à propos des Malouines, du Proche-Orient, du Liban. Elle sera réaffirmée dans le discours que le premier ministre lui-même prononcera, à la fin du mois, au nom de la France devant l'assemblée générale.

● **RENTRÉE SCOLAIRE**

Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur la rentrée scolaire. Celle-ci a maintenant eu lieu dans toutes les académies métropolitaines, à l'exception de la Corse. Elle concerne, dans l'enseignement public, 10 600 000 élèves, soit une légère diminution par rapport à l'an dernier, avec des différences notables selon les degrés d'enseignement (baisse dans l'enseignement élémentaire, progression dans les collèges et les lycées et surtout les maternelles). Dans l'enseignement privé, le nombre des élèves, 2 077 000, reste stable.

Préparée dans un esprit nouveau, cette rentrée marque un progrès par rapport à celle de l'an passé. Bien qu'il soit encore trop tôt pour établir un bilan complet, il apparaît d'ores et déjà que les inévitables imperfections ont été moins nombreuses que les années précédentes.

L'amélioration ainsi constatée résulte de deux types d'actions :

— l'amélioration des moyens : mise en place de 17 000 emplois supplémentaires, effort en faveur des constructions, plan machine-outil, augmentation de bourses dans les lycées d'enseignement professionnel ;

— la nouvelle politique de l'éducation particulièrement marquée sur trois plans : la concertation avec tous les intéressés ; la lutte contre les inégalités et les échecs scolaires ; les projets d'action éducative.

La rentrée scolaire de 1982 marque une étape dans la voie de la transformation du système éducatif. Rendant hommage à l'action de tous les personnels de l'éducation nationale, le ministre a appelé l'ensemble des partenaires du système éducatif, et en particulier les parents d'élèves, à collaborer à la préparation des réformes en cours (formation des maîtres, missions sur les collèges et sur les lycées).

● **SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT**

Le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, a présenté l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement, que le président de la République a convoqué pour le mardi 21 septembre. Cette session, d'une dizaine de jours, qui précédera immédiatement la session ordinaire d'automne, devrait permettre au Parlement :

— de poursuivre, si possible d'achever, l'examen de projets de loi déjà adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture. Ces projets concernent notamment les offices d'intervention dans le secteur agricole, les institutions représentatives du personnel dans les entreprises et les activités du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics.

— d'aborder en première lecture à l'Assemblée nationale l'examen d'autres projets concernant, notamment, les comités d'hygiène et de sécurité, la réforme des études médicales et pharmaceutiques, le développement des investissements et la protection de l'épargne et l'adaptation de la loi de décentralisation aux départements d'outre-mer.

L'Assemblée nationale sera également saisie d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat en première lecture, relative aux conditions d'attribution de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du nord.

● **« VACANCES 82 »**

Organisée dans vingt-quatre départements, avec le concours de douze ministères, l'opération « Vacances 82 » était un élément essentiel de la mise en œuvre et de la surveillance du blocage des prix pendant les congés d'été. Le ministre de la consommation a rendu compte des résultats de cette opération, qui a atteint les objectifs que le gouvernement s'était fixés.

La mise en place de contrôles préventifs, le renforcement des effectifs dans les départements d'accueil, l'organisation de permanences téléphoniques auxquelles les consommateurs et les professionnels pouvaient s'adresser, ont, en effet, permis de limiter les abus de toutes sortes qui accompagnent souvent la période des vacances. Le slogan de la campagne : « Soyez vigilants — nous le sommes », reflétait la volonté du gouvernement de mobiliser l'ensemble des partenaires économiques dans la lutte contre l'inflation et pour une meilleure qualité de nos productions et de nos services.

Le ministre de la consommation a souligné la participation active à l'opération des organisations de consommateurs, ainsi que celle de nombreux commerçants ou de leurs organisations. Elle a indiqué que l'an prochain une nouvelle opération de plus grande ampleur, tenant compte de l'expérience acquise cette année serait mise en place.

● **VILLES NOUVELLES**

Sur la proposition du ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, et du ministre de l'urbanisme et du logement, le conseil des ministres a adopté un projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles, dont les grandes lignes avaient été fixées lors du conseil des ministres du 21 juillet dernier.

Le texte abroge la loi du 10 juillet 1970. Il lui substitue un nouveau régime, tendant à assurer une gestion plus démocratique des agglomérations nouvelles et à ménager une transition vers le droit commun, c'est-à-dire la création de communes sur le territoire de ces agglomérations.

[La réforme de la loi Boscher, qui, depuis le 10 juillet 1970, régit les neuf villes nouvelles françaises, faisait partie de tous les programmes électoraux de la gauche. Mais sa mise au point a été longue et difficile.

Il fallait, tout à la fois, rendre plus de liberté d'action aux élus locaux, permettre que soit continuée une urbanisation pas toujours souhaitée par les habitants déjà installés, et mettre fin à certaines anomalies du découpage communal traditionnel mis à mal par l'apparition de quartiers neufs.

Le projet de loi trace un cadre en offrant aux conseils municipaux des communes concernées quatre possibilités d'organisation institutionnelle plus ou moins contraignante (*le Monde* des 20 avril, 7 juillet et 23 juillet 1982). La fusion en une commune unique est imposée si un accord ne peut être trouvé pour une solution plus souple qui devra être mise en place au plus tard le 1er mars 1984. Ce sont donc les conseils municipaux élus en mars prochain qui auront à se prononcer. L'avenir des villes nouvelles sera au centre de la campagne électorale dans les quatre-vingt-dix communes plus ou moins concernées.]

● **CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES**

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le conseil des ministres a adopté un décret qui simplifie la procédure applicable en cas de modification des circonscriptions des services administratifs de l'Etat.

● **RECHERCHE ET INDUSTRIE**

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, et pour faire suite aux décisions prises le 8 septembre en ce qui concerne l'organisation de son ministère, le conseil des ministres a adopté un décret créant l'emploi de directeur général de la recherche et de la technologie.

● *La révision des listes électorales à Paris*, qui a commencé le 1er septembre, se poursuivra jusqu'au 31 décembre. Les jeunes gens qui atteindront l'âge de dix-huit ans avant le 1er mars 1983 doivent demander leur inscription dans les mairies d'arrondissement ainsi que les personnes ayant changé de domicile.

Le C.D.S. demande au gouvernement d'engager une « opération vérité » sur sa gestion

Les membres du bureau politique et du collège exécutif du C.D.S., réunis mercredi 15 décembre, se sont montrés préoccupés par la situation économique de la France. « *Le gouvernement a fait de mauvais choix politiques et des fautes de gestion* », a estimé M. Pierre Méhaignerie, président du Centre des démocrates sociaux. Il a dénoncé pêle-mêle la baisse du pouvoir d'achat — qui est « *tellement contraire aux illusions ou aux espoirs des Français après le 10 mai* », — l'accroissement du déficit du commerce extérieur, la baisse de confiance de l'étranger dans le crédit de la France, le désinvestissement — « *à cause notamment des charges accrues pesant sur les entreprises* », la politique déflationniste de la « *nouvelle donne* » du gouvernement Mauroy, qui risque « *de faire rater à la France la reprise mondiale de 1983* ».

Le président du C.D.S. a toutefois admis que des efforts avaient été faits dans le domaine de l'épargne, et il a rappelé que son parti « *les a approuvés* » en leur temps. Mais il a jugé que la croissance du déficit budgétaire « *prouve que le budget n'est ni celui de la rigueur, ni celui du dynamisme dans la mesure où il ne fait qu'enregistrer les échecs, ni celui de la solidarité car personne n'est protégé de la baisse du pouvoir d'achat* ».

Le C.D.S. demande au gouvernement d'engager une « *opération vérité* » sur sa gestion. Une telle opération permettrait, selon M. Méhaignerie, de mesurer l' « *état de la situation économique* » et de savoir « *où en sont les réformes en chantier* ». Il propose pour la rentrée un slogan : « *Le socialisme français n'est pas social* ».

Le C.D.S. s'est, d'autre part, déclaré « *très inquiet de voir le fossé se creuser entre les Etats-Unis et l'Europe* ». « *Nous ne voudrions pas que la mauvaise gestion intérieure conduise à un certain anti-américanisme* », a déclaré M. Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, tandis que M. Bernard Stasi, député de la Marne, estimait : « *Cette dérive anti-américaine présente pour le gouvernement un double avantage : celui de satisfaire le P.C. et celui de faire des Américains* des boucs émissaires.

A l'extrême droite

« Il est indispensable de renverser le pouvoir actuel »

déclarent les dirigeants du P.F.N.

Quatre des nouveaux dirigeants du Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite), MM. Roland Hélie, membre du bureau politique, Olivier Cazal, Jack Marchal, membres du comité central et Roger Girard, membre du comité central et porte-parole, ont tenu, mercredi après-midi 15 septembre, une conférence de presse pour préciser les positions de leur formation sur différents sujets. Ils ont notamment confirmé que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir le P.F.N. a infléchi sa ligne politique « *dans le sens d'une réaffirmation des finalités révolutionnaires de son action* ».

« *Après avoir trop longtemps voulu confondre son expression politique avec celle des formations de l'opposition bourgeoise, le P.F.N. a décidé de parler clairement aux Français et d'exposer ses positions nationalistes révolutionnaires en toute autonomie. Il s'agit donc de porter le débat politique partout, de convaincre l'ensemble du pays de la nécessité d'un changement radical. Notre objectif est de prendre une part décisive au combat de toutes les forces opposées au système.* »

Pour le P.F.N., « *il est indispensable de renverser le pouvoir actuel* ». Interrogé sur cet objectif, qui les conduit à renouer avec un certain activisme, les représentants du parti ont assuré qu'ils n'entendent pas sortir de la légalité.

Aux prochaines élections municipales, le P.F.N. souhaite participer à des listes d'union de l'opposition : « *Dans tous les cas, nous maintiendrons l'indépendance de nos positions nationalistes et l'autonomie de notre expression politique. Mais nous réaffirmons notre volonté prioritaire de ne jamais faire voter à gauche. Notre combat exige la clarté et ne doit pas se prêter à des marchandages suspects.* »

Les quatre dirigeants du P.F.N. ont également répondu aux accusations lancées contre eux et, en particulier, nommément contre un animateur du GUD (Groupe union-défense) par le porte-parole du Front national, que préside M. Jean-Marie Le Pen (*le Monde* du 9 septembre). Ils ont déclaré que l'affirmation selon laquelle le P.F.N. serait devenu « *un instrument de Gaston Defferre* » est « *une absurdité qui donne à rire. Nous sommes navrés de constater qu'il y a, à droite, des personnalités aussi enclines au sectarisme que dépourvues du moindre sens politique*, ont-ils ajouté. *Cela dit, nous restons ouverts à tout accord avec des organisations d'opposition nationale, quelles qu'elles soient.* »

Le P.F.N. tiendra son cinquième congrès national lees 13 et 14 novembre à Paris.

Le P.C.F. : les jeunes sont dans l'attente des changements.

Le bureau politique du P.C.F. estime, dans une déclaration publiée jeudi 16 septembre par *l'Humanité*, que les jeunes « *sont à la recherche d'un mode de vie nouveau, qui leur permette de profiter de l'existence et du monde qui les entoure* ». Le bureau politique souligne que « *les jeunes sont dans l'attente des changements que la victoire de la gauche leur a fait espérer* », et que « *nombreux sont ceux qui ne trouvent pas* [les changements accomplis] *suffisamment concrets dans leur vie quotidienne* ».

« *De la déception au désespoir*, affirme encore ce texte, *quelques-uns en sont conduits à rejeter encore davantage la société (...). Telle est la source de comportements, dont l'extension de la délinquance et de la consommation de la drogue sont parmi* [les signes] *les plus aigus et qui nous inquiètent par la place nouvelle qu'ils prennent, notamment parmi les plus jeunes.* »

Le bureau politique estime que, « *dans la crise, naissent des possibilités nouvelles de rassemblements et d'action* ». Il « *prendra des initiatives pour s'adresser à la jeunesse sur les grandes questions actuellement en débat et appelle les fédérations à prendre des décisions en ce sens* ».

LA RÉFORME DE L'ENA AU PROCHAIN CONSEIL DES MINISTRES

Le projet de réforme de l'Ecole nationale d'administration pourrait être adopté par le gouvernement dès le conseil des ministres du mercredi 22 septembre. Après avoir dû retirer de l'examen du Conseil d'Etat le projet de loi qu'il lui avait soumis pour avis (*le Monde* du 16 septembre), le gouvernement doit transmettre un nouveau texte à la Haute Juridiction.

C'est lundi 20 septembre que la commission permanente du Conseil d'Etat examinera le nouveau projet dans lequel le gouvernement a introduit certaines dispositions qui, initialement, n'y figuraient pas, mais qui devaient se trouver dans des décrets d'application. Cette réforme institue une nouvelle filière d'accès à l'ENA, réservée aux élus locaux et aux responsables d'organisations syndicales, associatives et mutualistes.

● *Le nouvel annuaire* de l'association des anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration (1981-1982) vient d'être publié. Il comporte notamment le rappel de toutes les promotions, depuis la première baptisée « France Combattante » en 1946. Il est en vente au siège de l'association, 13, rue de l'Université, 75007 Paris.

LE MONDE diplomatique

de septembre

AU SOMMAIRE :

- Les chances de la chirurgie israélienne au Liban.
- Le bras armé des Etats-Unis.

VIENT DE PARAITRE
FRANCIS LEFEBVRE
5, rue Jacques Bingen
Paris 17e
LES IMPOTS EN FRANCE 82/83
traité pratique illustré par l'exemple, 564 pages
106 F - Franco 119 F

TOUT DE SUITE !

L'ALMANACH 82-83 DE L'ETUDIANT
EST PARU
25 F chez votre marchand de journaux*



* Remboursé pour tout abonnement à l'ETUDIANT
Tél. : 508.02.42

COPIES GEANTES
NOIR-BLANC SUR XEROX 2080
SUR PAPIER BLANC COULEURS, CALQUE, POLYESTER. LARGEUR 92 CM. LONGUEUR ILLIMITEE
REDUCTION AGRANDISSEMENT POUR PLANS, CONTRECALQUES, AFFICHES, POSTERS
ETRAVE 38, Av. Daumesnil PARIS 12e ☎347.21.32 Tx 220064 F

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1re et 2e année.)
Cours par correspondance (1re année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

Le P.S. : le Club de l'Horloge n'a pas mis son cadran à l'heure.

Sous le titre « La droite annexe la République », le bulletin quotidien du parti socialiste, *P.S. aujourd'hui*, dans son numéro du 15 septembre, juge « *ridicules* » les arguments exposés, au nom de l'opposition, par le Club de l'Horloge pour essayer de démontrer que le socialisme engendre « *nécessairement l'injustice* » (*le Monde* du 15 septembre).

Il indique, notamment : « *On peut s'interroger sur l'acharnement que mettent ces politologues au rabais pour nier à la fois leurs origines et leur spécificité.*

» *Certes, personne ne nie que, après un siècle de tourmente, l'ensemble des forces politiques françaises sont devenues républicaines. Mais la droite a suffisamment campé sur des positions royalistes ou bonapartistes pour ne pas revendiquer aussi présomptueusement l'exclusivité des principes républicains que leurs ancêtres ont méprisés trop longtemps. (...)*

» *Quant à leur spécificité, elle s'accroche, en effet, à ce qu'ils appellent liberté : cette liberté sans frein qui aboutit à l'exploitation éhontée des faibles et des démunis par une poignée de vautours. Elle s'accroche à cette forme d'égalité qui prétend ne rien corriger à l'ordre naturel, comme si l'homme, depuis des millénaires, n'y avait pas trouvé sa plus noble tâche. Elle ose enfin s'accrocher à la fraternité, parce que cette classe-là a toujours pratiqué l'embrassade avec couteau dans le dos.*

» *Le Club de l'Horloge n'a pas encore réussi à mettre son cadran à l'heure. Rien d'étonnant à cela. Car si la droite avait quelque chose à dire, elle imaginerait autre chose qu'une « stratégie haute de contournement du socialisme sur ses positions ». Elle se consacrerait à l'explication claire de ses propositions, et reconnaîtrait que le combat pour la République a d'abord été celui de la gauche.* »

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. – SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

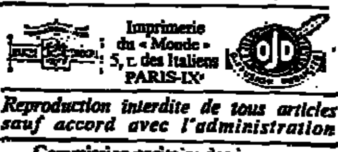
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

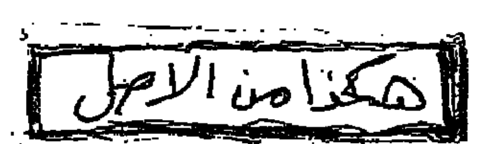
Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

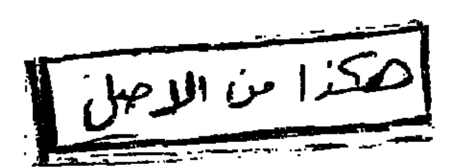


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037





JOURS DE FRANCE



AU CAFÉ DU COMMERCE LES NATIONALISATIONS

Deux lycéens de 13 ans de la classe de 4ème : Jean et Paul

Jean : Quelle est la profession de ton père ?

Paul : Il est fonctionnaire.

Jean : Tu en as de la chance !

Paul : Pourquoi ?

Jean : Parce que papa avait une entreprise et elle a été nationalisée.

Paul : Mais il a été indemnisé !

Jean : Il a été indemnisé, mais il est triste, triste parce que maintenant il ne sait plus que faire. Il aimait bien son personnel, ses clients, ses fournisseurs et, à présent, il est tout étonné de n'avoir pas de travail. Et puis maman est inquiète.

Paul : Ah oui ? Pourquoi ?

Jean : Elle est inquiète parce qu'elle dit que l'oisiveté, même forcée, est la mère de tous les vices.

Paul : Ton père à des vices ?

Jean : Pas encore, mais enfin il pourrait jouer aux courses. Il va trop souvent au cinéma. J'ai entendu parler d'un film qui s'appelle «Emmanuelle». Il paraît qu'il vaut mieux qu'il ne soit pas vu par les hommes mariés.

Paul : Ah ? Mais nous ne sommes pas mariés, on pourrait peut-être le voir ?

Jean : Si tu veux.

Paul : Et bien, dimanche prochain, quand on nous donnera notre argent de poche pour la semaine, on mettra de côté l'argent du cinéma.

Jean : D'accord. Mais tout ça, ça n'arrange pas les affaires de papa ! Il a des amis dont les entreprises ont été également nationalisées et qui pensent à s'expatrier en Amérique.

Paul : Ils ont tort. La loi sur les nationalisations, ce n'est tout de même pas la révocation de l'Edit de Nantes ! Tu devrais parler à ton père de ce que dit Chantecler. Cela pourrait, peut-être, lui donner des idées.

Jean : Chantecler, d'Edmond Rostand ? Nous en avons bien appris quelques passages l'année dernière, mais je ne me les rappelle plus. Je ne suis pas comme toi, toujours premier en récitation.

Paul : Veux-tu que je te le raconte ?

Jean : Oui.

Paul : Je vais d'abord te parler de la scène et de l'environnement. La scène, c'est une cour de ferme où Chantecler, le coq, règne en maître et est aimé de tous ; des poules, naturellement, mais aussi des pintades, des dindons, du chien dans sa niche, du merle qui siffle dans sa cage, de la vieille poule dans son panier et, tous les matins, Chantecler se lève avant l'aube pour chanter et faire lever le soleil.

Jean : Ce n'est pas vrai ! Il ne fait pas lever le soleil !

Paul : Non. Mais il le droit et il est heureux. D'ailleurs tous les coqs du monde chantent avant le lever du soleil.
L'environnement, c'est une forêt. Un jour, on entend un coup de fusil et une faisane, blessée, tombe dans la cour de la ferme. Tout le monde l'accueille. Chantecler la prend sous sa protection. On la soigne, elle guérit et elle aime Chantecler. Mais elle n'est pas heureuse, parce que Chantecler apporte trop d'attention à sa mission qui consiste à chanter tous les matins pour faire lever le soleil. Et elle dit : «Je veux un coq sans gloire et qui n'aime que moi».

Jean : Maman ne ressemble pas à ta faisane. Elle n'était pas du tout jalouse du travail de papa quand il en avait et, aujourd'hui, il n'en a plus !

Paul : Je continue. Un soir, la faisane emmène Chantecler dans la forêt, là où le feuillage est très épais et où les rayons du soleil passent difficilement. Elle lui raconte des histoires. Il s'endort et le matin le soleil commence à se lever. La faisane le réveille et lui dit : «Tu vois, le soleil s'est levé sans toi». Chantecler, un peu endormi, reprend ses esprits et répond :
«C'est qu'il est resté dans l'air un peu de mon chant d'hier».
La vie reprend dans la cour de la ferme. Chantecler continue à chanter avant le lever du jour. Un soir, on entend le chant du rossignol dans la forêt. Tout le monde l'écoute dans la cour de la ferme. Puis un coup de feu, le rossignol ne chante plus. Quelques instants plus tard, on entend de nouveau le chant du rossignol. Alors Chantecler dit :
«Il faut qu'il y ait toujours un rossignol dans la forêt et dans l'âme, une foi si bien habituée qu'elle renaît encore après qu'on l'a tuée».

Jean : C'est très bien, mais qu'est-ce que ça peut faire pour papa ?

Paul : Si ton père a dans l'âme une foi si bien habituée à travailler, à créer des emplois et à exporter, et bien il n'a qu'à créer une nouvelle entreprise !

Jean : Oui, mais si on la nationalise de nouveau dans dix ans ?

Paul : Et bien, pendant dix ans, il se sera bien amusé ! Ta mère n'aura pas été inquiète et, finalement, il aura rendu service à la France en créant une nouvelle société, digne d'être nationalisée.

Jean : Mais s'il a rendu service à la France en créant sa première entreprise qui a été nationalisée, on pourrait peut-être lui donner une petite décoration. Je pense que cela le consolerait.

Paul : Quelle décoration ?

Jean : Je ne sais pas. Par exemple les Palmes académiques, comme le professeur de français !

Paul : Je vois justement au café d'en face M. le Commissaire de la République et M. le Président du Conseil général qui d'habitude n'arrêtent pas de se chamailler et qui, aujourd'hui, ont l'air de très bonne humeur. Allons leur dire qu'ils devraient écrire au Ministre de l'Education nationale pour qu'il décerne à ton père les Palmes académiques.

Marcel Dassault
Député de l'Oise

CRNOV s.a. 720.78.84

Le Monde

société

SCIENCES

LES PROJETS DE BUDGET POUR 1983

Recherche et industrie recevront 52,2 milliards de francs (+ 35,8 %)

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, et M. Edmond Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie, ont présenté le projet de budget du ministère de la recherche et de l'industrie ainsi que le projet du budget civil de recherche, agrégat composé des dépenses de recherche de tous les ministères (celles du ministère de la recherche et de l'industrie en constituent plus des trois quarts).

Les chiffres globaux font apparaître des progressions importantes, très supérieures à celles qu'on enregistre pour l'ensemble des projets de budget civil de l'Etat, qui est de 13,3 % en valeur, soit 4,9 % en volume. Ainsi, le budget civil de recherche doit-il passer dans son ensemble de 25,4 à 32,5 milliards de francs — dont 25,3 milliards inscrits au fascicule budgétaire du ministère de la recherche et de l'industrie. La progression est de 28 %.

Les autres crédits — industrie et énergie — connaissent une progression moins forte, de 9,4 à 10,9 milliards (+ 16 %). En prenant en compte 7,3 milliards de dotation en capital des entreprises publiques — dont 0,5 milliard déjà inclus dans le budget de recherche — et 2 milliards de produit de taxes parafiscales et le fonds spécial des hydrocarbures, on constate que l'effort global passe de 38,45 à 52,2 milliards de francs, en hausse de 35,8 % en valeur (25,7 % en volume). Même si une telle globalisation peut paraître discutable, elle témoigne d'une nette priorité pour la recherche, le développement technologique, la restructuration industrielle, la maîtrise de l'énergie, priorité d'ailleurs conforme aux options proclamées en diverses circonstances par le chef de l'Etat.

Le budget civil de recherche avait, en 1982, un montant global de 25,4 milliards de francs, également réparti entre les dépenses ordinaires et les autorisations de programme. Les premières, qui couvrent essentiellement des salaires, doivent atteindre 15,2 milliards en 1983 (+ 19,7 %). Les autorisations de programme ont une croissance plus rapide (36,6 %) et doivent totaliser 17,3 milliards en 1983 (*le Monde* du 31 juillet).

Conformément à la loi d'orientation et de programmation de la recherche et du développement technologique, le projet de budget est scindé en quatre rubriques : programmes mobilisateurs, recherche fondamentale, recherches appliquées et finalisées, programmes de développement technologique — auxquelles il faut ajouter des moyens indirects non affectés. C'est dans la répartition entre ces rubriques que se lit la politique scientifique. On constate une très forte progression des sept programmes mobilisateurs (1) dont les dotations passent de 5,3 milliards à 8,6 milliards de francs. La croissance est de 62 %. Elle est partiellement due à l'apparition de deux rubriques nouvelles, une dotation en capital de 0,5 milliard pour C.I.I.-Honeywell-Bull et une « charge commune » de 1,02 milliard destinée au futur musée de La Villette. Mais, même en défalquant ces sommes, il reste une croissance de 34 % qui témoigne de l'accent mis sur les programmes mobilisateurs.

Les autres rubriques progressent moins vite : la recherche fondamentale verra ses moyens passer de 6,3 à 7,8 milliards (+ 24 %), les crédits de la recherche finalisée passeront de 3,7 à 4,5 milliards (+ 22 %). Quatre programmes de développement technologique (2) disposeront de 8,1 milliards contre 6,6 l'an passé (+ 23 %). Les moyens indirects passent de 5,1 à 5,5 milliards (+ 8 %).

Cette mobilisation vers sept programmes a pour conséquence une très forte disparité de dotation des divers organismes de recherche. Ainsi, les crédits de l'INRA ne progressent que de 15 % et ceux du C.N.R.S. que de 16,6 %, tandis que le CNES connaît une croissance de 27,6 %. Les moyens du ministère (fonds de la recherche principalement) croissent de 27,8 %. L'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar) voit ses crédits progresser de 19,7 %.

La loi prévoit que le budget civil de recherche doit progresser en volume de 17,8 % en moyenne annuelle. Ce taux est atteint et même légèrement dépassé. Un autre chiffre inscrit dans la loi est une progression annuelle moyenne des effectifs de 4,5 %. Le projet de budget contient 2 462 créations d'emplois (696 chercheurs et 1 766 ingénieurs, techniciens et administratifs), dont 962 pour régularisation (hors statut). Le taux de croissance atteint seulement 4,3 %.

Les 4,5 % ne sont pas atteints, mais la loi ne fixe ce taux qu'en moyenne annuelle sur trois ans. Le nombre des créations de postes est d'ailleurs très supérieur à ce que les premiers arbitrages laissaient craindre. Des inquiétudes s'étaient exprimées lors du colloque national sur la recherche et la technologie, sur la capacité du système éducatif à former les chercheurs et techniciens nécessaires. M. Chevènement a rappelé à ce sujet qu'ayant tenu les engagements de croissance budgétaire qu'il avait pris il attend des personnels de recherche qu'ils remplissent complètement les missions que la loi leur assigne, c'est-à-dire la formation, la diffusion de l'information, la valorisation des résultats, en sus de la recherche au sens strict.

Le volet « industrie et énergie » du budget totalise 12,7 milliards de francs — dont 1,8 milliard déjà comptabilisé dans le budget civil de recherche, ce qui laisse 10,9 milliards de francs. Pour chiffrer l'ensemble de la politique industrielle, il faut ajouter 7,3 milliards de francs de dotations en capital aux sociétés nationales — dont 0,5 milliard au titre de la recherche pour C.I.I.-Honeywell-Bull.

Les 10,9 milliards de francs comprennent 3,1 milliards de crédits propres d'interventions industrielles, en progression de 39 % sur 1982. L'essentiel de cette progression est dû à la forte progression (plus que doublement) des crédits affectés à la filière électronique — 1,35 milliard de francs contre 0,64 milliard l'an passé. On trouve aussi dans ces crédits 160 millions de francs de fonds pour des actions de qualification, normalisation, métrologie, sécurité. Vingt-cinq créations d'emplois sont inscrites au titre de la sécurité nucléaire.

Pour l'énergie et les matières premières, on note une réduction de 1,43 milliards de francs à 1,17 milliard des crédits affectés à l'Agence pour la maîtrise de l'énergie. La justification en est que celle-ci bénéficiera de 2 milliards de francs en provenance du fonds spécial grands travaux, somme qui est à répartir sur les deux exercices 1982 et 1983.

Le gros morceau est la subvention accordée à la production nationale de charbon, qui croît de 26 %. Avec un montant de 6,5 milliards elle représente la moitié des interventions industrielles, qui totalisent 13,1 milliards en y incluant certains crédits comme ceux de l'Anvar qui sont comptabilisés dans la partie recherche. M. Chevènement a aussi a aussi donné quelques précisions sur le crédit d'impôt des entreprises qui font de la recherche, dont il a souligné le nombre insuffisant — inférieur à deux mille. Un quart de la différence en volume des dépenses de recherche entre deux années consécutives pourra être imputé sur l'impôt sur le revenu ou sur celui sur les sociétés. Le ministre attend de cette mesure qu'en 1985 quatre ou cinq mille entreprises fassent de la recherche.

MAURICE ARVONNY.

(1) Utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique, essor des biotechnologies, filière électronique, recherche et innovation au service du tiers-monde, emploi et conditions de travail, promotion du français et diffusion de la culture scientifique, développement technologique du tissu industriel.

(2) Electronucléaire, espace, aéronautique civile, océans.

SPORTS

LES COUPES D'EUROPE DE FOOTBALL

Des débuts sans éclat

Zéro à zéro, certes ! Mais la prestation de Monaco aura été bien médiocre, mercredi 15 septembre. L'équipe de la principauté n'a pas réussi, avant le match retour, à marquer un but au C.S.K.A. Sofia. Les footballeurs de Monaco et de Sofia, dans ce match de seizième de finale aller, n'ont pas fait honneur à la Coupe d'Europe des clubs champions.

Même tableau pour la coupe des vainqueurs de coupe (seizièmes de finale aller). Le Lok. Sofia a battu Paris-Saint-Germain un à zéro. Les équipes jouant pour la coupe de l'U.E.F.A. (trente-deuxièmes de finale aller) ont été plus mordantes. Les « verts » de Saint-Etienne ont fait mordre la poussière au club Tatabanya, Hongrie (4-1) au stade Geoffroy-Guichard. En revanche, le Carl Zeiss Iena (R.D.A.) a battu Bordeaux (3-1), ainsi que le PAOK Salonique (Grèce) le club de Sochaux (1-0).

Monaco-Sofia : un match nul

De notre envoyé spécial

Nice. — Comme un professeur qui critique le travail médiocre d'un de ses élèves, un spectateur à la sortie du stade du Ray a eu ce jugement définitif à propos des Monégasques : « *Leur jeu, c'est de l'à-peu-près.* » Et puis, plus sévère, il ajouta : « *Ce n'est pas du travail de professionnel.* »

Il n'avait pas tout à fait tort. On s'était sérieusement ennuyé pendant les quatre-vingt-dix minutes de la partie, où ni Sofia ni Monaco ne marquèrent le moindre but. Le football, c'est un peu comme le cinéma, si on assiste à la projection d'un « navet », on est tenté de partir avant la fin. Sur un stade, toutefois, le spectateur espère toujours que le jeu va s'améliorer, et que, surtout, l'équipe qu'on est venu soutenir va s'imposer.

Que manquait-il alors à cette équipe monégasque pour prendre chez elle une option sur sa qualification pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Europe ? Certes, elle ne jouait pas au stade Louis-II, sur son terrain, en raison du deuil national (1) qui a été décrété le 15 septembre après la mort de la princesse Grace, mais elle avait l'avantage d'être soutenue par un public trois fois plus nombreux qu'à Monaco. Près de quinze mille personnes, en effet, étaient présentes au stade du Ray, alors que l'équipe monégasque, chez elle, joue rarement devant plus de trois mille spectateurs.

Maladroitement et timidement, on a même tenté de reconstituer l'atmosphère du stade Geoffroy-Guichard, histoire de montrer qu'on pouvait faire aussi bien qu'à Saint-Etienne. Malheureusement, ce qui se déroulait sur la pelouse n'incitait pas à l'enthousiasme. Pas un but à se mettre sous la dent. Tout au plus quelques occasions du côté monégasque, qui auraient pu, avec plus de bonheur, se terminer au fond des filets d'un très bon gardien bulgare nommé Velinov.

En désespoir de cause, Gérard Banide, l'entraîneur monégasque, avait fini par lancer dans la bataille Bellone et Pecout, que le public réclamait à cor et à cri. Ettori dans les buts, lui le mal-aimé, le pelé, le galeux, depuis la Coupe du monde, avait pour sa part sorti deux balles des pieds d'un Bulgare qui s'apprêtait à les pousser au fond de ses buts. Dans cette grisaille, ils étaient bien rares à se distinguer, les Monégasques. Et en face, côté bulgare, l'opposition n'était guère plus brillante. Le C.S.K.A. Sofia, club de l'armée avec uit internationaux, qui plus est, jouait un peu trop sèchement. A tel point que les Monégasques se retrouvaient plus souvent à terre qu'ils ne l'auraient souhaité.

Reste que ce demi-échec, subi devant une équipe qui joue la Coupe d'Europe pour la dix-septième année, compromet sérieusement les chances des champions de France.

Dans le train qui l'emmenait de Monaco à Nice, un jeune Monégasque plus réaliste que les autres avait tiré avant le match sa propre conclusion : « *Si on ne gagne pas, tant pis : on aura au moins, en jouant à Nice, fait rentrer de l'argent dans les caisses du club.* »

GILLES MARTINEAU.

(1) Avant la rencontre, une minute de silence a été observée à la mémoire de la princesse.

TENNIS. — *La troisième journée du National 1982, disputé actuellement au Pré Catelan à Paris (16e), a été marquée par l'élimination des juniors, Loïc Courteau, Guy Forget et Frank Hamonet. Les meilleurs joueurs français, Noah, Tulasne, Moretton, Bedel, Potier et Roger-Vasselin se sont qualifiés pour les quarts de finale qui débuteront ce jeudi 16 septembre.*

SIMPLES MESSIEURS (huitièmes de finale) : Roger Vasselin bat Forget 3-6, 6-4, 6-4 ; Potier bat Ballaret 7-6, 6-3 ; Bedel bat Courteau 6-1, 7-6 ; Tulasne bat Deblicker 6-0, 6-3 ; Moretton bat Hamonet 6-2, 6-2 ; Noah bat Haillet 6-3, 6-2.

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 15 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● TERRE. — Sont promus général de brigade, les colonels Robert Imbert, Michel Bourdin, Bernard Rigal et Jean Carbonneaux.

● MARINE. — Sont nommés : chef du service historique, le contre-amiral Jacques Chatelle ; commissaire aux transports maritimes, l'administrateur général de deuxième classe des affaires maritimes Roger Pennec.

● SERVICE DE SANTE. — Sont promus : pharmacien chimiste général inspecteur, le pharmacien chimiste général Roland Paquet, nommé inspecteur technique du service pharmaceutique et chimique des armées ; pharmacien chimiste général, le pharmacien chimiste chef des services de classe normale Roger Orsetti, nommé directeur des approvisionnements et des établissements centraux du service de santé.

Est nommé chef des services pharmaceutiques et chimiques du 3e corps d'armée et de la 1re région militaire (Paris) et conseiller du directeur régional du service de santé, le pharmacien chimiste général Jacques Nauroy.

FAITS DIVERS

● *Accident de Malaga : réaction de la Spantax.* La compagnie charter espagnole Spantax, propriétaire de l'appareil qui s'est écrasé au décollage le 13 septembre près de Malaga (52 morts, 18 disparus au moins) a qualifié de « *démentielles* » les accusations portées contre elle, et a réaffirmé sa confiance dans le DC-10. Des journaux avaient accusé Spantax de réduire sciemment les frais d'entretien de sa flotte et d'imposer à son personnel des horaires excessifs afin de pallier de mauvais résultats financiers.

(A.F.P.)

ÉDUCATION

Les « éboueurs des lycées » veulent être des éducateurs

M. Andreau ne s'embarrasse pas de formules allusives. Pour lui, un chat est un chat, et un agent ouvrier de l'éducation nationale un « prototype de l'échec scolaire ». *Il faut l'entendre, M. Andreau, parler de la situation de ses collègues, ces cent mille agents : cuisiniers, gardiens, aides de laboratoire, infirmiers, électriciens, jardiniers, lingères, tout ce peuple obscur, qui, dans les collèges et les lycées nettoie, entretient, répare, soigne et nourrit. Pour guère plus de cinq mille francs par mois en fin de carrière, quarante et une heures trente de travail par semaine et un mois et demi de moins de vacances que les enseignants.*

Il faut l'entendre, M. Jean-Louis Andreau, secrétaire général du Syndicat national des agents de l'éducation nationale (S.N.A.E.N.) affilié à la FEN, parler des chefs d'établissement : « On ne les a pas changés depuis le 10 mai 1981, mais ils sont de plus en plus nombreux à être socialistes ! ». *Des professeurs :* « Il existe des enseignants qui nous disent bonjour... ». « Beaucoup d'enseignants arrivent une minute avant l'heure de début du cours, commencent par discuter entre eux, puis, dans les cinq premières minutes en général, entrent dans la classe... ». *De la position des agents dans l'univers scolaire :* « Nous, on est entourés de chefs : le proviseur, l'intendant, le censeur, le cuisinier-chef même. Et l'on ne sait jamais auquel on a affaire ».

Le seau et la serpillière

Pourtant, cet ancien aide de laboratoire de trente-quatre ans n'est pas un « méchant ». *S'il dénonce ainsi le* « mépris » *qui tombe sur les agents, c'est pour mieux les appeler à réagir eux-mêmes, à* « se débarrasser de leur complexe d'infériorité », *dans l'attente de voir les enseignants cesser un jour* « de se prendre pour des êtres supérieurs ». *Ce qu'il demande avec le syndicat se résume en un mot : la considération. Il va jusqu'à mesurer le risque de cette revendication quasi absolue :* « Si les chefs d'établissement nous considéraient un peu plus, ils obtiendraient de nous tout ce qu'ils voudraient ».

Ce supplément de dignité passe par un « plus de formation ». *Aujourd'hui que mille quatre cent quarante-deux postes d'agents ont été créés par le budget de 1982 et que mille autres seront inscrits à celui de 1983, le S.N.A.E.N. n'oublie pas de réclamer le rattrapage des salaires ; il met l'accent sur la nécessité d'équipements plus adaptés :* « Pour être compétitifs face aux entreprises privées de nettoiement, *auxquelles des établissements font appel,* nous ne pouvons plus nous contenter du seau et de la serpillière ». *Mais il insiste sur le droit à une meilleure culture générale, soulignant le paradoxe de ces établissements scolaires ouverts le soir à la formation continue des adultes, sauf pour ceux... de l'éducation nationale. Il voudrait aller plus loin, suggérant que les agents devraient pouvoir, par exemple, animer un club de radio avec les élèves, être plus proches d'eux et des parents. Eduquer, faute d'instruire.*

Non vraiment, M. Andreau n'est pas un méchant. C'est tout gentiment qu'il lance une idée affreusement banale : que les « éboueurs des lycées » *soient aussi des éducateurs. Quand cette idée sera acceptée par les enseignants et les parents, les travailleurs manuels commenceront à devenir des hommes comme les autres.*

CHARLES VIAL.

UN PROFESSEUR EST INCULPÉ POUR FRAUDE AU BACCALAURÉAT A PÉRIGUEUX

M. Xavier Darcos, professeur agrégé de français des classes préparatoires du lycée Montaigne à Bordeaux, a été inculpé, le mercredi 15 septembre, pour « *fraude dans un examen public par divulgation des sujets* ».

Quelques jours avant l'épreuve anticipée du baccalauréat, ses élèves du lycée Laure-Gautet de Périgueux, où il enseignait jusqu'en juin dernier, avaient travaillé sur un thème proche du premier sujet choisi par la commission académique dont M. Darcos était membre. Le recteur de l'académie de Bordeaux avait déposé plainte contre X et annulé l'épreuve pour les six cent soixante-dix candidats de la Dordogne, qui devront se représenter à l'épreuve le 13 octobre prochain.

(Publicité)
PRÉPARATION
B.T.S.
— services informatiques
— compt. et gestion des entrep.
FAX
Ecole privée fondée en 1950
6, rue d'Amsterdam, Paris-9e
Métro St-Lazare - Tél. 280-45-06

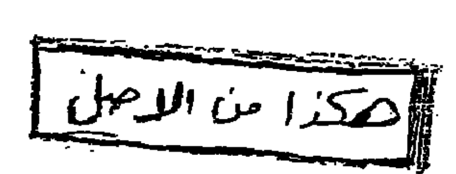
Institut technique du Commerce et de la Distribution
icd
● les contacts humains vous passionnent...
● vous voulez vous épanouir dans les carrières du marketing, de la gestion et de la vente
à ICD, venez apprendre à réussir !
● Enseignement concret tourné vers l'entreprise...
● Cours + stages pratiques en alternance sur 2 ans.
● Préparation au BTS « action commerciale » (statut étudiant).
inscriptions et recrutement immédiat (niv. Bac)
Tél. à : ICD, Chantal Félix Naix, 63, avenue de Villiers, 75017 PARIS. 766.84.22

(Publicité)
Cours du jour · du soir
PROGRAMMEUR
ANALYSTE D'EXPLOITATION
PROGRAMMEUR SUR MICRO-ORDINATEUR
Niveau exigé · Baccalauréat
PUPITREUR D.O.S et O.S.
Niveau exigé · B.E.P.C., 1re
FAX
Ecole privée fondée en 1950
6, rue d'Amsterdam, Paris-9e
Métro St-Lazare - Tél. 280-45-06

Centre Scientifique et Polytechnique
DE L'UNIVERSITE PARIS-NORD
création d'une
MAITRISE DES SCIENCES ET TECHNIQUES (M.S.T.)
option
MATHEMATIQUES APPLIQUEES
Enseignement pluridisciplinaire : mathématiques, analyse numérique, informatique, mécanique, physique.
Renseignements et inscriptions :
Tél. : 821-61-70, poste 41-52

LISEZ
Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATELIE

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS
— Enseignement de haut niveau (cycle C.).
— Approche théorique et séminaire d'études de cas.
— 120 heures sur neuf mois (soir et samedi).
— Coût : 130 F par an.
Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1er octobre 1982
Renseignements et inscriptions :
Bureau du Marketing Industriel - Annexe Montgolfier, 2, rue Conté, 75003 PARIS (3e étage) - Tél. : 271-24-14, poste 585



Le Monde

LIVRES

VOIX DU MAGHREB

Rachid Mimouni ou les illusions perdues

UN camp quelque part dans l'Algérie d'aujourd'hui. Un camp de politiques, de non-conformistes ou simplement de paumés encombrants : ni meilleur ni pire que n'importe quel camp d'opposants à une bureaucratie régnante. Ni sévices ni travail forcé ; l'isolement, la saleté, les Sioux, collaborateurs empressés d'un administrateur plutôt bonhomme et qui s'efforce de faire comprendre à « ses » détenus que si l'administration veut les émasculer, c'est pour leur bien, car une étude scientifique (payée en dollars) a établi qu'ils avaient des « *spermatozoïdes subversifs* ».

Le narrateur est un homme sans nom et le restera jusqu'au terme du récit. Paysan d'une tribu respectée, mais pauvre, puis cordonnier, puis combattant de l'indépendance, sans enthousiasme (il laisse derrière lui la toute jeune femme qu'il a épousée et qu'il aime), il se retrouve seul survivant du bombardement du camp par l'aviation française, grièvement blessé et amnésique.

Recueilli par l'hôpital « *d'un pays voisin* », homme sans nom, sans mémoire, sans soutien, fantôme, il y vivra « *serein et calme* » durant plusieurs années en jardinier aimé de tous, sauf du petit bureaucrate de l'hôpital. Le jour où il retrouve la mémoire, il doit, et il veut partir, pour retrouver sa tribu, sa femme et son passé.

Mais c'est un mort-vivant qui s'engage dans cette quête : après le bombardement du camp, il a été porté mort « pour la patrie » et découvre peu à peu que personne ne se soucie de voir revenir officiellement à la vie ce gêneur.

Il retrouvera en effet sa femme : veuve de combattant, elle doit, pour survivre, se prostituer aux notables du régime. Il retrouvera son douar, frappé d'une mystérieuse épidémie de morts violentes et dont l'entrée est interdite aux étrangers et à lui-même ; son père, ses parents, pliés au « nouveau cours des choses », résignés ou corrompus.

Au terme de cette quête-enquête, il retrouvera enfin son fils, devenu « *l'un des milliers à traîner dans les rues, orphelins sans passé et sans mémoire* », et qui refuse de le reconnaître. Il ne reste plus au narrateur qu'à accepter son destin : l'enfermement « thérapeutique » ou la liquidation « physique », car il a tué durant cette année de quête. Et à attendre, toutes illusions perdues, « *la fin du cauchemar et l'aube d'une ère nouvelle* ».

Livre noir, *le Fleuve détourné* l'est doublement : comme roman et comme constat d'une immense « déception historique », celle de combattants de la liberté ou de l'indépendance qui voient leur victoire « détournée » par les idéologues de la bureaucratie. Mais ce constat est trop noir pour être juste. Il est le contrepoids excessif d'un discours officiel, trop rose, lui, pour être digne de créance.

C'est aussi le journal (plutôt que le roman) noir d'un homme à la recherche de son âme et de celle de son peuple. A ce double titre, le livre de Rachid Mimouni évoque irrésistiblement le Kafka du *Procès* ou de *la Colonie pénitentiaire*, et le Camus de *l'Etranger*. Ce ne sont pas de minces parrainages. Mimouni en porte le poids sans faiblir. La construction de son livre « en damier, un fragment de présent, un fragment de passé, dans une sorte d'encerclement obstiné de la vérité, si facilement lassante dès qu'elle sent l'artifice, est ici superbement maîtrisée, dans le rythme de la progression comme dans l'équilibre de la phrase.

Celle-ci est d'une beauté sévère, sèche, précise. Aucun lyrisme, aucun effet accrocheur : le pas-à-pas d'un paysan économe de son geste et de sa parole. Pour une fois, l'annonce du dos de la couverture ne ment pas en parlant d'une « densité et d'une rigueur exemplaires ». Si un grand livre est celui auquel on s'attache de la première à la *dernière ligne, et qui appelle les* relectures, *le Fleuve détourné* en est un.

JACQUES CELLARD.

LE FLEUVE DETOURNE de Rachid Mimouni, Laffont, 218 p., 59 F.



(Dessin de Bérénice CLEEVE.)

Rachid Mimouni est né le 20 novembre 1945, près d'Alger, où il enseigne actuellement (après deux années passées à Montréal) à l'Institut national de développement industriel.

Il a publié à Alger en 1978 un premier roman, *Le printemps n'en sera que plus beau* ; un autre, *Une paix à vivre*, est à paraître prochainement à Alger.

Les visages divers de Catherine Rihoit

Catherine Rihoit, agrégée d'anglais, professeur et maintenant maître-assistant dans une université parisienne, a été remarquée dès son premier roman Portrait de Gabriel *(Gallimard, 1977).* « Un talent insolite et vigoureux, l'âpre lamento de solitudes à la dérive », *écrivait Pierre Kyria ici même sur ce coup d'essai. Depuis, Catherine Rihoit a publié dans la même maison quatre autres romans dont* la Favorite, *qui sort cet automne. Elle nous a transportés du monde moderne à l'écoute duquel elle semblait s'être mise, à la fin du dix-neuvième siècle qu'elle ressuscitait dans* les Abîmes du cœur. *On l'a vue au printemps de cette année plonger dans le dix-huitième siècle d'Ettore Scola, puisqu'elle a tiré un livre du film* la Nuit de Varennes *(Ramsay). Elle participe cet automne à deux initiatives intéressantes lancées par les Presses de la Renaissance, filiale des éditions Belfond : une revue intitulée* Roman *et un recueil de nouvelles,* Etat des lieux, *destiné à fournir un échantillonnage de l'imaginaire contemporain. Par sa fécondité comme créatrice et par son zèle comme animatrice, elle fait un peu figure de chef de file. Mais on ne sait trop de quelle file. Pour la mieux cerner, Jean-Louis de Rambures l'a interviewée.*

«Je voulais faire un livre sur la passion»

« Votre dernier livre la Nuit de Varennes *est la réécriture romanesque d'un scénario de cinéma.* Les Abîmes du cœur *étaient inspirés par les romans des sœurs Brontë.* Le Bal des débutantes *par les recherches linguistiques de Ferdinand de Saussure. Y a-t-il un fil conducteur dans votre œuvre ?*

— Un romancier écrit toujours le même livre. Alors, autant essayer de se renouveler. Il y a néanmoins un thème qui revient dans tous mes ouvrages : la dérision, le désenchantement. Mes personnages sont toujours au départ des innocents, des rêveurs. Je les décris dans une situation de crise qui va détruire leurs illusions sur le monde. Chacun de nous se façonne une personnalité sociale qui lui permet de se débrouiller au jour le jour avec le minimum d'ennuis. Que se passe-t-il lorsque ce vernis craque ? Voilà ce qui m'intéresse.

— Venons-en à la Favorite. *Cette histoire d'amour entre la fille d'un cafetier et un producteur de cinéma, cela fait tout de même un peu roman-photo. Non ?*

— Je voulais faire un livre sur la passion. Le vécu de la passion c'est de se dire : « Mais qu'est-ce que tu es en train de faire ? » C'est pour cela que *la Favorite* est écrit en partie à la deuxième personne. Qu'il y ait dans ce livre un côté roman-photo, je le reconnais, mais c'est fatal, puisque le propre de la passion est de nous transporter dans le rêve.

» Prenez les romans de Henry James. J'écris actuellement une thèse sur lui. Si vous les décortiquez, vous vous apercevrez qu'ils racontent tous des histoires de midinettes. Même le *Portrait de femme*, qui a une facture si raffinée, si sophistiquée. C'est en fait l'histoire d'une orpheline américaine qui découvre qu'elle a un oncle milliardaire en Angleterre. Celui-ci meurt à propos pour lui laisser sa fortune... Si le roman-photo obtient tant de succès, c'est bien parce qu'il correspond aux fantasmes de chaque individu.

La marque du cinéma

— La Favorite est-il un roman à clés sur le cinéma ?

— Ce livre a en effet été marqué par le cinéma ? Mais uniquement sur le plan de l'écriture. Il se trouve qu'au moment où je l'écrivais je travaillais parallèlement sur un scénario — jamais tourné — de François Truffaut. C'est un travail où l'on est sans cesse en train de se demander « si j'écris cela, cela coûtera combien ? » La nécessité de faire court finit par devenir une obsession. Aussi, écrivant *la Favorite*, je ne pouvais m'empêcher de me demander à chaque phrase et même à chaque mot : « Est-ce vraiment nécessaire ? »

» Cela dit, *la Favorite* n'est pas un roman sur le cinéma. Si j'ai choisi ce milieu, c'est uniquement parce qu'on y trouve plus de fric qu'ailleurs et que c'était nécessaire à l'intrigue. Je tiens à donner cette précision car j'ai l'intention d'écrire quelque chose sur le fonctionnement du cinéma.

» L'idée de départ de *la Favorite* m'est venue en relisant, il y a trois ans, *le Dernier Nabab* de Scott Fitzgerald. Vous avez là aussi une rencontre entre un type qui a tout et une fille qui n'a rien. Vous savez que ce livre, malheureusement inachevé, a été inspiré par un personnage réel qui était alors le plus puissant producteur de Hollywood. En l'analysant, ce qui m'a frappé, c'est que l'objet du désir y était mystérieux. Le dernier nabab aime Daisy parce qu'il ne comprend pas comment elle fonctionne. Pourquoi celle-ci aime-t-elle le dernier nabab ? C'est la question que je me suis posée, en tant que femme. Je me suis dit : « Je vais faire un livre où je traiterai le même thème, mais à l'envers, en le prenant du côté de la femme. »

Le pastiche comme procédé

— Le pastiche, c'est décidément l'un de vos procédés favoris.

— Etant linguiste, chaque fois que je lis un texte, je me mets automatiquement à le décortiquer. J'ai choisi cette formation parce que je voulais écrire... comprendre comment fonctionne le langage. C'est une bonne formation pour un écrivain. Pensez à Joyce, à Anthony Burgess. Notez que le travail que je fais sur le langage n'est pas forcément perçu par les lecteurs. Si je ne l'avais pas expliqué à Claude Courchay (1), personne ne se serait rendu compte que le récit apparemment réaliste du *Bal des débutantes* avait été construit à partir de jeux de mots sur les noms des personnages. Mais ce qui m'irrite, c'est lorsque les critiques me reprochent mon style parlé. Je lis souvent : « *Elle ne se fatigue pas.* » Eh bien, le premier livre que j'ai publié était précisément un ouvrage de grammaire. Alors je vous assure que lorsque j'écris : « *il va pas* », c'est pour toutes sortes de raisons, mais sûrement pas par négligence.

— Pour une linguiste, vous êtes curieusement lisible. On ne peut pas dire que ce soit toujours le cas.

— Ce n'est pas parce que mes livres partent toujours d'une idée didactique qu'il faut que ça se voit. Avant de commencer un roman (j'ai toujours une dizaine de sujets en train), je détermine de façon très stricte le style qui me paraît le mieux adapté à ce que j'ai à raconter. Va-t-il y avoir, ou non, beaucoup de métaphores ? Dans *la Favorite*, il y en a le moins possible. Vais-je mettre des incises, des relatives et des subordonnées ? Comme l'héroïne est une jeune fille pauvre, j'ai opté pour un style économique.

Propos recueillis par
JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

(1) *Le Monde* du 8 septembre 1978.

(Lire la suite page 15.)

le feuilleton

«La Mère du printemps», de D. Chraïbi «L'Ordalie», d'A. Laabi

Métissages

IL n'est jamais facile de parler des écrivains étrangers qui s'expriment, ou se traduisent eux-mêmes, en français. Ces voyages linguistiques portent plus souvent la trace de conquêtes que de libérations. Les auteurs qui empruntent notre langue gardent un complexe de trahison vis-à-vis de leur langue maternelle, s'il leur en reste une, et des soupçons de paternalisme, sinon d'impérialisme, à l'égard des Français de souche.

La difficulté d'opérer ces métissages culturels, et de les commenter, s'aggrave lorsque les liens historiques dont ils sont issus ont été rompus dans un passé récent, et au prix de drames. C'est le cas avec les Maghrébins. Beaucoup, de par leur âge, n'ont pas choisi, à l'origine, notre langue, ou s'en servent, tels les Berbères, en réaction contre d'autres cultures envers lesquelles ils se sentent minoritaires.

TEMOIN Driss Chraïbi, Berbère du Maroc établi en France, à l'île d'Yeu. Ce n'est pas un mince hommage au français que celui-ci lui ait paru l'instrument le plus *approprié pour traduire les contradictions que l'histoire avait* déposées en lui. Une de ces contradictions, entre la sagesse

par Bertrand Poirot-Delpech

immémoriale des montagnards et la rationalité importée d'Europe, était fortement exprimée dans *Enquête au pays* (1981), repris ces jours-ci dans la collection « Points » du Seuil.

La Mère du printemps pose une autre question essentielle pour toutes les minorités (le livre leur est d'ailleurs dédié, aux Indiens et aux Celtes comme aux Berbères) : à quoi tient qu'une conquête s'impose, qu'une résistance dure ?

La Mère du printemps est la traduction d'*Oum-er-Bia*, le nom d'une rivière du Sud marocain. Un Berbère médite sur la façon dont sa tribu a subi les diverses invasions phénicienne, romaine, turque, wisigothe, espagnole, portugaise, française.

Il n'oublie pas la conquête arabe. C'est même à elle qu'est consacrée la plus grande partie du livre. Le narrateur imagine l'arrivée sur les bords de l'Atlantique, en 681 de notre ère, du général Okba, venu d'Egypte et lancé à conquête du Maghreb au nom de l'Islam. A travers les réactions des notables locaux et de la population, Driss Chraïbi tente d'éclaircir les raisons pour lesquelles seuls les envahisseurs *arabes ont réussi à s'établir durablement, la persuasion ayant* pris le relais de la violence.

SI les conseils berbères finissent par déclarer leur cité « ville ouverte », c'est qu'à l'inverse des autres conquérants Okba et ses cavaliers ont atteint leur « âme ». Ils ne s'intéressaient pas aux richesses de la terre, en pilleurs de passage, ils ne posaient pas la question corruptrice par excellence : quoi appartient à qui ? Ils étaient seulement à la recherche de l'eau. Entre fils du désert qui connaissent la valeur du temps, ils offraient de se mêler pour ne former qu'une seule *oumma* (communauté). De surcroît, ils n'apportaient avec eux qu'un seul dieu, sans prêtres, et présent en chaque homme.

Par-delà l'attachement aux ancêtres, dont les souffrances et la joie de vivre ont tissé son sentiment d'appartenance à *une patrie berbère*, le narrateur marque son attachement au sol lui-même. « *Lorsqu'il ne subsistera plus rien sur la planète que la face sublime de Dieu* », dit le Coran, quand les peuples auront passé comme une caravane, il y aura toujours la terre, les terres. Chaque pays continuera à se définir par *un certain mélange de la lumière et de l'eau.*

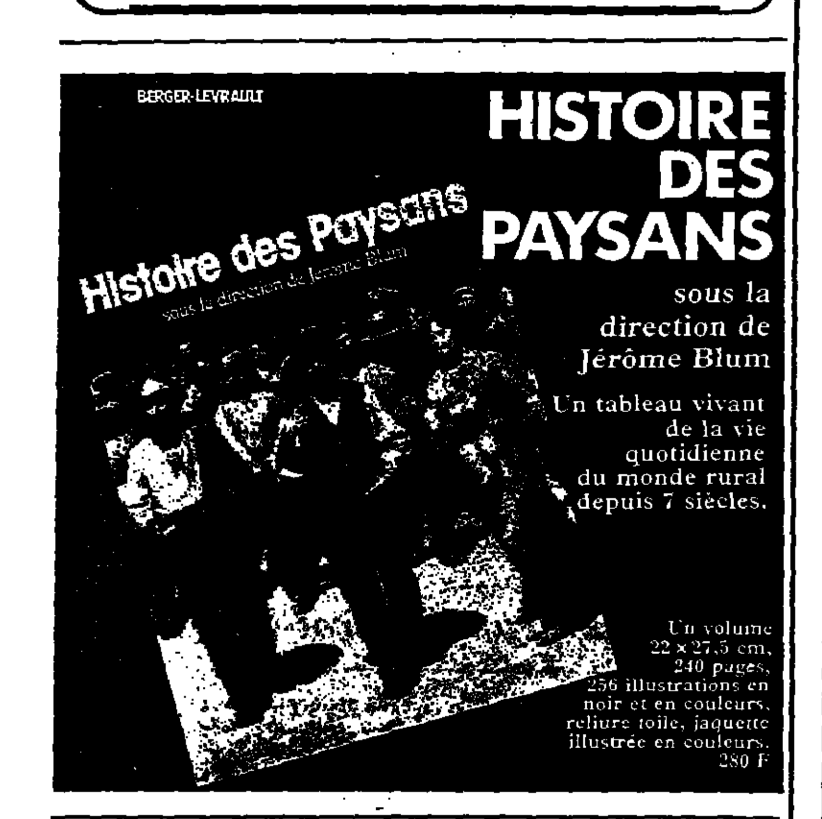
CE mélange propre à sa terre, Chraïbi emploie à le chanter toutes les ressources rhétoriques et poétiques du français. Au moment d'expliquer comment il s'y prend, les embarras décrits en commençant s'accumulent. Parler de renouvellement et de revitalisation de notre langue dans le respect de ses règles, c'est risquer la condescendance. Percevoir des berbérismes, ce serait causer sans savoir...

La seule appréciation juste consiste à féliciter ensemble notre langue et son usager. Sans pouvoir démêler auquel des deux revient le mérite principal, c'est un fait que s'expriment dans *la Mère du printemps* une nature, une atmosphère, une histoire, une sensibilité aussi éloignées que possible de celles qui ont produit la langue de Racine, de Diderot et de Valéry.

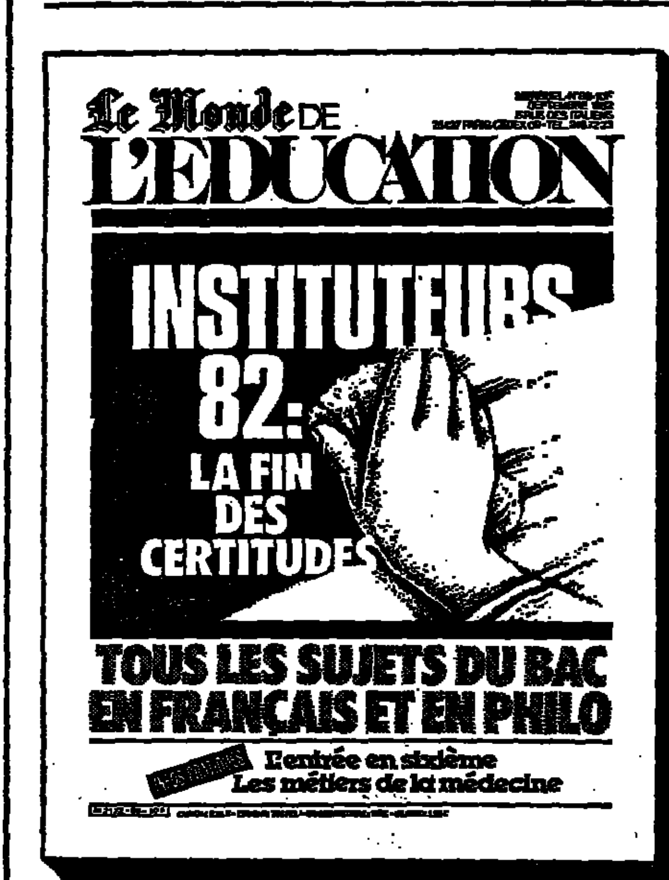
(Lire la suite page 16.)

Marie-Gisèle
LANDES-FUSS
Une baraque rouge
et moche comme tout,
à Venice, Amérique.
roman
Un monde qui n'a jamais été décrit, où se mêlent l'exotisme de la Californie, la drogue, la folie, le crime et l'amour...
GALLIMARD nrf

LA LIBRAIRIE
CHAMPION SLATKINE
7 quai Malaquais - 75006 Paris - Tél. 326.51.65
a ouvert ses portes au public et présente les fonds des éditions CHAMPION-SLATKINE-DROZ-RIVIERE
ouvrages :
CLASSIQUES FRANÇAIS DU MOYEN AGE (CFMA) • TRADUCTIONS (CFMA) • PHILOLOGIE • LINGUISTIQUE • LITTERATURE FRANÇAISE • CRITIQUE LITTERAIRE • HISTOIRE • MONOGRAPHIES
SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
ARCHITECTURE • REPRINT B.D.



DANS SON NUMÉRO DE SEPTEMBRE



DES RÉPONSES AUX QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ
Le Monde DE L'EDUCATION La publication de référence
VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F
Le Monde DE L'EDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT
Oui je m'abonne au Monde de l'Education et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F).
NOM ....
PRÉNOM ....
ADRESSE ....
CODE POSTAL .... VILLE ....
09/03/82
Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

la vie littéraire

Sancta simplicitas

Rien n'impressionne plus les esprits faibles que ce qu'ils ne comprennent pas. Est-ce pour cette raison que dans les textes de présentation, publiés en quatrième de couverture, d'un certain nombre d'ouvrages de psychanalyse, on bute sur des formules qui raviraient peut-être un congrès de pataphysique, mais qui laissent perplexe le lecteur éventuel ?

Ainsi, dans *le Désir de l'interprète*, de Michel Fain (Ed. Aubier-Montaigne), nous apprenons qu'en *« affinant la discrimination des objets du désir, il se dégage une sémiologie qui indexe la situation métapsychologique du « cas » à un moment donné. Cette sémiologie contient en elle-même l'interprétation. C'est ce qui différencie de toute disposition à interpréter celle qui ne donne figure au désir qu'à travers le deuil de sa satisfaction. Autrement, le déni du manque inhérent à l'interprétation recrée la scène où le manque à comprendre est attribué au sujet interprétant. C'est alors sans fin »*.

Autre exemple, tiré cette fois de la présentation de *l'Inconscient et son scribe*, de Moustapha Safouan (Ed. du Seuil). Ce dernier parle d'*énoncés qui pointent vers une topographie du sujet, dont on pourrait définir le point d'ancrage en cette formule saisissante : ce qui est désir dans l'Autre devient demande chez le sujet ; et ce qui est désir chez le sujet prend pour lui valeur de demande dans l'Autre »*.

Il va de soi qu'une séance gratuite d'analyse est offerte à ceux qui seront parvenus à déchiffrer ce charabia.

ROLAND JACCARD.

Les quatre-vingts ans de Nicolas Guillen

Des écrivains venus du monde entier et les principaux traducteurs de Nicolas Guillen se sont retrouvés durant une semaine à La Havane, où ont été présentés un film sur la vie du poète national cubain et ses deux derniers ouvrages : *Paginas vueltas* (Pages tournées) et *Sol de domingo (Soleil de dimanche)*. Le premier est un livre de mémoires où l'auteur évoque ses années d'enfance et de jeunesse dans la petite ville de Camagüey, le scandale et le succès qui accompagnèrent la publication de ses poèmes « afro-cubains » en 1930, la guerre d'Espagne, les exils et les voyages, les grandes amitiés — Jacques Roumain, Paul Eluard, Picasso, Rafael Alberti, Nazim Hikmet. Le second réunit, avec des poèmes inédits, des textes peu connus, notamment une étude sur Balzac à La Havane et des notes sur l'influence française à Cuba. Les revues *Casa de las Américas* et *Union* consacrent également à Guillen un numéro spécial. Dans cette dernière, on lit avec intérêt les témoignages que Jaime Sarusky et Lisandro Otero apportent à propos des années d'exil de Guillen à Paris (1955-1958), celles où furent publiées par Pierre Seghers, avec le succès que l'on sait, les *Chansons cubaines* et les *Elégies antillaises*.

CLAUDE COUFFON.

Arrestation d'un éditeur à Athènes

Le procureur général d'Athènes a ordonné récemment la saisie des œuvres de Sade et l'arrestation de son éditeur, M. Thémis Banoussis, codirecteur des éditions Exantas, qui publient par ailleurs Kafka, Genet, Sartre. Depuis la chute de la dictature, bien des éditeurs ont été poursuivis pour la publication d'ouvrages considérés comme licencieux, traitant de l'homosexualité, de la religion, du régime carcéral. On pouvait cependant espérer que leurs tracas prendraient fin avec l'arrivée des socialistes au pouvoir.

Il est difficile de croire, à l'heure où les kiosques grecs croulent sous le poids des revues pornographiques, que le procureur en question ait été réellement choqué par Sade. Son initiative pourrait relever de la provocation à l'égard du pouvoir politique, car elle intervient juste au moment où l'Europe s'apprête à rendre une série d'hommages à la culture grecque.

En guise de protestation, cinquante éditeurs athéniens ont pris la décision de publier en commun une œuvre de Sade et de la diffuser gratuitement. — V.A.

John Gardner, l'homme de Batavia

L'écrivain américain, John Gardner, dont nous avons annoncé la mort, à la suite d'un accident de moto, dans *le Monde* du 16 septembre, était né le 21 juillet 1933, à Batavia, dans l'Etat de New-York. Il enseignait depuis 1958 l'anglais médiéval à San-Francisco et à l'université de l'Illinois.

Retranché derrière sa profession d'universitaire, il se cantonne pendant longtemps dans des écrits pour spécialistes et publie, à partir de 1961, des traductions en anglais moderne et des études sur les romans arthuriens, la construction de la poésie chrétienne en anglais ancien, des anthologies, etc., avant de se consacrer pendant plusieurs années à l'œuvre de Chaucer, avec notamment une *étude sur la poétique de Chaucer*, puis une biographie (*The Life and Times of Chaucer*, Knopf, 1977).

Les thèmes explorés par Gardner dans ses travaux universitaires se retrouveront dans son œuvre romanesque, dès son premier livre de fiction, *The Resurrection* (1966), une recherche sur le sens de la vie dans une petite ville nommée, comme sa ville natale, Batavia, reflet tronqué de la civilisation moderne. Le succès viendra avec son second roman, *le Naufrage d'Agathon* (1970), une satire métaphysique dans l'ancienne Sparte pendant la révolte des esclaves contre Lycurgue, puis avec *Grendel* (1971), où sa prose, voisine de la poésie, lui vaut d'être reconnu par la critique comme un des meilleurs écrivains de l'année.

Vint ensuite *l'Homme-soleil* (« Sunlight Dialogues », 1972), qui se passe de nouveau à Batavia et pose le problème de l'ordre dans la cité ; on le compara alors à Melville, James, Faulkner.

Après *Jason et Médée* (1973), un poème épique « homérique », (non traduit en français), écrit en octosyllabes, Gardner fit preuve une fois de plus de son extraordinaire aisance linguistique et de sa brillante imagination. Il revient au roman avec *A l'ombre du mont Nickel* (« The Nickel Mountain », 1973), un roman pastoral qui se passe dans les Catshills et qui continue inlassablement le même débat : l'ordre et la liberté, la nature et la civilisation, l'être intérieur et l'être social. Il publie ensuite des nouvelles, *l'Indienne du roi* (1974), *Lumière d'octobre* (1976), puis, plus récemment, *Freddy's Book* et *Michelson's Ghost*, un best-seller de l'année 1982.

A l'exemple de John Cheever, mort récemment lui aussi, et de John Updike, John Gardner apparaissait comme un des grands portraitistes de la vie américaine du vingtième siècle. Il aimait la moto et se présentait lui-même comme un « *républicain conservateur de l'Etat de New-York* ».

Il était également l'auteur de livres pour enfants et de deux livrets d'opéra pour John Barber, *Frankenstein* et *Rumpelstiltskin*. La plupart de ses romans avaient paru en français chez Denoël (*l'Homme-soleil, le Naufrage d'Agathon, Grendel, A l'ombre du mont Nickel, Lumière d'octobre*), qui annonce pour octobre *Freddy's Book*.

Apollinaire à Stavelot.

Pour la onzième fois depuis 1958, les amis et les spécialistes d'Apollinaire se sont réunis dans les Ardennes belges à Stavelot, où un musée commémore le séjour du poète pendant l'été de 1899. L'Australie et le Canada, le Japon et les Etats-Unis étaient représentés, ainsi, naturellement, que de nombreux pays européens.

Trois jours durant, du 1er au 3 septembre, on discuta des divers modes de naissance du texte apollinarien, par l'étude de textes particuliers (*Crépuscule, la Blanche Neige, Merlin et la vieille femme, les Mamelles de Tirésias* et même *les Onze Mille Verges*...), la recherche de confrontations entre Apollinaire et Hugo, entre son « Hérésiarque » et celui du symboliste Henri Mazel, l'interrogation sur les silences du poète ou sur son écriture de chroniqueur et de journaliste. Il appartint à Claude Debon et Léon Somville de conclure par une mise au point d'une grande importance méthodologique sur les notions de sources, d'intertextualité et de réécriture chez Apollinaire.

Les *Actes* de ce colloque seront publiés dans un numéro double de la revue *Que vlo-ve ?*, consacrée aux études apollinariennes (s'adresser à M. Martin-Schmets, 143, avenue du Petit-Sart, B5100, Jambes, Belgique).

MICHEL DECAUDIN.

vient de paraître

Romans

FRANZ-ANDRE BURGUET : *les Mouettes noires*. — Une fillette de sept ans bouleverse la vie de Jérémie Ache, avocat distingué et esthète, et qui pourrait bien être un tueur. Par l'auteur de *Grand Canal*. (Belfond, 253 p., 59 F.)

DANIEL APRUZ : *les Pendules de Malac*. — Chronique de Malac avec ses pendules, ses travaux, ses légendes et ses personnages singuliers. Par l'auteur de *Banlieues lointaines*. (Calmann-Lévy, 265 p., 69 F.)

PAUL SAVATIER : *le Photographe*. — *Dans le Ravisseur*, l'auteur contait l'aventure de Victor, mi-chiffonnier mi-paysan, qui avait séquestré une fillette durant six mois sans lui faire de mal. Cette fois, un photographe qui a pris la défense de Victor, son ami d'enfance, devient la cible de la malveillance publique. (Gallimard, 238 p., 90 F.)

BARJAVEL : *la Tempête*. — Dans un avenir indéterminé, l'humanité qui connaît une paix planétaire inattendue, est menacée par un péril plus dangereux que la guerre. Un amour exceptionnel changera le cours des choses. (Denoël, 280 p., 74 F.)

Récits

CASAMAYOR : *Mila*. — L'histoire d'un groupe de Russes, princes et manants, réunis par hasard à Alger pendant la période comprise entre 1905 et 1925. (Julliard, 174 p., 50 F.) — Du même auteur, *l'Idole et le Citoyen*, un essai sur la désacralisation de la justice et de ses relations avec les citoyens. (Gallimard, 132 p., 42 F.)

ALAIN VIRCONDELET : *Alger l'amour*. — Vingt ans après l'exode de juin 1962, un pied-noir redécouvre sa terre natale et s'interroge. Par l'auteur de *Maman la Blanche*. (Presses de la Renaissance, 252 p., 52 F.)

Enquête

JACQUES FREMONTIER : *Pied de guerre*. — A partir d'entretiens, soixante-neuf Français, citoyens ordinaires ou spécialistes des questions militaires, racontent la troisième guerre mondiale telle qu'ils l'imaginent. Par l'auteur de *la Vie en bleu*. (Fayard, 360 p., 79 F.)

Histoire

STEVEN L. KAPLAN : *le Complot de famille : histoire d'une rumeur au dix-huitième siècle*. — Cinq fièvres populaires à la veille de la Révolution française. Par un universitaire américain, professeur à l'université Cornell. (Armand Colin, 75 p., 50 F.)

Psychanalyse

MICHEL FAIN : *le Désir de l'interprète*. — A quelle logique, à quel désir répond chez le psychanalyste la formation d'une interprétation ? (Aubier Montaigne, 157 p., 69 F.)

Société

JEAN VERDUN : *la Réalité maçonnique*. — Un romancier relate son expérience de la franc-maçonnerie. (Flammarion, 214 p., 55 F.)

en bref

● LES EDITIONS DU CENTRE POMPIDOU sont présentées à l'auditorium de la FNAC, au Forum des Halles, de 11 heures à 19 heures, jusqu'au 25 septembre. Sur le thème « Textes ou images ? », l'exposition propose la quasi-totalité des couvertures des catalogues édités depuis l'ouverture du Centre Georges-Pompidou par les différents départements. Trois rencontres, les 21, 22, 23 septembre, à 17 h 30, et animées par Jean-Louis Ferrier, feront le point sur l'évolution du livre d'art et du catalogue.

Des audiovisuels de présentation du Centre, mais aussi sur les grandes expositions du musée (architectures de terre, Paris-Moscou), figureront aussi à cette exposition.

● DEUX MANIFESTATIONS CONSACREES A PEGUY sont organisées par le centre Charles-Péguy (11, rue du Tabour, 45000 Orléans). Une exposition sur le thème « Péguy en son temps », à partir du 25 septembre, présentera la vie et l'œuvre de l'écrivain dans ses relations avec les divers aspects de la Belle Epoque. Le 25 septembre, au cours d'un colloque sur « La poétique de Péguy », on entendra des communications de Gérald Antoine, Jean Onimus, Edgard Pich et Jean-Pierre Sueur.

● « THE WHEAT AND THE CHAFF » (« la Paille et le Grain ») du « President of France » François Mitterrand vient de paraître en anglais à New-York. C'est le premier ouvrage de « Lattès Publications », une des filiales de Hachette aux Etats-Unis, dont la vocation est de publier outre-Atlantique des auteurs français.

L'ouvrage est préfacé par William Styron, dont le président Mitterrand a beaucoup aimé « le Choix de Sophie ». Styron s'émerveille de constater qu'un homme politique, « président d'une grande nation », puisse « continuer à être hanté par le livre » : « Je me sens purifié, pour une fois, par l'idée que tant de grâce et de tendresse cohabitent avec les exigences du pouvoir », conclut l'écrivain américain.

● ALORS QUE NOUS APPROCHONS DU BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION, la Table Ronde met sous presse un livre qui éclaire d'un jour entièrement nouveau l'épisode le plus déterminant, le plus symbolique des journées révolutionnaires : le procès du roi. L'« Enquête sur le procès du roi Louis XVI » a été menée par Paul et Pierrette Girault de Coursac, au prix de dix années de recherches. Cet ouvrage volumineux de 2 200 000 signes et de 780 pages est offert en souscription, jusqu'au 15 novembre, par les libraires au prix de 145 F contre 169 F, prix public.

● ERRATUM. — Dans l'article de Jean Cathala sur la « Literatournaïa Gazeta » (« le Monde des livres » du 10 septembre), une ligne déplacée (en haut de la quatrième colonne) a pu faire croire que les délégués des démocraties populaires à la conférence sur « le rôle de l'écrivain dans l'éducation patriotique du peuple », étaient traités d'« ivrognes » et de « malfrats ».

Le lecteur attentif aura rectifié de lui-même...

en poche

Dostoïevski, bourreau-martyr

AVANT d'entamer ses grands romans, Dostoïevski s'est fait les griffes. Une quinzaine d'années séparent les deux récits réunis aujourd'hui en un livre : *les Nuits blanches* (1848) et *le Sous-Sol* (1864). Demain, l'auteur mettra *Crime et Châtiment* en chantier. Il est prêt, il a fourbi ses armes, distillé ses poisons, la condition humaine va devoir rendre l'âme. Mais ses œuvres antérieures sont bien davantage que des exercices de style.

Si quelque romantisme baigne encore *les Nuits blanches* et leur donne un parfum de Musset, on devine pourtant, sous *l'ironie mélancolique*, la cruauté qui rêve de revanche. Témoin et confident d'une passion qui s'adresse à autrui, le narrateur se regarde souffrir, se répète : « *Je suis seul et ils sont ensemble* », et découvre peu à peu la sombre délectation des larmes.

Dans *le Sous-Sol*, il les savourera jusqu'à la lie. « *Jamais écrivain n'a été si loin, si profond, dans la dissection du démoniaque* », constate Robert André, dont la préface éclaire magistralement ce bourreau-martyr qui semble condenser en lui toute la misère universelle. « *Ce n'est plus de la littérature, c'est un châtiment, une peine correctionnelle* », nous avertit le héros en nous livrant son journal intime. Allons donc ! Certains génies ne peuvent s'épanouir que murés dans une cave, réduits à s'autodévorer.

GABRIELLE ROLIN.

★ NUITS BLANCHES et LE SOUS-SOL, de Dostoïevski, préface par Robert André, Folio 1352.

● Dans la collection « 10/18 » Domaine étranger », Christian Bourgois poursuit la réédition de romans oubliés parce que introuvables : de E.M. Forster, après l'inoubliable *Route des Indes*, il publie *Howard End*, et *Monteriano* ; d'Evelyn Waugh, — dont il a déjà publié *le Cher Disparu, Hissez le grand pavois, Une poignée de cendre, Retour à Brideshead* —, il publie *l'Epreuve de Gilbert Pinfold* et *Diablerie*.

هكذا من الاصل

romans

Les visages divers de Catherine Rihoit

« La Favorite »

LA FAVORITE de Catherine Rihoit fait curieusement pendant à *Un amour de soi* de Serge Doubrowsky dont nous avons souligné l'éclat la *semaine dernière*. Ici aussi, mais sans que soit revendiquée l'inspiration autobiographique, est mis en scène avec humour et férocité, l'amour entre deux partenaires qui ne sont pas faits l'un pour l'autre. *Elle n'était pas mon genre, je l'ai aimée, j'ai tout perdu pour elle*, disait Serge Doubrowsky. *Il n'était pas de ma classe, producteur de cinéma, riche, bien élevé, délicat, je sortais du bistrot de Montreuil que tenaient mes parents*, nous dit la narratrice de Catherine Rihoit. *Et malgré cela, la passion, la vraie, la malheureuse, se glisse entre eux.*

Devant ce double constat d'échec, on se pose la question : qui est responsable ? Pour l'homme, c'est la femme : quelque égoïste et lâche que soit son personnage, Serge Doubrowsky accable encore plus sa partenaire. Plus métaphysique, Catherine Rihoit incrimine d'abord l'existence, mais elle jette aussi furieusement la pierre aux hommes et la revendication féministe fait l'unité de son livre qui hésite malencontreusement entre deux histoires.

On croit d'abord assister au drame d'une cadette mal aimée, d'autant plus opprimée par la perfection de sa sœur aînée que celle-ci meurt dans des conditions héroïques : institutrice, elle a sacrifié sa vie pour sauver un enfant. Au tiers du livre, le sujet dévie : nous sommes conviés à l'affrontement amoureux d'une marginale et d'un capitaliste. Certes, la première histoire sert de tremplin à la seconde : c'est parce que Stella a fait un roman du sacrifice de Mélanie, c'est parce que ce roman a suscité l'attention des milieux de cinéma que Stella rencontre son producteur. Il n'en reste pas moins que le livre bifurque au lieu de se concentrer. C'est sa faiblesse, née d'une surabondance d'intrigues que ne s'accordait pas Serge Doubrowsky.

Catherine Rihoit et lui diffèrent de même dans le traitement satirique. Lui charge plus les individus et soi-même. Il aboutit à une sagesse. Elle s'en prend davantage à nos mœurs, *à notre société, à la place qui y est faite à la femme*. Dans ces deux satires, là moraliste et ici sociale, l'un transpose la vie par le jeu constant du style, l'autre, Catherine Rihoit, accroche par le réalisme cocasse du parler, du vécu. Si le premier met surtout en évidence les contradictions inhérentes au cœur de l'homme, la seconde souligne avec esprit et verdeur l'abîme qui existe entre Montreuil et les Champs-Elysées. C'est le meilleur angle sous lequel prendre *la Favorite*, dont les personnages manquent parfois de cohérence, tandis que lasse leur peinture qui ne nous fait grâce d'aucun détail. Finalement, cette fascination-rejet du luxe sur le milieu plébéien, cette *aspiration à quelque chose d'indéfini, d'inaccessible*, font de cette comédie douce-amère un livre romantique.

JACQUELINE PIATIER.

★ LA FAVORITE de Catherine Rihoit. Gallimard. 288 p., 65 F.

« Un livre sur la passion »

(Suite de la page 13.)

» La littérature, c'est pour moi la narration. Et, croyez-moi, je suis obligée de faire un effort considérable pour raconter une histoire. A l'époque où j'ai commencé à écrire, c'était en effet le règne du « nouveau roman ». Il m'a fallu me libérer de son influence. Aujourd'hui encore, il m'arrive d'avoir envie de faire un petit chef-d'œuvre en ne parlant de rien du tout. C'est une tentation à laquelle il faut absolument résister. Si tout le monde se précipite sur « Dallas » à la télévision (je suis la première à haleter chaque samedi soir), c'est parce que cela raconte des histoires. »

Propos recueillis par J.-L. DE RAMBURES.

VILLE DE PARIS
ouverture le 14 septembre
BIBLIOTHÈQUE SAINT-BLAISE
Adultes, Jeunesse, Cassettothèque
37, 39, rue Saint-Blaise (20e)
Métro : Porte de Bagnolet
Tél. : 367-77-61
Prêt gratuit

AUTEURS INCONNUS - ISOLÉS
Confiez votre œuvre à un
Conseiller littéraire
Votre ambassadeur auprès des éditeurs parisiens
Adresser manuscrits :
EDIVOX
5, bd Flandrin - 75116 PARIS

PÉQUIGNOT H. — Vieillir et être vieux 66 F
CANGUILHEM G. — La connaissance de la vie 45 F
6, PLACE DE LA SORBONNE, 75005 PARIS

RÉGINE PERNOUD
Christine de Pisan
Régine Pernoud se sert de Christine pour reconstruire le Paris de la Guerre de Cent Ans... Elle y met la précision de l'historienne et la vraie tendresse d'une complice."
MATTHIEU GALEY / L'EXPRESS
"Quel livre ! Quel personnage ! Nous découvrons une femme d'exception, féministe avant l'heure, aussi séduisante qu'émouvante. Régine Pernoud, la faisant revivre, nous enchante."
JEAN PRASTEAU / LE FIGARO
ARL
CALMANN-LÉVY

DÉFENSE ET ILLUSTRATION DU ROMAN ACTUEL

Une revue, des échantillons

Tony Cartano édite Etat des lieux, *un gros recueil de nouvelles, aux Presses de la Renaissance. E, simultanément, la même maison publie* Roman, *une revue littéraire dont le manifeste se résume aisément :* « Notre modernité, raconter de nouvelles histoires ». *A quoi correspondent ces deux initiatives ? Au comité de rédaction de* Roman, *il y a sept écrivains : Tony Cartano, François Coupry, Claude Delarue, Jean-Pierre Enard, Erik Orsenna, Raphaël Pividal et Catherine Rihoit. Nous en avons rencontré trois, Tony Cartano, Jean-Pierre Enard et François Coupry. Ils voulaient à tout prix éviter le mélange des deux projets. Ce n'était pas toujours facile.*

« ETAT DES LIEUX a été conçu, *dit Tony Cartano*, pour faire un *constat*. Nous avons demandé à quarante auteurs qui nous paraissent représentatifs des courants actuels du roman français d'écrire pour nous une nouvelle, de donner une sorte d'échantillon de leur style.

— Quels sont, selon vous, ces courants du roman français ?

— Selon moi, à un bout de la chaîne, il y a la tradition du roman intimiste, psychologique et néo-hussardien, type Patrick Besson, et, à l'autre, des héritiers du nouveau roman et de *Tel Quel*, comme Jean-Pierre Verheggen ou Chantal Chawaf. Entre ces deux pôles se trouve un courant qui nous semble incarner la modernité : des romanciers qui sont passés par la linguistique, la psychanalyse et la sociologie, qui ne sont plus innocents, mais qui persistent à faire de la fiction.

— Ne prenez-vous pas un risque à publier ainsi un gros volume de nouvelles plutôt coûteux ?

— C'est un pari, *poursuit Cartano*. Nous pensons qu'on va vers un éclatement des catégories de la fiction, l'important étant de raconter des histoires. La nouvelle retrouve actuellement un public qui aura, dans *Etat des lieux*, son compte d'imaginaire, de plaisir et de diversité, autant qu'avec une grande saga. Nous pensons offrir ainsi un panorama du matériau imaginaire existant à un moment donné. Les écrivains doivent se redéfinir comme professionnels de la fiction, et non plus comme des gens de texte.

— Cela, c'est le manifeste de Roman...

— *Roman* préfigure un mouvement, *déclarent François Coupry et Jean-Pierre Enard*. Nous avons constaté que nous n'avions pas d'endroit où nous réunir. Il y a eu la *N.R.F.*, *Tel Quel* et, depuis, rien. Il fallait cristalliser cette mouvance et se battre pour le *roman*. Ces vingt dernières années ont vu le triomphe des sciences humaines, de la critique, des professeurs. On avait besoin de cinq cents pages pour développer une idée. Nous revendiquons, nous, dix idées par histoire. Nous sommes modernes. Il ne s'agit pas, comme on l'a prétendu, d'un retour au *Père Goriot*. Nous sommes tous imprégnés d'audiovisuel, et tous nous travaillons pour la radio, la télé, les journaux, le cinéma, avec, en commun, une conception du romancier : un professionnel qui fabrique des personnages accepte les conventions romanesques, qui travaille sur les mythes et redécouvre la réalité. Nous refusons le messianisme de l'écrivain maudit qui se frappe la poitrine dans le cinquième arrondissement.

» Dans *Roman*, il y a trois parties : des fictions, que nous avons écrites à partir d'une mise en commun de personnages ; puis des écrits théoriques, où *nous renversons les rôles : on a* trop fait la théorie de la fiction, nous faisons nous-mêmes la fiction de nos théories ; enfin, une troisième partie, de magazine, où nous mettons à nu notre métier d'écrivain, la manière dont s'élabore notre technique. »

Propos recueillis par GENEVIÈVE BRISAC.

au fil des lectures

sciences humaines

THOMAS MANN ET FREUD

Thomas Mann marqua toujours une certaine réserve à l'égard de la psychanalyse ; dans ses *Considérations d'un apolitique*, il tournait en dérision la « *manie hystéro-érotique* » des « *psychologues en vadrouille* » et, même après avoir lu attentivement les œuvres de Freud vers 1925-1926, il continua de se méfier du caractère « *un peu étroit et doctrinaire* » de la théorie analytique.

En revanche, la personnalité de Freud — Thomas Mann le rencontra pour la première fois à Vienne le 16 mars 1932 — l'impressionna vivement ; il reconnut en ce dernier le pessimisme et le réalisme implacables de Nietzsche et surtout de Schopenhauer. « *La grandeur exemplaire de l'homme*, écrit Finck, *dédouane à ses yeux la psychanalyse et rachète en quelque sorte la faute de la psychologie.* »

Précédé d'une remarquable étude de Jean-Michel Palmier sur *Thomas Mann et l'irrationnel*, l'essai de Jean Finck, de facture très universitaire, permet de suivre l'évolution des thèmes freudiens dans l'œuvre du célèbre romancier allemand. Ce livre nous rappelle également qu'en 1938, quelques mois avant la mort de Freud, Thomas Mann adressa un dernier hommage indirect à l'exilé viennois ; en effet, dans un texte intitulé *Frère Hitler*, il écrivit : « *Comme cet homme* (Hitler) *doit haïr l'analyse ! Je soupçonne en secret que la fureur avec laquelle il marche contre certaine capitale s'adressait au fond au vieil analyste installé là-bas, son ennemi véritable et essentiel, le philosophe qui démasque la névrose, le grand désillusionneur, celui qui sait à quoi s'en tenir et en sait long sur le génie.* »

R. J.

★ *Thomas Mann et la psychanalyse*, de Jean Finck. Ed. Les Belles Lettres. 214 p. 72 F.

Romans

UNE CORSE VUE DE LA MER

Comme beaucoup d'insulaires, les Corses ont tendance à tourner le dos à la mer d'où viennent les envahisseurs et les menaces. Dans un beau roman, Charles Paolini, passionné de plongée sous-marine, prend le parti inverse. Des deux frères dont il raconte l'aventure, l'un fait sur le continent des études d'ingénieur qui le laissent insatisfait et retournera à la terre ancestrale. L'autre ne l'a jamais quittée que pour ses errances enchantées de pêcheur de corail au large de Bonifacio. Il apprendra à ses dépens que le maquis des grands fonds est plus dangereux que l'autre.

Outre une histoire d'amour bien menée, le livre vaut par de très belles descriptions de l'île vue de la mer et par l'évocation de Bonifacio, le perchoir génois si singulier qui, pour le reste de la Corse, demeure mystérieux comme son dialecte. Roman traversé par les vents, les nuages et les courants, comme par la passion de ce que l'île a conservé de sauvage et d'élémentaire. Entre le ciel et les fonds marins, une montagne dont Charles Paolini a su, avec une rare originalité, exprimer le tourment et la fascination.

P.-J. FRANCESCHINI.

★ *La Bessac*, de Charles Paolini, éd. Acropole, 278 pages, 79 F.

livre
VOUS ÊTES UN PROFESSIONNEL DU LIVRE : FAITS & CHIFFRES DE L'ÉDITION EST LA SEULE LETTRE HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS QUI VOUS SOIT DESTINÉE.
F.C.E. COMPTE DÉJÀ 60 NUMÉROS, 550 PAGES DE FAITS, DE CHIFFRES, AVEC LEUR INTERPRÉTATION.
VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS ? PRENEZ RENDEZ-VOUS AVEC PATRICIA CASTET, RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT.
☎ 203 75 27
FAITS & CHIFFRES DE L'ÉDITION
5/7, RUE VILLEHARDOUIN 75003 PARIS

Les infortunes de l'exil

Myriam Anissimov...

TOUT commence le jour du mariage d'Hannah avec un « goy puant », union dont il y a tout lieu de présumer qu'elle ne durera guère, bâtie sur un inexplicable coup de foudre — et, sur le sable, deux civilisations face à face, la juive et la catholique. Pour *l'heure, le futur importe peu.* C'est le passé qu'Hannah ressuscite, dix-sept années de la tribu des Rosenfeld et de ses alliés Blumenfeld, des tribus de filles, avec des mères gémisseuses, comme la « Tatan » Guitel, ou « un peu là », comme maman Rivka, les pères cavaleurs ou demi-ratés, se prenant pour des oracles. Tout cela grouille, braille, pleure sur fond de logement sordide et d'atelier de confection, dans un quartier miteux de Lyon. Car cette sacrée gamine a le don de vie, d'abord.

Celui du ridicule, aussi, qu'elle traque, l'œil rigolard, chez ses plus jolies cousines comme chez les « mochetés », chez ses tout récents beaux-parents (le moins bon du livre, ces caricatures un peu lourdes), dans l'entêtement de papa Yankel à rester communiste contre tout bon sens, *dans la morale*, les traditions, les tics de parole de ces juifs enfuis de Pologne, mal enracinés, qu'elle aime et pourtant juge. Enracinée, elle l'est à peine plus, avide surtout d'être libre, sûre que la liberté passe par celle du corps, et bientôt sans avoir eu le temps de souffler, ligotée par le mariage. Un livre drôle, donc, mais par le ton seulement. Le fond, quand on y songe, montre la triste difficulté d'être, en exil.

★ LE MARIDA, de Myriam Anissimov. Julliard. 253 pages, 65 F.

...et Henri Raczymov

« *LA treizième tribu* » : c'est ainsi qu'Arthur Koestler appelle ce peuple des Khasars qui, originaires de la basse Volga, *choisirent vers l'an 1000 la loi judaïque*, afin d'échapper à la double menace hégémonique de l'Islam et du christianisme. Ils ont dû avoir des héritiers, puisqu'au terme de pérégrinations fabuleuses et de persécutions innombrables, Henri Raczymov les a « inventés » à Belleville, creuset chaleureux d'ethnies éparses, où ils transportent avec eux, pour tous bagages, leurs accents mêlés, leur goût des histoires, leur désir de durer. Avec chaleur, le romancier leur donne vie, leur prête voix : succédant aux *Contes d'exil et d'oubli* (1979), ces *Rivières d'exil* charrient, six jours sur sept (le sabbat est pour tout le monde), les récits qui suppléent à la généalogie effacée et aux archives *détruites*.

« *Tu t'en souviens, dis, maman ? Bien sûr qu'elle s'en souvient* » : pour les déracinés, l'imagination et la mémoire sont proches parentes. C'est à cette double source que puise Simon Dawidowicz lorsque, dans les années 50, il s'en vient raconter à ses petits-enfants, Mathieu et Dominique Szpiro, des « histoires de Pologne », ce pays qui n'existe pas, disait Jarry, ce pays « Judenrein » où Mathieu ne lit plus aujourd'hui que l'absence et la béance, qui « *forment comme un livre aux pages blanches, blanchies plutôt, dont les lettres furent d'un coup effacées, rageusement, dans la monstrueuse catastrophe qui précéda immédiatement sa naissance* ». Comment combattre l'angoisse, devenue partie intégrante du patrimoine, sinon en accumulant les mots, seuls susceptibles de reconstituer la *géographie* perdue ?

Alors on voit surgir des paysages et des personnages, des histoires de Pologne et de Belleville, avec à l'arrière-plan le rêve de Jérusalem. Dans la rue, la grand-mère Manié crie aux quatre vents ses locutions de là-bas et dans le crâne cheminent *les Dix Tribus d'Israël*. Toute cette vie d'un vieux quartier pittoresque de Paris et tous ces contes d'une mythologie errante mêlent l'humour et la nostalgie, le concret et le fantastique.

Certes, nous avons déjà souvent entendu ces histoires, racontées ici au premier degré de l'émotion. Mais le romancier leur redonne la fraîcheur qui fait que nous ne nous lassons pas, hommes de la dispersion et lecteurs du rassemblement, d'écouter ensemble la bouleversante chanson, *A yiddishe Mame*, hymne à la mère manquante qui survit dans nos cœurs.

SERGE KOSTER.

★ RIVIÈRES D'EXIL, de Henri Raczymov. Gallimard, collection « Le chemin », 144 pages, 55 F.

Le roman du pouvoir
Philippe Alexandre
Vie secrète de Monsieur Le
roman
"Elle est bête et méchante, cette fabuleuse farce à clés. Mais elle est aussi bigrement éclairante."
F.O. Giesbert/Le Nouvel Observateur
"Une satire sévère derrière la parabole. Un grand roman."
A. Colin Simard/Le Journal du Dimanche
"Un bouffon terrifiant." J.P. Enard/V.S.D.
"Livre mystérieux et plein, avec sa capacité de surprise humoristique et de vérités jetées."
Gonzague Saint Bris/Le Matin
"Une salve hénaurme."
G. Pudlowski/Les Nouvelles Littéraires
"Le cynisme poussé jusqu'au fantastique." Ph. Meyer/L'Express
"Au-delà de l'irrespect et de l'insolence, une leçon de morale politique." André Passeron/Le Monde
"Une brillante sotie... Elle ne sera pas démodée avant longtemps." D.D./Le Canard Enchaîné
"Une fable rabelaisienne. Truculente. Exubérante. Envoûtante." F. Jacquemont/L'Est Républicain

Ph. Manuel Litran
M.B.C.
GRASSET

VOIX DU MAGHREB

La luxuriance de Boudjedra

MUNI d'une photo en guise de boussole, un rescapé des temps héroïques entame un pèlerinage aux sources de l'histoire. Sur l'image, usée jusqu'à la trame, il figure parmi quatre camarades qui moururent égorgés par leurs compagnons de lutte. Ce n'est qu'une bavure comme il y en eut tant au cours des siècles, depuis que les Goths, les Wisigoths, les Romains, les Vandales, les Turcs et les Français déferlèrent sur le pays. Et notre homme de se demander « *Pourquoi, comment, l'étranger a-t-il toujours pu s'installer ainsi ?* » Il fallut cent trente-deux ans, des torrents de sang et de larmes, pour secouer le joug des derniers conquérants. Et après ? Rien. De nouveaux maîtres, « *enflés de prétention, prennent le fauteuil du pouvoir et gèrent l'Etat comme une épicerie* », cependant que le petit peuple, « *foudroyé, immobilisé minéralisé par l'ignorance..., se réfugie dans les mosquées parce qu'il a trop fait la queue devant les boutiques à double fond et à double tiroir* ».

Le survivant rédige la chronique de tous les sacrifices inutiles dont il est le dernier témoin. Il sait qu'aux yeux des autorités, il n'existe plus qu'à titre de mythe, et que nul ne lira le requiem-réquisitoire qu'il calligraphie en hommage à la révolution manquée. Il s'obstine, pourtant, comme « *le chat qui s'entête à renifler sa propre ombre* », remâchant ses illusions perdues, remontant l'itinéraire qui le conduisit de la Confrérie des clercs musulmans au militantisme dans le parti. Quel parti ? Le seul qui s'écrive avec une majuscule, qui lui aussi, laissa passer sa chance, mais qui tient ses anciens membres rivés à la chaîne de ses martyrs.

Survient une femme, le défi à la bouche. « *C'est ton Coran qui est la cause de notre asservissement et de nos malheurs* », lance-t-elle au vieux guerrier. Et de l'inviter à se débarrasser de « *ces ancêtres qui lui collent à la peau* », à refuser « *cette fameuse fatalité qui nous fait une si bonne réputation* », à bouleverser « ce *putain de destin arabe* ». Elle revendique l'héritage « *du damné, de l'exclu, du laskar* », dont les écrits alimenteront la force explosive qui la brûle. Parce qu'elle a plus souffert que lui, qu'elle a, comme ses semblables, subi le double joug de l'homme et du colon, elle ira plus loin dans sa révolte. Honneur à celle par qui le scandale arrive car il est synonyme d'espoir !

Sixième roman de Rachid Boudjédra, *le Démantèlement* porte, comme les livres précédents, l'empreinte des épreuves et des aspirations qui ont marqué les Algériens de quarante ans. L'auteur a traduit lui-même de l'arabe ce concert de plaintes, de cris, d'appels, dont la musique lancinante évoque la prière du muezzin. Lui reprochera-t-on son excès de richesses, la luxuriance de son vocabulaire qui parade en colonnes serrées ? L'ambition de tout dire, de vider son sac, d'arracher aux autres leurs secrets, de dresser un inventaire complet de la réalité ne s'accommode guère d'économie. Peut-être aussi les dons de voyeur de Boudjédra ont-ils été exacerbés par l'expérience du cinéma (on lui doit deux films : *Chronique des années de braise* et *Ali au pays des mirages*). Il empoigne, il étreint, il dévore ce qui l'entoure avec une fringale qui mérite le nom d'amour.

GABRIELLE ROLIN.

★ LE DEMANTELEMENT, de Rachid Boudjédra, Denoël, 282 pages, 72 F.

Shérazade : la génération de l'oubli

ON les appelle « *ceux de la deuxième génération* ». Une façon d'effacer leur visage et de les classer dans une statistique. Leïla Sebbar, qui connaît bien les milieux de l'émigration, les nomme et leur donne la parole, dans un roman. Ces adolescents, fils de la brisure, sont des personnages romanesques que la vie traverse à toute vitesse et que le risque et la mort violente surprennent dans un coin de rue ou sur une route qui mène vers la mer.

Shérazade, dix-sept ans, brune, frisée, les yeux verts, ne sort pas d'un conte des *Mille et Une Nuits*, mais d'une banlieue parisienne et d'un mariage pas très heureux. Elle fugue, ne sachant où poser ses racines. Elle lit la littérature maghrébine pour essayer de comprendre. Elle rencontre Julien, plus âgé qu'elle, né en Algérie, passionné de peinture orientaliste, d'opéra et de cinéma. Mais sa vie, elle la partage avec les copains de la *bande* qui habitent dans un *squatt*. Une vie de liberté où « *on la débrouille* ». Il y a Pierrot, fils d'émigrés polonais, amoureux de Shérazade ; Basile, un Guadeloupéen qui rêve de révolution ; Driss, né au Maroc, mais venu avec sa mère à Gennevilliers à cinq ans, et qui se drogue ; Djamila « une fille coupée : moitié arabe, moitié française », elle michetonne ; Krim, Zouzou, France, etc. De temps en temps, ils font des « *autoréductions* », ce que la police appelle hold-up.

Shérazade n'a jamais vu la mer. Elle entretient un rapport libre et indéfinissable avec Julien. Lui, est patient. Il la regarde aller et venir. Il est fasciné par ses yeux et par sa liberté. Elle échappe à l'ordre et au temps. Elle fuit, se sent traquée. Ses parents la recherchent. Elle finit par leur adresser une cassette où elle leur annonce son intention de partir en Algérie. Elle part avec Pierrot. Sur la route, elle regardera longuement la mer. Et la mort viendra faucher son compagnon qui transportait des explosifs dans sa voiture. Elle poussera un cri et disparaîtra au loin...

Shérazade est un visage fier et émouvant, un regard interrompu, pris au hasard dans cette génération de l'oubli. Elle nous touche par la vérité et la poésie de chacun de ses actes. Leïla Sebbar a réussi à nous dire la vie en suspens, la vie improvisée de ces garçons et filles de la grande coupure. Ce roman est le leur ; c'est un acte d'amour, et, en cela, il est essentiel.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ SHERAZADE, de Leïla Sebbar, Stock, 268 pages, 55 F.

L'exemple de Kateb Yacine

ON a beaucoup écrit sur la littérature maghrébine d'expression française. Spécifique, liée à l'histoire, contemporaine de la décolonisation, elle est considérée par certains comme circonstancielle et sans grand avenir. Et pourtant, elle se poursuit bien après les indépendances et exprime avec une violence particulière la réalité et l'imaginaire maghrébins. Kateb Yacine est un cas et un exemple. C'est autour de son œuvre que Jacqueline Arnaud, professeur de littérature comparée à l'université Paris-XIII, a fait une grande partie de sa thèse d'Etat (1). Elle analyse dans un premier tome la situation de certains écrivains maghrébins comme Jean Amrouche (le précurseur), Mohamed Dib, Driss Chraïbi et Albert Memmi. La deuxième partie de son travail est entièrement consacrée à Kateb Yacine (plus de sept cents pages). C'est une étude extrêmement fouillée, riche et exhaustive, de l'œuvre de l'écrivain. Celui qui n'a cherché à « *être la voix des autres que pour leur rendre la parole et s'effacer dans ce mouvement* » pose, par son évolution récente qui privilégie la création collective et orale au théâtre, la question du « *dépérissement de l'écrivain dans un continent d'analphabètes* », d'après l'expression de Carlos Fuentes. Comment continuer à écrire, et cela en une langue étrangère, quand le peuple n'a pas la possibilité de lire ?

T. B. J.

(1) *Recherches sur la littérature maghrébine de langue française ; le cas de Kateb Yacine* ; deux tomes, diffusion Ed. L'Harmattan (7, rue de l'Ecole-Polytechnique, Paris-5e), 1 172 pages.

Métissages

(*Suite de la page 13.*)

Les mots dont Chraïbi renonce à chercher des équivalents berbères sont en nombre infime : ce sont presque des onomatopées, comme *khoukhoubléa*, cri affectueux destiné à faire trembler et rire les enfants à qui on raconte des histoires d'ogre. Pour le reste, notre syntaxe et notre vocabulaire semblent offrir à l'auteur tous les outils qu'il désire.

C'est particulièrement frappant dans les débats entre l'envahisseur arabe et les autorités berbères. Tout se passe comme si, infirme pour exalter un instinct et une nature éloignés de lui, le français n'avait pas son pareil pour exprimer les liens de sujétion et les moyens de s'en libérer. Comme si notre langage était à la fois, inextricablement, celui de la domination et celui de la révolte, de l'ordre et de la rébellion, du pouvoir et de la liberté.

Un génie que notre situation relativement privilégiée nous faire perdre de vue et que nous rappellent à point nommé des utilisateurs moins chanceux !

CETTE prédisposition congénitale du français est mise à profit dans un autre texte de Maghrébin, *l'Ordalie*, d'Abdellatif Laabi, à paraître chez Denoël à la fin du mois.

Contrairement à Chraïbi, que sa retraite préserve des modernismes, Laabi subit la mode malencontreuse des jargons socio-politico-linguistiques répandus dans nos universités. Il parle de « spécificité », de « culpabiliser », de « passion du dire »... Un prisonnier à qui on demande d'expliquer son élargissement ne craint pas de répondre (*page 174*) : « *Il faudrait avoir recours à des paramètres inhabituels dans l'analyse courante si on veut bien saisir les soubassements des mœurs politiques locales...* » Fichtre !

Mais l'auteur, plus largement encore que Chraïbi, utilise le français comme recours contre toute oppression. Son narrateur est en effet détenu par un pouvoir indistinct et s'évade par l'écriture, celle-ci lui permettant tour à tour d'évoquer le bonheur perdu, de tromper l'attente, de rêver un avenir plus fraternel.

Entre quatre murs, la littérature — en l'occurrence française — n'est plus seulement un passe-temps voluptueux et flatteur pour son auteur, comme c'est le cas chez nous par les temps de bonace historique ; elle devient un acte rare, solennel, dangereux, gagé sur la sueur et le sang des frères de combat.

Rendu à la liberté, le prisonnier se fixe comme but, une fois assuré le droit primordial des enfants à la vie, d'en finir avec le « *despotisme oriental* », de se remettre en cause et de rester un « *fou d'espoir* » parce que « *semeur de graines rebelles* ».

J'ignore comment ce programme se dit en arabe. En français, il sonne bien.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ LA MERE DU PRINTEMPS, de Driss Chraïbi, Seuil, 218 pages, 39 F.

★ L'ORDALIE, d'Abdellatif Laabi, Renoël, 208 pages, 64 F. En vente le 1er octobre seulement.

A lire avant 1984...

● *La première biographie de George Orwell.*

AVANT de mourir, le 21 janvier 1950, à quarante-six ans, George Orwell avait manifesté sa volonté qu'aucune biographie ne soit écrite à propos de lui, et sa veuve avait fait observer cette intention. Par bonheur, presque un quart de siècle plus tard, ses amis et ceux qui l'avaient connu commencèrent à transgresser l'interdit pendant qu'il en était encore temps ; c'est pourquoi l'étude de Bernard Crick, intitulée *George Orwell : une vie*, fit sensation en Grande-Bretagne lors de sa publication il y a deux ans (Secker and Warburg, 1980).

Déjà en 1972, deux Anglais, Peter Stansky et William Abrahams, avaient commencé à rompre le silence, et l'oubli, avec un *Orwell inconnu* (*The Unknown Orwell*, Knopf 1972) qui suivait l'enfance et la jeunesse de cet Anglais moyen, né le 25 juin 1905 au Bengale, où son père était fonctionnaire du gouvernement des Indes, qui, après des études médiocres dans le prestigieux collège d'Eton, s'était engagé à dix-huit ans dans la police birmane pour en démissionner six ans plus tard, ayant acquis une haine profonde pour le colonialisme. Le livre s'arrêtait au moment où l'écrivain allait naître.

Ayant toujours détesté son prénom, le jeune Eric Blair prit un pseudonyme pour son premier livre, qui vient de reparaître sous le titre *Dans la dèche à Paris et à Londres* (Champ libre, 1982) et qui était intitulé autrefois : *la Vache enragée* (Gallimard, 1935). Dans une préface écrite à Bucarest, Panaït Istrati saluait alors la découverte d'une « *œuvre rarissime (...) où on ne trouvera pas une seule page de ce qu'il est convenu d'appeler, d'une manière péjorative, « littérature »*. George Orwell était né.

★ Dessin de CAGNAT.

L'expérience vécue

Bernard Crick, un universitaire britannique, professeur de politique, a eu la possibilité d'accéder aux archives de George Orwell et a travaillé une dizaine d'années à cette première biographie complète ; il nous annonce modestement qu'une « *biographie définitive* » est en cours, préparée par M. Ian Angus (à qui on doit les quatre volumes d'œuvres choisies) et par la seconde femme d'Orwell, morte l'an dernier.

L'ouvrage traduit en français aujourd'hui est volumineux, même si la traduction l'a amputé de citations d'auteurs et de poètes trop spécifiquement britanniques — ainsi que des appendices et de l'index. Une fois de plus, on ne peut s'empêcher de penser, à la lecture, que l'œuvre fut plus importante que l'homme, car cet Anglais malgré, taciturne, silencieux, n'ayant pas beaucoup le sens de l'humour, n'avait rien d'un théoricien politique ou d'un brillant homme de lettres. Artiste sensible, sans imagination particulière, capable d'écrire seulement sur son expérience vécue, il dut transformer sa vie afin de se procurer le matériau de ses livres. Il est déconcertant — et quelque peu lassant — de constater qu'aucun de ses amis de jeunesse ou de ses professeurs ne vit en lui rien de remarquable et que sa réussite apparaît finalement comme un miracle de persévérance.

Ayant décidé de devenir écrivain, après son retour du Bengale en 1927, mais toute sa vie harcelé par la tuberculose, Eric Blair-George Orwell suit une voie tout à fait personnelle, à la Gorki, et se plonge dans les bas-fonds de Paris et de Londres, fait du journalisme, enquête dans le nord de l'Angleterre sur la situation des mineurs et sur le chômage et apprend alors que « *le premier effet de la pauvreté est de tuer la pensée* ». Il ne l'oubliera jamais.

1937 sera l'année-clé de toute sa vie. Comme toute la génération littéraire des années 30, d'Auden à Spender, Orwell, homme de gauche, prend position dans la guerre d'Espagne, mais, contrairement aux autres, il considère que sa plume n'est pas une arme suffisante et réagit contre la « *trahison des intellectuels* ». Il engage sa part de l'argenterie familiale pour aller combattre en Espagne aux côtés des militants catalans du POUM (Partido Obrero de Unificacion Marxista). A Londres, le *Daily Worker*, le journal du parti communiste, ne cesse alors de l'attaquer, lui reproche de parler de l'« *odeur* » de la classe ouvrière et affirme hautement que la classe ouvrière ne « *sent* » pas ; une campagne de calomnies est lancée contre ceux qui ont servi le POUM en Espagne ; la revue soviétique *Littérature internationale*, qui lui avait commandé un article, le refuse trois mois plus tard parce que le POUM « *appartient à la « cinquième colonne » de Franco et agit dans le dos de l'armée héroïque de l'Espagne républicaine* ». (Lettre du 25 août 1937.)

S'il n'était pas allé en Catalogne, s'il n'avait pas vu de ses yeux ses camarades liquidés par les communistes espagnols sur ordre de Moscou, il n'aurait sans doute jamais écrit ses deux chefs-d'œuvre : *la Ferme des animaux* (1945) et *1984*, qu'il termina juste avant de mourir, ainsi que *Vive la Catalogne libre*, le meilleur témoignage sur la guerre d'Espagne et sur les milices, où il découvre une sorte de microcosme d'une société sans classes, mais aussi chez les combattants, « *quelque chose d'insolite et de sinistre — atmosphère de suspicion, de peur, d'incertitude et de haine voilée* ». Comme des rats...

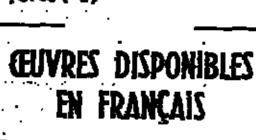
Prophétisme et Bombe A

Cet homme qui ne connaissait pas la peur, ses camarades de Catalogne l'attestent, aura toute sa vie l'obsession des rats : à quinze ans déjà, dans une lettre à un ami, il écrit : « *J'ai acheté une de ces grosses cages à rats avec un piège* (cette cage qu'on jette à la tête du héros de *1984* pour qu'il se fasse ronger la cervelle !). *C'est vraiment un sport d'attraper un rat, de le laisser sortir et de lui tirer dessus quand il s'en va* », écrit-il encore. A l'école, il enverra aussi un rat mort au surveillant général « *comme cadeau d'anniversaire* »... Au front, les rats l'inquiètent tant qu'il tire en pleine nuit sur un rongeur qui mordille ses bottes, au risque de déclencher le tir des ennemis.

Animal Farm, cette expérience d'autogestion des « Bêtes d'Angleterre », où « *tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres* », ne rencontrera pas l'enthousiasme de son éditeur habituel Victor Gollancz, qui refusera le livre. Le succès sera immense, la critique le compare alors à Swift.

Avec *1984* dont « *le but véritable est*, explique-t-il, *de discuter les conséquences de la division du monde en « zones d'influence »* et d'indiquer, en les parodiant, les conséquences intellectuelles à ce qu'il nomme le « *collectivisme oligarchique* », il ne s'en prend pas seulement au mythe soviétique du totalitarisme. Il voit plus loin.

La prémonition, la clarté d'analyse, ce qu'on a parfois appelé le prophétisme de George Orwell sont tout à fait confondants, en avance de plus de trente-cinq ans sur les « nouveaux philosophes » et leur méfiance des idéologies. (Ce n'est certainement pas un hasard si c'est le même éditeur — Champ libre — qui s'est attelé à une édition des œuvres complètes d'Orwell et qui a exhumé il y a cinq ans, le livre capital de Souvarine, *Staline*, que Malraux refusait en 1937, avec cette merveilleuse réponse : « *Je pense que vous avez raison, vous Souvarine et vos amis, mais je serai de votre côté quand vous serez les plus forts !* »)



ŒUVRES DISPONIBLES EN FRANÇAIS

● *1984*, traduit par Amélie Audiberti. Gallimard, 1950 et « Folio », 1975.

● *La Ferme des animaux*, traduit par Jean Quéval. Champ libre, 1981.

● *Hommage à la Catalogne*, traduit par Yvonne Davet. Champ libre, 1982 et *la Catalogne libre 1936-1937*, Gallimard « Idées » 1976.

● *Dans la dèche à Paris et Londres*, traduit par Michel Pétris. Champ libre, 1982.

● *Et vive l'Aspidistra*, traduit par Yvonne Davet. Champ libre, 1982.

● *Tragédie birmane*, traduit par Guillot de Saix. Nagel 1[illegible].

A l'inverse de Boris Souvarine, Orwell n'a pas eu besoin d'aller en U.R.S.S., et d'en partir pour connaître « Big Brother » et savoir « *quelle sorte de souris se cachait derrière la moustache noire* ». Sa clairvoyance est tout aussi étonnante à propos de la bombe A : au lendemain de Hiroshima, il devine que « *les trois blocs posséderont bientôt la bombe atomique et le monde sera près d'un nouveau désastre*.

« *La peur inspirée par la bombe atomique et d'autres armes futures sera si grande*, écrit-il en 1947, *que tout le monde veillera à ne pas les utiliser. Cela me semble la pire des possibilités. Cela signifierait la division du monde en deux ou trois grands super-Etats, incapables de se dominer mutuellement et impossibles à renverser par des réformes internes.* »

Cet homme paradoxal et double, à la fois Orwell et Blair, élève d'Eton, et trotskiste conservateur et anarchiste, Don Quichotte et Sancho Pança, était un génie. « *Orwellien* » est devenu un adjectif, synonyme d'« avenir catastrophique »... Pourtant, les articles, les essais, les romans de cet homme qui voulut « *faire de l'écrit politique un art* » tout en écrivant « *utile* » sont plus subtils. Ce gros livre, foisonnant de détails, donne l'envie de lire Orwell.

NICOLE ZAND.

★ GEORGE ORWELL : UNE VIE, de Bernard Crick. Traduit de l'anglais par Jean Clem. Balland, 594 pages, 95 F.

هكذا من الاصل

histoire littéraire

En marge d'un tricentenaire : lire Bossuet

La ville de Meaux célèbre dans la liesse, du 16 au 19 septembre, le tricentenaire de l'installation de Bossuet comme évêque de Meaux. En plus des concerts, des spectacles, des défilés, des expositions, se tiendra à l'hôtel de ville un savant colloque d'historiens des religions : « Histoire et théologie dans les temps modernes ». M. Jacques Le Brun, directeur d'études à l'Ecole des hautes études et auteur d'une thèse sur Bossuet, nous dit comment un homme du vingtième siècle peut encore lire la pensée et les œuvres du grand orateur.

LES œuvres de Bossuet figurent de temps en temps dans les programmes universitaires ; un petit nombre d'entre elles sont disponibles en librairie dans des collections de poche, des séries scolaires, quelques éditions savantes ; et certains de nos contemporains continuent à les citer pour réconforter leurs nostalgies politiques et religieuses. Est-ce le signe d'une véritable survie, d'une actualité, d'une présence dans les débats qui nous engagent ? Qui lit pour le plaisir du texte les oraisons funèbres, le *Discours sur l'histoire universelle, la Politique tirée de l'Ecriture sainte* ?

A vrai dire, bien des traits de la personnalité de Bossuet nous repoussent, bien des aspects de son œuvre nous sont devenus étrangers : une vision fixiste de l'histoire et la foi en une Providence tout extrinsèque, une politique où les absolutismes trouvent de faciles justifications, le refus d'une approche critique de la Bible, l'indifférence aux problèmes les plus aigus de la philosophie de son temps et, malgré une superficielle adhésion à quelques thèses cartésiennes, la méconnaissance de Malebranche, de Leibniz, une psychologie étonnamment abstraite qui fait de tout libertin un immoral, de tout hérétique un simple révolté, de tout mystique un illuminé, une conception de la vie spirituelle comme une suite d'actes. Nous pourrions prolonger un réquisitoire facile, mais vain, et qui finalement tombe à faux.

La grandeur de Bossuet et la signification de son œuvre me paraissent être situées, pour ainsi dire, dans leur banalité ou leur représentativité : Bossuet est l'homme d'une époque, d'un pays, d'une Eglise, d'un milieu social ; ce fils de bourgeois dijonnais qui fit carrière ecclésiastique fut un prêtre et un évêque de la Contre-Réforme, sérieux sinon austère, zélé, non exalté, religieux mais ni dévot ni mystique, consciencieux précepteur du dauphin, *bref il était engagé dans le* monde et la société, aussi éloigné du radicalisme des spirituels que de la désinvolture des prélats mondains. Mieux Bossuet incarnera ce type d'engagement, plus il sera éloigné de nous, mais aussi plus son visage et son œuvre, devenant « historiques », nous intéresseront par la distance qui nous sépare d'eux. La perfection avec laquelle il inscrivit dans les phrases et les mots les dogmes catholiques est le signe non qu'il ait atteint une formulation définitive, mais que cette expression est parfaitement datée, adaptée à une étape déterminée de l'histoire du christianisme, aux lendemains du concile de Trente.

Le pressentiment des faiblesses

Bossuet ne fut nullement un grand caractère ou un de ces esprits qui élaborent de durables synthèses. Mais il devina ses propres faiblesses, celles de son entourage, celles de la cour, de la société, même s'il n'eut pas le courage, qu'eut Fénelon, de les dénoncer soit directement, soit *sous le voile de la fiction* ; il devina aussi que les réponses qu'il donnait péremptoirement à ses adversaires étaient moins fortes qu'il ne le croyait : écrivant à Leibniz, il avouera un jour que la vérité, constante et perpétuelle, a des « progrès » ; sans céder à Malebranche ni admettre que Dieu conduit le monde par des « lois générales », il assouplit pratiquement sa doctrine en écrivant que Dieu agit « par des voies suivies » : ce défenseur de l'absolutisme monarchique ne faisait apparemment, dans sa *Politique tirée de l'Ecriture sainte*, aucune concession à Hobbes ou à Jurieu, pourtant il admettait, dans une première version du livre, ce qu'il refusera dans la seconde, la théorie d'un contrat entre le souverain et les gouvernés.

En avance sur le Siècle des Lumières

Bien loin d'être monolithique, la *pensée de Bossuet* révèle, comme des sortes de strates, des survivances du passé, des visions de l'homme et du monde déjà anachroniques, par exemple de nombreux thèmes néoplatoniciens et des spéculations sur la hiérarchie des êtres, et des idées neuves. Inconscientes, non encore développées, quelques-unes des grandes avancées que réalisera le Siècle des Lumières sont déjà en germe dans son œuvre.

Dans le *Discours sur l'histoire universelle*, le théologien devient malgré lui historien véritable lorsqu'il *dégage les « causes »* qui ont amené les grands changements de l'histoire, les « secrètes dispositions » et les « conjonctures importantes » qui sont à leur origine. Dans ce même *Discours*, l'information de Bossuet est singulièrement étroite, même par rapport à son temps qui, nourri de récits de voyages, se passionnait pour les Amériques, la Chine, l'Orient, les pays nordiques ; mais son admiration pour la Grèce et la démocratie athénienne, pour Rome, la République et l'Empire, surtout pour les Egyptiens, *« les premiers où l'on ait su les règles du gouvernement »*, révèle des tendances déjà modernes : l'exaltation de la liberté, de l'ordre, de la loi. Enfin dans *la Politique tirée de l'Ecriture sainte*, s'il défend l'absolutisme monarchique, c'est parce que la forme unitaire du pouvoir est la plus « naturelle », la plus « utile », et que tous y trouvent leur « intérêt », politique rationnelle, non point politique théologique.

Avons-nous d'autres raisons, plus directes, de nous attacher aux œuvres de Bossuet ? Y aurait-il par exemple une manière moderne de lire les sermons et les oraisons funèbres ? Des générations y ont cherché des leçons religieuses ou des modèles d'art. Ces perspectives peuvent garder pour certains leur actualité, mais, pour notre part, nous appliquerions à ces œuvres oratoires d'autres lectures.

D'abord, une lecture « critique » : les sermons de Bossuet sont une des très rares œuvres du dix-huitième siècle dont nous ayons conservé les brouillons autographes, revus au fil des ans, corrigés, raturés. Il serait passionnant de découvrir à partir de cette documentation comment se faisait au dix-huitième siècle le travail de l'écriture. « *Bossuet dit ce qu'il veut* », écrivait Valéry ; mais comment y parvenait-il ? Tâche urgente à accomplir pour les spécialistes.

Autre lecture que nous suggérons, une lecture attentive de la rhétorique de Bossuet. Notre époque, qui a redécouvert la rhétorique ancienne, n'a pas encore suscité d'amples études en ce sens. Que le lecteur reprenne un sermon de Bossuet, qu'il en démonte l'organisation, le fonctionnement des thèmes, le jeu des citations et leur enchaînement, qu'il analyse le rythme de la phrase, la disposition en strophes, les refrains obsédants, la place de la métaphore ; qu'il découvre comment les vieilles structures juridiques et les formes traditionnelles de l'argumentation, les antithèses, les retournements, les applications, les mises en scène, etc., tous procédés usés, sont chez Bossuet *transformés*, comment jouent les vieux schémas, l'étonnement ou la feinte surprise, le retour sur soi ou l'appel à l'auditeur. Entre Malherbe et Hugo, nous avons un admirable exemple de prose poétique.

JACQUES LE BRUN,

directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

L'aigle des mots

DE son vivant, un écrivain engagé appartient à son parti, à son Eglise, à sa coterie. Théologien de la monarchie de droit divin, gardien de l'orthodoxie, pourfendeur des protestants, des quiétistes, de Malebranche et de tous ceux chez lesquels il flairait un germe d'hérésie, Bossuet a, durant sa vie, été aimé ou haï pour des raisons étrangères à la littérature : c'était le militant que ses admirateurs appréciaient en lui, et non l'artiste.

C'est la mort qui, en le délivrant des passions du siècle, l'a rendu à ses vrais lecteurs. *« Désabusons-nous éternellement de tous les biens que la mort enlève »*, a-t-il écrit. Soit, mais il y a aussi, lorsqu'on est un écrivain, c'est-à-dire quelqu'un qui, en mourant, laisse une œuvre qui peut témoigner de celui qu'il a été, tous les biens que la mort nous donne. Les lauriers de la brigue, de la mode, du ton du jour sont éphémères. Les plus durables couronnes sont, pour un artiste, les couronnes posthumes.

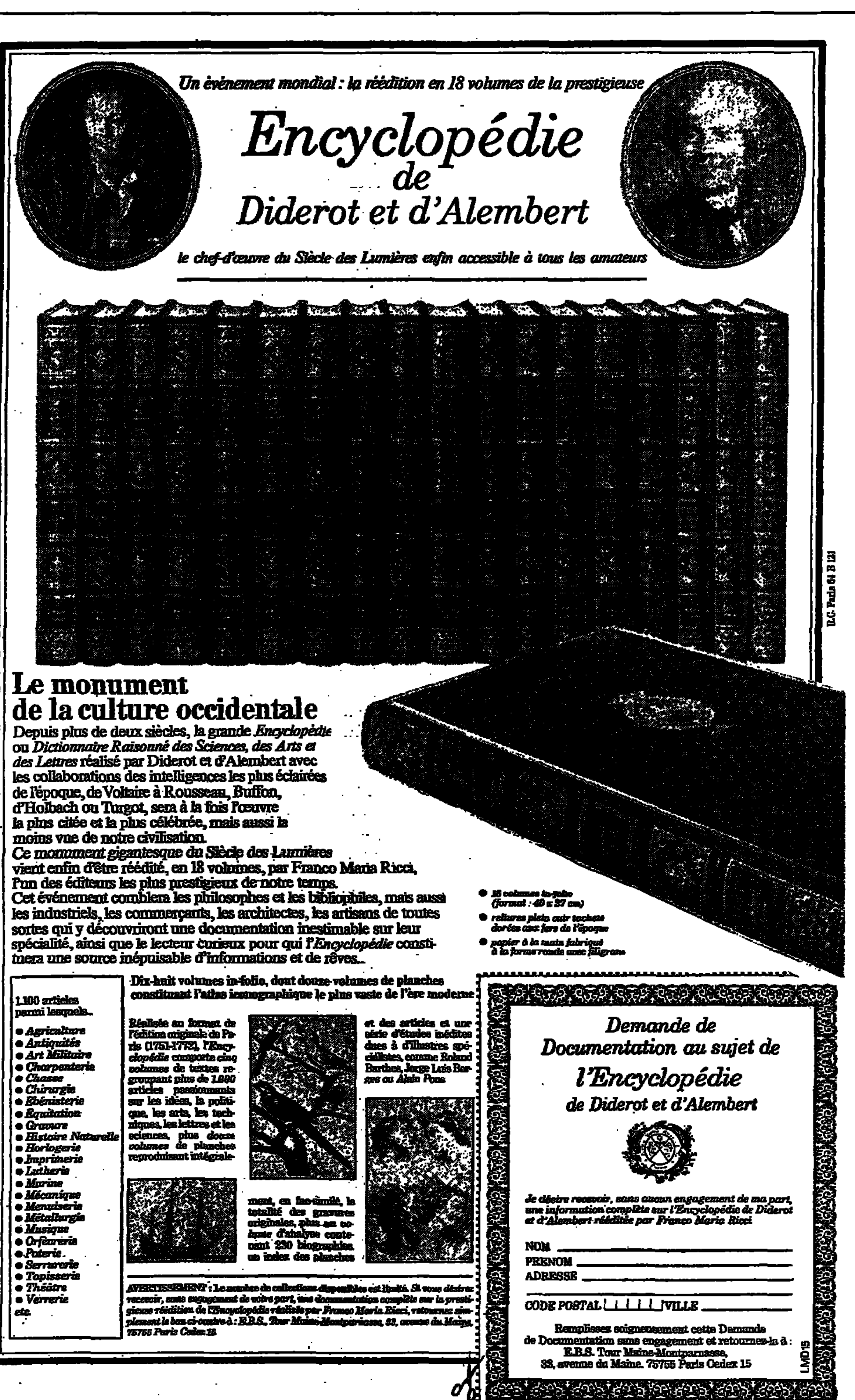
Aujourd'hui, il n'est pas nécessaire d'être monarchiste ou catholique pour admirer Bossuet. L'auteur des *Elévations sur les mystères* est aimé, et lu, et dévoré avec passion par de jeunes lecteurs qui ne partagent pas sa foi ni ses opinions politiques, et qui se soucient peu des vérités pour lesquelles il a combattu. Ce qui nous importe, chez Bossuet, c'est moins son opinion sur Dieu et sur le roi, sur le Grand Condé et sur la princesse Anne de Gonzague, que la façon dont il l'exprime.

Un écrivain, c'est une écriture. Bossuet partage ses idées avec de très nombreux théologiens du dix-septième siècle, que plus personne ne lit. Ce n'est pas pour ses idées que nous lisons Bossuet, mais pour son ton, unique dans la littérature de son temps ; pour son style charpenté et fluide, plastique et musical, où la majesté oratoire est sans cesse traversée par des ruptures de ton, de géniales brusqueries, des trouvailles presque argotiques ; pour son extraordinaire modernité.

Assurément, ces éloges ne seraient pas du goût de Bossuet, qui reprochait à Saci d'avoir traduit la Bible avec une élégance contraire à la simplicité de l'Esprit divin, et qui écrivait à cette occasion : *« Aimons la parole de Dieu pour elle-même ; que ce soit la vérité qui nous touche, et non les ornements dont les hommes éloquents l'auront parée. »* Bossuet est revenu sur ce point dans son *Traité de la concupiscence*, où, critiquant la misogynie de la dixième satire de Boileau, il affirme que la beauté de l'écriture ne suffit pas à justifier l'immoralité du sujet, et qu'un écrivain qui peint des actions très laides n'est pas excusé parce qu'il en fait de belles peintures.

Bossuet parle ici en évêque, et nous aurions mauvaise grâce, en cet anniversaire de la Déclaration du clergé de France de 1682, à le lui reprocher. Au demeurant, un chrétien d'aujourd'hui peut fort bien faire son miel de la doctrine de Bossuet, et c'est ainsi, par exemple, que les écrits de l'évêque de Meaux sur la place du pape de Rome dans le collège épiscopal et sur les libertés des églises autocéphales demeurent d'une actualité toujours vive. Que nous aimions en lui l'écrivain ou le théologien, ou les deux ensemble, par quelque bout qu'on le prenne, Bossuet est, plus que jamais, notre contemporain.

GABRIEL MATZNEFF.



CARNET

Naissances

— Olivier AZIÈRES, Christine MERCADÉ-GENOLHAC,
Anne-Laure et Céline
sont très heureux d'annoncer la naissance de

Benjamin,

le 6 septembre 1982,
32, rue des Archives,
75004 Paris.

— Halima et François GOUYETTE,
ont la joie de faire part de la naissance de

Julien Karim,

à Paris le 14 septembre.
Ambassade de France en Libye.
4, rue Léon-Delagrange,
75015 Paris.

— M. Didier QUENTON et Mme, née MALINES,
sont heureux de faire part de la joie de leur fils Hervé d'annoncer la naissance de son petit frère

Arnaud,

3 septembre 1982.
2, place de l'Hôpital,
Strasbourg.

Décès

— Youna et Daisy Chelly,
Yvon, Roland, Fabienne,
Et tous leurs proches,
ont l'extrême douleur de d'annoncer la perte cruelle de leur très cher fils et frère adoré,

Alain CHELLY,

disparu prématurément à l'âge de trente ans, le 13 septembre 1982.
La famille remercie toutes les personnes présentes aux obsèques, qui ont eu lieu le 14 septembre 1982 au cimetière de Bagneux, parisien.
84, rue Jouffroy,
75017 Paris.

— La famille Gemayel de Paris, a la douleur de faire part du décès du

Cheikh Bachir GEMAYEL,
président
de la République libanaise,

Une messe pour le repos de son âme sera célébrée en l'église Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, Paris (5e), le dimanche 19 septembre, à 11 heures.

— Mme Gonnard, née Laurette,
Claude et Isabelle Gonnard,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la mort subite de leur époux, père et parent,

le professeur Pierre GONNARD,

à l'âge de soixante-dix ans.
Les obsèques auront lieu vendredi 17 septembre, à 15 h. 30, en l'église Saint-Cyr-Sainte-Julite, 9, rue Paul-Bert à Villejuif.
Les enseignants, les chercheurs et le personnel du département de biochimie du C.H.U. Henri-Mondor, à Créteil, s'associent à ce deuil.
Le décès du professeur Pierre Gonnard a eu lieu en Sicile, pendant un congrès de neurochimie, discipline dont il était un spécialiste internationalement reconnu.

- L'ambassade du Liban à Paris a la douleur d'annoncer le décès de

M. Bachir GEMAYEL,
président élu
de la République libanaise,

Les condoléances seront reçues à l'ambassade du Liban, 42, rue Copernic, Paris-16e, les mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17, samedi 18, dimanche 19, lundi 20, mardi 21 et mercredi 22 septembre 1982, de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures.

— M. André Gugenheim et ses enfants,
Mme Jean Gugenheim et ses enfants,
M. et Mme Jacques Levylier et leurs enfants,
vous annoncent le décès de

M. André GUGENHEIM,

survenu le 12 septembre 1982.
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le mercredi 15 septembre.
Mme André Gugenheim,
45, rue d'Alleray,
Paris-15e.

- Lou Laurin Lam, son épouse,
Stéphane, Eskil, Timour et Jonas, ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Wifredo LAM,

survenu à Paris, le 11 septembre 1982.
Les obsèques seront célébrées dans l'intimité.
47, boulevard Beauséjour,
75016 Paris.
(Le Monde *du 14 septembre.*)

- Le docteur Louis Serfaty, son époux,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la grande douleur d'annoncer le décès de

Mme Louis SERFATY,
née Caroline Stapts,

dans sa cinquante-neuvième année.
La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale le 11 septembre à Feurs (Loire).
Une messe sera célébrée en sa mémoire le vendredi 17 septembre 1982, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux (Hauts-de-Seine).
30, rue Jean-Racine.
92330 Sceaux.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. Pierre Verret, son époux,
Mme Catherine Verret,
Le docteur et Mme Jean-Michel Verret,
M. et Mme Hervé Mouren,
M. Denis Verret,
ses enfants,
L'intendant général Louis Verret, son beau-père,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Pierre VERRET,
née Anne PÉRISSEL,

survenu en son domicile, à Paris, le 11 septembre 1982.
Les obsèques ont eu lieu à Vichy, le 15 septembre.
Un service religieux sera célébré, le lundi 20 septembre 1982, à 10 heures, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, 27, rue d'Armaillé, 75017 Paris.
61, avenue de la Grande-Armée,
75116 Paris.

Remerciements

— Pierre Aubertin,
Et toute sa famille,
profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Violette AUBERTIN,

et dans l'impossibilité d'y répondre personnellement, remercient avec émotion tous ceux qui se sont associés à leur peine.

— Jérusalem.
Mme André Scémama,
Ses enfants et ses petits-enfants,
dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées au moment du décès de

André SCÉMAMA,
journaliste,

prient toutes les personnes qui leur ont écrit de trouver ici l'expression de leurs remerciements émus.

— Le docteur Winternitz,
Et sa famille,
remercient toutes les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès de

Mme Paulette
AUZIAS-WINTERNITZ,

survenu le 13 juillet 1982
à Montpellier (34).

Anniversaires

- Il y a dix ans, le 14 septembre 1972, décédait

Gaby OSELKA-PAPIERNIK,
née Bartman

Que ceux qui l'ont gardée en mémoire se joignent à nous pour raviver son souvenir.
M. et Mme H. Oselka et leurs enfants,
M. et Mme J. Papiernik et leurs enfants,
M. et Mme P. Papiernik et leur enfant,
M. et Mme E. Papiernik et leurs enfants.

Messes anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire de la disparition de

Catherine NATTEAU
et de son fils
Alexandre BREGUET

Une messe sera dite en l'église Saint-Merri, à Paris, le 21 septembre, à 9 h. 30.

— Une messe anniversaire à la mémoire de

Jean ROYBIER,

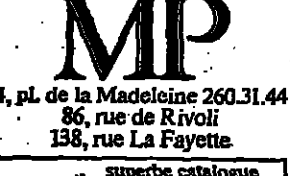
sera célébrée le dimanche 19 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Martin de Meudon (92).



MP
Le spécialiste
du diamant



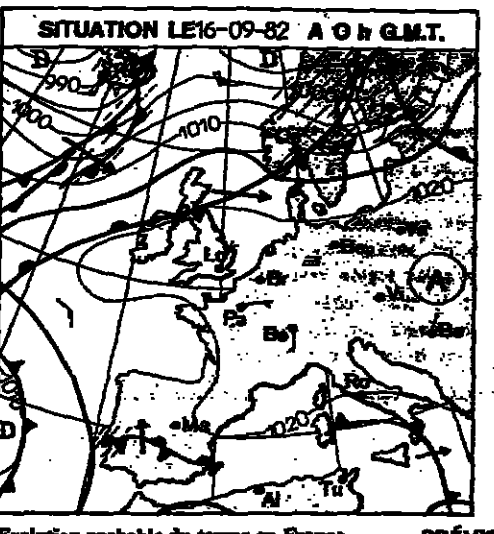
Cette bague saphir
et diamants vaut 3.730 F
avec le Crédit MP
vous la porterez sans
attendre avec un versement
comptant de 500 F
le solde jusqu'à 24 mois dont
de 3 à 6 mois de crédit gratuit
après acceptation du dossier
Un choix considérable :
Diamants - Rubis - Saphirs
Emeraudes



4, pl. de la Madeleine 260.31.44
86, rue de Rivoli
138, rue La Fayette
Nouveau superbe catalogue couleur gratuit sur demande

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE17-09 DÉBUT DE MATINÉE

1015
1020
D

PRÉVISIONS POUR LE 17 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

990
1000
1010
1020
D

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 16 septembre à 0 heure et le vendredi 17 septembre à 24 heures :

Persistance des conditions anticycloniques sur la France avec, toutefois, la remontée d'air chaud, instable et orageux, vers notre pays, en provenance d'Espagne.

Vendredi, le temps sera souvent brumeux le matin avec formation, au lever du jour, de brouillards sur les régions du Nord, de l'Est et du Centre en particulier. Après la dissipation rapide de ces brouillards, le beau temps chaud et ensoleillé prédominera, toutefois, en fin d'après-midi, et, à l'ouest d'une ligne approximative Cherbourg-Perpignan, le temps deviendra lourd, et quelques orages isolés, de faible activité, localement modérée sur les Pyrénées, éclateront. D'autres orages, d'évolution diurne, pourront aussi se produire très localement sur les Alpes et la Corse.

Les vents seront faibles et les températures, voisines de 14 à 18° C le matin, atteindront l'après-midi 25 à 30° C sur la moitié Nord-Est et 24 à 28° C sur la moitié Sud-Ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 septembre à 8 heures, de 1018,2 millibars, soit 763,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 septembre) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 32 et 20 ; Bordeaux, 31 et 15 ; Bourges, 32 et 16 ; Brest, 27 et 13 ; Caen, 30 et 12 ; Cherbourg, 26 et 16 ; Clermont-Ferrand, 30 et 13 ; Dijon, 27 et 14 ; Grenoble, 28 et 15 ; Lille, 28 et 14 ; Lyon, 30 et 14 ; Marseille-Marignane, 29 et 17 ; Nancy, 27 et 12 ; Nantes, 30 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 29 et 21 ; Paris-Le Bourget, 30 et 14 ; Pau, 31 et 16 ; Perpignan, 27 et 16 ; Rennes, 31 et 12 ; Strasbourg, 27 et 13 ; Tours, 32 et 15 ; Toulouse, 30 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 16 degrés ; Amsterdam, 25 et 10 ; Athènes, 30 et 21 ; Berlin, 27 et 13 ; Bonn, 28 et 12 ; Bruxelles, 28 et 15 ; Le Caire, 34 et 20 ; Iles Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 19 et 10 ; Dakar, 32 et 25 ; Djerba, 29 et 21 ; Genève, 25 et 13 ; Jérusalem, 27 et 17 ; Lisbonne, 28 et 19 ; Londres, 26 et 14 ; Luxembourg, 28 et 15 ; Madrid, 29 et 17 ; Moscou, 12 et 2 ; Nairobi, 20 et 13 ; New-York, 24 et 20 ; Palma-de-Majorque, 29 et 17 ; Rome, 30 et 18 ; Stockholm, 19 et 13 ; Tozeur, 30 et 21 ; Tunis, 27 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 16 septembre 1982 :

DES DÉCRETS

● Relatif aux conditions dans lesquelles les titulaires du certificat de fin de cycle de préparation aux concours externes d'accès à l'Ecole nationale d'administration prévu au décret du 31 mars 1981 peuvent se présenter aux concours d'accès aux corps classés en catégorie A de la fonction publique.

● Modifiant le décret du 29 juin 1972 modifié pris pour l'application de la loi du 16 juillet 1971 modifiée relative à l'allocation de logement.

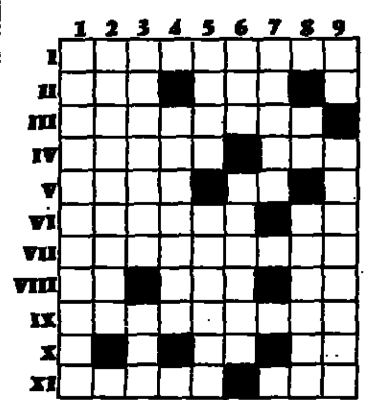
● Autorisant la création par Electricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Belleville dans le département du Cher.

UN ARRÊTÉ

● Fixant les plafonds de loyers à prendre en considération pour le calcul de l'allocation de logement instituée par la loi n° 75-623 du 11 juillet 1975.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3278



HORIZONTALEMENT

I. Offre une possibilité d'emprunt, mais on peut l'avoir à l'œil. — II. On y voit la poutre mais pas la paille. Son homme est le premier venu. — III. Bon placement pour un titre. — IV. Action qui nécessite un bon jeu de jambes. Permet de tirer du liquide en prévision des fêtes. — V. Souvent joué dans une pièce. Un peu de nostalgie. — VI. Infamante, elle était honorable. Note. — VII. Enfanté par Balzac. — VIII. Mesure étrangère. Cicéron, lorsqu'il parlait de lui. En Chine. — IX. Objet de convoitise pour ceux qui aiment la chair tendre. — X. Personnel. Se passe sans problème. — XI. Tient parfois à une planche. Peut corrompre le cœur d'une duchesse.

VERTICALEMENT

1. On constate avec soulagement que leur fin est proche. — 2. Soutient le peintre dans son œuvre. — 3. A la fois pétales et cépales. Sujet de maints proverbes. — 4. Peut se faire au peigne quand on est à cran. — 5. Une allure que l'on peut se donner. Permet de faire des réductions sur les livres. — 6. Ne manque pas d'un certain panache. Permet de conserver sa chemise si l'on ne prend pas de veste. — 7. Doivent être placés en bas pour avoir une valeur de reprise. — 8. Personnel familier. Arrive toujours à donner de la classe à des sujets mineurs. — 9. C'est du passé. Sujet de roman, sujet à caution.

Solution du problème n° 3277

Horizontalement

I. Roupillon. — II. Antimoine. — III. Puisage. — IV. Légende. — V. Obi. Is. — VI. Raton. Cri. — VII. Trépaner. — VIII. Set. Lie. — IX. Us. Rille. — X. Rodéo. Ers. — XI. Sterne. Eu.

Verticalement

1. Rapporteurs. — 2. ONU. Bar. Sot. — 3. Utilités. De. — 4. Pise. Opérer. — 5. Imagination. — 6. Loges. — 7. Lien. Celle. — 8. On. Derrière. — 9. Névé. Su.

GUY BROUTY.

STERN
• GRAVEUR •
depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres
de prestige
pour Sociétés
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45



ENTRAINEMENTS
HEBDOMADAIRES
POUR ADULTES
ET ENFANTS
TOUS NIVEAUX
GRAT CEL
PARISTENNIS
51, Avenue du Gal-M.-Bizot PARIS 12e
628.02.32

PARIS EN VISITES

SAMEDI 18 SEPTEMBRE

« Carmel de Saint-Denis », 10 h, métro Saint-Denis-Basilique, Mme Pennec.

« Joséphine et Bonaparte à Malmaison », 15 h, grilles d'entrée du château, Mme Allaz.

« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux.

« Les Trois Mousquetaires autour de Saint-Sulpice », 15 h, devant l'église, Mme Lemarchand (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtel Crillon », 15 h, 10, place de la Concorde (Approche de l'art).

« Le faubourg Saint-Germain », 14 h 30, 2, rue de Grenelle (L'art pour tous).

« Hôtels d'Epernon, d'Ecquevilly, de Turenne, Aubert de Fontenay », 15 h 15, rue Vieille-du-Temple, angle rue Debelleyme, Mme Barbier.

« Bourg Saint-Germain-des-Prés », 15 h, 176, boulevard Saint-Germain, M. Czarny.

« L'Assemblée nationale », 15 h, 4, place du Palais-Bourbon, Mme Montard.

« Village de Passy, hôtel de Lamballe », 15 h, métro Passy (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Evocation de M. de Balzac », 15 h, 47, rue Raynouard, Mme Ferrand.

« Le Mont-Valérien, parties fermées au public », 15 h, sortie gare de Suresnes (La France et son passé).

« Souterrains du clos des Bernardins », 15 h, 4, rue des Carmes.

« Le Marais illuminé », 21 h, métro Saint-Paul, Mme Hauller.

« Thermes romains et hôtel gothique », 15 h, musée de Cluny (Histoire et archéologie).

« Cimetière Montparnasse », 15 h, métro Raspail, M. Jaslet.

« Le Palais-Royal », 15 h, métro Palais-Royal (Lutèce-Visites).

« Hôtel de Lassay », 15 h 30, 128, rue de l'Univeristé, M. de La Roche.

« La Seine », 10 h 30 et 20 h 30, devant le Théâtre du Châtelet (Paris autrefois).

« Le Vésinet », 14 h 30, gare Le Pecq-Le Vésinet.

« De l'hôtel de Sens à celui de la Brinvilliers », 15 h, métro Pont-Marie (Paris et son histoire).

« Vieux quartier de la Tour de Nesle », 15 h, métro Pont-Neuf (Résurrection du passé).

ARLEQUIN

RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 58 DU 15 SEPTEMBRE 1982

Les sommes à payer sont indiquées tous cumuls compris pour un billet entier

Finales et numéros											Sommes à payer
9	Tous les billets terminés par 9 gagnent 70 F dans toutes les séries										
67	Tous les billets terminés par 67 gagnent 300 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 76 gagnent 200 F dans toutes les séries										
	Numéros gagnants dans toutes les séries										Sommes à payer
869	0689	1689	2689	3689	4689	5689	6689	7689	8689	9689	F. 470
869	0698	1698	2698	3698	4698	5698	6698	7698	8698	9698	400
869	0869	1869	2869	3869	4869	5869	6869	7869	8869	9869	4 070
869	0896	1896	2896	3896	4896	5896	6896	7896	8896	9896	400
869	0968	1968	2968	3968	4968	5968	6968	7968	8968	9968	400
869	0986	1986	2986	3986	4986	5986	6986	7986	8986	9986	400
717	0177	1177	2177	3177	4177	5177	6177	7177	8177	9177	800
717	0717	1717	2717	3717	4717	5717	6717	7717	8717	9717	4 400
717	0771	1771	2771	3771	4771	5771	6771	7771	8771	9771	800

	Numéros gagnants	Sommes à payer		Numéros gagnants	Sommes à payer	
		Série 11	Autres séries		Série 11	Autres séries
3177	1377	F. 20 000	F. 4 000	7137	F. 20 000	F. 4 000
3177	1737	20 000	4 000	7173	20 000	4 000
3177	1773	20 000	4 000	7317	20 000	4 000
3177	3177	3 010 800	32 800	7371	20 000	4 000
3177	3717	24 400	8 400	7713	20 000	4 000
3177	3771	20 800	4 800	7731	20 000	4 000

PROCHAIN ARLEQUIN LE 29 SEPTEMBRE 1982 - TIRAGE TELEVISE à 19 h 50

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES CHAMPIGNONS

TIRAGE N° 37 DU 15 SEPTEMBRE 1982

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER
1	41 021 151 271 371 1 761 3 521	F. 200 500 500 500 500 2 200 2 000	6	906	F. 500
			7	717 907 09 057 31 157	500 500 10 000 10 000
2	4 302 9 732 39 462 41 162 45 202 85 262	2 000 2 000 10 000 10 000 10 000 10 000	8	8 098 778 1 848 3 638	100 600 600 2 100 2 100
3	3 43 533 8 463	100 300 600 2 100	9	69 039 349 649 759 769 0 349 07 179 45 559	200 500 500 500 500 700 2 500 10 000 10 000
4	914 93 754	500 10 000			
5	3 085 032 745	2 000 1 000 000	0	20 350 570 740 1 500 01 900 057 830	200 500 500 500 2 000 10 000 4 000 000
6	56 246	200 500			

PROCHAIN TIRAGE LE 22 SEPTEMBRE 1982
TRANCHE DE LA FORET à FREYMING-MERLEBACH (Moselle)

LOTO TIRAGE N° 37	11	27	29	36	40	48
					NUMERO COMPLEMENTAIRE	19

PROCHAIN TIRAGE LE 22 SEPTEMBRE 1982 VALIDATION JUSQU'AU 21 SEPTEMBRE APRES-MIDI

LE PROJET DE BUDGET POUR 1983

Rigueur et nouvelle politique pénale

Avec 9 328,55 millions de francs de crédits de paiement, le projet de budget de la justice pour 1983 est en augmentation de 11,7 % par rapport au précédent. C'est une progression très voisine de l'augmentation moyenne prévue pour le budget de l'Etat : 11,8 %. Le budget de la justice représente toujours un peu plus de 1 % du budget de l'Etat. Dans cette enveloppe modeste, la chancellerie a bâti, pour l'année à venir, un budget *qu'elle qualifie* non d'austérité mais de rigueur et qui, selon elle, permettra de continuer la politique définie à plusieurs reprises par le garde des sceaux, notamment en faveur de la prévention et d'un meilleur accès à la justice.

Emplois compris, les crédits de fonctionnement augmentent de 12,94 %. En revanche, les crédits d'équipement enregistrent une baisse de 8,31 % avec 449,82 millions et les autorisations de programme une baisse de 14,55 % avec 579,10 millions de francs. Mais il faut noter qu'en 1982 un crédit non reconductible de 150 millions de francs avait été alloué pour la construction du tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Une large part des autorisations de programme (358,8 millions de francs) va à l'administration pénitentiaire pour la construction des maisons d'arrêt de Perpignan et de Strasbourg et pour l'*achat de nouveaux terrains*. La politique de construction en matière pénitentiaire n'est pas une politique d'extension du parc mais de rénovation ou de reconstruction après destruction, comme dans le cas de Perpignan ou de Strasbourg.

Si l'*administration* pénitentiaire reste majoritaire, davantage de crédits que de coutume sont consacrés aux bâtiments judiciaires : 148,8 millions de francs. 95,8 millions vont à des subventions pour les opérations qui sont encore à la charge des collectivités locales jusqu'au 1er janvier 1984 (essentiellement les tribunaux de grande instance) ; 53 millions vont aux opérations qui sont à la charge de l'Etat (cours d'appel).

Cinquante et un millions de francs sont attribués à l'éducation surveillée pour des créations de centres d'orientation et d'action éducative. Par rapport à la population accueillie, c'est bien sûr un budget considérable, mais qui procède de la nécessité de rénover une patrimoine composé de bâtiments ne correspondant plus aux options pédagogiques actuelles.

Moins d'emplois

Les emplois (698) sont en forte diminution par rapport à 1982, mais ils avaient enregistré cette année-là une augmentation considérable. 50 emplois dont 25 d'éducateurs sont cependant alloués à l'éducation surveillée qui en avait reçu l'an dernier 650, si l'on ajoute le collectif de juillet 1981 et le budget 1982. L'administration pénitentiaire en reçoit *200 contre 790 pour 1982*. Parmi eux, 30 en milieu ouvert pour les comités de probation (assistantes sociales et éducateurs).

Les services judiciaires, en revanche, passent à 386 emplois nouveaux contre 90 l'an dernier. 125 sont des emplois de magistrats : 12 à la Cour de cassation, 37 dans des cours d'appel, 76 dans les autres juridictions. Enfin, 39 magistrats sont transférés du ministère de la défense en raison de la suppression des tribunaux permanents des forces armées. Sur les 222 nouveaux fonctionnaires, 80 iront aux conseils de prud'hommes d'Alsace et de Moselle, les 142 autres aux juridictions de droit commun et à l'administration centrale. Il faut noter que l'on fait parmi les fonctionnaires une économie de 37 emploi, liée à la mise en service du casier judiciaire informatisé.

Dans les autres dépenses de fonctionnement apparaissent des mesures qui, selon le ministère de la justice, sont significatives de sa volonté en matière d'accès à la justice et de politique pénale.

— Le plafond de ressources donnant droit à l'aide judiciaire est légèrement augmenté (de 2 800 F à 3 000 F), ainsi que l'indemnité forfaitaire allouée aux avocats (1 730 F à 1 940 F), soit un accroissement de 12 %. Surtout, un crédit de 71,4 millions de francs est affecté à l'indemnisation des commissions d'office;

— 2 millions sont réservés aux subventions des contrôles judiciaires (revalorisation de l'indemnité des contrôleurs et des enquêteurs de personnalité) ;

— 1 million est attribué pour subventionner les actions en faveur des victimes émanant, notamment, d'associations ;

— 2 millions subventionneront les comités de probation et les associations d'assistance aux libérés ;

— 2,18 millions de francs seront des subventions pour les équipements d'hébergement des libérés, gérés par le secteur associatif.

— 3,5 millions sont attribués à l'administration pénitentiaire. Ils permettront une augmentation de 16,18 % des rémunérations des détenus employés au service général.

Si les moyens de la politique *pénale nouvelle restent modestes* dans ce budget de rigueur, ils augmentent souvent de manière considérable par rapport aux dotations antérieures. En outre, ils cherchent à s'appuyer sur le secteur associatif. Avant tout, ils traduisent la détermination de la chancellerie pour la totalité de son budget 1983 à tenir ses engagements et à ne pas interrompre la mise en œuvre de sa politique d'ensemble.

JOSYANE SAVIGNEAU.

A la Chancellerie

M. MARCO DARMON EST NOMMÉ DIRECTEUR DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCEAU

Sur proposition du garde des sceaux, le conseil des ministres du 15 septembre an nommé M. Marco Darmon directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice. M. Darmon, qui était jusqu'alors directeur adjoint du cabinet du garde des sceaux remplace M. Renaud Denoix de Saint-Marc, quarante-quatre ans, qui occupait ce poste depuis 1979. Auparavant, M. Denoix de Saint-Marc, maître des requêtes au Conseil d'Etat, avait été directeur adjoint du cabinet de M. Alain Peyrefitte, alors ministre de la justice. M. Denoix de Saint-Marc qui est aussi membre du conseil d'administration de Radio France va réintégrer son corps d'origine, le Conseil d'Etat.

[Né le 26 juillet 1930 à Tunis, licencié en droit M. Darmon commence sa carrière de magistrat en Bretagne : il est nommé juge suppléant à Rennes en 1957 et juge à Lorient, le 2 mars 1959. En avril de cette même année, il entre au ministère *de la justice. Il reste magistrat* à l'administration centrale pendant plus de dix ans. Du 11 avril 1973 à mars 1974, il est conseiller technique au cabinet de M. Jean Taittinger, garde des sceaux dans le deuxième gouvernement de M. Messmer. Il est ensuite vice-président du tribunal de grande instance de Paris. En mai 1981, il est nommé directeur adjoint du cabinet du garde des sceaux, M. Maurice Faure, et conservera ce poste dans le cabinet de M. Badinter. En octobre 1981, M. Darmon avait été nommé président de chambre à la cour d'appel de Paris, maintenu en position de détachement.]

A propos d'un livre sur Mme Danielle Mitterrand

Pas de confidences pour « Confidences »

« Exclusif ! Les confidences de la première dame de France. Un document exceptionnel. Première partie : fiancée malgré elle à François Mitterrand. » *Ainsi se présente la couverture de l'hebdomadaire* Confidences *du vendredi 10 septembre Cet organe de la presse du cœur publie en effet les « bonnes feuilles » d'un ouvrage intitulé :* « Danielle Mitterrand, portrait », *écrit par deux journalistes, Michel Picar et Julie Montagard, que vient d'éditer la maison Ramsey. Un livre qui se veut* « un roman vrai d'une vie et un document d'histoire contemporaine ».

Les auteurs ont donc été quelque peu surpris de voir l'utilisation à caractère sensationnel qui était faite de leur œuvre, d'autant; estiment-ils, que l'hebdomadaire présente ces « confidences » *comme étant recueillies directement par le magazine. De plus, une énorme campagne publicitaire d'un montant de 1 200 000 F a été lancée par* Confidences *avant la publication des bonnes feuilles dans trois numéros successifs. Dans le dernier, il était prévu de titrer :* « Un drame pour Danielle et François : leur premier enfant meurt à trois mois, victime d'une épidémie de choléra infantile. »

Les auteurs du livre, qui avaient, disent-ils, « le souci de l'exactitude, de la rigueur et de la pudeur... », *estiment que cette présentation est une atteinte à leur droit moral et au respect de leur œuvre. Ils ont donc assigné le magazine en référé devant le président du tribunal de grande instance de Paris, M. Marcel Caratini, mercredi 15 septembre. Leur défenseur, Me Henri Choukroun, a déclaré qu'il s'agissait d'*« un détournement d'une œuvre, qui donne une image déplorable du livre ».

Il a notamment réclamé la suppression de la mention « Les confidences de la première dame de France », *du titre prévu dans le troisième numéro, du résumé en sept lignes de l'ouvrage, et a demandé l'arrachage ou la couverture des affiches publicitaires et l'insertion d'un communiqué des auteurs. L'avocat des éditions Ramsay, Me Daniel Soulez-Larivière, s'est associé à cette requête, regrettant que l'éditeur* « n'ait pu exercer de contrôle sur la campagne de promotion de l'hebdomadaire », *alors qu'un tel contrôle était prévu.*

De son côté, Me Marc-Noël Louvet, pour la Société nouvelle des éditions de France, qui publie Confidences, *a contesté la compétence du juge des référés et a annoncé que cette publication avait déjà renoncé au titre du troisième numéro et insérerait le communiqué des auteurs du livre. Pour ce qui concerne les titres-choc, Me Louvet s'est étonné que Julie Montagard et Michel Picar aient été offusqués.* « Il n'y a pas, *a dit Me Louvet,* de dénaturation de la pensée, de la finalité de l'ouvrage et de la nature de leur expression. *Confidences* a marqué une réserve manifeste et n'a rien inventé. » *L'avocat a fait référence au passage en question, soulignant que ce qui avait été mis en exergue correspondait à une réalité. Mme Danielle Mitterrand avait notamment fait comprendre à sa sœur, Mme Christine Gouze-Rénal, qu'elle n'avait pas eu le coup de foudre, lors de leur première rencontre, pour celui qui allait devenir le chef de l'Etat, et lui avait déclaré qu'il avait l'allure d'un Sud-Américain. Avec son grand chapeau, il paraît même qu'il ressemblait, selon un proche, à* « un danseur de tango ».

L'ordonnance devait être rendue dans la journée du jeudi 16 septembre

MICHEL BOLE-RICHARD.

LA CHAMBRE D'ACCUSATION A MIS EN LIBERTÉ M. SCALZONE

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a statué, mercredi 15 septembre, sur la demande de mise en liberté, présentée vendredi 10 septembre, par les avocats de M. Oreste Scalzone, *trente-cinq ans, théoricien de l'extrême gauche italienne*, dont l'extradition est demandée par son pays pour constitution de bande armée, d'organisation subversive et tentatives d'homicides volontaires. M. Scalzone avait été arrêté à Paris, où il résidait légalement, *le 29 août (le Monde* des 1er et 4 septembre). Le dossier qu'a fait parvenir l'Italie à son sujet est en cours de traduction.

Contre l'avis de l'avocat général, M. Yvan Boizard, la chambre d'accusation, que présidait M. Jacques Seguin, estimant que M. Scalzone offrait de solides garanties de représentation, l'a mis en liberté dans l'attente de l'examen au fond de la demande d'extradition *(nos dernières éditions)*. M. Scalzone, qui a quitté la maison d'arrêt de la Santé mercredi dans la soirée, devra *toutefois se soumettre à un* contrôle judiciaire strict comportant quatre mesures : déposer ses papiers au greffe de la chambre d'accusation sous vingt-quatre heures ; ne pas sortir de Paris et des départements limitrophes : se présenter chaque lundi aux autorités de police de son arrondissement ; s'abstenir de rencontrer tout ressortissant italien non titulaire d'un titre de séjour.

La chambre d'accusation, dans une composition différente de celle qui vient de prendre cette décision, se réunira de nouveau mercredi 22 septembre pour une audience de pure forme au cours de laquelle elle notifiera à M. Scalzone les pièces communiquées par les autorités italiennes et traduites en France. Pour ce qui concerne l'examen du dossier, les défenseurs de M. Scalzone pensent demander un renvoi à plusieurs semaines.

A l'audience du 22 septembre sera évoquée la seule autre demande d'extradition italienne actuellement en cours. Elle vise une jeune militante d'extrême gauche, Mlle Maria Grazia Barberiato.

FAITS ET JUGEMENTS

Le juge d'instruction a entendu le seul témoin de la fusillade de la rue Rossini

Mme Françoise Canivet-Beuzit, juge d'instruction à Paris, chargée du dossier de la fusillade de *la rue Rossini* à *Paris où* une jeune fille fut tuée et trois garçons blessés par des policiers le 9 septembre, a recueilli, mercredi 15 septembre, la déposition de M. Philippe Gramont, monteur en photogravure. Celui-ci, qui avait spontanément donné son témoignage à TF1 le 11 septembre, a répété ce qu'il avait déclaré alors et qui contredit la version des policiers.

Se trouvant à son bureau situé au deuxième étage d'un immeuble de la rue Rossini et alerté par le crissement des pneus d'un véhicule, il a vu de sa fenêtre l'automobile des jeunes gens immobilisée contre un trottoir tandis que la voiture « pie » des policiers s'arrêtait derrière. Un seul policier aurait mis pied à terre, s'avançant jusqu'à la porte avant droite. Quand le véhicule des jeunes gens a brusquement redémarré, M. Gramont n'a vu aucun policier projeté sur le capot. Les coups de feu auraient immédiatement éclaté.

Ce témoin sera prochainement confronté avec les quatre policiers inculpés. D'autre part, M. Daniel Carré, père de la jeune Céline tuée *dans la fusillade*, s'est constitué partie civile. Enfin, l'enquête a permis d'établir que la Renault 30, occupée par les jeunes gens, avait été volée quelques mois auparavant par le garçon qui la conduisait le jour du drame, Jean-Claude Lebas.

● *La fédération C.G.T. de la police soutient M. Deleplace.* — La fédération générale C.G.T. des syndicats de la police nationale estime que *« les déclarations hâtives du ministre de l'intérieur sur le tragique événement de la rue Rossini ne sauraient contribuer à une réelle démocratisation des missions de la police »*. Rappelant qu'elle est favorable à la suppression des brigades spécialisées et affirmant que l'on autorise *« certains membres de la haute hiérarchie à faire une obstruction constante au changement »*, la fédération C.G.T.-Police estime que les déclarations au *Monde* du 14 septembre de M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) *« vont dans le sens des réformes souhaitées »*.

Inculpation d'un terroriste italien après l'attaque d'une armurerie

Le jeune Italien, connu sous la fausse identité de Francesco Putini, blessé lors de l'attaque d'une armurerie à Paris, lundi 13 septembre *(le Monde* du 16 septembre) est en réalité Stefano Procopio. Il est soupçonné de faire partie d'un groupe de terroristes d'extrême droite conduit par Alessandro Alibrandi, tué lors d'une fusillade avec la police en décembre dernier à Rome. Ce groupe aurait maintenant pour nouveau chef Gilberto Cavallini et Walter Sordi.

Stefano Procopio est sous le coup de deux mandats d'arrêt délivrés par un magistrat italien pour « *participation à bande armée* » et « *détention d'armes* ». Il a été inculpé, mercredi 15 septembre, par M. Yves Corneloup, juge d'instruction au tribunal de Paris, d'« *arrestation illégale et séquestration de personne, infraction à la législation sur les armes, tentative de vol qualifié et recel de faux documents administratifs* ». Hospitalisé à la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu, il a été placé sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur. On est toujours sans nouvelle des autres membres du commando, qui ont pris la fuite après l'attaque manquée contre l'armurerie de la rue de Rennes.

Les policiers de la brigade criminelle ont interpellé, jeudi 16 septembre, une dizaine de personnes parmi lesquels plusieurs ressortissants italiens.

Sept ans de réclusion pour avoir violé sa femme

Beauvais. — Accusé de viol et de violences sur la personne de sa femme et sur celle de la fiancée d'un garçon qu'il soupçonnait être son rival, Alain Belval a été condamné, mardi 14 septembre, à sept ans de réclusion par la cour d'assises de l'Oise, présidée par M. Jacques Lalanne.

Patron de café à Pierrefonds (Oise), Alain Belval, ancien parachutiste avait, à trente-six ans, une conception du couple sans nuances : l'homme peut tout faire, la femme doit tout supporter.

Convaincu que sa femme le trompait, il avait commencé le 10 mai 1981 par la « corriger » sévèrement et lui avait ensuite imposé des rapports sexuels contre nature pour parachever la punition. Cette vengeance lui avait cependant paru insuffisante. Cinq jours plus tard, il réussissait à attirer chez lui la fiancée de l'homme qu'il tenait pour son rival et la violait sous la menace d'une arme. Sa femme, obligée d'assister à la scène, dut subir de nouveaux sévices.

Ancien sergent parachutiste, Alain Belval, pendant ses onze ans de carrière militaire, avait eu de multiples démêlés avec ses supérieurs. Exclu de son unité, il y avait été réintégré grâce à une intervention de M. Pierre Messmer, alors premier ministre et maire de Sarrebourg, ville où *Belval était en garnison. Démobi*lisé pour raison de santé après une trépanation nécessitée par une tumeur au cerveau, il avait monté une société de gardiennage à Compiègne, qui tomba rapidement en déconfiture. Il était alors devenu cafetier à Pierrefonds. — *(Corresp.)*

BIENVENUE A L'UNIVERSITÉ
Salariés d'entreprises, vous pouvez préparez le
• ***D.U.T. INFORMATIQUE***
• *En Formation Continue*
• ***A temps partiel en 3 ans***
• *3 plages horaires par semaine dont une le samedi et une autre en fin de journée.*
Veuillez nous écrire au Centre de Formation Continue de l'I.U.T. de Villetaneuse Avenue J.B. Clément, 93430 Villetaneuse.
Tél. 821.61.70, poste 48.42 - 826.90.48, (ligne directe).
A&B



Chez vous, la maîtrise de l'énergie est entre vos mains. Pour mieux gérer cette énergie dans une maison ou un appartement utilisés en résidence principale, faites des travaux, grâce à des déductions fiscales, des prêts et des subventions diverses. L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie vient d'éditer une brochure qui indique de façon claire et précise comment bénéficier de ces nombreux avantages financiers, dont voici quelques exemples:
Déductions fiscales: 8.000 F + 1.000 F par personne à charge pour les locataires ou propriétaires-occupants, et totalité des frais déductibles pour les propriétaires-bailleurs...
Subventions au diagnostic préalable aux travaux: 70% du prix du diagnostic, selon un barème/subvention...
Prêts bancaires: prêts conventionnés à 14,5%, prêts épargne- logement à des conditions très favorables, prêts "énergie" des banques, établissements para-bancaires et Caisses d'Epargne Ecureuil, et 1% des employeurs...
Alors, pour limiter les charges de chauffage, c'est maintenant le moment de faire des travaux ou d'installer des équipements. Vous trouverez dans la brochure de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie les solutions financières qui s'appliquent à votre cas.
Demandez-la dès aujourd'hui, en retournant ce bon à :
L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ENERGIE B.P. 91168 LONGJUMEAU CEDEX.

Le Monde

culture

CINÉMA

« LA FIÈVRE DE L'OR », de Charlton Heston

Dans une région montagneuse et déserte de l'Ouest canadien, au bord d'un lac, il existe, dit-on, un « filon-mère » d'or, bien caché au fond d'un puits inexploité depuis les temps anciens où l'on se ruait à la conquête du métal jaune. Pour l'avoir cherché, un certain George Patterson a disparu. Son ami Jean Dupré, vraie tête brûlée, décide de retrouver celui-ci, mais il est évident que le filon l'attire. Dupré (Nick Mancuso) part donc, en compagnie d'une jeune fille, Andrea Spalding (Kim Basinger) vers l'endroit mystérieux, dans un hydravion rafistolé qui capote à l'arrivée. Le couple rencontre Silas McGee (Charlton Heston) vieux prospecteur à la barbe broussailleuse, au visage ridé et tanné, au regard farouche, habitant une cabane où l'on devine, bientôt , une autre présence. Tel un dragon de légende, Silas est le gardien du trésor enfoui.

Renouant avec la tradition du film d'aventures, Charlton Heston, réalisateur, nous éloigne du monde moderne pour recréer, en plein XX[e] siècle, les appétits insensés de la « ruée vers l'or ». Il prend d'abord plaisir à filmer d'admirables paysages, une nature inviolée, non polluée, et les acrobaties involontaires de l'hydravion qui ne tient pas le ciel. Ensuite, il abat ses cartes. Possédé par l'envie de l'or, Dupré met en danger sa vie et celle de sa compagne. Car l'or est, au sein de ces solitudes, une force maléfique engendrant la folie et la mort. Obstinément, Dupré brave le dragon, s'enfonce dans les galeries de la mine abandonnée, manque de périr dans des éboulements, une inondation. Le parcours souterrain , semé d'embûches spectaculaires, devient une épreuve, une initiation à la sagesse que représente, d'autre part, un Indien énigmatique (John Marley).

Cette fable, dans laquelle l'échec de l'aventure conduit à une morale de vie, ne surprend pas, de la part d'un acteur qui, viril et solide comme un roc, a souvent défendu, dans ses rôles, les valeurs humanistes et la dignité de l'homme. Plus surprenante est sa composition de vieillard terrible, enragé à défendre, comme sa propriété, le filon mythique. Cette composition — il ne faut pas, d'avance, en dire plus — est à double face.

La Fièvre de l'or est un film simple, idéaliste, ce qui a son prix par les temps qui courent. Le récit ne traîne pas en route, la violence de certains affrontements n'est pas gratuite. Charlton Heston a exprimé ce qu'il juge essentiel : le refus des mirages, empruntés au passé, d'une civilisation trop matérialiste.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

UN ENTRETIEN AVEC L'ACTEUR-RÉALISATEUR

Libre échange d'idées et de films

« Êtes-vous satisfait de votre rencontre avec M. Jack Lang ?

— Oui, mais la situation n'était pas la même qu'à Mexico. Je suis venu en France, à Paris, comme citoyen américain, invité par un pays où l'on a toujours montré beaucoup d'égards pour moi. Ce n'est évidemment pas mon rôle de donner des directives à un ministre de ce pays. J'ai été reçu par M. Jack Lang et nous avons échangé des idées et des propos pendant plus d'une heure. Je lui ai rappelé qu'il avait eu tort d'accuser les Etats-Unis d'impérialisme culturel. Le cinéma est une forme artistique spécifique du vingtième siècle. Je crois, donc, que les films doivent passer librement les frontières. En tant qu'acteur et cinéaste, j'ai eu l'occasion de travailler dans onze pays. J'ai connu mes plus grandes joies professionnelles au contact d'artistes de plusieurs nations. Je pense que les gens de cinéma font partie, plus que d'autres, peut-être, d'une communauté internationale. En conséquence, la circulation des films est nécessaire, avec réciprocité, dans la communauté. M. Lang s'est déclaré d'accord avec cette conception artistique et culturelle du cinéma. Mais il m'a dit qu'il devait tenir compte des problèmes économiques. C'est une autre affaire et je n'ai pas, moi, invité de la France, à porter de jugement politique. Je suis pour le libre échange, je suis persuadé que l'existence du cinéma en dépend. Ce n'est sans doute pas — impression toute personnelle — la tendance d'un gouvernement socialiste.

— Vous êtes venu au Festival de Deauville. Que pensez-vous d'un certain courant du cinéma américain porté vers les effets spectaculaires et techniquement de plus en plus perfectionnés, vers la violence et le fantastique ?

— Il est indéniable que beaucoup de cinéastes exploitent la violence, l'horreur et le sexe à des fins commerciales. Il est indéniable que, souvent, ces films remportent beaucoup de succès public. Mais pas toujours. Ainsi *Blade Runner* et *Vendredi 13* (une des suites d'*Halloween*), réalisés avec de gros budgets, marchent moins bien aux Etats-Unis que mon film, *la Fièvre de l'or*, qui se situe, justement, à contre-courant et n'est pas une superproduction. A Deauville même, j'ai constaté que *Blade Runner* n'avait pas reçu un accueil enthousiaste. Cela peut se produire dans toutes les salles de cinéma du monde. Je suis persuadé que le public commence à avoir assez de cette surenchère du sang et de la violence. En tout cas, cela ne représente pas la vraie culture américaine.

— Vous aviez réalisé vous-même Antoine et Cléopâtre, *adaptation d'une pièce de Shakespeare. Qu'est-ce qui vous a donné envie de recommencer avec un film d'aventures ?*

— Je ne voudrais jamais mettre en scène un film où je ne jouerais pas. Je suis acteur avant tout. La mise en scène est le pivot essentiel d'un film. Pour *la Fièvre de l'or*, j'avais accepté de jouer le rôle de McGee (j'avais même appris l'accent écossais) dans une phase préparatoire où des contacts avaient été pris avec des réalisateurs sans que rien n'ait été décidé. Me voyant tout à fait prêt pour ce rôle, mon fils, Fraser, qui avait écrit le scénario, m'a persuadé de réaliser le film, dont j'avais une conception très précise. C'était relativement simple, il y avait peu de personnages et mon fils pouvait m'épauler. Travailler avec lui, en accord parfait, a été pour moi une expérience très enrichissante.

— Vous avez interprété, à l'écran, de grands personnages historiques de diverses nationalités. Vous avez toujours été, aussi, un héros américain, humaniste. Pourquoi, maintenant, ce rôle de vieux prospecteur, farouche, halluciné, antipathique ?

— Pour élargir un peu l'éventail de mes compositions. Laurence Olivier et Orson Welles m'ont dit, chacun, séparément : « Au cinéma, les méchants sont toujours les meilleurs rôles. » J'ai voulu essayer. Je me suis rendu compte qu'ils avaient tout à fait raison !

— On vous attend dès le début du film. Vous apparaissez un bon moment après et on ne vous reconnaît pas tant vous êtes bien grimé, transformé.

— C'est vraiment le meilleur compliment qu'on m'ait fait. »

J. S.

THÉÂTRE

« LE NAUFRAGE DU *TITANIC* »

Permanence « fast-food »

Le sol de la scène est bâché par une matière plastique transparente. Là-dessus, pas de décor à proprement parler, juste quelques accessoires : une dizaine de pains de glace sur quoi est plantée la maquette d'un paquebot transatlantique, un aquarium vide, un poste de télé, et, dans le fond, des tubes de néon rosâtres en forme de profils de palmiers.

Décor donc presque vide, et très mode, parce que dans le style fluor, *fast-food*.

Debout, sans mobile apparent, mais par moments assis sur les barres de glace ou allongé dans l'aquarium, un monsieur bouge les lèvres. On distingue un murmure, mais très rarement les paroles.

Cette impossibilité d'entendre ce qui sans doute est dit ne tient pas seulement à l'insuffisance des décibels, au débit trop bas, mais aussi au style, au genre, qu'adopte l'acteur : comme une désinvolture, un détachement des choses d'ici-bas, le public par exemple.

A trois ou quatre reprises dans la soirée, une jeune femme relaiera l'acteur, sur le même ton, plus insaisissable encore.

Au bout d'une centaine de minutes, un peu moins, la lumière s'éteint. C'est fini, exactement comme si ça avait commencé.

La brochure distribuée à l'entrée nous apprendra que ces deux ectoplasmes d'acteur nous ont récité à tour de rôle des extraits d'un petit ouvrage de l'Allemand Hans-Magnus Enzensberger, Bavarois, cinquante-trois ans, ouvrage consacré au naufrage du *Titanic*.

Si l'on se reporte à cet ouvrage, on trouve une suite de courts textes exprimant toutes les circonstances du naufrage, le partage des passagers en classes inégales, le manque de chaloupes, les menus du dîner, la longueur probable de l'iceberg qui troua la coque, ainsi de suite. Tout cela est utilisé en tant que catalogue de symboles du naufrage de la civilisation, avec des allusions à un séjour de l'auteur à La Havane et à la situation de l'Allemagne.

Quelque chose, on voit mal quoi au juste, fait que ce texte très soigné, très systématique, aux ambitions politiques et poétiques, manque de l'essentiel, à moins que l'auteur ait eu pour dessein, en tout et pour tout, de faire une démonstration de l'inutilité et de l'imbécillité d'écrire.

Ce spectacle, donné au Centre Georges-Pompidou par le Jeune Théâtre national, est symptomatique d'un état d'esprit actuel. De préférence, pour exécuter un travail théâtral, on prendra un texte non dramatique, une prose quelconque, et de préférence allemande (parce que ce courant-là est parti de Berlin-Ouest.

Une fois le texte en main, on cogitera à mort dessus, on disséquera, on commentera, on exerguera. Cela pourra prendre des centaines et des centaines d'heures de palabres et de discussions collectives. Mais, au moment de jouer sur la scène, le travail est considéré comme *fini*. La discussion est close. Le public, les acteurs, tout ça, c'est du superflu. Rien n'aura lieu, simplement deux ou trois comédiens quasi immobiles et muets *assureront la permanence*, chaque soir, à l'heure du spectacle, sans se forcer. Un nouveau style de gardiens de nuit, si l'on veut.

La saison s'annonce bien : ce *Titanic* n'est hélas, très probablement, dans le genre, qu'un début.

MICHEL COURNOT.

★ Centre Beaubourg, 20 h 30.

FIN DE LA GRÈVE AU THÉÂTRE POPULAIRE DE LA MÉDITERRANÉE

Le personnel du Nouveau Théâtre populaire de la Méditerranée (N.T.P.M.), à Béziers, a voté mardi, à la majorité, la fin de la grève qu'il observait depuis le 7 septembre. Une avance accordée par la direction générale du Crédit lyonnais à Paris, annoncée au siège du N.T.P.M. par Robert Abirached, directeur du théâtre au ministère de la culture, a permis de payer la part des salaires d'août encore due.

Le transport vers Madrid des décors et costumes de *l'Histoire du soldat*, qui doit être jouée vendredi dans la capitale espagnole, a été assuré. Les comédiens engagés pour *Super Dupont* ont repris les répétitions en présence d'Alice Sapritch et sous la direction de Jérôme Savary.

Le plan de redressement financier implique le licenciement d'une trentaine de comédiens ou d'employés. — *(Corresp.)*

MUSIQUE

LE CONCOURS DES JEUNES CHEFS D'ORCHESTRE DE BESANÇON

Deux lauréats peu convaincants

Malgré les deux premiers prix *ex aequo* qui l'ont couronné et lui donnent une allure d'opulence, le trente-deuxième concours international de jeunes chefs d'orchestre de Besançon ne laissera pas un grand souvenir. Alors que les trois derniers au moins avaient été fort brillants, le niveau des trente-cinq candidats retenus cette année (sur cent-quinze dossiers) était si quelconque que le jury, présidé pour la dernière fois par Pierre Dervaux, ne put garder que deux finalistes. Ceux-ci n'auraient sans doute pas eu ce privilège aux précédents concours.

Le Finlandais Osmo Vanska (vingt-neuf ans) témoigne d'une certaine technique et d'une réelle emprise sur l'orchestre ; il est le seul à avoir fait déchiffrer correctement un fragment difficile du *Chant du rossignol*, de Stravinski, mais sa direction, vigoureuse et banale, paraît dépourvue d'imagination et de lyrisme. Sensible et pleine d'élans, la Japonaise Yoko Matsuo (vingt-neuf ans), la plus brillante pour le repérage des fautes de copie, ne témoigne cependant pas d'une autorité et d'une personnalité particulières.

A leur décharge, disons qu'ils n'ont guère été servis par les circonstances. Remplaçant l'orchestre de Lorraine-Metz, qui avait assuré les derniers concours à la satisfaction générale, l'Orchestre symphonique du Rhin-Mulhouse, malgré sa bonne volonté, offrait des conditions sonores et techniques trop précaires pour permettre aux candidats de révéler leur talent. Par ailleurs, on comprend mal que le programme des épreuves n'ait pas comporté cette année le moindre fragment de symphonie classique ou romantique, tests décisifs pour un futur chef d'orchestre. Comment juger d'une personnalité sur la bruyante *Suite provençale* de Milhaud, qui pourrait relever du répertoire des harmonies et fanfares ?

Mais cela n'excusait pas, en finale, les deux consternantes interprétations, plates, dépourvues de pulsation rythmique, que les deux lauréats ont données de la *Pavane pour une infante défunte*, enterrement de première classe pour la petite héroïne de Ravel.

Devy Erlih faisait au moins passer un grand souffle dans le final du *Concerto pour violon* de Bartok, que les instrumentistes avaient quelque mal à suivre, surtout avec Yoko Matsuo. En revanche, celle-ci dirigeait plus souplement que Osmo Vanska *Casse-Noisette*, de Tchaïkovski, sans que ni l'un ni l'autre parvienne à nous séduire et à nous faire rêver.

Après plus de trente ans, le concours de Besançon a certainement besoin de quelques retouches. Le maintien de son renom international l'exige, comme celui du Festival qui, de son côté, évolue très favorablement, nous l'avons dit, et développe de plus en plus son action régionale ; il aura donné cette année des concerts de haute qualité dans dix-huit villes du nord au sud de la Franche-Comté et constitue un modèle de décentralisation.

JACQUES LONCHAMPT.

● ERRATUM. — A propos du *Sanctus* de la *Messe* de Jacques Chailley (*le Monde* du 14 septembre), il fallait lire « buisson ardent » et non « puissant ardent ».

VARIÉTÉS

JEAN GUIDONI AU THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD

Le réalisme irréel

Dans le très beau Théâtre des Bouffes du Nord, Jean Guidoni présente un spectacle de chansons sur le thème du crime passionnel. Et les musiques tumultueuses qu'Astor Piazzola a écrites pour l'occasion sont parfois très belles : la violence et la douleur, la solitude, la nostalgie et les espoirs s'inscrivent naturellement dans ses notes.

Bien préparé et soigné en tous points, le spectacle lui-même utilise intelligemment, sobrement, le climat un peu particulier du Théâtre des Bouffes du Nord. Abhorré par les uns, adoré par les autres, vêtu de noir, la bouche rouge dans un visage blanc, Jean Guidoni occupe avec force l'espace. Son talent d'interprète, la présence de sa voix, sont incontestables. Mais le chemin emprunté, déjà affirmé par différents tours de chant, relève de l'erreur grossière. Obstinément, Guidoni plaque sur ses chansons un univers réaliste que le temps a rendu irréel, recherche le fantôme de Damia et renoue avec une tradition de l'expressionnisme développé autrefois par Marianne Oswald.

Deux ou trois textes de Claude Philippe se marient bien avec les notes de Piazzola et forment ainsi de belles chansons. D'autres paroles butent contre la musique et rendent telle chanson impossible à chanter. En général, l'écriture ampoulée est franchement irritante et ne donne pas à Jean Guidoni l'occasion de développer une finesse animale que l'on devine en lui.

Il manque à Jean Guidoni d'affirmer lui-même son propre « je », ses propres cris.

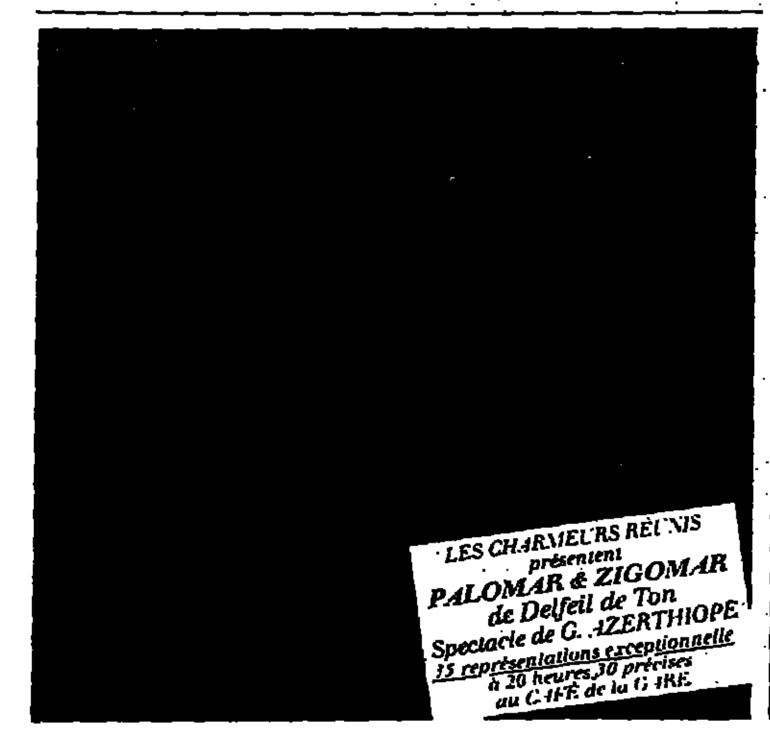
CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre des Bouffes du Nord, 21 heures.

L'ELDORADO
JEAN MEJEAN et DENIS DARGENT
POUR SA RÉOUVERTURE
à partir du 24 septembre
présente
FANTASIAS DO BRASIL
une fresque éblouissante du grand Carnaval de Rio
Location :
ELDORADO
4, bd de Strasbourg, Paris 10[e]
Téléphone : 208-45-22
TOUTES AGENCES ET FNAC

CASINO DE PARIS
JEAN MEJEAN
A PARTIR DU 24 SEPTEMBRE
Le Ballet de l'Opéra de Rome
dans
ESOTERIK SATIE
de
LORCA MASSINE
LOCATION AU THEATRE :
16, rue de Clichy - Paris-9
874-26-22, 874-26-23 et 3 FNAC

CE SOIR
VARIETES
MICHELE MORGAN
JEAN-PIERRE BOUVIER
ODETTE LAURE
CHÉRI DE COLETTE
JEAN WEBER
mise en scène
JEAN-LAURENT COCHET
décors GEORGES WAKHEVITCH
costumes ROSINE DELAMARE
SOIRÉES 20 h 30 sauf DIMANCHE et LUNDI
MATINÉES DIMANCHE 15 h et 18 h 30
LOUEZ : 233.09.92 ET AGENCES
« ... un régal... »

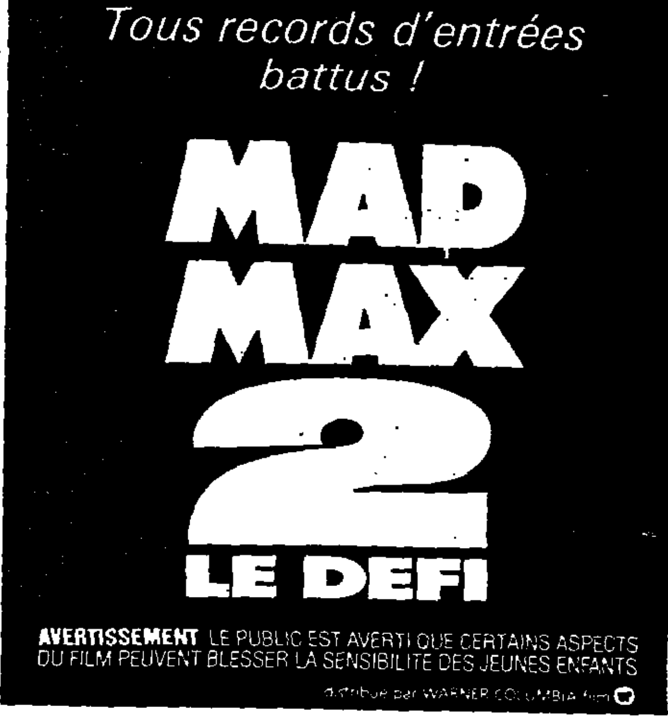


AU CŒUR DE LA MUSIQUE

eic - ircam
abonnements saison 82/83
dernières semaines
brochures : 3 Fnac - Centre Pompidou
EIC 9, rue de l'Echelle - Paris 1[er]
tél. 260.94.27
M
adresse



POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



هكذا من الاصل

THEATRE

PICCOLO TEATRO DI MILANO
GIORGIO STREHLER

12-17 OCTOBRE
THÉATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN
LA BONNE ÂME DE SE-TCHOUAN
DE BERTOLT BRECHT
PRODUCTION DU PICCOLO TEATRO DE MILAN

●

20-21-22 OCTOBRE
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON
IO. BERTOLT BRECHT
MILVA ET GIORGIO STREHLER
PRODUCTION DU PICCOLO TEATRO DE MILAN. CORÉALISATION THÉATRE NATIONAL DE L'ODEON

●

27 OCTOBRE - 5 NOVEMBRE
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON
ARLEQUIN, SERVITEUR DE DEUX MAÎTRES
DE CARLO GOLDONI
PRODUCTION DU PICCOLO TEATRO DE MILAN. CORÉALISATION THEATRE NATIONAL DE L'ODEON

AVEC LE CONCOURS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE D ACTION ARTISTIQUE

23-24-25 SEPTEMBRE
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON
FAUST
DE JOHANN WOLFGANG VON GOETHE
MISE EN SCÈNE
KLAUS MICHAEL **GRÜBER**
PRODUCTION DE LA FREIE VOLKSBUHNE DE BERLIN. CORÉALISATION THEATRE NATIONAL DE L'ODEON AVEC L'AIDE DU SENAT DE BERLIN

●

28 SEPTEMBRE - 24 OCTOBRE
THÉATRE GÉRARD PHILIPE ST-DENIS
INTRIGUE ET AMOUR
DE FRIEDRICH SCHILLER
MISE EN SCÈNE JEAN-MARIE **SIMON**
COPRODUCTION BARAQUE THÉATRALE, THÉATRE GÉRARD PHILIPE ST-DENIS, LA SALAMANDRE C D N.

●

5-24 OCTOBRE
THÉATRE DE GENNEVILLIERS
FAUST OU LA FÊTE ÉLECTRIQUE
DE GERTRUDE STEIN
MISE EN SCÈNE RICHARD **FOREMAN**
COPRODUCTION COMPAGNIE OH, THÉATRE DE GENNEVILLIERS, BERLINER FESTSPIELE

●

12 OCTOBRE - 14 NOVEMBRE
THÉATRE DE GENNEVILLIERS (CHAPITEAU)
LÉONCE ET LÉNA
DE GEORG BÜCHNER
MISE EN SCÈNE JEAN-LOUIS **HOURDIN**
COPRODUCTION LES FEDERÉS. THEATRE DE GENNEVILLIERS, FESTIVAL D'AVIGNON. LES TRÉTEAUX DE FRANCE JEAN DANET

●

3-28 NOVEMBRE
THÉATRE GÉRARD PHILIPE ST-DENIS
LES BAS-FONDS
DE MAXIME GORKI
MISE EN SCÈNE GILDAS **BOURDET** ET ALAIN **MILIANTI**
PRODUCTION DU THÉATRE NATIONAL DE LA RÉGION NORD PAS-DE-CALAIS. SUBVENTIONNÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE CORÉALISATION THÉATRE GÉRARD PHILIPE DE ST-DENIS

●

30 NOVEMBRE - 12 DÉCEMBRE
SALLE DE LA HALLE DU MARCHÉ DE ST-DENIS
LE SAPERLEAU
DE GILDAS BOURDET
MISE EN SCÈNE GILDAS **BOURDET** ET ALAIN **MILIANTI**
PRODUCTION DU THÉATRE NATIONAL DE LA RÉGION NORD PAS-DE-CALAIS. SUBVENTIONNÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

●

3-8 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRAND SALLE)
OÙ SONT LES NEIGES D'ANTAN ?
DE TADEUSZ **KANTOR**
CRICOTAGE, ACTION PRÉSENTÉE PAR LE THÉATRE CRICOT 2
COREALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

DANSE

MERCE CUNNINGHAM

25-29 OCTOBRE
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
3 PROGRAMMES : 1 CRÉATION MONDIALE ET 5 CRÉATIONS FRANÇAISES
PRODUCTION MERCE CUNNINGHAM COMPANY EN COLLABORATION AVEC LA FONDATION SCALER

■

31 OCTOBRE - 1er NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (FORUM)
EVENTS
PRODUCTION MERCE CUNNINGHAM COMPANY EN COLLABORATION AVEC LA FONDATION SCALER. COREALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

■

27 OCTOBRE - 1er NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (PETITE SALLE)
4 FILMS
MERCE CUNNINGHAM / CHARLES ATLAS

EXPOSITIONS

22 SEPTEMBRE - 19 DÉCEMBRE
MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS
ROY LICHTENSTEIN 1970-1980
EXPOSITION ORGANISEE PAR JACK COWART POUR LE SAINT-LOUIS ART MUSEUM, COPRODUCTION UNION CENTRALE DES ARTS DÉCORATIFS

▲

1er OCTOBRE - 15 NOVEMBRE
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS (QUAI MALAQUAIS)
ARCHITECTURE
LA MODERNITÉ : UN PROJET INACHEVÉ...
EN COLLABORATION AVEC LA DIRECTION DE L'ARCHITECTURE DU MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, LA MISSION INTERMINISTERIELLE POUR LA QUALITE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, L'ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS, LA BIENNALE DE PARIS, LES EDITIONS DU MONITEUR

LOCATION OUVERTE CENTRE D'INFORMATION ET DE LOCATION
FNAC-MONTPARNASSE 136 RUE DE RENNES 75006 PARIS. TEL. 222.97.45
ENVOI DU JOURNAL SUR DEMANDE
FESTIVAL D'AUTOMNE 156 RUE DE RIVOLI 75001 PARIS. TEL. 296.12.27



ASSOCIATION SUBVENTIONNÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE / LE MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES / LA VILLE DE PARIS

THEATRE

9 NOVEMBRE - 9 DÉCEMBRE
THÉATRE GÉRARD PHILIPE ST-DENIS
ŒIL POUR ŒIL
DE LOUIS-CHARLES SIRJACQ ET JACQUES AUDIARD
MISE EN SCÈNE
LOUIS-CHARLES **SIRJACQ**
PRODUCTION JEUNE THÉATRE NATIONAL - COREALISATION THEATRE DU PÔLE EST, THÉATRE GERARD PHILIPE DE ST-DENIS, THÉATRE DE NICE

●

29 NOVEMBRE - 30 DÉCEMBRE
SALLE DU JEUNE THÉATRE NATIONAL
LA COMÉDIE DE MACBETH
DE JEAN-MARIE **PATTE**
PRODUCTION LE JARDIN, CORÉALISATION JEUNE THÉATRE NATIONAL

●

3-4-5 DÉCEMBRE
THÉATRE GÉRARD PHILIPE ST-DENIS
GOLDENEN FENSTER
LES FENÊTRES D'OR
DE ROBERT **WILSON**
PRODUCTION DU KAMMERSPIELE DE MUNICH, CORÉALISATION THÉATRE GÉRARD PHILIPE DE ST-DENIS

MUSIQUE

EUROPE
MUSIQUES NOUVELLES
ASPECTS DE LA MUSIQUE MINIMALE

27-28-29 OCTOBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
6 CONCERTS
23 COMPOSITEURS
CORÉALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

■

30 OCTOBRE
AMERICAN CENTER
2 CONCERTS
3 COMPOSITEURS
CORÉALISATION AMERICAN CENTER

VIDÉO-MUSIQUE

8-15 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRAND FOYER)
3 PROGRAMMES EN ALTERNANCE
PRODUCTION THE KITCHEN, NEW YORK

THEATRE MUSICAL

4-16 OCTOBRE
AMERICAN CENTER
SISTER SUZY CINEMA
THE GOSPEL AT COLONUS
DE LEE **BREUER** ET ROBERT **OTIS TELSON**
EN COLLABORATION AVEC L'AMERICAN CENTER

▲

20-24 OCTOBRE
MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS/BOBIGNY
SPECIMEN DAYS
DE MEREDITH **MONK**
CORÉALISATION MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SANT-DENIS/BOBIGNY

▲

5-15 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (FORUM)
ATALANTA
DE ROBERT **ASHLEY**
COREALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

▲

13-14-15 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
EXPERIMENTUM MUNDI
DE GIORGIO **BATTISTELLI**
COREALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

▲

17-22 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
L'OPÉRA DE QUATRE NOTES : LASIREMI
DE TOM **JOHNSON**
MISE EN SCÈNE HENRY **PILLSBURY**
PRODUCTION DE L'AMERICAN CENTER, COREALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

▲

21-28 NOVEMBRE
MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS/BOBIGNY
LE DÉSERT
PAR **LE TALLER D'AMSTERDAM**
PRÉSENTÉ PAR LA MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS, EN COLLABORATION AVEC LA BIENNALE "VOIX, THÉATRES ET MUSIQUE D'AUJOURD'HUI", AVEC LE CONCOURS DE L'ONDA, DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL DU MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE

▲

25-28 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
L'ESPRIT LÉGER
DE D. BERLIOUX, C. MALRIC, M. PUIG, J.-P. PINCEMIN, A.-M. REYNAUD
AVEC **LES PERCUSSIONS DE STRASBOURG**
PRODUCTION DU CENTRE EXPÉRIMENTAL DU SPECTACLE, COREALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

▲

26-27 NOVEMBRE
THÉATRE BOBINO
UNITED STATES (EXTRAITS)
DE LAURIE **ANDERSON**

CINEMA

1er-14 DÉCEMBRE
OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES
OLYMPIC SAINT-GERMAIN
LA PAGODE
OLYMPIC MARYLIN
L'ÉCRAN / THÉATRE GÉRARD PHILIPE

SEMAINE DES CAHIERS DU CINÉMA
RÉTROSPECTIVE INTÉGRALE DE L'ŒUVRE DE LUIS BUÑUEL
RÉTROSPECTIVE INTÉGRALE DE L'ŒUVRE DE HANS-JURGEN SYBERBERG
IMAGES PERDUES ET RETROUVÉES
IMAGES ET SONS
IMAGES DES PEUPLES
IMAGES ET POLITIQUES
SOIRÉES D'HOMMAGE A LILIAN GISH, TOSHIRO MIFUNE, SARAH MONTIEL

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

LES SPECTACLES NOUVEAUX

A View from a bridge. — Galerie 55 (326-65-51), 20 h 30 (en anglais).

Comédie-Française (296-10-20), à 20 h 30 : Dom Juan.
Beaubourg (277-12-33), 13 h, 16 h et 19 h, Cinéma-Vidéo : Nouveaux films ; Théâtre, 20 h 30 : le Naufrage du Titanic.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
Atelier-Théâtre (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu.
Bouffes Parisiens (296-97-03), 21 h : Diable d'homme.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.
Comédie Italienne (321-22-22), 20 h 30 : Mamma Marcia.
Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 15 : L'Eveil du printemps ; 22 h : Figaro Solo.
Daunou (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
Escalier d'Or (523-15-10), 21 h : Diableries amoureuses
Espace Gaîté (327-95-94), 18 h 30 : le Carroussel des Etoiles ; 20 h 30 : la Planque.
Espace Marais (271-10-19), 20 h 30 : la Mouette ; 22 h 30 : Une chèvre sur un nuage ; les Quatre Cubes ; Une tortue nommée Dostoïevski.
Fontaine (874-74-40), 20 h 30 : Et nos amours.
Gaîté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : l'Ile de Tulipatan ; 22 h : Patrick Font.
Grand Hall Montorgueil (296-04-06), 20 h 30 : l'Architecte de l'empereur d'Assyrie.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : Okame.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir ; 20 h 30 : la Papesse américaine ; 22 h 15 : Vacances écossaises. — Théâtre Rouge, 20 h 30 : Tchoufa . — Petite salle, 18 h 30 : Parlons français ; 22 h 15 : le Fétichiste.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.
Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-22), 20 h 30 : Joyeuses Pâques.
Montparnasse (320-89-90), 21 h : Trahisons ; Petit-Montparnasse, 21 h : Lettre au père.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Palais des Glaces (607-49-93), 21 h : Chopelia.
Palais Royal (279-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.
Poche Montparnasse (548-92-97), 21 h : Flock.
Porte Saint-Martin (607-37-53), 20 h 30 : le Songe d'une nuit d'été.
Présent (203-02-55), 20 h 30 : 1929 ou le rêve américain.
Tai Théâtre d'Essai (278-10-79), 20 h 30 : Huis-clos ; la Maison de poupée.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre Saint - Georges (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 : Oh les beaux jours.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h : le Troisième Témoin.
Variétés (233-09-92), à 20 h 30 : Chéri.

Les concerts

Église de la Madeleine, 21 h : Gheorghe Zamfir, flûte de Pan ; J.-P. Imbert, grandes orgues (Schubert, Corelli, Bach, Zamfir).
Centre Bosendorfer, 20 h 30 : Madalena Soveral, piano (Bach, Haydn, Chopin, Liszt).

Jazz, rock, pop, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : Charlie Slide Sextet.
Chapelle des Lombards (357-24-24), 22 h : Agbavia.
Cloître des Lombards (233-54-09), 20 h : The Boby Few Trio Explosion ; 23 h : Los Salseros.
Connetable (277-41-40), 22 h : Paris Summer Jazz quintet.
Feeling (271-33-41), 22 h 30 : Pierre Louis Garcia « Portraits ».
Palais des Sports (828-40-90), 20 h 30 : J. Hallyday.
Parc des loisirs de l'Ile Saint-Germain, 20 h : Neil Young.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : Dixie Sixtx.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h : A. Villager, R. Portier, H. Sellin, P.-Y. Sorin.
Slow Club (233-84-30), 21 h 30 : René Franc Orchestra.

En région parisienne

Meaux, cathédrale (433-02-26), 20 h 45 : la Grande Ecurie et la Chambre du Roy. Chœur national, dir. J. Grimbert (Couperin, S. de Brossard, Lulli). (Festival Couperin.)

Les festivals

XVII[e] FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (225-22-55)

Conciergerie, 18 h 30 et 20 h 30 : Duo G. Verba, Ph. Lemaigre, guitares (Johnson, Alison, Paganini).

IV[e] FESTIVAL INTERNATIONAL DE MONTMARTRE (606-50-48)

Centre d'arts celtique, 20 h 30 : Gwendal.



nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Télex : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

MARDI 21 SEPTEMBRE (exposition lundi 20)

S. 12. — Lithographies. M[e] Cornette de Saint-Cyr.
S. 13. — Meubles. M[e] Neret-Minet.
S. 14. — Ameublement. M[es] Boisgirard, de Heeckeren.
S. 16. — Bons meubles et objets mobiliers. M[es] Ader, Picard, Tajan.

MARDI 21 SEPTEMBRE à 21 h, MECREDI 22 à 14 h (exposition lundi 20)

S. 4. — Collect. X. (8[e] vente). Bronzes et terres cuites Louristan et Caspienne, Glyptique. M[es] Boisgirard, de Heeckeren, M[me] Kevorkian.

MERCREDI 22 SEPTEMBRE (exposition mardi 21)

S. 11. — Très beaux meubles de style. Bijoux, bibelots. M[es] Pescheteau, Pescheteau-Badin, Ferrien.

JEUDI 23 SEPTEMBRE (exposition mercredi 22)

S. 14. — Bons meubles et objets mobiliers. M[es] Ader, Picard, Tajan.

VENDREDI 24 SEPTEMBRE (exposition jeudi 23)

S. 2. — Extrême-Orient. M[e] Cornette de Saint-Cyr.
S. 5-6. — Haute-Epoque, collection de M.-R. Saunal, et appartenant à div. amateurs. M[es] Ader, Picard, Tajan, M. Coquespot.
S. 11. — Tableaux, bibelots, Bons meubles de style. M[es] Audap, Godeau, Solanet.
S. 15. — Bons meubles et objets mobiliers. M[es] Ader, Picard, Tajan.

Études annonçant les ventes de la semaine :

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLALNET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
BOISGIRARD, de HEECKEREN, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
NERET-MINET, 31, rue Le Peletier (75009), 770-07-79.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 16 septembre

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Minuit, quai de Bercy, de Ch. Stengel ; 19 h : Deauville 1982-Mervyn Le Roy : le Petit César ; 21 h : Hommage à Robert Altman : Countdown.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : la Voix de la terreur, de R.-W. Neill ; 17 h : *Hommage à Pierre Brasseur* : Candide ou l'optimisme au XX[e] siècle, de N. Carbonnaux ; 19 h : Carthage en flammes, de C. Gallone.

Les exclusivités

A ARMES ÉGALES (A., v.o.) : UGC Danton, 6[e] (329-42-62) ; Normandie, 8[e] (359-41-18). — V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8[e] (562-41-46). — V.f. : 3 Haussmann, 9[e] (770-47-55).
BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5[e] (354-20-12).
LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4[e] (278-47-86).
BONGO MAN (Ang., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9[e] (770-10-41).
LA CHÈVRE (Fr.) : Français, 9[e] (770-33-88).
CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) : Forum, 1[er] (297-53-74).
LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; Caméo, 9[e] (246-66-44) ; Miramar, 14[e] (320-89-52).
COUNTRYMAN (A., v.o.), Forum, 1[er] (297-53-74).
LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Marais, 4[e] (278-47-86).
DESCENTE AUX ENFERS (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9[e] (770-72-86).
LES DIPLOMÉS DU DERNIER RANG (Fr.) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06).
DIVA (Fr.) : Movies, 1[er] (260-43-99) ; Vendôme, 2[e] (742-97-52) ; Panthéon, 5[e] (354-15-04) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).
DRESSÉ POUR TUER (A., v.o.) : Épée de Bois, 5[e] (337-57-47).
ÉPOUVANTE SUR NEW-YORK (A., v.o.) (*) : Paramount City, 8[e] (562-45-76). — V.f. : Max Linder, 9[e] (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25).
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5[e] (354-47-62). H. sp.
LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; George V, 8[e] (562-41-46) ; Colisée, 8[e] (359-29-46). — V.f. : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Maxéville, 2[e] (770-72-86) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Paramount Gobelins, 13[e] (707-12-28) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18[e] (522-46-01).
GEORGIA (A., v. o.) : Cluny Écoles, 5[e] (354-20-12).
LE GRAND FRÈRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Quintette, 5[e] (633-97-77) ; Hautefeuille, 6[e] (633-97-77) ; Montparnasse 83, 6[e] (544-14-27) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8[e] (561-10-60) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Athéna, 12[e] (343-00-65) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14[e] (327-84-50) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Mayfair, 16[e] (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96).
GREASE II (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8[e] (225-18-45). — v.f. : Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Cluny-Palace, 5[e] (354-07-76) ; Lucernaire, 6[e] (544-57-34).
HAMMETT (A., v.o.) : Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Boîte à films, 17[e] (380-30-11).
JAMAIS AVANT LE MARIAGE (Fr.) : Le Paris, 8[e] (359-53-99) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96), mat.
LEÇONS TRÈS PARTICULIÈRES (A.) (*) v.f. : Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10).
LÉGITIME VIOLENCE (Fr.) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Convention St-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Clichy Pathé, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14[e] (542-67-42).
LE LION DU DÉSERT (Lyb., a.) (v. angl.) : Ambassade, 8[e] (359-19-08).
MAD MAX II (Aust., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6[e] (329-42-62) ; Normandie, 8[e] (359-41-18) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; v.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; U.G.C. Boulevard, 9[e] (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) : U.G.C. Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Magic Convention, 15[e] (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18[e] (522-46-01).
LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Rotonde, 6[e] (633-08-22) ; U.G.C. Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14).
LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16). H. sp. ; Palace Croix-Nivert, 15[e] (374-95-04).
MEURTRES EN DIRECT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Quintette, 5[e] (633-97-77) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Murat, 16[e] (651-99-75). — v.f. : Français, 9[e] (770-33-88) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Clichy Pathé, 18[e] (522-46-01).
MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5[e] (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08) ; U.G.C. Marbeuf, 8[e] (225-18-45). — v.f. : Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32).
MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6[e] (633-43-71).
LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5[e] (354-34-83).
ON N'EST PAS SORTI DE L'AUBERGE (Fr.) : Rio Opéra, 2[e] (742-82-54) ; Ermitage, 8[e] (359-15-71) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Magic Convention, 15[e] (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).

LES FILMS NOUVEAUX

BLADE RUNNER (*), film américain de Ridley Scott ; Gaumont-Halles, 1[er] (297-49-70) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; UGC Danton, 6[e] (329-42-62) ; Normandie, 8[e] (359-41-18) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Bienvenue-Montparnasse, 15[e] (544-25-02) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; UGC Opéra, 2[e] (261-50-32) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (322-19-23) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Magic Convention, 15[e] (828-20-64) ; Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96.
ELIA KAZAN OUTSIDER, film français d'Annie Tresgot ; v.am. : St-Séverin, 5[e] (354-50-91).
ET TOUT LE MONDE RIAIT, film américain de Peter Bogdanovitch ; v.o. : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; v.f. : St-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Athéna, 12[e] (343-00-65) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27).
LA FIÈVRE DE L'OR, film américain de Charlton Heston ; v.o. : Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Passy, 16[e] (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25).
JAGUAR, film philippin de Lino Brocka ; v.o. : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8[e] (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Olympic, 14[e] (542-67-42).
KILLER OF SHEEP, film américain de Charles Burnett ; v.o. : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18).
LES MASSACREURS DE BROOKLYN, film américain de John Flynn ; v.f. : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount City, 8[e] (562-45-76) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03).
ROBIN, FLÈCHE ET KARATÉ, film italien de Tonino Ricci ; v.f. : Gaîté Rochechouart, 9[e] (878-81-77).
LES YEUX DE LA FORÊT, film américain de John Hough ; v.o. : Ermitage, 8[e] (359-15-71) ; v.f. : UGC Caméo, 9[e] (246-66-44) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37).

PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8[e] (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00).
PARASITE (A., v.f.) (*) : Lumière, 9[e] (246-49-07).
PARSIFAL (All., v.o.) : Pagode, 7[e] (705-12-15).
LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40).
PASSION (Fr.) : Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83).
LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Rex, 2[e] (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; Ermitage, 8[e] (359-15-71) ; Caméo, 9[e] (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Magic-Convention, 15[e] (828-20-64) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18[e] (522-46-01) ; Tourelles, 20[e] (364-51-98).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Saint-Michel, 5[e] (326-79-17) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Kinopanorama, 15[e] (306-50-50).
PORKY'S (A., v.o.) : Marignan, 8[e] (359-92-82). — V.f. : Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6[e] (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74).
POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Biarritz, 8[e] (723-69-23).
LES 40[es] RUGISSANTS (Fr.) : Parnassiens, 14[e] (329-83-11).
QUERELLE (Fr., All., v.o.) (**) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Olympic Saint-Germain, 6[e] (222-87-23) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8[e] (359-04-67) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) . — V.f. : Impérial, 2[e] (742-72-52) : Montparnasse 83, 6[e] (544-14-27) ; Hollywood Bd, 9[e] (770-10-41) ; Nations, 12[e] (343-04-67) ; PLM Saint-Jacques, 14[e] (589-68-42) ; Victor Hugo, 16[e] (727-49-75).
QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ETRE HEUREUX ? (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2[e] (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6[e] (633-08-22) ; U.G.C. Danton, 6[e] (329-42-62) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; U.G.C. 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79).
REDS (A., v.o.) : George-V, 8[e] (562-41-46).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8[e] (225-18-45).
ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 8[e] (380-41-46).
LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08).
TAG, LE JEU DE L'ASSASSINAT (A., v.f.) (*) : Lumière, 9[e] (246-49-07).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8[e] (359-31-97).
L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A., v.o.) : Epée de bois, 5[e] (337-57-47).
YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6[e] (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8[e] (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). — V.f. : Caméo, 9[e] (246-66-44) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15[e] (544-25-02).

Les séances spéciales

L'AMI AMÉRICAIN (A., v.o.) : Studio Galande, 5[e] (354-72-71), 18 h.
BUFFET FROID (Fr.) : Boîte à Films, 17[e] (622-44-21), 14 h.
DARK VICTORY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77), 12 h. et 24 h.
DE LA VIE DES MARIONNETTES (All., v.o.) : Olympic, 14[e] (542-67-42), 18 h.
DODES CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15[e] (532-91-68).
STROMBOLI (It., v.o.) : Olympic, 14[e] (542-67-42), 18 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5[e] (354-72-71), 22 h 35 + 0 h 20.
TAXI DRIVER (A) (**) : Boîte à Films, 17[e] (622-44-21), 22 h 20, Studio Galande, 5[e] (354-72-71) 13 h 45.
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A., v.o.) : Boîte à Films, 17[e] (622-44-21) 17 h 50.

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4[e] (278-47-86) : Steamboat Bill Jr.
CARY GRANT (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5[e] (325-72-07) : l'Impossible M. Bébé.
RÉTROSPECTIVE ELIA KAZAN (v.o.) : Saint-Séverin, 5[e] (354-50-91). En alternance : Baby Doll, Viva Zapata, America, America.
HOMMAGE A BARBET SCHROEDER Olympic-Luxembourg, 6[e] (633-97-77) : la Vallée.
HOMMAGE A ROBERT RYAN (v.o.) : Bonaparte, 6[e] (326-12-12) : Maison de bambou.
HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9[e] (878-80-50) : le Mystérieux Docteur Clitterhouse.
FRITZ LANG (v.o.) : Action La Fayette, 9[e] (878-80-50) : la Cinquième Victime.
POÉSIES DU CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9[e] (770-63-40). En alternance : Boudu sauvé des eaux, l'Atalante, Une si jolie petite plage, Dernière Jeunesse, Zéro de conduite, le Crime de M. Lange.
TEX AVERY (v.o.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16), 17 h.
UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.) : Olympic, 14[e] (542-67-42) : les Guerriers de la nuit.
LUIS BUNUEL ROBE-GRILLET : Denfert, 14[e] (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre + les Ministères de la nuit, la Voie lactée, le Charme discret de la bourgeoisie, le Fantôme de la liberté, Cet obscur objet du désir, l'Age d'or, Tristana, l'Eden et après, Glissements progressifs du plaisir.
CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : La Péniche des Arts, 16[e] (527-77-35), t.l.s., 20 h 30 et 22 h.
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28 (8[e]) (606-36-07) : l'Indiscrétion.

RADIO

La publicité dans les radios locales

Trente stations de province créent une coopérative de services

Une trentaine de radios locales privées de province viennent de créer la Coopérative de services des radios d'expression locale (Cooperel).

Parmi les membres fondateurs de cette coopérative, on trouve Radio-Contact à Lyon, Radio-Brest-Atlantique, Radio Forum 92 à Marseille, et Radio 2000 à Dijon. De toute évidence, la Cooperel est soucieuse d'un savant équilibre entre les diverses sensibilités politiques mais ne néglige pas la logique « commerciale » : ce sont toutes de « grosses » radios de province, plus préoccupées par la création radiophonique que par la communication sociale, sûres de leur taux d'audience et de leur impact local. Elles cherchent aujourd'hui à assurer leur survie financière sans trop compter sur les maigres subsides du futur fonds de péréquation.

La publicité est interdite par la loi mais il y a d'autres façons de vendre son temps d'antenne : grandes campagnes d'information générale commanditées par les ministères ou les administrations, messages des associations d'utilité publique ou, pourquoi pas, d'entreprises nationalisées.

Cette manne providentielle, c'est la Cooperel qui la recueillera lorsqu'il s'agit de budgets nationaux. Pour les financements locaux, les radios resteront entièrement libres. Chaque adhérent met dix heures d'antenne hebdomadaire à la disposition exclusive de la coopérative. Celle-ci fabrique et programme les messages de service. Elle redistribue ensuite aux radios 70 % des recettes, redistribution égalitaire pour les premiers mois. Par la suite, la Cooperel commandera une enquête pour déterminer le taux d'audience de chaque radio et répartir les recettes de manière plus sélective, tout en assurant un plancher minimum aux plus défavorisées.

Ce réseau d'espaces payants, la coopérative compte bien le négocier avec des agences de publicité et, en particulier avec l'agence Havas, avec qui des négociations sont déjà en cours. En attendant, la Cooperel offre à ses adhérents une centrale d'achats de matériel et une banque de programmes nationaux utilisable dans la limite des 20 % du temps d'antenne imposée par la loi pour ces programmes.

L'idée est astucieuse et s'inscrit assez bien dans les marges encore floues de la loi. Mais on peut s'étonner de la voir activement soutenue par MM. Sylvain Ricci et Patrick Farbiaz, deux responsables nationaux des fédérations de radio (F.N.R.L. et F.N.R.T.L.I.), ardents défenseurs des radios libres et associatives. « *La Cooperel n'est ni un réseau ni une entreprise commerciale,* répliquent-ils, *c'est la gestion collective par les radios de nouvelles sources de financement. D'autres entreprises commerciales proposent déjà des banques de programmes, et les agences de publicité ne nous ont pas attendus pour contacter les radios avec une stratégie bien moins légale que la nôtre. Il fallait faire vite pour éviter une explosion commerciale à l'italienne. Et puis, il vaut mieux contrôler une publicité d'intérêt général que de se laisser dévorer par le « sponsoring » sauvage, les dessous-de-table et la publicité déguisée.* »

Autre sujet d'étonnement, l'installation de la Cooperel dans les locaux d'Interagra, l'entreprise agro-alimentaire de M. Jean-Baptiste Doumeng. L'industriel, proche du P.C.F., contrôlerait-il l'opération ? « *Jean-Baptiste Doumeng nous offre par amitié un soutien logistique. Il peut aussi nous aider à décrocher nos premières campagnes dans un secteur qu'il connaît bien. Mais il ne fait pas partie de la Cooperel.* »

Cette initiative, à la limite de la légalité, n'a encore provoqué aucune réaction officielle. Les fondateurs de la coopérative affirment vouloir rester dans le cadre de la loi et ne rien entreprendre sans le feu vert du ministère de la communication.

J.-F. L.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 16 SEPTEMBRE

— *M. Valéry Giscard d'Estaing*, ancien président de la République, est reçu à l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2 à 20 h 35.

— *M. Pierre Joxe*, président du goupe socialiste de l'Assemblée nationale, est reçu sur France-Inter à 7 h 45.

VENDREDI 17 SEPTEMBRE

— *Le général Chevance-Bertin*, ancien député de la Guinée à la première Constituante, compagnon de la Libération, est invité à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 8 h 30.

— *M. Michel Poniatowski*, ancien ministre, membre du conseil de l'U.D.F., est reçu au journal de 12 h 45 sur R.M.C.

— *M. Jean Poperen*, secrétaire national du P.S., député du Rhône, participe au journal d'Antenne 2 Midi à 12 h 45.

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

L'information sur les chaînes de télévision

Un présentateur d'Antenne 2 est muté après un commentaire sur Grace de Monaco

M. Bernard Langlois, qui présentait, en alternance avec Philippe Labro, le journal d'Antenne 2 Midi, a été muté au service « société » de cette chaîne, en qualité de grand reporter. Cette décision a été prise, mercredi soir 15 septembre, par M. Pierre Desgraupes, P.-D.G. d'Antenne 2, à la suite du commentaire que M. Bernard Langlois avait fait, au journal de la mi-journée, sur la mort de la princesse Grace de Monaco.

Le présentateur avait notamment dit : « *Curieux destin que celui de Grace Kelly, actrice talentueuse distinguée par un prince, qui lui offrit un jour sa main, sa couronne, et de partager son trône, planté sur un caillou cossu, dans un royaume d'opérette.* [Sa mort] *ne change rien au destin de l'humanité, juste un deuil ordinaire. La peine ordinaire d'une famille célèbre* (...). »

Après avoir critiqué la presse à sensation, Bernard Langlois concluait : « *Malgré cette ronde folle des paparazzi autour de la famille Grimaldi, cette femme, aujourd'hui disparue, laissera le souvenir d'une personne de qualité. Cette roturière avait la noblesse naturelle, et le prince Rainier (...) ne s'était pas mépris. Respectons sa peine, qui est sans doute immense* ».

Ce commentaire entraînait des protestations téléphoniques de la part de téléspectateurs. Le présentateur était aussitôt convoqué par M. François-Henri de Virieu, directeur de l'information, qui jugeait « choquants » les propos du journaliste, puis par M. Pierre Desgraupes, qui estimait que M. Bernard Langlois avait « *manqué de respect envers la famille de Grace de Monaco et envers le public* ». Le journaliste déclarait pour sa part « *assumer* » ce qu'il avait dit.

M. Desgraupes a précisé à M. Bernard Langlois qu'il ne faisait pas « *l'objet d'une sanction* », mais qu'il était « *seulement déplacé* », comme le P.-D.G. avait le droit de le faire. Cette décision n'en a pas moins mis en émoi la rédaction d'Antenne 2 qui s'est aussitôt réunie en assemblée générale. La majorité de la rédaction pense que, « *si faute il y avait, la sanction était disproportionnée* ». Une nouvelle assemblée générale devait avoir lieu ce jeudi 15 septembre.

Cette affaire doit-elle être considérée comme un épiphénomène ? L'ambiance commune aux sociétés de radio-télévision n'est, en tout cas, guère fébrile, comme on le décrit ci-dessous. *Constituera-t-elle* au contraire un révélateur ? Et la Haute Autorité, qui ne peut, légalement, intervenir en matière de déontologie journalistique, pourra-t-elle rester indifférente à de telles situations ? C'est poser là tout le problème de l'indépendance.

Dans les rédactions : du provisoire qui s'éternise

Attentisme et morosité caractérisent le climat général du service piublic de la radio-télévision, à la veille de la nomination, le 20 septembre, des P.-D.G. de plusieurs sociétés définies par la loi sur la communication audiovisuelle. A l'approche des premières grandes décisions de la Haute Autorité, on s'attendait à un peu plus d'animation, notamment, dans les rédactions des trois chaînes de télévision. Certes, les rumeurs courent les coulaoirs de Cognac-Jay et de la *Maison de Radio-France, certes, des*-sensibilités s'expriment, mais pas de grands frissons. Les deux « affaires » qui secouent la rédaction d'A2 – une collaboration ponctuelle avec *L'Humanité* et la mutaion de Bernard Langlois – n'ont apparamment pas de lien direct avec les futures nominations.

C'est que la Haute Autorité garde fermement le secret. C'est aussi, que journaliste échaudé, craint la douche froide : ceux de l'audiovisuel sont allés, depuis seize mois, de déceptions en surprises, avec les atemoiements de la « loi Fillioud », les réorganisations rédactionnelles hasardeuses, les promesses non tenues par les patrons de chaîne nommés après le 10 mai, les critiques tous azimuts, la composition de la Haute Autorité, etc. Ild préfèrent, aujourd'hui, attendre et voir.

Attendre, c'est le maître-mot. Voilà seize mois que le monde de l'audiovisuel attend le changement politique, produise les effets escomptés, qu'ils vit dans le provisoire, et il devra encore patienter : combien de temps faudra-t-il pour que la réforme soit concrètement mise en place, pour que les nouveaux (si nouveaux il y a) P.-D.G. aient pris pleinement connaissance de leur poste, pour que la Haute Autorité fonctionne efficacement, etc. ? Ce n'est, au mieux, qu'à la fin du printemps prochain, sauf nouveaux bouleversements, que le service public de la radio-télévision pourrait espérer troiuver un autre souffle, un autre rythme.

Ce n'est pas qu'il ne se soit rien passé, dans les chaînes, depuis le 10 mai, au contraire : éviction des anciens responsables et quelques vedettes de l'information, réintégration de journalistes exclus (depuis 1968), nouvelles embauches, en particulier l'engagement, symbolique il est vrai, de plusieurs journalistes communistes. Des « crises » ont même agité les nouvelles équipes : citons les remous provoqués par les déclarations publiques de M. Jacques Boutet, patron de TF 1, parlant d'un « *match de rugby idéologique à TF 1* », et de M. Guy Thomas (P.-D.G. de FR 3) stigmatisant la rédaction de « Soir 3 » ; citons les réactions suscitées – pour d'autres raisons – par les écrits de Jean Bertolino (TF 1) et de Noël Mamère (A 2) ; citons encore le vote de défiance de la rédaction de la deuxième chaîne, à l'arrivée de son directeur de l'information...

Rien de cela n'a évidemment *contribué à souder les nouvelles* équipes, et d'autres mises à l'écart ont été décidées. On a l'impression qu'à la télévision, il faut toujours qu'un « placard » soit ouvert ou fermé. Certains s'y enferment, du reste, délibérément, et il n'est pas normal, par exemple, qu'un responsable de l'information ne puisse travailler qu'avec 30 % de sa rédaction.

D'autre part, un certain nombre de recrutements n'ont pas été judicieux sur le strict plan professionnel : tel journaliste « d'avant 1968 », s'adapte mal aux nouvelles techniques ; tel autre, trop jeune, arrive sur le plateau sans formation ; tel autre encore est excellent partout ailleurs que devant un micro...

A TF 1

Qu'il semble loin à TF 1 le temps où Roger Gicquel présidait chaque soir le grand rituel du journal télévisé le plus regardé en France ! Le choc du 10 mai 1981 puis le départ du président de la chaîne, M. Jean-Louis Guillaud, ont sonné pour la rédaction l'heure des grandes mutations. Finies les rebellions clandestines et les *mouvements étouffés*. Désormais, la rédaction réputée la plus conservatrice et la plus ronronnante allaist se découvrir des talents de frondeuse. La colère cédant vite le pas à l'amertune démobilisante, les événements se conjuguèrent pour entretenir, voire sans cesse relancer une crise, vite considérée comme endémique : la nomination d'un P.D.G. ouvert ; mais ignorant « *des choses de la télévision* », une réforme des structures ratée et un organigramme qui divise les responsables et mécontente tout le monde ; le maintien précaire du directeur de l'information, Jean-Marie Cavada, qui, en conflit ouvert avec une partie de la rédaction finit par négocier son départ. Et puis les « affaires » : la suspension de Jacques Hébert, l'intervention – vaine – du ministre de la communication pour empêcher la diffusion des *Trottoirs de Manille*, les accusations publiques d'un journaliste sur le point « *d'imploser* »...

Et soudain, plus rien, ou presque. Lentement, la machine s'est huilée et remise en route. Aujourd'hui, apparemment débarassée du climat psychodrame, la rédaction est méconnaissable. Commme réconciliée avec elle-même. L'artisant de cet apaisement ? Jean-Pierre Guérin, rédacteur en chef de l'information, et véritable patron, depuis le mois de mars, de l'information. Présenté à l'origine comme un personnage de transition, il est en train de réussir ce que personne ne pensait pouvoir entreprendre.

Les journalistes se sont mis à faire des projets à plus long terme (pour la première fois depuis très longtemps), à proposer des idées, des thèmes de reportage. L'attention et l'énergie de l'équipe ont été mobilisées. Et ceux qui continuaient à traîner les pieds et afficher leur morosité se sont vite sentis distancés, isolés... La machine repartait, comme le confirment peut-être les sondages en hausse continuelle depuis l'été.

Restent les projets de Jean-Pierre Guérin concernant une nouvelle formule pour le journal de 20 heures et le lancement d'un nouveau magazine lié à l'actualité politique. Restent aussi la nécessité de repenser la structure et l'organisation de la rédaction. Le patron de l'information a là-dessus aussi quelques idées. « *Mais serai-je encore là dans une semaine ?* » sourit-il, vaguement résigné. Les journalistes refusent en tous cas d'imaginer son départ.

A Antenne 2

« *Sans comparer ces jours à ceux de mai 1968, il est certain que jamais, depuis cette époque, les rédactions ne s'étaient autant agitées. C'est qu'elles comptaient des hommes qui voulaient saisir la chance d'une mutation possible afin qu'elle devienne irréversible... Aujourd'hui, ces hommes sont déçus et amers parce qu'ils constatent que cet espoir dynamisant n'a pas résisté aux réalités du pouvoir. La grande fièvre est retombée dans la réalité du quotidien.* »

Ecrite en décembre 1981, cette réflexion extraite de l'ouvrage de Noël Mamère, rédacteur en chef adjoint d'Antenne 2, est toujours de mise. Vrai qu'elle s'est agitée, cette rédaction. Vrai aussi qu'elle a travaillé, réfléchi sur le rôle et les missions du petit écran, formulé des propositions superbement ignorées par les responsables de la chaîne. Vrai enfin que la grande fièvre est aujourd'hui tombée. Car neuf mois plus tard, les journalistes attendent toujours : la réforme, la nomination de nouveaux patrons, une restruction de la rédaction.

La boutade, largement répandu durant ces derniers mois, « *il est urgent d'attendre* », ne fait plus rire personne. Ils sont même nombreux, ceux qui parlent de « gâchis ». « *Antenne 2 était la rédaction la plus à même de réagir et d'accepter le changement* », prétendent les journalistes, un brin nostalgiques du dynamisme, voire du triomphalisme qui caractérisaient naguère la rédaction de la deuxième chaîne.

Certains ne négligent pas l'autocritique et regrettent le manque de volonté pour maintenir les trois grandes orientations de la charte élaborée par un groupe de travail pendant l'été 1981 : réhabilitation de l'enquête et du reportage, concertation et délégation du pouvoir.

Mais beaucoup accusent : l'« armée mexicaine » formée par un bataillon impressionnant de chefs d'édition, de rédacteurs en chef, de rédacteurs en chefs adjoints ; François-Henri de Virieu, le directeur de l'information, imposé par la présidence de la chaîne à une rédaction qui avait déjà plébiscité Noël Copin ; et surtout Pierre Desgraupes, enfermé avec « sa vieille équipe » dans son « bunker » de la rue de Montessuy. A l'évocation de son nom, les critiques pleuvent, en vrac : son attitude hautaine envers la rédaction, son peu de goût pour la concertation,, et sa propension à « personnaliser » les journaux et les magazines (c'es lui qui a imposé l'arrivée de Christine Ockrent et de Philippe Labro).

Les rumeurs prévoyant son maintien à la tête de la chaîne ne sont pas de nature à rassurer la rédaction : ne lui prête-t-on pas l'intention de pratiquer une restructuration importante *et de se séparer de plusieurs de ses* éléments ?

A Soir 3

Rarement journal télévisé aura suscité et polarisé antant que Soir 3 d'attaques de tous les horizons ! A droite, à gauche, à l'Assemblée nationale (M. Maurice Séveno se voyant traité de « voyou » par le député R.P.R. Robert-André Vivien), dans les sondages et même par le président de la chaîne, M. Guy Thomas. A sa décharge, la pauvreté de ses moyens et de ses effectifs qui interdit toute comparaison avec les autres chaînes : une équipe d'une vingtaine de journalistes, contre deux cents environ à TF 1 et Antenne 2, quatre équipes de reportages contre quarante chez les voisins, pas ou peu de spécialistes et une polyvalence *obligatoire, non sans danger,* des journalistes. Cependant, l'objectif de Maurice Séveno n'est pas de concurrencer les deux autres chaînes. Il veut un ton différent, plus chaleureux, presque convivial, souhaite donner au journal un caractère pluraliste par des commentaires plus engagés (la sensibilité communiste se trouvant cette fois représentée, notamment dans le service politique).

Soir 3 a donc été revu et corrigé, et la formule mise à plat lors d'un séminaire de travail au début de l'été. La formule est adaptée, mais pas bouleversée. L'ensemble apparaît aujourd'hui plus cohérent et, de l'avis même de ses journalistes, passe mieux la rampe. Selon Michel Naudy, journaliste politique, qui fait désormais office de rédacteur en chef adjoint, trois orientations continuent de s'imposer : « *le souci de développer chaque soir une information, le maintien du caractère pluraliste de l'émission, l'impératif de se présenter comme le carrefour des régions* ». La rédaction, décontenancée un moment par la virulence des critiques, semble reprendre confiance dans la formule. Sur « la chaîne des régions », il est encore plus difficile d'imposer un journal national.

MICHEL CASTAING
et ANNICK COJEAN.

Vendredi 17 septembre
à 20 heures
COURSES
à
VINCENNES
Pari Jumelé dans
toutes les courses
Pari Trio
à chaque réunion
Retenez votre table ou « Privé »
989-67-11
Prochaines soirées :
21, 24 sept. et 1er oct.

A VOIR

Les mauvais sorts

On a beau porter des jupes-culottes, des talons-aiguilles et des complets-vestons, grattez un peu et sous le vernis à ongle, vous trouverez le chaînon manquant. A peine descendu des arbres, froussard, ignorant, bourré de superstitions, inquiet de son avenir et de sa santé, l'homme de Manhattan est tout aussi confiant dans le pouvoir de ses sorciers que l'homme de Cro-Magnon. A l'aube du troisième millénaire, on en est encore là, oui, on en est à se croire envoûté chaque fois que les choses vont de travers.

L'enquête d'Anne Gaillard – intitulée à tort, je le crains, Le dernier recours, *c'est souvent le premier, le seul – cerne bien cette conviction très largement partagée, y compris par des médecins, que le mauvais œil d'un voisin, d'une rivale ou d'un cousin éloigné est responsable de nos malaises ou de nos malheurs. Conviction de plus en plus répandue, contrairement à ce qu'on pourrait penser, dans les pays développés où le docteur, le bon génie d'autrefois, est en train de perdre son aura. Voyez les innombrables procès intentés maintenant aux membres jadis intouchables de la Faculté. Voyez les questions qu'on se pose aujourd'hui-même sur la façon dont a été soignée Grace de Monaco. Ajoutez à cela la tendance actuelle à la prise en charge du patient par lui-même, et vous ne vous étonnerez pas de ce retour aux sources de l'irrationnel. Un peu trop spectatulaire pour mon goût, préférant au poids des mots le choc des images, ce reportage nous fait pénétrer cependant dans des coins où le commun des mortels, habitué des guérisseurs de campagne ou de quartier, fort modestes le plus souvent, a rarement eu l'occasion de mettre les pieds. Cet hypnotiseur en habit de lumière – il peut se le payer, il prend 10 000 F pour un désenvoûtement – qui officie entouré de jolies assistantes dans une cour de château, louée pour l'occasion, ce faux prêtre en habits sacerdotaux qui exorcise à grands coups de crucifix une hystérique jouant les vers de terre devant l'autel d'une chapelle privée, cet industriel de la mystification – il travaille sur ordinateur – qui tond à chaque séance une bonne trentaine de brebis confiantes et déboussolées, cette panseuse de secrets agissant à distance sur un impétigo en effleurant du doigt un bouton de sonnette, frapperont les imaginations.*

Plus révélateur, à mes yeux, le témoignage de ce cancérologue rencontré en Catalogne dans l'hôpital où a été soignée, sans espoir de guérison, la petite Irina, sauvée par un mage, partisan de lui donner des oligo-éléments. « En m'affirmant que mon enfant ne mourrait pas, il nous a donné, à elle et à moi, l'envie de se battre et la force de vaincre le mal » *dira la mère. C'est peut-être vrai, qui sait ?*

CLAUDE SARRAUTE.

(*) Le nouveau vendredi, FR3, vendredi 17 septembre, 20 h 35.

Jeudi 16 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Série : Julien Fontanes, magistrat.
Cousin Michel, réal. : G.-A. Lefranc.
Michel Courban est-il le meurtrier ? Julien Fontanes, un temps persuadé de son innocence, commence à douter.

22 h 10 Téléfilm : Tous les jours la nuit.
Réal. : J. Desclercs.
J. Desclercs, jeune réalisateur, a choisi de montrer un Paris nocturne, besogneux et désespéré. Sa caméra est intelligente, sait capter la poésie kafkaïenne d'un Roissy désert, et la solitude d'un travesti au petit jour.

23 h Cyclisme.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Magazine : l'Heure de vérité.
Avec M. Valéry Giscard d'Estaing.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Rod Stewart ; Magazine l'Impeccable ; Cours de dessin ; Banc titre enki Bital ; La pin-up du mois.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : O'Madiana.
De Constantin Gros-Dubois.
Film français de C. Gros-Dubois (1978), avec B. Jules-Rosette, R.-M. Fixy, T. et D. Légitimus, S. Ubrette, N. Régent.
Un jeune pompiste antillais et sa femme, venus s'installer à Paris, ne connaissent que déboires. Dans une autre famille, intégrée, le fils aîné devient trafiquant de drogue.
La condition des immigrés antillais en France. Démonstration et mise en scène simpliste. Intérêt sociologique évident.

22 h 55 Journal.

23 h 30 Prélude à la nuit.
« Sonate en mi mineur », de J.-S. Bach, par J. Galway, flûte.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, **Concert** (donné à l'Opéra de Vienne le 2 juin 1982) : « Otello » de Verdi, par les chœurs et orchestre du Wiener Staatsoper de Vienne ; dir. J. Levine, chef des chœurs, N. Balatsch, sol. P. Domingo, Otello : M. Freni, Desdemone ; C. McNeil, Iago : T. Moser, Cassio, etc.

23 h, **La nuit sur France-Musique :** Studio de recherche radiophonique, œuvres de Garcia ; 0 h 5 : Nocturne, œuvres de J. Brahms, Schoenberg, Berlioz, Decoust.

FRANCE-CULTURE

19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**

19 h 30, **Les progrès de la biologie et de la médecine :** la chirurgie cardiaque de l'enfant.

20 h, **Nouveau répertoire dramatique :** Ern, de S. Ganzl. Avec A. Morin, R. Jourdan, J. Boulva, B. Devoldère, R. Leduc...

22 h, **Nuits magnétiques.**

Vendredi 17 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Météorologie.

12 h 10 *Juge-box.*

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 50 La Source de vie : l'année en fête.

14 h 35 Tennis : Tournoi national.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'en rire.

19 h 5 A la une.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 S'il vous plaît.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Francis Lemarque à Paris.
Réalisation : Gaya Bécand.
Un poète filmé dans Paris chante : Paris de loin, Le temps ne *s'arrête pas, Bal, petit bal, etc.*

21 h 15 Feuilleton : L'Esprit de famille.
Réalisation : R. Bernard, avec M. Biraud, M. Lejeune, C. Dupray...
Quatre vilaines filles qui en font voir de toutes les couleurs à leurs parents, et pourtant l'esprit de famille reste gentillet, un brin mielleux...

22 h 10 Documentaire : Un art d'éveil.
Le livre d'images, réalisation D. Baudrier.
Agnès Rosenthiel, Danièle Bour, Philippe Dumas et Henri Galeron nous racontent leur passion pour l'illustration des livres d'enfants.
Le dernier des quatre est un merveilleux illustrateur de Prévert et de Kafka.

22 h 40 Cyclisme : Tour de l'avenir.

22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h Journal.

12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 50 Série : La vie des autres.

14 h Aujourd'hui la vie.

15 h Série : l'Echange.

15 h 45 Reprise : Les jours de notre vie.
Magazine médical de P. Desgraupes : l'hémophilie (diffusé le mercredi 15 septembre).

16 h 40 Documentaire : La dame à la licorne.
De D. Crèvecœur.
La célèbre tapisserie du musée de Cluny à Paris.

16 h 55 Itinéraires.
De S. Richard.
Bangladesh : le grand village ; les marginaux.
Deux documentaires : David Hogobom nous fait découvrir un petit village de pêcheurs ; Le manque de ressources technologiques du Bangladesh, et les problèmes de natalité, Réal. : Jo Brien.

17 h 45 Récré A 2.
Mes mains ont la parole ; Mariolino : Si-si-si ; Buzzard et Vermisseau ; Kum-Kum.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : Papa poule.
De D. Goldenberg, *réal.* : R. Kahane. Avec S. Rebbot, C. Hugnin, G. Ville, R. Schacher, A. Poivre..
Les Chalette rencontrent Zinard, veuf avec deux enfants. Un papa-poule bis, ferrailleur de son métier, dont l'associé a été tué. Les Chalette vont, bien entendu, se mêler à l'affaire.

21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Descentes aux enfers.
Avec D. Fernandez (Dans la main de l'ange), *J.-F. Josselin* (l'Enfer et Cie), *M.-G. Landes-Fuss* (Une baraque rouge et moche comme tout à Venice, Amérique), *J.-A. Léger* (Océan Boulevard *et* Autoportrait d'un loup).

22 h 55 Journal.

23 h 5 *Ciné - club (cycle cinéma d'été, cinéma d'auteurs)* : les Yeux bandés.
Film espagnol de C. Saura (1978), avec G. Chaplin, J.-L. Gomez, X. Elloriaga, A. Falcon, L. Cardona (v. o. sous titrée).
Au cours d'une conférence de presse, un metteur en scène de théâtre est bouleversé par le témoignage anonyme d'une femme qui a été torturée. Il décide de monter un spectacle d'après ce témoignage et prend comme actrice l'épouse d'un ami dentiste ; il est amoureux d'elle.
Un tournant important dans la carrière de Saura. Mise en scène épurée, rigoureuse, de la réalité et des fantasmes. Une grande richesse de pensée, de sensibilité, une réflexion sur le rôle de l'artiste face à un problème universel.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Vidéostocks.

18 h 55 Tribune libre.
La fédération Schleret (parents d'élèves, ex-Lagarde).

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.

20 h Les jeux de 20 heures (à Béthune).

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.)

20 h 35 Le nouveau vendredi : Le dernier recours.
Carte blanche à Anne Gaillard.
Enquête de P. Le Herle.
(Voir ci-dessus.)

21 h 35 Téléfilm : L'Adélaïde (1re partie).
Réal. P. Villechaize, avec N. Germon, D. Harchim, S. Vollereaux...
Emilie Cadoix, quatre-vingt-quatre ans, chanteuse, raconte une vie d'aventures et de fortunes diverses. Ce téléfilm, malgré quelques bons passages, notamment les répétitions et les représentations dans la péniche, ne nous sauve guère de l'ennui.

22 h 30 Journal.

23 h Prélude à la nuit.
Sonate en la mineur, de Bach, par J. Galway, flûtiste.

FRANCE-CULTURE

14 h 5, **Un livre, des voix :** « la Vénitienne », de S. Dervin.

14 h 45, **Les après-midi de France-Culture :** Les inconnus de l'histoire (Pierre Semard) ; à 15 h 45, Contact.

16 h, **Pouvoir de la musique :** musique à Gargilesse ; Notes de lecture ; Deux cent cinquantenaire de Haydn ; Edition musicale ; Musique contemporaine.

18 h 30, **La vie entre les lignes :** Lucien Bodard : « Anne-Marie ».

19 h, **Actualités magazine.**

19 h 30, **Les grandes avenues de la science moderne :** la planétologie actuelle.

20 h, **Relecture :** Jean Follain, par H. Juin, textes lus par Françoise Seigner et François Chaumette.

21 h, 30 **Black and blue :** festivals d'été.

22 h 30, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

13 h, **Jeunes solistes :** (en direct du Studio 119) : « Estampes du Moyen Age », par le Duo Micenmacer-Agnel, luth, guiterne, zarb, nogorat.

14 h 4, **Pierre Fournier,** violoncelle : œuvres de Beethoven ; 15 h, Les chorales d'amateurs.

17 h 2, **L'histoire de la musique.**

18 h, 30 **Studio-concert** (donné le 5 mars 1982 au Studio 106) : œuvres de Leclair, J.-S. Bach, Leclair, Couperin, Dussek, Haydn, par C. Bailleux, pianoforte et clavecin et P. Evison, flûte traversière baroque.

19 h 38, **Jazz :** Le clavier bien rythmé.

20 h, **Musiques contemporaines.**

20 h 30, **Concert** (en direct du grand auditorium de Radio-France) : « Symphonie n° 7 », de Mahler, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck. Dir. H. Zender.

22 h 15, **La nuit sur France-Musique :** Les mots de Françoise Xenakis ; 23 h 5, Ecrans ; 0 h 5, Musiques traditionnelles.

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

Une campagne de la R.A.T.P.

Le nombre des fraudeurs du métro a cessé de croître

« Frauder, c'est bête », affiche en lettres géantes la R.A.T.P., dans les couloirs du métro, dès ce mercredi 15 septembre : un ton plus bas, elle ajoute : *« et ça peut coûter cher »*. La Régie ne veut plus être accusée de ne rien faire contre les fraudeurs. Les usagers, qui acceptent encore de payer, sont, il est vrai, de plus en plus exaspérés par le spectacle permanent des « sauteurs » de tourniquet.

La nouvelle équipe dirigeante de la R.A.T.P., qui veut qu'il fasse « bon vivre » dans le métro, ne pouvait prendre le risque que des incidents éclatent entre voyageurs et resquilleurs, ni accepter une détérioration de son image de marque. De plus, lutter contre la fraude dans le métro relève de la même politique que le combat contre la fraude fiscale : ne pas accepter ce qui est un vol de la société.

La fraude s'était développée dans les transports parisiens. Alors qu'il y a cinq ans, 2,6 % des usagers s'arrangeaient pour ne pas acquitter le prix de leur voyage ; à la fin de 1981, ce pourcentage était monté à 5,6 %, soit quelque deux cent mille voyageurs par jour. Perte pour la Régie : cent cinquante millions de francs, soit le prix de construction d'un kilomètre de ligne de métro.

Qui sont ces fraudeurs ? Une enquête approfondie a permis de tracer cinq portraits-types : le protestataire qui *« refuse la modernisation »* ; le révolté qui *« n'accepte pas le système »* ; le calculateur qui se livre *« à une gestion élaborée du risque »* ; le contraint qui estime ne pas avoir les moyens de payer son transport ; le joueur qui se plaît à ces *« jeux interdits »*.

Cela dit, la R.A.T.P. n'a pas attendu cet automne pour lutter contre la fraude. Depuis 1974, elle installe des portes antifraude aux entrées des principales stations de métro. Déjà, elle dispose de sept cent vingt-sept appareils de contrôle équipant entièrement sept stations et, partiellement, soixante-quatorze autres, ce qui permet de contrôler 15 % des entrées. Depuis le début de 1982, elle a renforcé les brigades de contrôle et mis en place des agents *« d'accueil et d'information »* (cent trente-six actuellement), qui surveillent les entrées dans le métro. Cela lui a permis, dès cette année, affirme-t-elle, de réduire la fraude d'un tiers, donc, d'économiser cinquante millions, ce qui finance largement le salaire des nouveaux agents de surveillance et correspond au coût d'une douzaine d'escaliers mécaniques.

La R.A.T.P. ne veut pas s'arrêter là. D'ici à la fin de 1983, les effectifs des agents d'accueil seront triplés (quatre cents en tout), quatre cents nouvelles portes antifraude seront installées (de quarante mille à quatre-vingt mille franc l'unité) : trente-huit stations seront ainsi entièrement équipées, sur les trois cent cinquante-neuf du réseau, ce qui permettra de contrôler 32 % des entrées. A cela s'ajoute la grande campagne de publicité lancée actuellement et qui coûtera trois cent mille francs, non compris la sous-location des espaces publicitaires.

Il reste que la lutte contre la fraude passe aussi par la politique commerciale : faire comprendre à l'usager que le prix de son transport n'est en rien excessif, comparé au service rendu et, surtout, développer les abonnements du modèle « carte orange ».

La R.A.T.P. a donc choisi une lutte sévère contre la fraude et de ne pas faire confiance à l'usager. Des réseaux étrangers, comme à Hambourg, et même français, comme à Lyon, ont eux choisi une politique totalement différente. Avec, semble-t-il, un certain succès. Le Parisien serait-il si différent du Lyonnais ?

THIERRY BREHIER.

De 25 à 230 francs

La police du métro relève d'un décret de 1942, qui a été aménagé par un arrêté ministériel de 1968. Sont prévus deux genres d'amendes :

– Une « indemnité forfaitaire » pour les voyageurs qui sont surpris dans le métro sans titre de transport en règle. Selon l'arrêté ministériel, elle varie avec le prix du ticket du métro : elle est actuellement de 25 F pour un voyage en première classe avec un billet de deuxième classe et de 50 F pour un voyage sans billet en deuxième classe. La R.A.T.P. en a infligé quatre-vingt-dix-huit mille en 1981.

– Une « amende transactionnelle » pour les voyageurs qui sont surpris en train de rentrer par une sortie ou de sauter le tourniquet. Fixée par la R.A.T.P., elle est actuellement de 160 F (80 F pour ceux qui bien que « sautant » dispose d'une carte orange valable). Il y en a eu trois cent mille en 1981.

– Ceux qui n'acceptent pas cette transaction sont passibles d'une « amende » de 230 F, voire de poursuites devant les tribunaux s'ils refusent de transiger avec la Régie.

PAS DE TOURNIQUETS POUR LES LYONNAIS

(De notre correspondant régional.)

Lyon. – Un usager qui néglige les bornes orange du compostage et qui s'engouffre dans le métro : c'est le comportement type du fraudeur. Pourtant, celui-là est sûrement un... abonné des T.C.L. (transports en commun lyonnais), qui, comme 55 % des Lyonnais utilisateurs des transporteurs collectifs, a choisi la formule la moins onéreuse – 140 F mensuels permettent le libre accès sur toutes les lignes du réseau souterrain et de surface – et la moins contraignante, puisque l'oblitération des titres de transport – obligatoire comme à la S.N.C.F. pour les acheteurs de billets à l'unité – n'a pas à intervenir.

Le vrai fraudeur lyonnais n'a pas de portillon à enjamber : ses ennemis sont les seuls contrôleurs en uniforme ou en civil qui effectuent des tournées systématiques et qui, chaque jour, interceptent de trois cents à six cents resquilleurs. Le système lyonnais, totalement ouvert, part d'un *a priori* de confiance à l'égard de la clientèle. Mais confiance n'estpas naiveté. Dès que le taux de fraudes dépasse un seuil jugé tolérable, des contrôles renforcés sont effectués sur une longue période, notamment par une brigade spécialisée de cinquante hommes. Le taux de la première amende est de 45 F.

Le taux de fraude n'a pas été calculé avec certitude. Il se situe dans une fourchette allant de 3 % à 5 % des passagers. Un taux vérifié par les statistiques du métro : cinq mille cinq cents infractions, y compris la plus bénigne, celle de l'oubli d'achat du timbre mensuel, ont été enregistrées sur cent cinquante mille contrôles en quatre mois. Le point d'équilibre semble donc atteint entre une fraude endémique, mais limitée, et des contrôles fréquents, sans être trop agressifs. On a calculé qu'un abonné était contrôlé en moyenne deux fois sur son trajet habituel.

CLAUDE REGENT.

LES PROJETS DANS L'AVIATION CIVILE

• Lancement d'un nouvel avion de 150 places
• Droit de grève accordé aux contrôleurs

La « famille » Airbus doit s'élargir, et il faut lancer le programme A-320 d'avion moyen-courrier de 150 places : telle est l'opinion formulée, ce mercredi 15 septembre, devant l'association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace par M. Daniel Tenenbaum, le nouveau directeur général de l'aviation civile.

Pour M. Tenenbaum, le A-320 a fait la preuve de sa crédibilité, puisque Air France l'a commandé ; Air Inter pense à lui pour remplacer ses Caravelle 12 et ses Mercure ; plusieurs autres compagnies ont montré l'intérêt qu'elles lui portaient. Retarder la fabrication de l'appareil, ce serait donner une chance aux Américains – c'est-à-dire à Boeing – de conquérir un marché important.

Il faut donc, à la limite, selon M. Tenenbaum, accepter de parier sur cet avion qui, même sans débouchés importants dans l'immédiat, aurait des chances d'arriver sur le marché en 1987 dans une conjoncture moins dépressive pour le transport aérien. L'Allemagne fédérale elle-même se rallie peu à peu à cette idée. M. Tenenbaum ne se montre, en revanche, guère optimiste quant aux chances de voir une compagnie américaine participer au lancement du A-320. Les pressions des milieux industriels sont, aux Etats-Unis, trop fortes, et, de toute façon, le marché américain n'est certainement pas de ceux qui se développeront le plus. Une preuve que le gouvernement français croit au A-320, c'est que, pour son développement (là préférence allant pour le moteur à une version évoluée du réacteur franco-américain CFM-56), il dégagera l'an prochain 1,3 milliard de francs, soit près de la moitié des autorisations de programmes consacrées à la construction aéronautique civile.

La construction des avions est une priorité pour M. Tenenbaum, ancien directeur des programmes aéronautiques civils. La navigation aérienne en est une autre. C'est là encore une activité *« rentable »*, puisque les redevances perçues auprès des usagers du ciel équivalent, à peu près, au coût total des infrastructures et du fonctionnement du service de la navigation aérienne. La circulation des avions sera améliorée par la mise en service d'un nouveau centre régional de contrôle à Reims et par le perfectionnement des systèmes électroniques et de la couverture radar. Quant aux « aiguilleurs du ciel », leur nombre augmentera de 108 l'an prochain, et ils pourraient bientôt reLOuvrer le droit de grève moyennant l'instauration d'un « service minimum » : le ministre des transports s'est engagé à déposer un projet de loi en ce sens au Parlement à l'automne.

JAMES SARAZIN.

EXPOSITION VENTE TAPIS D'ORIENT

le placement vaut le déplacement

Un bon placement ne se choisit pas à la légère. Pour cela, il faut se déplacer.

Notre expert se déplace. Cette année, encore, il a effectué un voyage en Iran, malgré les difficultés présentes, pour choisir sur place les plus beaux tapis qui se puissent trouver. Le résultat est chatoyant, enchanteur, digne des mille et une nuits. C'est au Bon Marché et nulle part ailleurs.

Nos équipes se déplacent. Pour vous présenter chez vous, partout en France, à votre demande, les pièces qui mettront le mieux en valeur votre décor. Ces mêmes équipes ont la plus haute compétence pour garder, entretenir et, au besoin restaurer vos tapis.

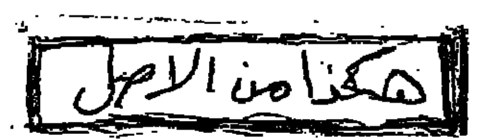
Vous pouvez aussi vous déplacer. Venez au Bon Marché contempler la plus somptueuse collection de tapis persans et de tout l'Orient. Leurs noms sont autant d'invitations au voyage : Saudj-Boulagh "Source qui jaillit", Meschkinchar "La cité des parfums", Shashavan "Qui aime le roi".

Pendant toute la durée de l'exposition, le rayon tapis reprend votre tapis d'Iran acheté au Bon Marché à trois fois son prix d'achat (l'étiquette ou la facture faisant foi) s'il a plus de dix ans d'âge et au moins 250.000 points au mètre carré.

-20% sur tous les tapis d'Orient jusqu'au 13 novembre

AU BON MARCHÉ
Rive Gauche

Métro : Sèvres-Babylone. Parking.



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

UNIVERSITÉ PARIS-XIII
I.U.T. DE VILLETANEUSE

PROFESSIONNELS DE L'INFORMATIQUE

communiquez votre expérience en dirigeant à l'I.U.T. les travaux pratiques en COBOL, FORTRAN, ASSEMBLEUR (4 heures par semaine).

Téléphonez d'urgence au 821-61-70 poste 48-03.

Importante organisation professionnelle recherche

COLLABORATEUR

chargé au sein de son équipe internationale, de concevoir, mettre en œuvre des actions collectives de promotion du commerce extérieur vers des pays du tiers-monde. Formation supérieure et anglais courant exigés. Expérience de l'exportation souhaitée.
Envoyer C.V. s/réf. 2116 à P. LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

---

futur responsable commercial HF
agence publicité de recrutement

La formation du candidat nous importe peu, pourvu qu'il justifie d'une maîtrise parfaite du marché de l'emploi et de l'utilisation des médias.

Une période de 6 mois en tant qu'attaché commercial lui permettra :
- d'une part, de s'intégrer parmi notre équipe, donc de créer des automatismes avec nos différents services : technique, exécution, administratif...
- d'autre part, de s'affirmer dans une stratégie de prospection qu'il aura lui-même définie. A l'issue de cette période probatoire le candidat prendra effectivement en charge la structure commerciale de l'Agence.

Il possédera donc des aptitudes certaines pour recruter et animer une équipe de prospection, qu'il formera à ses techniques de négociations tous niveaux (PME, PMI, Cabinets de Sélection, Multinationales...)

Son action sera efficacement soutenue par des conseillers en publicité de recrutement, convaincus de l'utilité d'un *service personnalisé auprès de la clientèle.*

Nous désirons contacter un jeune commercial dynamique et disponible, mais aussi un esprit novateur, productif, capable de s'impliquer, à bon escient, dans la vie d'une agence soucieuse d'améliorer en permanence ses prestations envers des clients fidèles mais exigeants.

Bonnes notions d'anglais souhaitées mais non indispensables.

Sa rémunération de départ sera très confortable et comportera un intéressement mensuel après le 6ème mois.

Frais réels remboursés.

Si ce poste, à grande autonomie, vous intéresse malgré une conjoncture délicate, merci d'adresser, sous mention «Personnel», lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Monsieur MULOT
P.M.P. 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS (discrétion totale assurée) ou téléphoner au 742 83 33 pour premier contact.

epmp

---

emplois régionaux



Recrutement - ressources humaines — Nantes

PA CONSEILLER DE DIRECTION, filiale française de P.A. International, (1.000 consultants dans le monde) a acquis une grande notoriété et une des toutes premières positions dans son activité de conseil en recrutement et recherche de cadres. Ce département représente actuellement une trentaine de consultants répartis entre le siège basé à Paris et cinq directions régionales. La direction régionale OUEST connait un fort développement et souhaite renforcer son équipe. Elle recherche un spécialiste de la fonction personnel et du recrutement des cadres, capable après formation, de prendre rapidement en charge la responsabilité globale de missions de recherche ainsi que l'entretien des relations avec une clientèle industrielle importante. Il pourra développer auprès de celle-ci une activité de conseil et des actions en matière de gestion des ressources humaines (salaire-formation-structure...). Ce poste basé à Nantes, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 28 ans au moins, possédant une expérience en matière de recrutement et gestion des ressources humaines. Il sera désireux de réussir dans un cadre laissant une grande autonomie d'action et de développement. La pratique de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences acquises. Ecrire à J.B. FOURNIER. Réf. A/062NM

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE NANTES

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT RECRUTE

Un professeur permanent en Finance

30 ans environ, diplômé d'une grande école.
Expérience formation et/ou en entreprise.
Spécialisation souhaitée, finance internationale, marchés financiers.

Env. C.V. + photo à M. CLERGET, Directeur du groupe E.S.C. NANTES, B.P. 72, 44003 NANTES CEDEX.

Organisme para-public d'études recherche pour son Agence de Bordeaux :

1 ARCHITECTE

ayant 3 ans d'expérience minimum en urbanisme opérationnel.

1 ÉCONOMISTE OU INGÉNIEUR

pour travailler dans le domaine de l'économie et des problèmes sociaux de l'habitat. Expérience 3 ans minimum.
Postes à pourvoir immédiatement.
Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo.
Ecr. s/nº 8.974 *le Monde* Pub. service annonces classées 5, rue des Italiens 75009 PARIS.

Société spécialisée en essais d'environnement spatial recherche pour son établissement de TOULOUSE

UN INGÉNIEUR SPÉCIALISTE VIDE CRYOGÉNIE

Le candidat recherché, ingénieur thermicien ou équivalent, sera responsable d'un laboratoire important (20 à 30 personnes).

Il aura :
- 35 ans environ.
- 5 ans minimum d'expérience dans une fonction d'encadrement et dans la maintenance.
- un sens développé de l'organisation.
- pratique de l'anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + prétentions sous réf. SPO à ARC, 44, rue Bayard, 31000 TOULOUSE.

ETABLISSEMENT CAS SOCIAUX - Banlieue de Beauvais (60) recherche

ÉDUCATEURS (trices) DIPLOMÉES (es)

cc. 66. Postes disponibles.
Ecrire avec C.V. et photo à J.C.L.T., 17, rue Gerbert, 75015 Paris.

FABRICANT TISSUS RHONE-ALPES

recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Connaissances nécessaires confectionneur.
Négociations à haut niveau.
Situation stable et motivante.
Env. C.V. + photo à DOCUMENTALIS 15, rue Albert-1er 42000 SAINT-ETIENNE.

C.R.C.I. RHONE-ALPES
recherche

CADRES COMMERCIAUX

demandeurs d'emplois pour participer à un cycle de formation « export » en vue du développement des marchés des entreprises régionales vers les pays d'Amérique latine.
Formation à Lyon du 4 octobre 1982 au 18 mars 1983.
Rémunération par l'État.

Prendre contact rapidement avec le CEPAG (Nicole Auplat), tél. : (16-7) 833-52-12.

ENTREPRISE DE CONSTRUCTION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

plus spécialement d'installations pétrolières chimiques et thermiques, filiale d'un groupe d'importance mondiale

recherche un

INGÉNIEUR

qui sera chargé, sous les ordres du directeur de réalisation, de coordonner et gérer des contrats importants ou des secteurs d'activité.

Formation ingénieur AM ou équivalent, 30 ans environ, anglais pratiqué indispensable. Expérience souhaitée de construction d'unités industrielles et tuyauteries.

Bonnes qualités d'analyses budgétaires, sens de la gestion et de l'approche commerciale.

Excellentes perspectives de carrière pour un candidat à fort potentiel.

Poste basé dans le Midi. Voyages fréquents.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à Havas Marseille N 93.685

Notre Laboratoire de Photogravure en province, indépendant, un des leaders de son marché et doté d'un matériel performant recherche dans le cadre de son expansion nationale et internationale.

SON DIRECTEUR

Le poste nécessite de solides connaissances techniques, commerciales, des qualités de commandement pour organiser, dynamiser et encadrer notre équipe de techniciens, d'administratifs et de commerciaux. Expérience exigée de plusieurs années dans la Photogravure ou l'Imprimerie.

Adresser C.V., photo et prétentions s/nº 244086 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

URGENT
INSTITUT SAINT-PIERRE SAINT-PAUL DREUX
sous contrat cherche

PROFESSEUR PHYSIQUE CHIMIE

Temps complet 1er et 2e cycle.
Téléphone : (37) 42-07-77.

Pour « être dans le vent » et Aller « dans le sens de l'histoire »
il faut être individuellement — collectivement
Sceptique Morose Frileux Assisté Sclerosé Craintif
Revendicatif Agressif Nerveux Exigeant Violent

Une annonce d'offre n'est pas une ouverture sur la Psychanalyse

Mais elle s'adresse tout de même à un certain profil d'individu de la part d'une entreprise disposant de son propre profil donc d'une éthique, d'une stratégie, d'ambitions, d'objectifs et de moyens.

Nous recherchons

des jeunes dont *l'autonomie intellectuelle, l'équilibre mental* et la *force caractérielle* en font des personnalités valant par elles-mêmes avant de s'inspirer de toutes les pressions sociales, culturelles ou éducatives qui ne sont en fin de compte que des groupes de pression.

Nous offrons

à des "personnes" jouissant d'un minimum de liberté intérieure et d'un maximum de volonté d'entreprendre
un environnement *(agréable)*
des structures *(solides)* un marché *(en expansion)*
des produits *(performants)* un marketing *(créatif)*
une puissance et une solidité financières *(leader)*

Au service

de la formation, de l'intégration et du management des plus aptes : c'est-à-dire de ceux qui offrent le meilleur coefficient d'adéquation avec notre activité.
Le stage de formation est longuement rémunéré,
l'intégration largement facilitée,
la rémunération fondamentalement motivante,
la promotion intégralement interne.

Seuils de sélection

24 ans au moins, diplômés d'origine commerciale ou autodidactes solides.

Ecrire BANCE PUBLICITÉ 18 rue Léon 75018 Paris
(Merci de préciser sur l'enveloppe réf. 820 916)

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE

recherche

1 ASSISTANT AU CONTROLEUR DE GESTION DU GROUPE

pour l'aider dans le suivi de la rédaction de son titre le plus important

Dans le cadre de ce poste, cette personne :
- procédera à l'analyse et à l'amélioration des procédures et des systèmes de gestion en vigueur ;
- participera à l'élaboration des budgets ;
- contrôlera les frais supportés ;
- effectuera les études budgétaires nécessaires au suivi de l'activité.

Ce poste conviendrait à une personne ayant :
- le goût de l'effort, de l'organisation et des contacts (le travail s'effectuera en milieu rédactionnel) ;
- les connaissances comptables nécessaires aux dialogues, avec les équipes comptables ;
- le goût ou l'expérience des systèmes informatisés.

Envoyer C.V. et prétentions à M. CHIVOT B.P. 8708, 75360 Paris Cedex 08

Cherche Collaborateur (trice) à partir de 30 ans, expér. milieu d'affaires, niveau 3e cycle, enseignement sup. ou Sciences Po, HEC, Arts et Métiers. Espagnol exigé.
Ecrire CULTURA LATINA, 65, bd des Invalides, 75007.

L'Institut National de Recherches Agronomiques recrute

UN TECHNICIEN STATISTICIEN

diplômes requis : DUT, DEUG, BTS.
Envoyer candidature et C.V. détaillé à Laboratoire de Biométrie, INRA, Route de Saint-Cyr, 78000 Versailles.

URGENT
Ministère de l'Agriculture recherche pour son Centre Informatique

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

pour travailler au sein d'une équipe de maintenance de programmes exploités sur ordinateurs CII-HB IRIS 80 ou DPS 7-80.
Niveau maîtrise ou DUT informatique ou plusieurs années *d'expérience en informatique.*
Rémunération en fonction de l'expérience.
Lieu de travail PARIS.
Dégagé O.M.
Ecrire sous réf. JCN au Ministère de l'Agriculture, Sous-Direction de l'Informatique 33, RUE DE PICPUS 75012 PARIS.

Groupe Informatique rech.

COMMERCIAUX EXPÉRIMENTÉS

résultats prouvés.
Écrire M. LARDE-POLLES 118, rue de Crimée 75019 Paris

Cherche Collaborateur (trice) 30 ans minim. Sciences Po ou équivalent.
Une langue latine exigée.
Ecrire CULTURA LATINA, 65, bd des Invalides, 75007.

Ch. REPRÉS. bij. fant. av. client. et un VEND. COM. ENTREPRISE. *Tél.* 245-08-18. M. Misiko.

Ecole Professionnelle Adulte (94) recherche

PROF. COMPTABILITÉ

Ecrire avec C.V. et prétentions sous nº T 035.588 M RÉGIE-PRESSE 85, rue Réaumur, Paris-2e.

Importante Société Paris 8e recherche pour expertise de prix de revient de biens d'équipements

DIPLOMÉ ÉTUDES SUPÉRIEURES

+ niveau DECS

Expérience professionnelle de 1 à 2 ans en comptabilité analytique ou contrôle budgétaire.
Possibilité acquérir expérience dans techniques exportation.
Salaire pour 38 h 20 hebdo + primes diverses, participation. Rest. entreprise.
Env. C.V. détaillé manuscrit, *photo et prét. s/réf.* 543 à AXIAL Pub., 27, rue Taitbout, Paris 9e, qui transmettra.

URGENT
STÉ ÉLECTRONIQUE ASNIÈRES rech. pour PLACE STABLE

RÉDACTEUR (TRICE)

Niveau B.T.S. électronique pour documentation technique. Expér. min. 5 ans dans poste similaire. Tél. : 790-61-45.

L'école supérieure de gestion recherche

PROFESSEURS VACATAIRES

(2 à 10 h. par semaine) niveau minimum D.E.A. grandes écoles ou équivalent.
Envoyer C.V., 137, avenue Félix-Faure, 75015 PARIS.

LYCÉE SOUS CONTRAT BANLIEUE OUEST cherche

PROFESSEURS EXPÉRIMENTÉS

Histoire, géographie et mathématiques. Tél. : 962-04-81.

URGENT
Ministère de l'Agriculture recherche :

ADMINISTRATEUR

DE BASE DE DONNEES
pour la mise en œuvre d'une base de données comptables destinée à être généralisée sur d'autres Ministères.
Rémunération en fonction des diplômes et de l'expérience.
Lieu de travail PARIS.
Dégagé O.M.
Ecrire sous réf. SF au Ministère de l'Agriculture, Sous-Direction de l'Informatique 33, RUE DE PICPUS 75012 PARIS.

IMPORTATEUR SUZUKI cherche UN COMPTABLE haut niveau *adjoint chef comptable.*
Se prés. 39, r. Belle-Feuille, 92 BOULOGNE.
Mº Marcel-Sembat.

secrétaires

RECHERCHONS

SECRÉTAIRE très bonne STÉNODACTYLO

prét. av. connaiss. saisie informatique, réf. exig., adr. CV et prétentions : CHAUVEAU, 45, Av. Kléber, 75116 Paris

---

Administrateur de Biens recherche

SECRÉTAIRE

responsable service gérance. Tél. pour R.-Vs, 256-10-45.

travaux à façon

ENTREPRISE, sérieuses référ. effectue rapid. trav. peinture menuiserie, décorat. coordinat. tous corps d'État devis gratuit. Tél. 368-47-84 et 893-30-02.

DEMANDES D'EMPLOIS

ARCHITECTE D.P.L.G. haut niveau

- Expérience et références 1er ordre dans domaines diversifiés.
- Dynamisme et sens relations humaines.
- Créativité positive.

Étudie toutes propositions.
Écrire sous le numéro 6.350 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS 9e.

J.H. 27 ans, Technico-commerc. BTS BE, exp. pompe hydraulique, ch. poste Paris ou Banl. Ouest, ultérieur. province.
Ecr. s/nº 6.333 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COLLABORATRICE
RELATIONS INTERNATIONALES anglais, espagnol, portugais, not. all., ét. sup. + conn. int. Exp. 10 ans : achats, ventes, rel. pub., salons, édit., organ.
recherche
poste autonome et dynamique.
Ecr. s/nº 6.348 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 23 ans, très bonne culture générale. Anglais, allemand lu, parlé et écrit. Bonne connaissance russe, cherche situation lui permettant d'utiliser ses compétences. Ecr. : PROFILCO, 18, avenue George-V, 75008 PARIS, qui transmettra.

BTS PUBLICITÉ

3 ans exp. édition (fabrication) *DEUG* géographie, anglais.
J.F. 33 ans étudie toute prop. trav. temps partiel ou piges.
Ecr. s/nº 2.996 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE FEMME
DIRECTEUR D'UN DÉPARTEMENT « VENTE PAR TÉLÉPHONE »
Dans organismes de conseil et formation, rompue à contacts de haut niveau tous types d'entreprises
recherche
POSTE SIMILAIRE OU A RESPONSABILITÉS COMMERCIALES ET RELATIONS PUBLIQUES
libres de suite.
Écrire RÉGIE PRESSE, sous référence 039 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. 25 ans études
PSYCHO/ANGL. bonne culture générale cherche situation form. compl. si nécess. étudie toutes propositions.
Ecr. s/nº 8.979 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 31 ans. Agrégée Lettres Modernes. 7 ans enseignement en France, expérience culturelle à l'étranger. Anglais/espagnol lus, parlés et écrits. Étudierais toutes proposition.
Ecr. s/nº 8.976 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HOMME 40 ANS
RÉDACTEUR VIE GRANDE BRANCHE
8 ans d'expérience, recherche emploi sédentaire, compagnie ou courtage.
Notions comptabilité et informatique.
Ecr. s/nº 8.330 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE

28 ans, maîtrise droit privé D.E.A., prop. littéraire, artist. et industriel. Recherche son PREMIER EMPLOI 660-67-23.

H. 38 ans, grande expér. indust., format, organisation, administ. du personnel, psycho du travail, ch. poste stable. M. ELBAZ, 8, rue César-Franck, 94000 CRÉTEIL.

CADRE COMMERCIAL

38 ans, ESC cherche emploi. Expérience gestion, recrutement appui vente terrain, capable tous secteurs activités, bien introduit monde agricole (bâtiment, élevage, matériel, etc.). Libre de suite province. T. (50) 02-64-47 t.l.jrs.

DIPLOMÉE CINÉMA VIDÉO NEW-YORK UNIVERSITY réalisations courts métrages cherche emploi correspondant à formation. T. (42) 26-38-21.

INGÉNIEUR COMMERCIAL B.T.P.

— 51 ANS —

30 années d'expérience technico-commerciale relations avec M.O. architectes B.ET.
recherche
Situation Paris, région parisienne. Libre.
Ecrire sous le nº 051 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JOURNALISTE
Professionnel, 30 ans, dix ans d'expér. dont six en quotid. national, recherche place dans rédaction presse écr. ou parlée.
Ecr. s/nº 3.502 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 19 ans
CAP collectivités, recherche poste stable dans hôpital, clinique ou maison de retraite Paris ou Val-de-Marne.
Ecr. s/nº 6.362 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme 32 ans
formation juridique
spécialisé dans domaine fiscal 6 ans d'expérience, connais. comptables.
RECHERCHE
POSTE DE RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ou de CONSEIL dans PME, BANQUES ou ORGANISME PROFESSION.
secteur SARTHE.
Écr. HAVAS nº 11.242, B.P. 319, 72007 LE MANS CEDEX.

Urgent, J. H. 31 ans retour étranger, exc. présentation, auteur-compositeur SACEM, ch. travail collab. publicitaire ou secrétariat ou collab. édition. Téléphone : 370-56-62.

propositions diverses

L'Etat offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplômes. Dem. une doc. sur notre revue spécial. FRANCE-CARRIERES (C16) B.P. 402.09 Paris.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Dem. une doc. sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 Paris Cedex 09.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

A vendre R. 14 TS, année 1980, 65000 km, argus 28000 F, vendu 24.000 F. Tél. : 905-86-51, après 18 h.

PART. VEND FORD TAUNUS 1600 GL gris métallisé, int. noir bon état, modèle 79. Prix 15000 F à débattre. Tél. bur. 739-33-93, poste 1828 ou dom. 020-45-46, après 20 h.

plus de 16 C.V.

A vendre EXCEPTIONNEL MERCÉDÈS 300 SEL, 1967, gris métal, toit noir inter. cuir noir, vitres teint., air condit., Glaces et T.O. électr., direct. assist., susp. hydro pneum., radio, voiture direct., état imp., km réels 170.000, moteur 30.000 km. Prix 49.000 F. Tél. 9 h/12 h. 236-69-00. p. 303.

BMW 728 Injection - 1982
Grise métal., 10.000 km
GARANTIE - 127.000 F.
HERTZ Courbevoie 334-02-00.

BMW 728 i, 1982

23.000 km, bleu métal, intérieur velours, vitres teintées, air conditionné, radio cassettes. Prix 120.000 F.
Tél. 266-36-11, heures bur.

locations

LOCATION DE VÉHICULES
PRIX SAUVAGES
EXPRESS ASSISTANCE
65, rue Lauriston, 75116 Paris.
504-01-50.
128, av. Malakoff, 75116 Paris.
502-19-19.

Le Monde

économie

« La spéculation ne peut espérer voir la France dévaluer sa monnaie » déclare M. Mitterrand

Au cours du conseil des ministres réuni mercredi 15 septembre, et qui a été essentiellement consacré au commerce extérieur et à la situation monétaire, M. François Mitterrand a déclaré : *« Les désordres actuels sont dus à la désagrégation de l'ancien système monétaire, aux graves endettements de plusieurs grands pays en développement et à l'aggravation de la récession économique mondiale. D'où les fièvres spéculatives qui se portent, tour à tour, sur l'or et les principales monnaies, dont le franc.*

» Afin de répliquer à toute nouvelle attaque des opérateurs internationaux, il convient de mettre en œuvre les mesures de fermeté supplémentaires utiles à la conduite de notre action.

» Sur la plupart des plans, on constate, grâce à l'effort du plus grand nombre des Français, des progrès réels et constants. Tel n'est pas encore le cas pour la balance commerciale, qui souffre des faiblesses déjà anciennes de certaines de nos structures de production. Il convient, dès lors, de mobiliser les forces de la nation et d'engager les moyens techniques nécessaires à ce redressement.

» Le gouvernement emploiera pour cela tous les moyens dont il dispose, et qui sont suffisants. Il faut que chacun sache que la spéculation ne peut espérer voir la France dévaluer sa monnaie de quelque façon que ce soit.

» La mise en valeur méthodique de toutes les ressources de la nation est engagée. La cohésion nationale par la justice sociale prend sa place : la première. L'intervention, l'innovation, la formation et la recherche vont faire de la France l'une des premières nations créatrices. Les incitations à l'épargne vers l'investissement productif assureront l'ampleur de cette renaissance.

» Je ne doute pas que, de mois en mois, la fécondité de la nouvelle économie française s'affirmera. Elle apportera au pays la vigueur en puissance de ses ressources humaines. L'Etat a les moyens de s'en porter garant. Cela ne se fera pas sans les efforts de tous. Ces efforts seront d'autant mieux consentis qu'ils seront justement répartis. »





(Dessin de PLANTU.)

« Les cambistes et les banquiers ne semblent pas avoir réalisé l'effort français » déclare M. Delors

M. Delors, ministre de l'économie et des finances, a estimé, mercredi soir 15 septembre, que *« le gouvernement avait six mois pour prouver au monde la justesse de sa politique »*.

Commentant l'annonce du lancement d'une ligne de crédit de 4 milliards de dollars sur le marché international, le ministre, qui s'exprimait à l'émission « Face au public » de France-Inter, a indiqué que *« puisqu'il le fallait, il irait expliquer au monde l'ampleur de l'effort d'adaptation entrepris par l'économie française, la résolution du gouvernement »*, et, en même temps, dissiper ce qu'il considère comme *« un malentendu plutôt qu'un complot »*.

M. Delors faisait notamment allusion aux *« cambistes et banquiers étrangers qui ne semblent pas avoir réalisé cet effort français »* en entretenant *« la fébrilité sur le marché des changes »*. Il s'adressait aussi aux « spéculations » de gens trop bavards qui se font plaisir *« notamment en diffusant des rumeurs de sortie du S.M.E. »*.

M. Delors a estimé qu'il fallait distinguer ces opinions de celles des milieux allemands ou britanniques qui font, *« comme la France, l'apprentissage de la crise »*.

Le ministre a réaffirmé *« la volonté de la France de s'adapter à la détérioration très nette de l'économie mondiale tout en restant elle-même »*. Il a insisté sur *« l'attachement du pays à la Communauté européenne et au Système monétaire européen qui offrent à chaque pays une assistance mutuelle »* pour franchir les difficultés sans trop de dégâts.

« Comment pourrions-nous être aux abois, s'est interrogé M. Delors, *quand on dispose de 260 milliards de francs de réserves, dont 170 milliards en or, et d'une aide de nos partenaires qui peut aller jusqu'à 100 milliards de francs et qui constitue notre première ligne de défense. »*

M. Delors a déclaré : *« On ne peut pas faire vivre l'économie à coups de dévaluations successives. (...) Il vaut mieux conquérir du pouvoir d'achat par la baisse des prix que par le recours à l'inflation. »*

Le ministre a, d'autre part, souligné que *« les derniers résultats de l'indice des prix étaient les meilleurs jamais obtenus en phase de blocage »* et qu'ils suivaient *« une phase de désintoxication en douceur de l'inflation qui s'était traduite par des indices de 0,8 % en mai et de 0,7 % en juin »*.

« Nous sommes, a-t-il ajouté, *à un rythme annuel d'inflation inférieur à 10 %. C'est la preuve de notre effort d'adaptation au contexte international »*, conclut M. Delors.

Un pessimisme très mendésien

Placé « face au public », M. Jacques Delors n'a pas du tout donné l'impression, mercredi soir, d'être scandalisé par les thèses qu'a toujours défendues et que continue de défendre, à ses risques et périls, M. Michel Rocard.

Il a en effet déclaré, en réponse à une question qui concernait le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : *« Je suis un pessimiste actif... je crois que le pessimisme sans l'action, ce n'est rien. Autrement dit, il faut avoir, comme disait Gramsci, le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté... Le pessimisme, c'est un moyen de ne pas être déçu, s'il arrive une bonne nouvelle... tant mieux. »*

Ces derniers mots du ministre de l'économie et des finances frisent la lapalissade, mais, considérée dans son ensemble, sa déclaration de foi a une tonalité singulièrement mendésienne. Elle fait écho au propos que M. Pierre Mendès France tenait le 17 juin 1954 lorsqu'il sollicitait de l'Assemblée nationale une investiture qu'il devait obtenir deux jours plus tard :

« Mesdames, Messieurs, on m'a accusé parfois de pessimisme, comme si je goûtais quelque sombre plaisir à prédire les catastrophes et à prêcher les pénitences. La sévérité de mes jugements ne reposait, en réalité, que sur un profond optimisme à l'égard des moyens de la France et des chances qui lui sont offertes. »

Outre les courants A, B, C, E, qui continuent de partager et de diviser le P.S., il semble bien qu'existe au sein de cette vaste formation une sorte de « courant P.M.F. ».

R.B.

LA MISE EN ŒUVRE

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en août

L'indice des prix de détail a augmenté de 0,3 % en août par rapport à juillet selon les calculs provisoires de l'INSEE (nos dernières éditions de mercredi).

Cette hausse très faible — puisqu'elle correspond à un rythme annuel théorique de 3,7 %, — est le deuxième bon résultat après le blocage des prix décidé à la mi-juin. En juillet, déjà, l'indice des prix de détail avait augmenté de 0,3 %.

Le résultat d'août s'explique pour moitié (0,15 %) par la hausse des prix des produits pétroliers intervenue le 11 août (9 centimes sur l'essence et le super, 6 centimes sur le gazole et le fuel domestique). Sans hausse de prix de l'énergie, l'indice aurait augmenté de 0,15 %, ce qui correspond à la tendance de 0,3 % enregistrée en juillet. L'indice d'août n'est pas très significatif dans la mesure où beaucoup de relevés ne sont pas faits durant ce mois (1), nombre de points de vente étant fermés.

En août 1981, la hausse avait été de 1,2 %. Sur les trois derniers mois connus (juin, juillet, août 1982) la hausse des prix revient à 5,3 % en rythme annuel. Pour les huit premiers mois de l'année, la hausse des prix est de 6,6 %.

Par rapport à août 1981, c'est-à-dire en un an, la hausse est de 10,9 % environ (si les calculs de l'INSEE sont confirmés).

« Le résultat satisfaisant de l'indice provisoire des prix en août montre que les Français comprennent l'enjeu de la désinflation et que l'économie française est sur la bonne voie », indique un communiqué du ministère de l'économie et des finances. *C'est dans la durée, au-delà de la période de blocage, que l'effort commun de tous les Français en vue de la désinflation, devra être poursuivi dans la discipline et dans la solidarité »*, ajoute le communiqué.

(1) Quand un point de vente est fermé, l'enquêteur enregistre sur ses relevés le prix constaté en juillet, ce qui correspond à une totale stabilité. Dans le secteur alimentaire, un tiers des relevés environ ne peuvent être effectués à cause des fermetures annuelles.

● **Aides agricoles : mise en demeure de la Commission européenne à la France.** — Au titre de l'article 169 du traité de Rome, la Commission a estimé, le 15 septembre, que l'aide de 1,5 milliard de francs aux agriculteurs les plus défavorisés (630 000), décidée lors de la conférence annuelle de 1981, équivaut à une aide nationale, incompatible avec les règles de concurrence. La France doit répondre dans un délai d'un mois. La Commission a d'autre part proposé de dévaluer le franc « vert » français de 6,3 % et le franc « vert » belgo-luxembourgeois de 4,4 % pour la viande porcine à compter du 1er novembre. — *(A.F.P.)*

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

5e arrdt

NEUF CONSTRUCTION EN COURS
Livraison fin 1982
1 et 3 RUE POLIVEAU
29 APPARTEMENTS DE TRÈS GD LUXE du 2 au 5 pièces et duplex-terrasses.
De 13.000 à 15.000 F le m² Ferme et définitif.
APPARTEMENT TÉMOIN ts les jours de 14 h à 19 h. sauf mercredi et dimanche.
AWI. Tél. : 267-37-37.

GOBELINS
Gd studio, tt cft, asc., imm. pierre, 260.000 — 526-99-04.

7e arrdt

BRETEUIL (près) 120 m² Séjour double, 2 chambres TOUT CONFORT GARBI — 567-22-88.

BD SAINT-GERMAIN Petit studio, cft. 210.000 F. JEAN FEUILLADE, 566-00-75.

RAPP Seine, 3 pièces, park. 354-95-10 VUE IMPRENABLE.

9e arrdt

N.-D. LORETTE
Beau studio, cuis., entrée, w.-c., douche, terrasse, imm. pierre, 160.000 F - 526-54-61.

10e arrdt

12, RUE DE LANCRY
A vendre petite chambre de bonne (électricité + eau). Tél. le soir : 781-16-18.

11e arrdt

OBERKAMPF
Je vends 2e ét. appt 2 pces très clair, à conforter 140.000 F. Tél. 554-74-85.

12e arrdt

MAIRIE DU 12e
Bel imm. P. de T. ravalé.
2 PIÈCES TT CFT
270.000 F. Tél. 345-65-10.

Me FAIDHERBE
2 P., entrée, cuisine, w.-c. Possib. bains, immeuble pierre. Px 230.000 F — 280-26-23.

DAUMESNIL PETIT STUDIO
Confort, W.C. Prix 65.000 F. Gros crédit poss. 345-55-10.

DAUMESNIL PRÈS PLACE 5 p., imm. récent, tt cft, 1.000.000, Micot, 344-43-87.

13e arrdt

MONTSOURIS, beau 3 pièces, terrasse 30 m², stand. + 2 box, 840.000 F - 589-49-34.

15e arrdt

PRES MAIRIE S/SQUARE Imm. pierre de tail., soleil. Vue imprenable, balc., 4 P., cuis., bains, 930.000 F. 322-31-20.

RUE SANTOS DUMONT Original 2 pces 41 m², 2e ét. cft., 297.000 F. 828-90-50.

FÉLIX-FAURE
Bel immeuble entièrement refait, APPT 82 m², living, 2 gdes chambres + 1 petite, cuisine, 2 bains, SOLEIL, TRÈS CLAIR, 756.000, crédit possible. Pptaire sur place jeudi et vendredi 16-19 heures et samedi 10 h 30-13 heures. 22, RUE JEAN-MARIDOR

16e arrdt

EXCEPTIONNEL
SUR JARDINS RANELAGH
Dans imm. gd stand., luxueux appartem. 320 m² + balcons + 3 gar. + 2 ch. de service. Prix élevé justifié. J.-M. LEVET S.A. 763-12-03.

6, RUE DE L'ALBONI
Gd appt à rénover, 8 p., 2 chambres service, visite Jeudi, 16 h à 17 h 30.

BASSANO : liv. + 3 chbres, caractère, refait nf, et élevé, asc. Px à débattre. 550-34-00.

AV. KLÉBER, 7 P.
Seul à l'étage, 4e, asc. balcon, immeuble 1900. 577-47-74.

16e AUTEUIL, 504-61-63. Placement idéal imm. asc., 2 p., cuis., w.-c., s/rue, occupé, 229.000 jeudi, vendr. 15-19 h. 8, VILLA MICHEL-ANGE.

FAISANDERIE. Particulier vend 2 p., cuis. équipée, dressing, s. de bns, cave, imm. anc., stand. 600.000 - 759-94-05.

17e arrdt

45, AV. DE VILLIERS
Me MALESHERBES REHABILITATION PRESTIGE Anciens ateliers d'artistes restructurés en DUPLEX AVEC LOGGIAS
DE 2, 4 ET 5 P.
+ quelques STUDIOS LUXUEUSES PRESTATIONS Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi de 12 h à 18 h. LIVRAISON IMMEDIATE.

Me COURCELLES, pptaire vd, 2 p. tt cft, refait neuf, 5e ét., asc., balcon, bel imm. pierre de t., sur place les 16 et 17 de 14 h 30 à 18 h 30, 9, rue Léon Jost ou tél. 257-03-03.

18e arrdt

4.500 F le m², près square, 2 p. cft. à aménager bel imm., 90 %, crédit possib. 766-53-34.

LAMARCK
Imm. stand., p. de t., ravalé, tapis et vitraux escalier, 2e étage, double exposition.
GD 3 P., TT CFT
+ balcon, à rénover, petits travaux. PRIX A DÉBATTRE Sur place sam., dim., lundi.
150, RUE LAMARCK
14 heures à 17 heures.

19e arrdt

Quart. BUTTES-CHAUMONT dans bel imm., 28, rue Ourcq, 3e ét. Pptaire vend 220.000 F, 2 p., 42 m², entrée, cuis., bns, w.-c., ref. neuf. S/pl. 14-16 h, samedi, dim. 224-18-42.

73, BOULEVARD SÉRURIER Me Porte-des-Lilas ou Pré-Saint-Gervais
PARTICULIER VEND
2 PIÈCES 37 m²
compren. chbre + sal. à mang. cuisine + cabinet toilette + w.-c. indépendant 7e étage avec ascenseur. Vue imprenable. 250.000 F. Tél. : H.B. 236-75-42 pr r.-vs.

20e arrdt

Me GAMBETTA, 6, cité Ecoles, bel imm., 2 p., 37 m², entrée, cuis., bains, w.-c., 200.000 F, rez-de-ch., soleil. S/place de 17 à 18 h, samedi, dimanche, 520-13-57.

78-Yvelines

Velizy part. vends appt standing. 72 m² + Log. vit. 11 m² park. cave-cadre agréable. Px 570.000 F. Tél : 946-22-37.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE Point du Jour Bon immeuble récent
5 PIÈCES
88 m² + balcon 3e étage — 9.000 F le m². HABITATION OU LIBERABLE Sinvim & Cie — 501-78-67.

BOURG-LA-REINE
200 mètres du métro 2 PETITS IMMEUBLES DE TRES GRANDE CLASSE EN PIERRE DE TAILLE R.-de-ch. + 3 et 4 étages, du studio au 4 pièces et grands duplex de 4 et 5 pièces. Livraison prévue 1er trimestre 1983. SPDI - 350-14-80.

NEUILLY BOIS, exposition sud. Part. vd 2 très beaux studios 30 et 38 m², asc., s. de bains, marbre, fenêtre, cuis. équipée, réunion facile. 430.000 F et 570.000 F. 722-01-07.

95- Val-d'Oise

GARGES. Libre 5 pièces, près gare, commerces, écoles, (87) 63-53-83.

Province

Part. DEAUVILLE, except. 2 pces, vue panor. sur plages Trouville et Deauville, Sud cft, asc., 40 m² + terrasse. Prix 320.000 F. Tél. 347-09-27.

appartements achats

Pour clients sérieux, PAIE COMPTANT, APPTS, ttes surf. et IMMEUBL. à Paris 15e et 7e. JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e. 566-00-75.

MARCHANDS DE BIENS
ACHÈTE COMPTANT appts à rénover 563-55-89.

URGENT Journaliste cherche 2 p. confort Paris tous arrondissements sauf 12e et 20e. Ecr. s/no 6349 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

immobilier information

ANCIENS - NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIECES SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire : Centre d'information FNAIM de Paris Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers 75017 PARIS Téléphone : 227-44-44.

INFORMATION LOGEMENT
Un service gratuit interprofessionnel et interbancaire pour tout achat d'appts et de pavillons neufs. Renseignements sur de nombreux programmes PAP et prêts conventionnés.
525-25-25
49, av. Kléber, 75116 Paris.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, rue La Boétie-8e
Px. rentes indexées garanties Étude gratuite discrète

Paris Ouest, 80 km, calme sur 2.200 m², belle maison de campagne rust. en parfait état. 220.000 F + 5.800 F/mois. F. Cruz 266-19-00.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES
Pour louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue. Tél. : 282-12-50.

URGENT
Couple cherche sur Paris ou proche banlieue F1 ou F2 maxi 1.200 F mensuel C.C. sans agence. Téléphone : 370-56-82.

PROPRIÉTAIRES
Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES Téléphonez au 296-58-10.

PROPRIÉTAIRES. LOUEZ rapidement — clientèle assurée. Service gratuit — 770-88-65.

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS
VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures
CLIENTS SÉLECTIONNES LOYER GARANTIE
TEL. 359-64-00

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P., LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades, 281-10-20.

villas

MANOSQUE (près)
VILLAS neuves à part. 323.000 F. Créd. PAP poss. Téléphone : 285-71-82.

LE VÉSINET
Résidentiel, agréable maison récpt. 50 m², 4 ch., 2 bains, cft, jdin 800 m². 1.150.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE, Le Vésinet (3) 976-05-90.

FONTENAY-SOUS-BOIS
50 m BOIS. Mansard 8 pièces, décoration raffinée, maison gardien, jardin 700 m². Prix élevé justifié. 340-72-06.

immeubles

Particulier achète immeuble ou locaux commerciaux occupés. Tél. : 582-37-70.

maisons de campagne

80 — Part. VD MAISON DE VILLAGE 5 mn. PRADES. 1 h. FONT ROMEU, 2 nivx, grenier aménag. cave, 3 chbres, séj., habit. de suite 180.000 F. T. (16.68) 97-02-62 h. des r.

Sud de Chartres — 1 h 10 de Paris sur beau terr. de 1500 m² entièrement clos avec arbres fruitiers et d'agrément, MAISON récente, plain pied, très bon état, 70 m² Entrée, séj. avec cheminée, 2 chbres, cuisine, s.d.b., W.C., débarras indép. 270.000 F. Tél. (après 19 h) 366-37-62 ou Me Papon, notaire, 16/37/21-97-30.

VALLÉE DE LA BLAISE (6 km Dreux)
prop. vd. face église romaine maison ancienne. 5 P. entièrement restaurée, tt. confort, jard. pays., charme exceptionnel. 550.000 F. T. 16 (37) 82-61-93 ap. 13 h.

propriétés

PROPRIÉTÉS EN BRETAGNE
— Morlaix demeure historique début 19e, 12 p., t.b. état, 9,5 ha. Px modéré.
— Trégastel, ppté 15 p., pieds dans l'eau, 1 ha.
— Perros, manoir, 15 p., tennis, parc, panorama.
— Cancale, manoir-ferme, 8 p. à restaurer, 1 à 4 ha, étang.
HOUDIARD, B.P. 83 LAVAL. Téléphone : (43) 56-61-60.

MONTFORT-L'AMAURY près forêt domaniale PROPRIÉTÉ CARACTÈRE 350 m² hab., poss. 2 fam., 5.400 m² paysager, piscine, pièce d'eau. Px 1.800.000 F. FONCIA-PONTCHARTRAIN Téléphone : 489-09-91.

SOLOGNE à vendre PET. TERR. DE CHASSE possibilités étangs. Ecrire Havas Orléans no 200.253.

BALLANCOURT (91) Prof. libérale vend en 1 ou 2 LOTS
BELLE PROPRIÉTÉ
3 chambres, cuisine équipée, séjour, salon + dépend., cave voûtée. Sur 1.050 m², arbres centenaires. Prix 650.000 F.

TERRAIN MITOYEN A BATIR
570 m², arbres centenaires. Prix 250.000 F.
façade totale 42 mètres. Tél. : 493-26-69/493-35-20.

MOULIN avec bief, sous-bief BERGE S/15.000 m², 7 b. p. + poss. 380.000 F - 328-48-61.

maisons individuelles

LE COUDRAY-MONTCEAUX (91)
A 2 km de Corbeil, et près du golf du Coudray, en bord de Seine, sur terrain 1.700 m², maison traditionnelle, individuelle de 6/7 pces, 2 gar., prêt intéressant. Téléphone : 060-62-91 S.A. BATIR (M. BOIS) (heures de bureau).

pavillons

NOISY-LE-GRAND Résident. Urgent cause départ, vends sous valeur pavillon ancien 3 niveaux, avec aile récente plain-pied. R.-de-Ch. : 4 P., cuis., office. Mi-ét. : s. de bns, w.-c. 1er ét. : gde ch., s. de bns. 2e ét. : gde ch. + 1 pet. Cave, chauff. mazout, gar. 2 voit., 2 hangars, beau jardin 1.836 m², près RER et autor. A4. 900.000 F. Téléphone : 303-33-83.

PAVILLONS
JUS. 120 KM DE PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR. Appeler ou écrire : Centre d'information FNAIM de Paris Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. 227-44-44.

terrains

EN PROVENCE à 8 km FAYENCE
LE CLOS DE LA CHESNAYE une situation unique face au soleil du midi
TERRAINS à bât. BOISES
3.157 m² à 6.130 m². Px 151.000 à 163.000 F ht. documentation gratuite sur demande. Tél. (38) 95-00-24 ou (94) 76-21-59.

ST-GERMAIN-EN-LAYE près centre Beaux Terrains boisés de 730 m² à 800 m². AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet. T. (3) 976-05-90.

boutiques

N'ATTENDEZ PLUS
CONSOLIDEZ VOTRE EPARGNE Investissez en murs de magasin à Paris Dès 100.000 F comptant Diverses formules
MURINVEST
6, rue Galilée, 16e 723-30-40. Réception de la clientèle tous les jours de 9 h à 19 h.

bureaux

Ventes

NANTERRE
Limite RUEIL-MALMAISON pptaire vend dans imm. récent DE 40 à 250 m². Libre ou occupé. BONNE RENTABILITÉ. Renseign. 758-12-21, 106 bis, av. de Villiers, 17e.

A VENDRE : Un immeuble de bureaux 200 m périphérique — porte de Pantin et métro — 690 m² de bureaux sur 4 étages T.B., standing avec loge concierge, jardin, parking s/sol et extérieur, ascenseur 5 étages et s/sol, téléphones, interphones installés — Construction T.B.E. 1966. Chauffage fuel.

VENTE SANS INTERMÉDIARE : visites et renseignements : tél. 563-29-13 de 8 à 9 h et 18 h 30 à 20 h 30 du mardi au jeudi.

Locations

A louer (Particulier à part., agences s'abstenir) Beau bureau, 3 pièces, 40 m², boul. Poissonnière, asc., 2.900 F/mois + charges. Libre au 1-10-1982 sans reprise. Téléphone : 770-50-44.

Votre secrétariat permanent VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL 8e COLISÉE-ÉLYSÉES
TÉLEX et TOUS SERVICES CRÉATION DE SOCIÉTÉS
A.F.C. 359-20-20.
MEMBRE F.F.E.D.

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L.-R.C.-R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.
355-17-50
MEMBRE F.F.E.D.

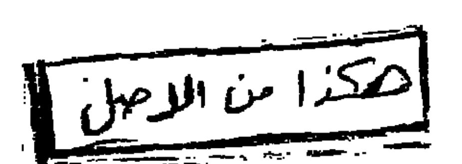
fonds de commerce

SAINT-DENIS
vends CAFE - BAR FACE MARCHE 97, rue Blanqui 93200 SAINT-DENIS. Téléphone : 827-70-02.

Part. vend raison santé Centre grande ville. Rég. Est (Lorraine)
SALON DE COIFFURE ET INSTITUT DE BEAUTÉ 500 m² en pleine exp., très gde renom., install. réc., gd stand. Très gros C.A. (il n'est pas important que le successeur soit un professionnel mais très bon gestionnaire). Ecrire sous le no 035.291 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

16e, AV. FOCH (près)
Vd. beau pas de porte, 50 m² env. + cave, rue très commerçante. 1.500 F mensuel cession, façade neuve sans intermédiaire 620-10-10.

هكذا من الاصل



DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La plus grosse ligne de crédit jamais accordée à un Etat

La ligne de crédit qui va être ouverte à la France par un consortium de banques internationales, 4 milliards de dollars (environ 28 milliards de francs), est la plus grosse jamais accordée à un Etat souverain. Le précédent record avait été établi par la Grande-Bretagne en 1974, avec 2,5 milliards de dollars, également pour dix ans, les fonds empruntés ayant été remboursés depuis.

Rappelons qu'au début de février 1974, après la sortie du franc hors du « serpent » monétaire européen, le Trésor français s'était dejà fait ouvrir une ligne de crédit de 1,5 milliard de dollars, sous forme d'une « possibilité de tirage » *(stand by)* qui n'a jamais été utilisée. Cette fois-ci, il est très probable qu'elle le sera, à hauteur de 1 milliard ou 1,3 milliard de dollars au minimum, le reste restant « à disposition ».

Sur le plan technique, la Société générale est chef de file, comme en 1974, avec des « coordinateurs », la Bank of Tokyo et l'Arab Banking Corp, fournissant chacune 250 millions de dollars. Deux grandes banques *américaines, la Morgan et la* Citibank, ont refusé de jouer ce rôle, mais ont accepté de fournir 100 millions de dollars chacune. D'autre part, quatre banques françaises « cotiseront » pour 200 millions de dollars et vingt et une banques étrangères pour 100 millions de dollars. Le coût de ce crédit sera indexé sur le LIBOR (London Interbank Offered Rate), à savoir le taux d'intérêt des eurodollars à six mois sur les places de Londres (13 % actuellement), majoré de 0,50 %, plus une commission de 0,2 % sur la partie de crédit effectivement utilisée, des « honoraires » de 0,25 % par an étant prélevés pour la partie non utilisée *(stand by)*. La majoration de 0,50 % est supérieure à celle actuellement consentie pour des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et même l'Indonésie et la Malaisie (1/4 % à 3/8 %), supérieure encore à celle qui affecte les tirages d'emprunteurs français avec la garantie de l'Etat. Mais, compte tenu de la durée de dix ans, exceptionnelle aujourd'hui en raison des *inquiétudes régnant sur la marché* international après l'affaire mexicaine, et du montant considérable du crédit, ce taux de 0,50 % est considéré comme raisonnable et même insuffisant par certains prêteurs, comme les banques américaines, *dont les réticences s'expliquent* également par le choix du LIBOR comme indexation : elles auraient préféré le taux de base bancaire aux Etats-Unis (Prime Rate), 13,50 % en ce moment.

L'impôt sur les grandes fortunes

LES MEUBLES MEUBLANTS SERONT ÉVALUÉS GLOBALEMENT

Le ministère du budget vient de faire savoir que le mode d'évaluation des meubles meublants était assoupli. Les services de M. Fabius publient le communiqué suivant : « *Dans le cadre de l'impôt sur les grandes fortunes, il a été prévu que, à défaut d'un forfait de 5 %, la valeur des meubles meublants (1) taxables pouvait être déterminée par un inventaire. Afin d'alléger les procédures et d'éviter les complexités inutiles, il est précisé que ces meubles pourront faire l'objet d'une évaluation globale en un seul chiffre sans qu'il soit nécessaire d'indiquer la valeur et la nature des divers objets.* »

(1) Meubles meublants : meubles, vaisselle, argenterie, tapis, tableaux, tapis-series...

Informatique

● **La compagnie I.B.M. a décidé de poursuivre en justice** trois de ses anciens employés, dont deux ingénieurs de haut niveau. Elle les accuse d'avoir essayé de vendre à une petite compagnie informatique de Cleveland (Ohio) des informations concernant les équipements périphériques d'ordinateurs qu'I.B.M. s'apprête à mettre en vente.

Cette affaire intervient près de deux mois après l'arrestation d'employés américains des sociétés japonaises Hitachi et Mitsubishi, accusés d'avoir acheté des plans des grands ordinateurs I.B.M. sans se soucier de leur origine.

Les 260 milliards de francs de réserves monétaires françaises

Les 260 milliards de francs de réserves monétaires dont dispose la France, et qui ont été évoquées mercredi 15 septembre au conseil des ministres, se décomposent de la façon suivante : l'essentiel en est composé par l'or, *dont le montant global* est évalué à 213 milliards de francs sur la base d'un cours du lingot de 1 kilo fixé à 67 000 F au 30 juin. Actuellement, ce cours est de 98 000 F, ce qui assignerait au stock d'or une valeur de plus de 300 milliards de francs, mais les cours du métal sont affectés d'amples variations. Le stock *d'or est ventilé, au bilan de la* Banque de France, entre le poste « or » proprement dit (170,5 milliards de francs) et celui intitulé « or et autres actifs à recevoir du FECOM » (un peu plus de 49 milliards de francs) — ou figure, à hauteur de 43 milliards de francs, la quantité de métal mise à disposition du Fonds de coopération monétaire européen (FECOM), qui reçoit 20 % de réserves monétaires des Etats membres.

Cette ventilation est également applicable aux réserves de devises proprement dites, le poste « diponibilités à vue à l'étranger », *23,5* milliards de francs au 9 septembre 1982, somme à laquelle il faut ajouter *une partie des actifs à recevoir* du FECOM », soit environ 6 ou 7 milliards de francs. Vienent enfin les devises figurant au poste « avances au Fonds de stabilisation des changes », par lequel s'effectuent les interven*tions de la Banque de France* (entre 10 et 15 milliards de francs). Il faut en déduire les dettes vis-à-vis des banques étrangères (« comptes créditeurs extérieur »), une dizaine de milliards de francs actuellement. *Figurent, en dernier lieu,* les créances sur le F.M.I., soit 13 milliards de francs. Pratiquement, le stock d'or est réputé « intouchable » (il sert à garantir les emprunts extérieurs) et la Banque de France utilise ses disponibilités à vue à l'étranger et, éventuellement, ses avoirs en ECU (unité de compte européenne) confiés au FECOM.

La contrainte extérieure

Il risque d'en être de la déclaration du président de la République sur le commerce extérieur comme il en fut de sa conférence de presse sur l'état de la France. Toute proportion gardée. Dans un cas, l'ajustement en baisse de la devise nationale dévalua après coup le discours présidentiel. Dans l'autre, l'annonce prochaine d'un déficit — vraisemblablement élevé — des échanges, au lieu d'appuyer l'évocation — tardive — de la contrainte extérieure, peut faire ressortir la trop longue absence des préoccupations gouvernementales.

L'oubli est d'autant plus regrettable que les données relatives au secteur névralgique du commerce extérieur sont connues depuis lontemps. L'ancienne majorité avait tenté de les masquer sous le voile pétrolier ; mais toutes les huiles d'Arabie ne pouvaient faire oublier ces « *faiblesses déjà anciennes* » dans certains secteurs de production qu'évoque le chef de l'État. Il ne s'agissait pas à l'époque de nier la réalité de la facture pétrolière, mais de reconnaître aussi le déséquilibre grandissant des échanges de la France avec ses partenaires industriels.

Une certaine lucidité est parfois apparue ; mais les conséquences n'en furent pas réellement tirées. Tel est l'héritage. Toutefois, la responsabilité de l'actuelle majorité est de ne pas en avoir pris la juste mesure, afin de ne pas en aggraver davantage la charge. Or la politique adoptée fit en quelque sorte l'impasse sur le fait que la France n'est pas seule au monde, se contentant de caresser l'espoir d'une amélioration de l'environnement international, ce qui n'eut d'ailleurs pas suffi à limiter nettement les déséquilibres.

Aléas

La sanction intervint dès septembre 1981 avec l'apparition d'un déficit sensible qui, depuis ce printemps, s'est encore creusé, les exportations plafonnant aux alentours de 50 milliards de francs par mois et les importations ne cessant d'augmenter pour atteindre environ 60 milliards. *Cet effet de ciseaux devrait se prolonger au cours des prochains mois.* Le déficit mensuel oscillant autour de 9 milliards de francs, le solde négatif serait alors pour l'année 1982 proche de 100 milliards de francs (51 milliards l'an dernier et 52 milliards de janvier à juillet 1982), alors même que l'apport positif des services (banques, assurances, trans*ports, ingénierie, tourisme) se* dégrade.

Toute prévision est fragile, même à moins de quatre mois de la fin de l'année, surtout dans le domaine du commerce extérieur, où les paramètres sont multiples. Il est possible néanmoins, compte tenu de la rigueur finalement choisie — les « moyens techniques » cités par le président de la République ne peuvent, *seuls*, assurer le redressement et les quelques orientations ou actions de grâce climatiques font contraste avec la gravité du mal, — de s'attendre, selon les experts, à un ralentissement des achats et à une reprise des ventes.

Toutefois, les aléas restent grands dans un commerce extérieur dont les structures sont en train de se modifier profondément avec la concurrence du Japon et l'apparition de nouveaux pays industrialisés dont les difficultés *ne peuvent* que renforcer l'agressivité. Beaucoup dépend aussi du comportement des Français, dont les évolutions sont peu saisissables *par les ordinateurs, alors que le sort* du franc est lié, lui aussi, à des éléments qui ne sont pas seulement quantitatifs, mais tiennent à l'image générale du pays et à la fiabilité globale de ses gouvernants.

La spéculation peut être le terme *d'opprobre pour désigner la* confiance ou la méfiance des financiers internationaux qui ne sont pas obligatoirement *intéressés au déclin* de la France, comme la notion de complot peut servir à rejeter ses erreurs sur l'ombre. Miroir grossissant, le commerce extérieur fait en tout cas apparaître les forces et les faiblesses d'une économie. Il fait subir à tout gouvernement une loi de béton qui peut ensevelir les espérances. *Il serait sans doute fâcheux,* dans l'illusion d'échapper à son poids, de céder, sous le couvert de reconquête du marché intérieur, à la tentation protectionniste, ce qui n'exclut pas la recherche d'une certaine maîtrise de son destin.

Une prise en compte de l'état du monde s'impose, sauf à se trouver dans la situation, naguère, de la *Grande-Bretagne et de l'Italie, obligées* de recourir aux bons soins du Fonds monétaire international. La concentration du déficit français sur certains pays industrialisés — et pour les produits manufacturés — est inquiétante, comme l'est, à l'inverse, *la réalisation d'un excédent global* uniquement avec les nations en développement non pétrolières.

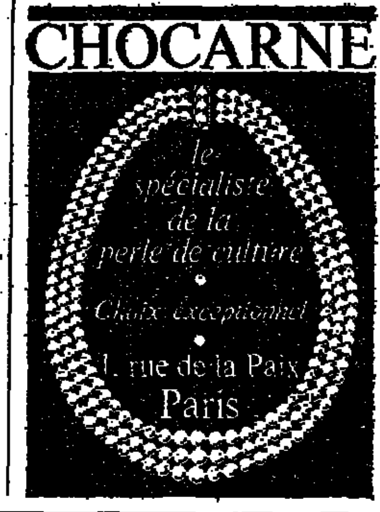
La France est ainsi vulnérable aux malaises financiers que peut connaître le tiers-monde (sans compter le coût des crédits à l'exportation accordés à cette région du globe). En outre, les ventes à ces pays incorporent une plus grande proportion de *travail qualifié* que celle en *direction* des pays industrialisés. Cette spécialisation pose les limites d'une relance qui entraîne vite un *accroissement* des importations de biens d'équipement.

Dans ce pays intermédiaire qu'est la France, les dirigeants doivent donc savoir que, si le rétablissement des équilibres est lent, la chute est rapide. *Pour réussir les réformes,* il faut aussi savoir gérer la conjoncture. Afin de gagner l'avenir, il est néces*saire de ne pas escamoter le présent.*

MICHEL BOYER.

● **La C.F.T.C. demande que soit prolongé d'un an l'accord sur la garantie de ressources** qui vient à échéance le 31 mars 1983, afin de « *donner le temps d'examiner s'il est possible de mettre en place un système permettant de garantir à 60 ans le montant des pensions et retraites au niveau actuel* ».

Dans une conférence de presse tenue mercredi 15 septembre MM. Jean Bornard, président, et *Guy Drilleaud, secrétaire général,* ont rappelé leurs quatre objectifs fondamentaux : défendre le pouvoir d'achat (ce qui suppose un réajustement des salaires pour compenser la hausse des prix), restaurer la politique contractuelle, accorder une priorité aux plus défavorisés, sauvegarder les régimes de protection sociale. D'autre part, les deux dirigeants syndicaux, ont annoncé que, pour la première fois depuis la scission de 1964, la C.F.T.C. organiserait un meeting de rentrée à la porte de Pantin le 25 septembre. « *Il s'agit là d'un signe de santé* », a estimé M. Jean Bornard, puisque la C.F.T.C. aurait selon lui dépassé 25 000 adhérents et aurait constaté une augmentation de 10 % de prises de timbres par rapport à l'année dernière.



OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente, Palais de Justice NANTERRE. Mercredi 22 septembre 1982, à 14 h
PAVILLON D'HABITATION, SCEAUX (92)
Compt : 8 pièces principales. 3 s. de bs, bureau, garage au sous-sol.
Droit de jouissance de 6 a 30 ca et droit de copropriété.
25-27 av. du Pt-F.-ROOSEVELT. M. à P. : 800 000 F.
S'adr. **Me BOISSEL** Avocat PARIS (1er) 14, rue Sainte-Anne. T. 261-01-09

Vente sur liquidation des biens au Palais de justice de PARIS
le jeudi 30 septembre 1982, à 14 heures
PROPRIÉTÉ A USAGE INDUSTRIEL
et COMMERCIAL, concernant divers bâtiments sur un terrain cadastré section BV 516.
d'une superficie de 2 468 mètres carrés
RUE MARIE-ROUAULT, NUMÉRO 13
à RENNES (Ille-et-Vilaine)
MISE A PRIX : 800 000 FRANCS
Pour tous renseignements, s'adresser à Me J. SOCQUET-CLERC LAFONT, avocat à la Cour, 36, rue de Monceau, 75008 PARIS. Tél. : 267-30-22 ; Me YANNICK PAVEC, syndic à PARIS, 100, rue Quincampoix. 278-02-24 ; Me BERNARD MEILLE, syndic, 79, rue du Temple, PARIS. 278-48-04 ; au Greffe des criées du T.G.I, de PARIS, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente Palais de Justice de Créteil le jeudi 7 octobre 1982 à 9 h 30
APPART. SAINT-MAURICE (94) 41, rue Adrien-Damalix en duplex 2 niveaux
Rez-de-chaussée : Entr., Séjour, Cuis., W.C., 1er étage : Palier, 2 chambres, Salle de Bains, balcon, un jardin privatif + Cave
M. à Px 200.000 F S'ad. **Me PH. BARAT** Avocat Paris
92, avenue Mozart, tél. : 261-01-09

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY
le MARDI 28 SEPTEMBRE 1982 à 13 h 30
EN UN SEUL LOT : Une
PROPRIÉTÉ
comprenant une maison d'habitation élevée sur terre-plein d'un rez-de-chaussée divisé en entrée, cuisine, salle de séjour, trois chambres, salle de bains et w.-c.
GARAGE - BUANDERIE - JARDIN
Contenance totale 696 m²
à MONTFERMEIL (Seine-Saint-Denis)
136, rue Salvador-Allende
Mise à prix : 150 000 F
S'adresser à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 854-90-87

Vente au Palais de Justice, à Paris, jeudi 30 septembre 82, à 14 h
IMMEUBLE à VAILLY-SUR-AISNE (02)
Lieudit « La Croix-de-Fer », 26, rue du Bac et 5, rue Ladeuille
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 250 000 FRANCS
S'ad. Me Bernard de SARIAC, avocat, 70, av. Marceau, Paris, tél. 720-82-38
Me FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli.

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de Paris
LE JEUDI 30 SEPTEMBRE 1982, A 14 H. - UN LOT
UN IMMEUBLE à PARIS (13e)
23, rue Domrémy
Angle 96, rue du Dessous-des-Berges
Elevé sur caves, rez-de-chaussée et 5 étages. - Cont. tot. au sol de 339 m²
MISE A PRIX : 1 800 000 FRANCS
S'adr. à Me Jean-Serge LORACH, avocat à PARIS (8e)
2, avenue Marceau. Tél. : 720-75-75. Ts avocats pr Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre,
le mercredi 29 septembre 1982, à 14 heures — En un seul lot
2 LOCAUX A NANTERRE (92)
au rez-de-chaussée et au sous-sol dans un ensemble immobilier
33-37, avenue Félix-Faure — 17 et 19, passage A. Riou
et la Pointe du Chemin de Puteaux
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'adresser Me RIBADEAU-DUMAS, avocat à la Cour d'appel
17, avenue de Lamballe, Paris (16e)

Vente au Palais de Justice à PARIS, le jeudi 30 sept. 1982, à 14 h.
EN UN LOT
un APPARTEMENT à usage de BUREAUX
comp. de 3 pièces princ. au 1er étage, porte droite, esc. principal
3 LOCAUX à usage de BUREAUX, dans la cour à gauche
UN LOCAL à usage de BUREAU, au sous-sol, dans un immeuble
97, boulevard Malesherbes et rue Vézelay, n° 14
à PARIS (8e)
MISE A PRIX : 300 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à Me Marcel BRAZIER, avocat, 178, boulevard Haussmann, 75008 PARIS. Tél. : 562-39-03.

Vente au Palais de Justice de Paris, jeudi 30 septembre 1982, 14 h.
APPART. PARIS (17e) 57, rue JOUFFROY
7e étage : Constitué par la réunion de 4 studios. 4 CAVES
M. A. PX 150 000 F S'adr. **Me BOISSEL** Avocat Paris
14, rue Sainte-Anne. T. 261-01-09

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL, (94)
le jeudi 30 septembre 1982, à 9 h 30 — En un lot
PAVILLON à VILLENEUVE-LE-ROI
avec cour et jardin, contenance : 422 mètres carrés
5, rue de la Prévoyante
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'ad. Me RIBADEAU-DUMAS, Avt poursuivant, 17, av. de Lamballe, PARIS-16e

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de Bobigny,
le MARDI 28 SEPTEMBRE 1982, à 13 h 30
EN UN SEUL LOT :
HUIT APPARTEMENTS (dont 2 libres)
HUIT CAVES et DIVERS LOCAUX
dans un immeuble sis à
AUBERVILLIERS (93)
32, rue du Port
MISE A PRIX : 120.000 F
S'adresser à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois, tél. : 854.90.87.

Vente après liquidation de biens au Pal. de Just. de NANTERRE le 29 Septembre 1982 à 14 heures
En un seul lot
MAISON D'HABITATION
comp. de 2 P. au r.-d.-ch. ch. et déb. av. grenier au-dessus — petit terrain der. cont. 1 a 1 ca — PET. JARDIN contenance 1 are 80 centiares
Lieudit « Les Chérons » - s/com. de
CUZION (Indre)
Mise à prix : 50 000 F.
S'adresser à Me Monique GUILBERTEAU Avocat à Nant., « Le Vallona » 38, sq. de la Brèche-aux-Loups. Tél. 260-48-09. *Me P. OUIZILLE* Synd., 22, rue Henri-Barbusse à Nanterre — Au Greffe des Criées du T.G.I. de Nanterre, où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de Créteil
le JEUDI 30 SEPTEMBRE 1982, à 9 h 30
UNE PROPRIÉTÉ
compr. TERRAIN de 256m² et PAVILLON
A ORMESSON-S./MARNE (94)
55, rue Eugène-Rethacker
MISE A PRIX : 80 000 F
S'adresser à Me Daniel PAQUET, avocat, 27, bd Raspail, PARIS (7e) - 544-52-95.

Copies Couleurs
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL
75012 PARIS - 347.21.32

CONJONCTURE

La mise en œuvre de la politique économique et les réactions

Net assouplissement des modalités d'application de l'impôt sur la fortune

Exonération de l'outil de travail jusqu'en juin 1985

M. Fabius, ministre du budget, a présenté au conseil des ministres du 15 septembre une communication sur l'application de l'impôt sur les grandes fortunes. Les mesures adoptées aboutissent en fait à exonérer jusqu'en 1985 les chefs d'entreprise sur leur outil de travail.

« *Conformément à l'engagement pris d'exonérer l'outil de travail, le président de la République avait annoncé, le 24 septembre 1981, que les redevables pourraient déduire de l'impôt, les sommes réinvesties dans l'entreprise. En application de cette orientation et du vote du Parlement, le système mis en place prévoit une réduction d'impôt égale à l'accroissement des investissements réalisés au cours de l'année précédant la déclaration. Lorsque ce crédit d'impôt est supérieur à l'impôt dû, l'excédent est reportable pendant quatre ans* », indique le communiqué de l'Elysée.

« *Ce mécanisme permettra d'exonérer totalement les actifs professionnels puisqu'il suffit d'avoir effectué un programme d'investissement une année pour n'être plus imposable, à concurrence de cet investissement, pendant les cinq ans qui suivront.*

» *La difficulté à laquelle on pouvait être confronté cette année provient du caractère irrégulier du cycle d'investissement.*

» *C'est pourquoi, lorsque la déduction résultant des investissements de 1981 reste insuffisante, le paiement de l'impôt dû au titre des actifs professionnels pourra être différé pendant trois ans pour que les investissements réalisés en 1982, 1983, ou 1984 puissent constituer des crédits d'impôts. Il s'agit là d'une puissante incitation à l'investissement en même temps que du respect de l'engagement d'exonérer l'outil de travail* », souligne le communiqué du conseil.

[L'idée était dans le texte de la loi du 31 décembre 1981, de permettre aux propriétaires de biens professionnels de déduire de l'impôt dû les sommes consacrées aux investissements nouveaux, c'est-à-dire dépassant les seuls amortissements. Ces sommes consacrées à l'investissement nouveau pour une année donnée peuvent être déduites non seulement pendant l'année où a été effectuée la dépense d'équipement mais — si celle-ci dépasse le montant de l'impôt — pendant les quatre années suivantes.

Ainsi un chef d'entreprise qui n'aurait pas investi en 1981 aurait eu à payer l'impôt en 1982. Le fait nouveau est qu'il ne le paiera pas. Il lui suffira d'investir soit cette année, soit en 1983, soit même en 1984 pour s'exonérer de l'impôt sur les grandes fortunes. En d'autres termes, même si aucun investissement n'était réalisé jusqu'à fin 1984, l'impôt ne serait payable qu'en juin 1985. *A contrario*, il suffirait d'investir — suffisamment — en 1984 pour pouvoir effacer l'impôt dû en juin 1985 au titre des années 1981, 1982, 1983.

En d'autres termes, encore, ne seront assujetties à l'impôt que les entreprises qui auront réalisé des investissements pendant ces quatre années (de 1981 à 1984) inférieurs au montant de l'impôt. Lorsque les investissements seront supérieurs à l'impôt, ils seront portés en crédit d'impôt pour les années suivantes.]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	7,1180	7,1200	+ 130	+ 170	+ 260	+ 305	+ 510	+ 640
$ can.	5,7575	5,7605	− 5	+ 35	+ 65	+ 110	+ 70	+ 190
Yen (100)	2,6920	2,6944	+ 145	+ 170	+ 300	+ 330	+ 930	+1000
DM	2,8240	2,8260	+ 140	+ 165	+ 305	+ 335	+ 835	+ 905
Florin	2,5780	2,5795	+ 110	+ 145	+ 260	+ 300	+ 730	+ 810
F.B. (100)	14,7080	14,7170	+ 130	+ 295	+ 315	+ 505	+ 405	+ 845
F.S.	3,3105	3,3140	+ 275	+ 310	+ 575	+ 615	+1560	+1660
L (1 000)	5,0183	5,0212	− 235	− 150	− 515	− 420	−1610	−1540
£	12,1220	12,1290	+ 280	+ 370	+ 650	+ 760	+2050	+2295

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	10 15/16	11 5/16	11 5/16	11 11/16	11 3/4	12 1/8	12 15/16	13 5/16
DM	6 7/8	7 1/8	7 1/2	7 7/8	7 9/16	7 15/16	8 1/8	8 1/2
Florin	7 1/4	8	7 7/16	8 1/16	7 1/2	8 1/8	8	8 5/8
F.B. (100)	11 3/4	14 1/4	11 3/4	13 1/4	11 3/4	13 1/4	13 1/4	14 3/4
F.S.	3	3 1/2	3 9/16	3 15/16	3 11/16	4 1/16	4 11/16	5 5/16
L (1 000)	16 1/4	18 1/4	18	19 1/2	19	20 1/4	21 1/2	22 1/2
£	10 5/8	11 1/4	10 5/8	11 1/4	10 3/4	11 3/8	10 3/4	11 3/8
F. français	14 1/4	16	16	17 1/8	16 7/8	18 1/8	18	19 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Conservatoire National des Arts et Métiers

Institut Technique de Prévision Économique et Sociale

292, rue Saint-Martin - 75141 PARIS Cedex 03

L'Institut Technique de Prévision Economique et Sociale reprendra ses cours le mercredi 20 octobre 1982.

Créé au sein du Conservatoire National des Arts et Métiers par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 9 juillet 1962, l'Institut a pour but de former ou perfectionner aux techniques modernes de gestion prévisionnelle de prévision économique et sociale.

Le programme de formation s'étend sur deux ans. Il est sanctionné, après soutenance d'un mémoire, par un diplôme inscrit sur la liste d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique (niveau II). La liste des diplômés est publiée au « Journal officiel ».

Les cours ont lieu les mardi, mercredi, vendredi, de 18 h 15 à 20 h 30.

Renseignements : I.T.P.E.S., 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris, Cedex 03
Téléphone : 271-24-14, poste 523

Inscriptions au Secrétariat : 2, rue Conté, 75003 Paris, Bureau 203-1
(sauf le samedi)



Quitte ou double

Pour que le franc tienne, il faut que l'inflation recule, mais pour que l'inflation recule, il faut que le franc tienne.

On aurait tort de ne voir dans cette formule que l'expression un peu facile du formidable quitte ou double dans lequel est maintenant engagé le gouvernement. Double : les milieux financiers internationaux, impressionnés par la volonté de M. Mitterrand et de son gouvernement de défendre le franc, impressionnés aussi par les moyens mis en œuvre, cessent de jouer contre notre monnaie. Ce répit — ou cette pause — laisse à la nouvelle politique mise en œuvre à la mi-juin le temps de produire ses effets. Il y faudra de nombreux mois et ce n'est qu'au printemps 1983 qu'on saura si le pari est en voie d'être gagné : sur les prix, les salaires, le commerce extérieur et, d'une façon plus globale, sur la compétitivité de notre économie et sa productivité.

Quitte : la spéculation se poursuit contre le franc, épuise trop tôt et trop vite nos réserves et nos crédits, nous force à prendre des mesures d'urgence (sortie du S.M.E., élargissement des marges de fluctuations, clause de sauvegarde limitant les importations...) et d'une certaine façon annule en tout ou partie les effets du plan Mauroy-Delors. Quitte encore : la spéculation cesse mais la politique mise en œuvre ne produit pas les effets escomptés.

Tel est l'enjeu. Il est bien sûr impossible d'avancer le moindre pronostic sérieux ou honnête. Pour au moins trois raisons. La première est que la crédibilité — facteur essentiel — de la politique mise en œuvre en même temps qu'était annoncée la deuxième dévaluation dépendra de très nombreux facteurs dont beaucoup ne sont pas économiques, mais politiques, voire psychologiques. Il existe une certaine façon de gouverner qui inspire confiance ou défiance.

La deuxième est que beaucoup dépendra de l'évolution du dollar : à plus de 7 F, on ne voit pas comment on pourrait diminuer de façon significative le déficit de notre commerce extérieur et de nos paiements qui pèse si lourdement dans les attaques portées contre notre monnaie. Les comptes officiels qui prévoient une diminution de 20 milliards de francs en 1983 du déficit de notre commerce extérieur (M. Delors table même sur une réduction de 30 milliards de francs) sont basés sur un dollar à 6,50 F. Nous en sommes, hélas, assez loin. La prévision officielle d'une croissance des exportations (5,3 %) plus forte que celle des importations (3,8 %) est cohérente avec une vision des choses relativement optimiste.

Enfin, et c'est la troisième inconnue, la reprise mondiale sera-t-elle au rendez-vous de 1983 après le rendez-vous manqué de 1982 ? Pour que nos exportations augmentent de plus de 5 % en valeur réelle l'année prochaine, il faudrait que le commerce mondial manifeste un regain de santé. Les chiffres des dernières années sont éloquents en même temps qu'ils expliquent bien des difficultés : après avoir augmenté de 6 % en volume en 1979, les échanges internationaux ont progressé de 1 % en 1980 (4,5 % hors pétrole) et ont complètement stagné l'année dernière (+ 2,5 % hors pétrole). Si se manifeste cette année une amélioration, celle-ci ne sera que légère. C'est dans des conditions de compétition redoutable — la concurrence s'avivant avec la crise — qu'il faut resituer l'effort fait par la France pour améliorer sa place dans le monde, c'est-à-dire accroître ses ventes pour payer d'indispensables achats d'énergie et de biens d'équipements.

Tout au plus peut-on avancer que la politique de retour à la rigueur, mise en place il y a trois mois, et qui s'approfondit au fil des semaines, va dans le bon sens : limitation des hausses de salaires dans le secteur public et les entreprises nationalisées, limitation du déficit budgétaire, économies draconiennes — annoncées — sur les dépenses sociales et de chômage.

Il est significatif également que le gouvernement vienne d'annoncer un très net assouplissement de l'impôt sur les grandes fortunes que les chefs d'entreprise doivent verser sur leur outil de travail. Très concrètement, aucun impôt sur le capital productif ne sera payé avant 1985. Venant après un assouplissement des inventaires demandés aux particuliers pour l'établissement du même impôt, cette décision traduit la volonté de faire retomber les craintes qu'avait fait naître l'année dernière l'accumulation dans un temps très court de nombreuses réformes de structures.

Ces décisions sont également un geste supplémentaire fait en direction des chefs d'entreprise dont certains se demandent pourquoi le gouvernement s'est tellement obstiné à créer un impôt dont la surface n'a cessé de se réduire depuis un an. MM. Mauroy et Delors ont à lutter contre le temps et la crise mondiale pour donner ses chances — qui restent sérieuses — à un plan de redressement courageux enfanté dans la douleur d'une dévaluation.

ALAIN VERNHOLES.

● **United Technologies Corp. a majoré le prix de son offre sur Bendix** en proposant de porter de 75 dollars à 85 dollars le prix payé pour chacune des 11,9 millions d'actions Bendix qui font l'objet de son O.P.A. lancée sur 50,3 % du capital du géant américain de l'équipement automobile et aéronautique. En procédant ainsi, United Technologies entend mettre un terme « *à la situation intolérable* » créée par l'O.P.A. croisée à laquelle se sont livrés les firmes Bendix et le groupe Martin Marietta avant l'entrée en lice de United Technologies (*le Monde* daté du 12-13 septembre 1982).

CHEFS D'ENTREPRISE
VOUS RECHERCHEZ
DES BUREAUX, DES LOCAUX
COMMERCIAUX et INDUSTRIELS
Le Monde
VOUS PROPOSE
MARDI et MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES AFFAIRES SÉLECTIONNÉES
PAR DES PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
A PARTIR DU 5 OCTOBRE

(*publicité*)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU TOURISME
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE
SOUS-DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT ET DES ÉTUDES TECHNIQUES

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

Les soumissionnaires intéressés par l'appel d'offres national et international du 6 juin 1982 concernant la réalisation tous corps d'état des VINGT (20) projets d'hôtels et installations touristiques et thermales sont informés du report, au 3 octobre 1982 à minuit de la date limite de remise des offres. Ceci suite aux demandes formulées dans ce sens par de nombreuses entreprises de réalisations.

Ces offres devront parvenir au plus tard à cette date au siège du ministère du Tourisme, 42, rue Khelifa Boukhalfa - ALGER.

Accueil favorable de la Commission européenne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a accueilli favorablement les mesures arrêtées par le gouvernement pour défendre le franc. Dans un communiqué publié le 15 septembre par son porte-parole, « *on se félicite, d'une manière générale, des mesures prises pour assurer la stabilité du franc français, conformément aux dispositions du Système monétaire européen (S.M.E.), à un moment où une modification de la parité du franc ne se justifierait pas économiquement* ».

Bruxelles relève tout particulièrement, dans la déclaration du président de la République, la volonté de la France de ne pas dévaluer sa monnaie « *de quelque façon que ce soit* ». On marque aussi sa satisfaction devant la décision de Paris de ne pas se laisser tenté — outre la sortie du S.M.E. — par un accroissement de la marge de fluctuation du franc au sein du mécanisme communautaire (actuellement 2,25 %), comme c'est le cas pour la lire italienne (6 %).

Quant à la technique financière retenue pour accroître les réserves de la France — la ligne de crédit de 4 milliards de dollars ouverte par un consortium de banques, — elle trouve également un écho très favorable dans les milieux communautaires. Ils font en effet valoir que le recours aux disponibilités du FECOM (Fonds européen de coopération monétaire) aurait été le signe de difficultés autrement plus graves que celles formulées dans le diagnostic du gouvernement.

Non seulement le chiffre des besoins en devises de la France aurait été connu, mais surtout les concours financiers du FECOM, notamment à moyen terme (de deux à cinq ans), sont, rappelle-t-on à Bruxelles, assortis de conditions économiques. Ce qui aurait été, en quelque sorte, un désaveu de la politique française par les instances communautaires. Comme Paris, Bruxelles joue donc la carte de la dédramatisation.

En ce qui concerne les mesures prises pour « *dynamiser* » les exportations, on se montre, dans les milieux communautaires, beaucoup moins catégorique. On attend de connaître en détail le dispositif élaboré par le gouvernement avant de se prononcer. Les commentaires se limitent à souhaiter que certaines dispositions annoncées (crédits commerciaux en devises, investissements à l'étranger) n'auront pas pour effet d'être des aides à l'exportation — contraires donc aux règles de concurrence du Marché commun.

Pour ce qui est enfin des mesures internes, même si, là encore, on n'a qu'une connaissance partielle des décisions de Paris, on se félicite, par exemple, de la volonté du gouvernement d'accorder des exonérations fiscales sur les bénéfices investis et de limiter à 8 %, en 1983, la hausse des rémunérations dans le secteur public.

MARCEL SCOTTO.

APPROBATION DE LA C.F.D.T. DE LA C.G.C. ET DE F.O.

La volonté réaffirmée par le président de la République de défendre le franc a été approuvée par la C.F.D.T. qui déclare :

« *Cette détermination réaffirmée à défendre la monnaie et l'adoption de mesures de grande ampleur qui manifestent cette politique doit casser la spéculation et faire payer le prix de leur choix à ceux qui ont misé sur l'affaiblissement du franc.* »

Pour la C.F.D.T., « *le dérèglement total du Système monétaire international, dans lequel le gouvernement américain porte une large part de responsabilité, favorise les spéculations* [contre le franc]. « *Il est urgent de le rebâtir sur de nouvelles bases et pour cela de renforcer la solidarité et la coopération européennes* ».

Satisfaite de la détermination du gouvernement, la C.G.C., pour sa part, rappelle cependant que « *cette défense* [du franc] *ne pourra être couronnée de succès que si la rigueur de gestion devient la règle effective pour les fonds de l'Etat et des régimes sociaux et si la compétitivité qualitative des entreprises françaises est, suivant le cas, maintenue et rétablie. Tout laxisme peut réduire à néant les efforts importants prévus* ».

M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., estime que les mesures gouvernementales sont « *positives dans la mesure où elles permettront de maintenir le franc dans le système monétaire européen. C'est essentiel, au moment où le renforcement de la Communauté est un élément fondamental de l'équilibre monétaire et politique dans le monde* ».

Le C.N.P.F. CONSIDÈRE COMME UNE VICTOIRE L'AMÉNAGEMENT DE LA TAXATION DE L'OUTIL DE TRAVAIL

La décision concernant l'aménagement de l'impôt sur les grandes fortunes, et notamment la taxation de l'outil de travail, « *est une victoire du C.N.P.F.* », a déclaré son président, M. Yvon Gattaz, qui considère néanmoins que ces mesures sont insuffisantes pour trois raisons :

« ● *La clause d'augmentation des capitaux propres pénalise les entreprises qui empruntent pour investir ;*

» ● *La définition de ce qui est reconnu comme outil de travail est abusivement démentie par l'obligation de détenir au moins 25 % de l'entreprise ;*

» ● *Les méthodes indiquées par l'administration pour évaluer l'entreprise sont irréalistes et devraient être rapidement corrigées, car les chefs d'entreprise rédigent dès à présent leur déclaration.* »

La Confédération générale des P.M.E., de son côté, indique que les décisions gouvernementales « *correspondent en partie aux revendications des P.M.E.* », mais la Confédération reste hostile « *au principe même d'un impôt touchant l'outil de travail* ».



(*Publicité*)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

SOCIÉTÉ NATIONALE
D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX
(SO.N.E.D.E.)

23, rue Jawaher Lel Nehru, Montfleury - TUNIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

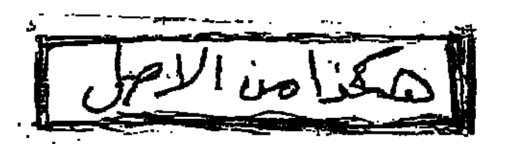
Alimentation en eau potable du GRAND TUNIS

La Société Nationale d'Exploitation des Eaux, lance un appel d'offres pour la construction de deux cuves de 10 000 m3 chacune, de leurs ouvrages annexes et d'un ouvrage de répartition.

Les entreprises qualifiées pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la SO.N.E.D.E. (Service Marchés) contre paiement de la somme de DEUX CENTS (200) DINARS TUNISIENS.

Les offres devront parvenir à la SO.N.E.D.E. sous plis recommandés avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 22/10/1982 à 10 heures au 23, rue JAWAHER LEL NEHRU MONTFLEURY TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.



هكذا من الاصل

CONJONCTURE

NOMINATIONS AU CONSEIL DES MINISTRES

M. ROLAND MORIN, directeur général de la recherche et de la technologie

Le conseil des ministres du 15 septembre a nommé M. Roland Morin, conseiller référendaire à la Cour des comptes, directeur de la recherche et de la technologie.

[*Né en septembre* 1932 au *Maroc*, M. Roland Morin, ancien élève de l'École nationale d'administration, est entré à la Cour des comptes en 1960. Il a été, de février 1966 à mars 1967, conseiller *technique* aux cabinets de M. Louis Joxe, ministre chargé de la réforme administrative, puis, d'avril 1967 à avril 1968, conseiller technique de M. Edmond Michelet, ministre chargé de la fonction publique. Nommé en 1967 conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Morin, entre autres responsabilités, a eu celles de délégué général adjoint à la recherche scientifique et technique, poste dont il démissionna en mars 1980. Il était directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), *lorsqu'il* fut, en juillet 1981, appelé – comme chargé de mission – au cabinet de M. Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie.]

M. PIERRE ALBY est maintenu à la tête de Gaz de France

M. PIERRE BOISSON, président d'ERAP

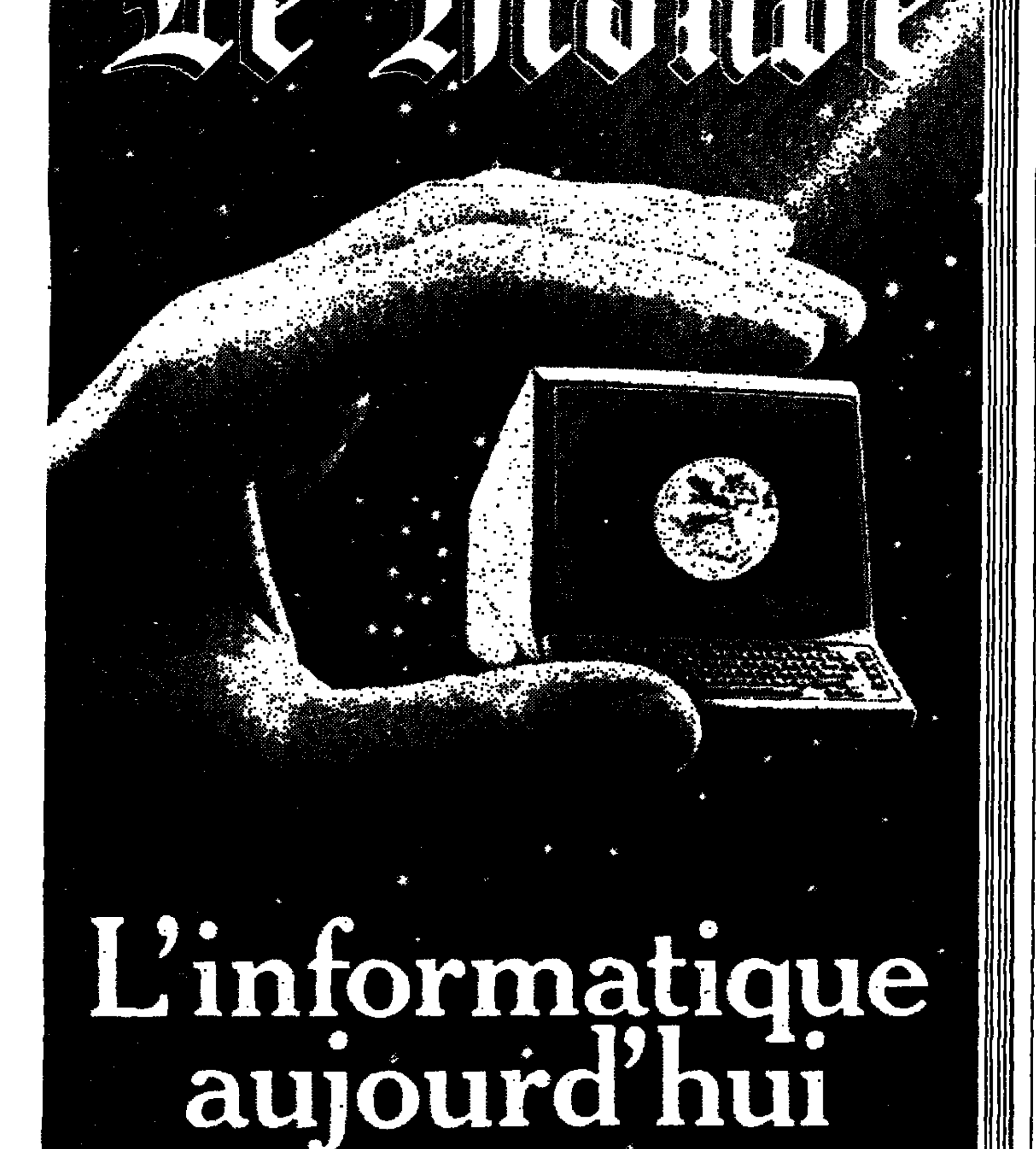
Au cours du même conseil des ministres, M. Pierre Alby s'est vu confirmer dans ses fonctions de président du conseil d'administration de Gaz de France. De son côté, M. Pierre Boisson a été nommé président de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP) en remplacement de M. Pierre Alby.

[Agé de soixante et un ans, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur en chef des mines, M. Pierre Alby a été, de 1957 à 1964, directeur des mines au ministère de l'industrie. Il est entré, en 1964, au Gaz de France, dont il est devenu, cinq ans plus tard, le directeur général. Il préside ce service national depuis septembre 1979.

M. Alby quitte la présidence de l'en*treprise de recherches et d'activités pé*trolières (ERAP), dont il avait la responsabilité depuis juillet 1980. M. Pierre Buisson lui succède.]

[Agé de quarante-sept ans, M. Pierre Boisson, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur en chef des mines, fait une partie de sa carrière au Bureau de recherches géologiques et minière (B.R.G.M.). Depuis 1978, il était directeur général de la compagnie française des mines, une filiale du B.R.G.M. En octobre 1981, il avait été nommé, au ministère de l'industrie, à la direction générale des stratégies industrielles ; celle-ci remplaçait la direction générale de l'industrie.]

● **Le premier catalogue de vente par correspondance** édité par la S.C.O.P.D. Manufrance (Société coopérative ouvrière de production et de distribution), a été présentée par M. Paul Chaumont, président de la société, mercredi 15 septembre à Saint-Étienne. Le catalogue Manumag, successeur du célèbre catalogue Manufrance, qui a disparu en octobre 1980 peu avant le dépôt de bilan de la société, contient 76 pages et 400 articles consacrés à la chasse et aux loisirs.



UN DOCUMENT DE 160 PAGES

réunissant des articles originaux et des textes publiés dans **le Monde** *et actualisés*

SOMMAIRE :

OUTILS ET ÉQUIPEMENTS : La révolution des matériels ● Technologie d'aujourd'hui et de demain ● Quand l'ordinateur parle et écoute, les terminaux rompent leur isolement ● Le foisonnement des réseaux ● Vers de nouvelles générations de logiciels.

STRATÉGIES ET POLITIQUES : Les forces en présence ● La puissance américaine ● Le challenger japonais ● L'Europe dans un étau ● France : la longue marche ● Une stratégie globale.

ECLATEMENT DES UTILISATIONS : L'ordinateur aux champs ● Les moyens de production bouleversés ● A l'assaut des bureaux ● La banque et l'ordinateur ● Les hésitations des P.M.E. ● Une nouvelle donne pour les collectivités locales ● Les systèmes de communication ● L'informatique et l'information ● La naissance d'une industrie ● L'ordinateur, outil de création ● A l'école ● Médecine et santé ● A l'armée ● L'électronique à la maison.

ENJEUX DE SOCIÉTÉ : Le vide juridique ● Informatique et libertés ● Une technologie vulnérable ● Travail et emploi ● Formation : des efforts encore insuffisants ● Le Vidéotex, nouveau média ● Une chance pour les régions ? ● Les flux transfrontières de données ● Le fossé entre les nations ● Un nouvel espace culturel.

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
A PARTIR DU 17 SEPTEMBRE – 28 F

SOCIAL

LES DIRECTIVES DE M. MAUROY SUR LES SALAIRES
DANS LE SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISÉ

Un encadrement assez strict

Le gouvernement vient d'éclaircir ses intentions sur la sortie du blocage des salaires. Dans une lettre adressée le 10 septembre aux ministres ayant sous leur tutelle des entreprises du secteur public et nationalisé, M. Mauroy précise les « *directives* » – les orientations, dit-on à Matignon – qu'il avait déjà esquissées au « Club de la presse » d'Europe 1.

Pour le secteur privé, la règle générale est, à première vue, simple et séduisante pour les partenaires sociaux : c'est celle de « *la liberté totale de négociation* », mais, ajoute-t-on dans l'entourage du premier ministre, « *le gouvernement compte sur le secteur public pour jouer un rôle d'entraînement* ». M. Auroux, ministre du travail, est ainsi invité à pousser les branches professionnelles à négocier, au besoin en *convoquant, comme il en a l'inten*tion, des commissions mixtes, mais « *sans intervenir sur le fond* ».

Pour le secteur public élargi aux nouvelles entreprises nationalisées, le premier conseil de M. Mauroy est de négocier des contrats et non de se laisser tenter par la pratique de décisions unilatérales, pratique jusqu'à ces derniers temps bien ancrée dans certains groupes nouvellement nationalisés, comme par exemple Thomson-C.S.F., E.G.F. C'est à chaque ministre qu'il appartient dans l'immédiat de « mettre en musique » les recommandations de M. Mauroy en tenant compte de la situation de tel ou tel groupe et aussi de son appartenance à une fédération patronale (le poids des entreprises nationales à l'U.I.M.M. dans la métallurgie n'est pas négligeable). A cet égard, la responsabilité de M. Chevènement devait donc être assez étendue, comme celle du ministre, M. Fiterman. Chaque semaine, un groupe de travail, composé d'un membre du cabinet de chaque ministre exerçant des tutelles sur des entreprises publiques, se réunira à Matignon pour faire le point des négociations.

L'entourage du premier ministre ne s'attendant visiblement à aucune sortié anticipée au blocage des salaires, ce n'est que vers la fin septembre que s'engageront la plupart des négociations dans le secteur public. Les principes de M. Mauroy ne laissent qu'une très étroite marge de manœuvre aux négociateurs malgré sa volonté de « *faire redémarrer avec énergie la politique contractuelle* ». Déjà – et le rappel n'a rien d'anodin – toutes les clauses d'augmentation salariale contenues dans des contrats ou relevés de conclusion pour la période juillet-octobre 1982 sont nulles. En revanche, tout ce qui dans des accords a pu avoir trait à d'autres sujets demeure évidemment valable.

La première directive a le mérite de la netteté : « *Qu'on mette fin à toute formule d'indexation des salaires sur les prix qu'elles qu'en soient les modalités.* » Le premier ministre met ainsi le discours politique en conformité avec une législation déjà existante, mais guère respectée. La fédération C.G.T. agro-alimentaire et forestière a appelé à un arrêt de travail minimum de deux heures le 15 septembre pour protester contre la volonté des « *patrons de la profession sucrière*) qui « *remettent en cause l'ensemble du système d'échelle mobile conventionnelle ; acquis de haute lutte dans les années 1970* ». Réaction isolée ? Quoiqu'il en soit pour M. Mauroy, les hausses salariales devront *désormais* être « *prédéterminées* » à des dates et à des taux qu'il appartiendra de négocier.

La seconde orientation était, elle aussi, déjà connue : « *Les hausses de niveau des salaires ne devront pas excéder les objectifs retenus par le gouvernement en matière de prix* » (soit pour 1983 8 %). Mais le calendrier des hausses de 1983 devra être construit de telle façon que le rapport de la *masse salariale 1983* sur la masse salariale 1982 ne dépasse pas 8 %. Un tel carcan doit cependant permettre d'assurer – c'est la troisième directive – le maintien du pouvoir d'achat moyen en niveau – et en brut – sur 1982 et 1983... Dans cette optique, le gouvernement invite les directions des entreprises publiques à fixer un rendez-vous aux syndicats en janvier 1984 pour examiner avec eux l'évolution des salaires et des avantages sociaux et la situation économique de l'entreprise. Ainsi si les clauses de « *sauvegarde* », pour le cas où l'inflation serait plus élevée que prévue, sont interdites en cours d'année 1983, elles ne le seront plus au 1er janvier 1984.

Pas plus de 3 % le 1er novembre

Dans sa quatrième recommandation, M. Mauroy demande que la première hausse salariale qui marquera la sortie du blocage tienne compte de l'évolution des salaires depuis le début de l'année aussi bien dans le montant que dans l'échelonnement. La situation ne devra pas être traitée de la même façon à la régie Renault où les salariés ont eu 6,5 % depuis le début 1982, dont 2 % au 1er juin, à la R.A.T.P. où 6 % ont été accordés, dont 3 % au 1er juin, et dans la fonction publique où le dernier cas la première hausse, au 1er novembre, ne devra excéder 3 %. Ces 3 % sont déjà acquis pour les fonctionnaires au 1er novembre (*le Monde* du 15 septembre), mais de janvier à novembre cela ne leur donnera que 6,1 % de hausse salariale. Toutefois dans l'entourage du Premier ministre on n'écarte pas totalement que le relèvement initialement prévu en septembre 2,5 % soit effectué au 1er décembre ou plutôt au 1er janvier... M. Le Pors aurait-il un peu plus de souplesse pour 1982 ? A suivre...

La priorité aux bas salaires fait l'objet de la cinquième directive. Dans le cadre d'un maintien moyen du pouvoir d'achat, des « *modulations* » pourront intervenir pour accorder un relèvement plus important aux bas salaires, « *tout de suite* » ou de manière échelonnée. M. Mauroy n'a pas suivi la C.F.D.T. qui estimait que « *dès le 1er novembre les bas salaires jusqu'à 4 100 F doivent voir leur pouvoir d'achat complètement rétabli* ». Dans sa lettre il se refuse à fixer un seuil, mais il situe la « *zone de bas salaire* » en-dessous de 54 000 F par an, soit 4 500 F par mois (toutes primes et indemnités comprises). Un seuil qui, selon les directions de ces entreprises, ne concerne aucun agent à E.G.F., de 1,2 % à 1,3 % à la R.A.T.P. ou encore environ 300 salariés sur 38 000 de Thomson-C.F.S. (filiales non inclues). Mais dans certaines entreprises publiques, comme la S.N.C.F., le nombre de salariés gagnant moins de 4 500 F par mois est moins négligeable (4 à 8 %).

Gel au-dessus de 20 833 F par mois

Hormis la fonction publique, où des mesures particulières seront certainement prises, l'Etat va-t-il donner l'exemple en revalorisant de façon substantielle le SMIC ? M. Mauroy s'était engagé à augmenter le pouvoir d'achat du SMIC de 4 % en 1982. Les différents relèvements intervenus – dont celui de juillet – ont fait progresser le pouvoir d'achat du salaire minimum de 2,2 %. Manque 1,8 %... Le SMIC sera augmenté au 1er novembre mais l'engagement des 4 % ne sera pas tenu, cela provoquerait explique Matignon « *un écrasement de la hiérarchie* » que ne souhaite d'ailleurs aucun syndicat... En contrepartie de la « *priorité* » accordée aux basses rémunérations, le chef du gouvernement recommande – en reconnaissant que cette orientation doit être adaptée en fonction de la situation de chaque entreprise – que la part des salaires supérieure à 250 000 F par an (environ 20 833 F par mois toutes primes et indemnités incluses) soit gelée. Ainsi si une augmentation générale annuelle de 8 % est décidée, cela représentera 20 000 F de plus dans l'année pour un salaire annuel de 250 000 F, 20 000 F de plus aussi pour un salaire de 300 000 F. M. Mauroy demande aussi que la G.V.T. (glissement vieillesse technicité) ne dépasse pas en 1983 ce qu'il avait été en 1982, ce qui signifie en clair que les entreprises publiques pourront faire autant de promotion mais pas davantage...

Si le premier ministre ne reprend pas à son compte la formule des « *contrats sociaux de compétitivité* », chère à MM. Delors et Auroux, il recommande aux entreprises du secteur public de négocier aussi des réductions de la durée du travail. La règle est qu'il n'y aura pas de diminution légale en 1983 – et ni de réduction générale dans la fonction publique –, à ceci près que la durée du travail des salariés travaillant de façon permanente en équipes successives, selon un cycle continu (4×8), ne devra pas être supérieure en moyenne à trente-cinq heures par semaine au 31 décembre 1983. Il s'agit ici d'un rappel de l'ordonnance du 16 janvier 1982. Cependant des accords de réduction restent possibles par la voie contractuelle, mais à condition qu'il y ait des « *contreparties* » en salaires (pas de compensation intégrale), en aménagements et productivité de manière à ce que ces diminutions « *ne pèsent pas sur les coûts des entreprises* ». Une orientation qui risque de relancer les polémiques intersyndicales.

MICHEL NOBLECOURT.

Vous avez le BAC

Devenez un professionnel de qualité

Préparez en **deux ans** le diplôme du

WILSON INSTITUTE OF MANAGEMENT

agréé par

l'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE
– GENÈVE –

Le cursus pédagogique est basé sur un enseignement supérieur alterné : programmes de gestion et management au plus haut niveau à **PARIS** et **SAN FRANCISCO** et une véritable expérience internationale.

Pour toute information :
Université Libre Internationale
Service des admissions
World Trade Center - M. Ph. DOUBRE
110 avenue Louis-Casaï, 1216 GENÈVE (Suisse)
Tél. : (22) 989 989

Information téléphonique pour la France : (1) 563.87.13

La véritable préparation de votre avenir

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE
– GENÈVE –

Une sélection rigoureuse, la valeur de ses partenaires internationaux.

(Publicité.)

Université de Grenoble, Institut d'administration économique et sociale, maîtrise d'administration économique et sociale, option « problèmes sociaux d'entreprise » - Formation permanente (début formation octobre 1982).

Public : **personnels sociaux des entreprises**

Renseignements : Dan Ferrand-Bechmann, Alain Blanc

I.A.E.S. B.P. 47X GRENOBLE Cedex - Tél. : (76) 42.57.27

FORMATION A TEMPS PARTIEL

Un système souple d'accession au

D.U.T. GESTION
OPTION "PERSONNEL"

pour salariés en activité
(convention de formation et congé-formation).

A&B

I.U.T. de Villetaneuse au Centre de Formation Continue
Avenue J.B. Clément - 93430 Villetaneuse
Tél. 821.61.70, poste 48.40 - 826.90.48, (ligne directe)

AFFAIRES

LA MORT DE MARCUS WALLENBERG

Le dernier des grands capitalistes suédois

De notre correspondant

Stockholm. – Si, depuis une quinzaine d'années, il est devenu une habitude en Suède de tutoyer le premier ministre et le commandant en chef des forces armées, personne n'aurait osé se permettre de telles familiarités avec le « docteur ès sciences techniques et économiques » Marcus Wallenberg (1). Ce personnage à la stature sportive impressionnante n'intervenait jamais dans les querelles politiques, fidèle à la devise familiale : *« Esse non videri »* (2). Ce n'est qu'à l'âge de quatre-vingts ans qu'il accepta, non sans faire de difficultés, de participer à une série de trois émissions télévisées qui révélèrent un homme plutôt affable, mettant à l'honneur ses collaborateurs et réduisant volontiers son rôle personnel dans la construction de l'empire industriel.

Fausse modestie, car ce banquier a exercé, pendant plus de quarante ans, une influence économique prépondérante en Suède, et sa puissance était comparativement plus importante que celle des Rockefeller aux Etats-Unis. Aujourd'hui encore, le groupe contrôle vingt des plus grosses entreprises suédoises. Il emploie plus de quatre cent soixante-dix mille personnes, soit environ 10 % de la main-d'œuvre active, et a réalisé un chiffre d'affaires total, en 1981, de 168 milliards de couronnes (3), avec les deux cinquièmes de la valeur des sociétés cotées en Bourse.

La première pierre de l'empire familial fut posée par le capitaine André-Oscar Wallenberg qui fonda, en 1856, la Stockholm Enskilda Bank qui devait devenir la banque tournante des activités du groupe. Après des études à Genève, Londres, New-York, Paris et Berlin, Marcus Wallenberg prit la direction de la banque en 1946 avec son frère Jacob, et plaça les capitaux dont il disposait dans les investissements industriels et l'exploitation commerciale des inventions et innovations techniques. Il contribua largement à la fondation, en 1946, de la compagnie aérienne scandinave S.A.S., en effaçant les divergences de vues entre la Norvège, la Suède et le Danemark, et concentra ses activités dans les secteurs de l'industrie lourde et mécanique, le bois et le papier, les roulements à billes, les équipements électriques.

Avec la gauche

La plupart des multinationales suédoises appartiennent au groupe Wallenberg. La liste en est longue : les téléphones Ericsson, Electrolux, ASEA, S.K.F., Atlas-Copco, Alfa-Laval, Saab-Scania (automobiles et aéronautique), etc. Dans ces sociétés, les Wallenberg ne contrôlent que rarement la majorité du capital social ; mais leur influence est déterminante, et le « docteur » était encore président du conseil d'administration de neuf d'entre elles le mois dernier.

De l'avis général, la réussite de ces entreprises résidait dans le choix judicieux des cadres supérieurs, les « Wallenberg boys », et dans les compétences d'un patron efficace, champion des fusions et des restructurations rapides.

Ce formidable développement et cette concentration industrielle se sont faits pendant les années où la gauche était au pouvoir en Suède, entre 1932 et 1976. Cela peut paraître étrange à première vue, mais les sociaux-démocrates ont toujours été réticents à l'idée de nationaliser les entreprises privées. En réalité, les « bourgeois », au gouvernement depuis six ans, ont plus nationalisé que les sociaux-démocrates pendant quarante-quatre ans. Ils se sont vus dans l'obligation de reprendre en main les secteurs touchés par la crise, comme la construction navale, la sidérurgie, le textile et la confection, et même l'industrie forestière.

Aucune entreprise malade ne faisait partie du groupe Wallenberg... Les « grasossar » comme on les appelle ici – les socialistes gris, – partisans d'un réalisme prudent, considéraient que les industriels étaient les mieux placés pour gérer les entreprises, qu'il convenait de favoriser le développement économique, la tâche du gouvernement étant de redistribuer équitablement les fruits du succès et d'améliorer le niveau de vie de la population.

Les relations entre M. Erlander, premier ministre de 1946 à 1969, et Wallenberg étaient excellentes, et celui-ci déjeunait régulièrement avec M. Sträng, un autre pilier de la social-démocratie, réaliste et libéral, ministre des finances pendant vingt et un ans.

Le capitalisme ne s'est jamais aussi bien porté en Suède qu'après la guerre, lorsque la gauche gouvernait. On estime généralement que le pays était dirigé dans les années 50 et 60 par MM. Erlander, Wallenberg et Geijer, le patron autoritaire de la Confédération générale du travail LO. Et l'ancien chef du gouvernement déclarait mardi 14 septembre, à la suite du décès du dernier des grands capitalistes suédois : *« Nous ne partagions pas, bien sûr, les mêmes idées politiques ; mais nous pensions tous deux sincèrement que, misant sur la recherche, la technique, les produits de haute qualité et la formation de la main-d'œuvre, l'industrie suédoise pouvait jouer un rôle dans le monde et était capable de relever le défi.*

» Wallenberg était un grand Suédois, dont le réseau de contacts internationaux était impressionnant et précieux. Des missions diplomatiques délicates lui ont d'ailleurs été confiées pendant la deuxième guerre mondiale pour expliquer à l'étranger notre politique de neutralité et commerciale. Il voulait faire de la Suède une nation riche, et considérait que le rôle de l'industrie était uniquement de fabriquer des marchandises à des prix compétitifs. Les spéculations financières ne l'intéressaient pas, et nous le consultions toujours avant de prendre des mesures économiques importantes, comme, par exemple, les dévaluations de la monnaie. Nous avons construit la Suède moderne ensemble. »

En ce qui concerne la participation, Marcus Wallenberg – « M. W. », comme l'appelaient ses collaborateurs de la banque – n'a pas attendu le vote des lois la régissant, entre 1973 et 1976, pour l'introduire dans ses entreprises, *« à condition qu'elle ne ralentisse pas le processus de décision »*. Et les syndicats ne cachent pas que les conditions de travail sont bien meilleures dans les sociétés privées que dans le secteur nationalisé.

La carrière de Wallenberg, symbole du capitalisme suédois, est jalonnée de succès, mais aussi de quelques échecs retentissants. Il souhaitait, par exemple, en 1975, une fusion entre Volvo et Saab, car, à ses yeux, *« il n'y avait pas de place en Suède pour deux industries automobiles »*. Mais il fut contraint d'enterrer son projet, en raison de l'opposition des employés de Saab qui craignaient de se faire « avaler » par leurs concurrents.

En berne

Mercredi, le drapeau suédois était en berne sur le toit de la Scandinaviska Enskilda Banken, à Stockholm, ainsi que devant le Stade royal de tennis. Wallenberg était un passionné de ce sport et avait remporté à deux reprises le titre national, au début des années 20, avant d'être le premier Suédois à participer au tournoi de Wimbledon. Il a, par ailleurs, largement financé l'entraînement et les déplacements à l'étranger du jeune Borg.

Toute la Suède politique, industrielle et même syndicale lui rend hommage. Pour le premier ministre, M. Fälldin, *« Marcus Wallenberg était le plus grand industriel de l'histoire suédoise »*. L'actuel président de la centrale ouvrière, M. Nilsson, souligne, de son côté, son sens des responsabilités sociales et insiste sur le fait que ce grand banquier n'était intéressé que par les investissements productifs. Même les communistes saluent ses compétences de patron.

Marcus Wallenberg était le chef de la troisième génération d'une famille de diplomates, d'hommes d'affaires et de banquiers. Son oncle, Knut Agathon, a été ministre des affaires étrangères de 1914 à 1917 et l'un de ses cousins, Raoul, avait été envoyé, à la fin de la seconde guerre mondiale, par les Américains et les Suédois, à Budapest, pour sauver des dizaines de milliers de juifs des camps de concentration nazis en leur délivrant des passeports de protection. Il devait disparaître ensuite en Union soviétique.

« M. W. » ou « Dodde », comme l'appelaient ses intimes, avait réduit progressivement ses activités depuis 1974, date à laquelle il siégeait encore dans une soixantaine de conseils d'administration. Toutefois, il continuait à contrôler de près ses entreprises, en plaçant des hommes de confiance aux postes-clés.

Que va-t-il advenir de ce vaste empire ? Il n'y a pas de successeur évident : le fils aîné, Marc, s'est donné la mort en 1972 ; le petit-fils n'en est qu'à ses débuts dans la banque. Il n'est pas impossible que de nouveaux groupes financiers tentent de s'arracher les morceaux de l'empire. L'Etat, de son côté, étend de plus en plus son droit de regard dans les entreprises et les établissements financiers. L'ère du grand capitalisme privé suédois est sans doute terminée, et Marcus Wallenberg ne se faisait pas d'illusions. Il se considérait comme un *« trait d'union entre deux époques »*.

A. D.

(1) Et non Marcus Wallengerg, comme nous l'a fait écrire une malheureuse coquille dans nos éditions de mercredi.

(2) « *Etre, mais ne pas paraître.* »

(3) Le budget de l'État a représenté pour 1981-1982 environ 160 milliards de couronnes. Le P.N.B. suédois a été, lui, de l'ordre de 600 milliards.

MEYROWITZ OPTICIEN:
L'AUTRE FAÇON DE VOIR
DEPUIS 1875
5 RUE DE CASTIGLIONE
75001 PARIS. TEL. 261.40.67
PARIS-LONDRES-NEW YORK
Meyrowitz



SITUATION ABREGEE DES COMPTES 1981

L'Assemblée Générale des participants au capital de la **Banca Nazionale del Lavoro**, qui s'est tenue le 24 Avril 1982, a approuvé le bilan de l'exercice 1981 et pris acte avec satisfaction des progrès constants de la Banque et de ses sept Sections:

Section pour le crédit à l'industrie, Section pour le crédit foncier, Section pour le crédit hôtelier et touristique, Section pour le financement des travaux publics et des installations d'utilité publique, Section pour le crédit cinématographique, Section pour le crédit théâtral, Section pour le crédit coopératif

Les principales données du bilan sont:

	1980 (en milliards de Lires)	1981	Augmentation en %	
Dépôts clientèle	L. 39.407	L. 45.979	%	17
Fonds administrés	» 43.785	» 50.703	»	16
Crédits par caisse	» 27.220	» 34.602	»	27
Crédits non par caisse	» 3.759	» 5.133	»	36
Capital et réserves	» 647	» 700	»	8
Provisions pour risques	» 784	» 1.131	»	44
Bénéfice net	» 35	» 46	»	31
Personnel employé par le groupe BNL et ses Sections	21.101	22.189	»	5

BNL
BANCA NAZIONALE DEL LAVORO

FAITS ET CHIFFRES

CANADA

● **Le Canada a élargi sa ligne de crédit auprès des banques étrangères** de 3 à 4 milliards de dollars américains, afin de se donner le moyen d'intervenir contre toute attaque sur sa devise, a annoncé, le 15 septembre, le ministre des finances, M. Marc Lalonde. A la fin du mois d'août, les réserves canadiennes s'élevaient à 3,86 milliards de dollars, de nouveau en hausse après les attaques sur le dollar canadien enregistrées en juin. L'intervention de la Banque du Canada sur le marché avait coûté 2,35 milliards, sans empêcher la devise canadienne de tomber, en l'espace de quelques jours, de 81 cents pour un dollar américain, à 76,86 cents, la valeur la plus basse jamais enregistrée dans le pays. La crise terminée, le Canada a remboursé une partie des crédits contractés à ce moment, mais les nouvelles précautions financières laissent à penser que le ministre des finances, craint encore une hausse des taux américains qui pourrait mettre la devise canadienne en difficulté. – *(A.F.P.)*

ÉQUATEUR

Les autorités équatoriennes viennent de prendre contact avec les dirigeants de banques privées, de la Banque Mondiale et du Fond monétaire international, afin d'obtenir des prêts d'un montant approximatif de 850 millions de dollars, pour le remboursement d'emprunts à court terme qui expirent en 1982 et 1983. Selon le président de la junte militaire, M. Jose Antonio Correa, Quito doit renégocier des crédits d'un montant de 140 millions de dollars pour 1982, et de 710 millions de dollars pour 1983. – *(A.F.P.)*

SUÈDE

● **Le taux suédois de chômage** a atteint en août un nouveau record avec 166 000 personnes sans emploi, soit 3,7 % de la population active, contre 133 000 en juillet. En août, 69 000 demandeurs d'emploi avaient moins de vingt-cinq ans. – *(A.F.P.)*

LA SOCIÉTÉ BENSON PASSE SOUS LE CONTROLE DU GROUPE SCHLUMBERGER

La société Benson, l'une des rares P.M.I. françaises à avoir acquis une réputation internationale dans un domaine de haute technologie – les machines à dessiner automatiques, dont elle est le numéro 2 mondial, – passe sous contrôle de Schlumberger. En négociation depuis plusieurs mois (*le Monde* du 24 juin), l'opération a été officiellement annoncée le 15 septembre.

Le groupe américano-français, dirigé par M. Jean Riboud, va racheter par une de ses filiales françaises au moins 70 % du capital de Benson. En fait, il semble que la quasi-totalité des actionnaires de la P.M.I. (1) vendront leurs titres à Schlumberger.

A l'origine, Benson espérait financer sa très forte croissance – le chiffre d'affaires est passé de 55 millions de francs en 1978 à 300 millions en 1981 – par son introduction en Bourse. Or, au printemps dernier, Schlumberger, qui mène une active politique de diversification vers la micro-électronique et la conception assistée par ordinateur, avait formulé une offre de rachat fort alléchante pour les principaux actionnaires de la P.M.I.

L'opération, qui a reçu l'agrément des autorités françaises, va donc faire passer Benson dans le giron de Schlumberger. Le prix de la cession n'a pas été divulgué, mais on peut estimer qu'il se situe aux environs de 300 millions de francs. Les dirigeants de l'entreprise – dont son P.-D. G., M. Mourier – restent en place.

(1) La répartition du capital de Benson était la suivante : CODIF (IDI), 25 % ; Varian, 20 % ; Caisse des dépôts, U.A.P., Drouot, 9 % chacun ; Banexi, 18 % ; les dirigeants de la société se partagent environ 10 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SCHLUMBERGER

Schlumberger et Benson annoncent conjointement qu'à la suite d'un accord avec les principaux actionnaires de Benson, Schlumberger va acquérir une participation majoritaire dans le capital de Benson.

Benson est spécialisé dans le développement et la fabrication de systèmes de dessin assistés par ordinateur. Plus de dix mille systèmes Benson sont actuellement en service dans la plupart des pays industrialisés.

Benson compte deux centres de développement et de fabrication, l'un en France et l'autre en Californie et comprend des filiales de commercialisation dans les principaux pays européens.

Cet accord renforce la position de Schlumberger dans le domaine des systèmes assistés par ordinateur.

Le chiffre d'affaires de Benson a été de 300 millions de francs en 1981, dont près de la moitié réalisé aux États-Unis.

BOURDAIS INVESTISSEMENTS

Au cours du premier semestre 1982, BOURDAIS INVESTISSEMENTS, a conclu pour 250 millions de francs hors taxes de ventes (à 13 sociétés d'investissements différentes).

Grâce aux contacts pris notamment avec certains institutionnels étrangers désireux d'investir systématiquement sur le marché français, les dirigeants du Cabinet BOURDAIS estiment pouvoir augmenter sensiblement ce chiffre d'affaires en concluant d'ici à la fin de l'année d'importantes négociations en région parisienne.

DÉNONCIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT, Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire, 26, rue Vernet, 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 29 novembre 1981 par la Compagnie les Assurances de Crédit à Compiègne, pour le compte de la Société SICOTRA, 99/101, rue de Richelieu, 75002 Paris, a pris fin le 15 septembre 1982.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIÈRE (C.M.M.)

Lors de sa réunion du 9 septembre, le conseil d'administration a examiné les résultats financiers du premier semestre 1982.

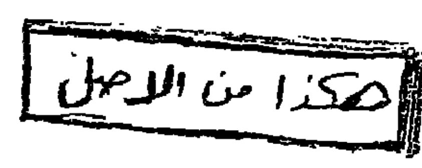
Le chiffre d'affaires de la société mère (C.M.M.) est de 29,2 MF contre 26 MF pour le premier semestre 1981 et 52 MF pour l'ensemble de l'année 1981. Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé (filiales à plus de 50 %) s'élève à 55 MF, soit environ le même montant que pour les six premiers mois de 1981.

Le bénéfice d'exploitation de la société mère est de 3,7 MF contre 2,8 MF pour le premier semestre 1981 et 4,9 MF pour l'ensemble de l'année 1981. Le bénéfice net après impôt est de 1,8 MF contre 1,2 MF au premier semestre 1981 et 2,9 MF pour l'année 1981.

Le président a souligné le fait que la progression des résultats du premier semestre 1982 par rapport à la même période de l'année précédente, résultats qui ne sont d'ailleurs pas exactement comparables, ne peut nullement préjuger de ce que sera celle de l'ensemble de l'exercice.

Le conseil a, d'autre part, décidé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire à laquelle il sera proposé d'autoriser le conseil à augmenter le capital de la société, en une ou plusieurs fois et dans les cinq ans à venir, d'un montant maximum de 20 millions de francs nominal.

CHEFS D'ENTREPRISE
Le Monde
VOUS PROPOSE
MARDI et MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES BUREAUX, DES LOCAUX
COMMERCIAUX et INDUSTRIELS
A PARTIR DU 5 OCTOBRE



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

15 septembre

Marché creux mais encore bien orienté

La Bourse de Paris a réservé mercredi un accueil fort tiède à la décision prise par le gouvernement de lancer un emprunt de 4 milliards de dollars pour mieux assurer la défense du franc (voir d'autre part). Sur sa lancée de la veille, le marché est resté bien orienté, mais sans plus. Quelques valeurs se sont détachées, comme Damart, S.A.N.O.F.I., Dumez, mais le plus grand nombre a piétiné et, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait un modeste gain de 0,6 % environ.

« C'est au moins 10 milliards de dollars qu'il aurait fallu emprunter pour briser la spéculation », nous confiait un spécialiste, qui, d'autre part, n'évaluait pas à plus de trois semaines la durée pendant laquelle la Banque de France parviendrait à endiguer les ventes massives de francs. Excès de pessimisme ? La maigreur des affaires témoigne en tout cas de la méfiance accrue des investisseurs pour les produits mobiliers français. Pour une très large part, la bonne tenue du marché a été essentiellement due aux facteurs psychologiques (hausse de Wall Street), « O combien fragile », comme le faisait remarquer un gérant de portefeuille, et technique (proximité des opérations de liquidation mais aussi de l'échéance trimestrielle).

La baisse du dollar a entraîné le repli de la devise-titre, qui s'est échangée entre 8,10 F et 8,18 F, après avoir valu la veille 8,23 F – 8,31 F.

L'assassinat du président libanais Gemayel n'a pas eu d'effet significatif sur l'or. L'once de métal jaune a même sensiblement baissé à Londres pour revenir à 444,75 dollars (contre respectivement 452 et 454,25 dollars mardi). A Paris, le lingot a perdu 150 F à 97 750 F. A parité, le prix de l'or à Paris a monté d'un jour à l'autre, passant de 428 à 429,58 dollars. Le napoléon a regagné 4 F à 655 F.

NEW-YORK

En hausse

Le marché new-yorkais a finalement conforté son avance mercredi, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a même franchi la barre des 930 – après quelques hésitations, il est vrai – pour s'établir en clôture à 930,46, enregistrant ainsi un gain de 7,45 points sur la veille. Les hausses l'ont emporté sur les replis dans la proportion de deux contre un environ, mais le volume des échanges a *été ramené* à 69,68 millions d'actions contre 83,07 millions mardi.

A ce niveau, l'indicateur numéro un de Wall Street s'établit à son plus haut depuis treize mois, et cet élément est jugé encourageant dans la communauté boursière, où l'on constate que le Dow Jones a tout de même gagné 150 points en l'espace d'un mois environ.

Quelques observateurs font cependant remarquer que la hausse des cours est intervenue essentiellement en fin de séance, les indicateurs du marché reflétant une légère baisse peu après l'ouverture de la séance, ce qui les incite à penser que « les opérateurs vont à la pêche » pour trouver l'action *ad hoc* qu'ils pourront glisser dans leur portefeuille en prévision des ajustements qui interviennent généralement en fin d'année.

En outre, *cette reprise* en fin de séance est survenue après que la *firme* H.F. Ahmanson eut annoncé l'abaissement de 153/4 % à 133/4 % de son taux préférentiel sur les prêts hypothécaires consentis pour une durée de trente ans.

VALEURS	Cours du 14 sept.	Cours du 15 sept.
Alcoa	29 3/4	29 1/2
A.T.T.	56 3/8	56 1/4
Boeing	23 7/8	24 3/8
Chase Manhattan Bank	36 3/4	38 7/8
Du Pont de Nemours	36 1/2	36 1/2
Eastman Kodak	85 1/4	85 1/4
Exxon	28 5/8	28 7/8
Ford	27 7/8	27 3/4
General Electric	76 3/8	76 3/4
General Foods	39 3/4	40
General Motors	49 5/8	49 3/4
Goodyear	26 1/4	27 1/8
I.B.M.	72 1/2	73 1/2
I.T.T.	27	27
Mobil Oil	25 1/2	25 7/8
Pfizer	65 1/4	67 3/4
Schlumberger	38 3/8	38 7/8
Texaco	29 1/2	29 1/2
U.A.L. Inc.	22 5/8	21 3/4
Union Carbide	50 1/2	50 7/8
U.S. Steel	19	19 1/8
Westinghouse	32 3/4	33
Xerox Corp.	35 1/4	35 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ESSO SAF. – Pour la première fois, la société a enregistré un résultat net comptable (incluant l'augmentation de valeur des stocks) négatif, avec une perte de 158 millions de francs au premier semestre 1982 (*contre un résultat nul pour la* période correspondante de 1981).

Pour l'activité raffinage-distribution, précise ESSO SAF, le résultat économique (*déduction faite de 580 millions de* francs d'accroissement de la valeur des stocks), a reflété une perte de 1 116 millions, soit un montant aussi important que pour l'ensemble de l'année dernière (1 142 millions de francs). Ce mauvais résultat « *est dû principalement au quasi-blocage des prix des principaux produits sur le marché pétrolier français qui a été maintenu tout au long du premier semestre, malgré le renchérissement du pétrole brut importé dû à l'évolution défavorable du dollar* », précise la compagnie.

A la fin du mois d'avril, « *les pouvoirs publics se sont engagés à mettre en place un système de révision mensuelle automatique des prix par le jeu d'une formule qui aurait dû mettre les sociétés opérant en France dans une situation de prix se rapprochant de celles existant dans d'autres pays européens. Mais, à la suite de la dévaluation du franc au mois de juin, l'application complète de cette formule a été reportée de plusieurs mois. Cette décision pèse sur le deuxième semestre 1982 et retardera le rétablissement nécessaire des résultats* », conclut ESSO SAF.

Toujours pour le premier semestre de l'exercice en cours, la *société a réalisé* un chiffre d'affaires de 13,48 milliards de francs (contre 13,11 milliards), la marge brute d'autofinancement corrigée (hors effet prix sur stocks et hors dividende ESSO REP) étant négative à hauteur de 875 millions de francs (contre une perte de 125 millions).

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	14 sept.	15 sept.
Valeurs françaises	102,2	102,6
Valeurs étrangères	115	113,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	14 sept.	15 sept.
Indice général	98,8	99,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 septembre .... 14 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15 sept.	16 sept.
1 dollar (en yens)	263,15	263,95

BOURSE DE PARIS — Comptant — 15 SEPTEMBRE

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 114	7 060	6 860	7 210
Allemagne (100 DM)	283 250	282 340	276	289
Belgique (100 F)	14 754	14 705	13 700	14 800
Pays-Bas (100 fl.)	258 700	257 860	251	263
Danemark (100 krd)	80 090	79 780	76	82
Norvège (100 k)	102 440	101 780	98	104
Grande-Bretagne (£ 1)	12 160	12 101	11 700	12 400
Grèce (100 drachmes)	10	9 965	9	11
Italie (1 000 lires)	5 037	5 016	4 760	5 250
Suisse (100 fr.)	332 100	331 600	320	338
Suède (100 krs)	114 040	113 250	109	118
Autriche (100 sch)	40 330	40 209	38 900	40 600
Espagne (100 pes.)	6 277	6 246	5 860	6 400
Portugal (100 esc.)	8 080	8 060	6 800	7
Canada ($ can 1)	5 768	5 723	5 580	5 820
Japon (100 yens)	2 703	2 693	2 560	2 700

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/9
Or fin (kilo en barre)	99000	99000
Or fin (en lingot)	97900	97750
Pièce française (20 fr)	651	655
Pièce française (10 fr)	450	.....
Pièce suisse (20 fr)	583	599
Pièce latine (20 fr)	584	551
Souverain	690	700
Pièce de 20 dollars	3036	3190
Pièce de 10 dollars	1582 50	1600
Pièce de 5 dollars	760	.....
Pièce de 50 pesos	3745	3745
Pièce de 10 florins	590	600

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 16 septembre 1982 a été tiré à 581 708 exemplaires.

LA FEMME SECRÉTAIRE

ECOLE TECHNIQUE PRIVEE DE SECRETARIAT
101, rue de Lille - 75007 PARIS
Tél. : 551-30-28 - 705-96-55
• PREPARATIONS
Brevets de Technicien Supérieur du Secrétariat
OPTIONS :
Secrétariat de direction
Secrétariat trilingue
Examen des Chambres de Commerce étrangères
• SECURITE SOCIALE
Régime « Etudiants »
• ADMISSION
Baccalauréat ou équivalence, à défaut examen d'entrée pour les élèves sortant de Terminale
• PROCHAINES EPREUVES
9 et 23 septembre.
• SECTION PREPARATOIRE
Pour les élèves sortant de classe de Première
Rentrée : 16 et 29 septembre.
Inscriptions tous les après-midi à l'école

A B C D F G H

L'augmentation du chômage a coutume de ralentir au cours du mois d'août

Le chômage a augmenté en août de 2,38 %, au lieu de + 3,9 % l'année dernière à la même époque. Selon le ministère de l'emploi, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. à la fin d'août s'est élevé à 1 943 900 au lieu de 1 898 680 le mois précédent. En données corrigées des variations saisonnières, l'effectif est de 2 049 800 fin août — soit une augmentation sur un mois de 5 900 (+ 0,3 %) et de 209 300 en un an, soit une progression de 11,8 %, alors qu'en 1981 l'augmentation était de 26,3 %.

M. Le Garrec, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'emploi a souligné « *les signes très encourageants* » de l'inflexion très sensible de la courbe du chômage — plus de 20 000 par mois au début de l'année et plus de 5 900 en août. Cette moindre aggravation est due à des facteurs saisonniers. « *Pour le deuxième mois consécutif, on observera une augmentation faible du nombre des demandeurs d'emploi, qu marquent un infléchissement de la tendance antérieure* », notent les experts du ministère. Selon eux, le nombre des primo-demandeurs d'emploi s'est ralenti après avoir augmenté jusqu'en juin.

La perte d'emplois précaires constitue toujours un motif croissant d'inscription à l'A.N.P.E. Les offres d'emploi nouvelles déposées à l'A.N.P.E. sont, elles aussi, en augmentation (80 100 en août, après correction des variations saisonnières, au lieu de 55 500 il y a un an). Elles retrouvent leur niveau des mois précédents, environ de 10 % plus élevé que l'an passé. Cette amélioration résulte pour le ministère, dans une grande mesure, des recrutements opérés dans le cadre des contrats de solidarité .

A la fin d'août, 10 800 contrats étaient signés. Ils comportent un effectif potentiel de bénéficiaires de la pré-retraite démission ou de la pré-retraite progressive de 157 000 personnes. Déjà 29 800 offres d'emploi ont été déposées à ce titre à l'A.N.P.E. dont 6 800 en août. Enfin, le nombre des chômeurs indemnisés atteignait 1 535 320 fin août au lieu de 1 515 665 fin juillet.

M. Le Garrec a, d'autre part, dénoncé la suppression du comptage manuel des demandeurs d'emploi à l'A.N.P.E., afin d'alléger les tâches administratives des agents de cet organisme et les orienter davantage vers l'accueil et le placement.

De ce fait, cette décision entraîne, à compter d'octobre, la disparition des chiffres provisoires de chômage. M. Le Garrec a indiqué que sera présenté tous les 15 du mois, en un seul et même document, l'ensemble des statistiques concernant le marché du travail — données trimestrielles sur l'emploi et la durée du travail, données mensuelles sur les offres et demandes d'emplois, chiffres concernant les licenciements économiques, le chômage partiel et les conflits du travail, les résultats concernant les contrats de solidarité.

Ainsi, le document présenté ce 16 septembre par le ministère fait état d'un net « redressement » de l'emploi salarié depuis plusieurs mois, particulièrement net dans l'industrie au cours du deuxième semestre, où, pour la première fois depuis 1976, les effectifs progressent. Les effectifs salariés ont augmenté, au cours du deuxième semestre 1982, de 0,3 % après correction des variations saisonnières. Seul le bâtiment et les travaux publics échappent à cette évolution. Cette dernière s'explique, pour l'essentiel, par le passage de la majorité des établissements à trente-neu heures au cours du premier trimestre.

Insistant sur la nécessité d'avoir « *une stratégie d'ensemble* » pour créer le « *maximum d'emplois* », le ministre a souligné que la suppression du comptage manuel par l'A.N.P.E. et le passage au pointage mensuel, la mise en relation prochaine des moyens informatiques des ASSEDIC et de l'A.N.P.E. — opérations allégeant les tâches administratives de l'agence — vont dans le sens d'un service public de l'emploi. Le but envisagé est d'offrir aux demandeurs d'emploi un lieu unique d'accueil, d'orientation, de contrôle, etc. ; en bref, un office central de l'emploi. Le contrôle des demandeurs d'emploi fera l'objet, dans les prochains jours, d'une circulaire, a dit M. Le Garrec

Enfin, il a confirmé la sortie, d'ici un mois, d'un nouveau type de contrat de solidarité favorisant la création d'emplois par la réduction du travail. Sans nier le problème que pose, pour les entreprises amenées à réduire leurs effectifs, l'impossibilité d'accéder aux contrats de solidarité, le ministre s'est cependant refusé à donner d'autres commentaires sur ce dernier point.

D. R.

Arrêts de travail à Aulnay-sous-Bois

LA MAITRISE S'OPPOSE A LA RÉINTÉGRATION D'UN OUVRIER CHEZ CITROEN

Un nouvel arrêt de travail a eu lieu mercredi après-midi 15 septembre à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), organisé par la maîtrise peu après l'arrivée de l'équipe du soir et jeudi matin, la maîtrise a débrayé une demi-heure pour soutenir leurs collègues. Les cadres en grève protestent contre le retour dans l'usine d'un travailleur marocain, M. Boubaker Idoumskine, présent malgré sa mise à pied dans l'équipe du soir. Cet ouvrier, qui fait l'objet d'une procédure de licenciement et qui était convoqué jeudi, pour un entretien préalable avec la direction, est accusé d'avoir assommé un contremaître lors des incidents de vendredi.

La section C.G.T., qui soutient cet immigré, a distribué des tracts affirmant que la direction aurait proposé la démission de l'intéressé et sa réembauche dans une autre entreprise, ce qui est démenti par les dirigeants de l'usine. « Nous sommes actuellement dans une impasse, déclarait mercredi soir leur représentant, M. Barthélémy. D'une part, la C.G.T. persiste à vouloir réintégrer un salarié mis à pied, d'autre part, les agents de maîtrise refusent de travailler si cette personne, qui s'est livrée à des violences contre un des leurs se trouve à nouveau dans l'usine ».

M. Bonnin, élu C.G.T., secrétaire du comité d'établissement, rétorque que l'ouvrier mis en cause « a été choisi comme bouc émissaire et n'a rien à voir avec les faits qui lui sont reprochés ». Le contremaître blessé la semaine dernière affirme le contraire. Il a déposé plainte contre M. Idoumskine au commissariat de police d'Aulnay-sous-Bois. Les deux parties annoncent qu'elles disposent de témoins.

D'autre part, l' « encadrement » de l'usine Citroën d'Aulnay, c'est-à-dire, selon la direction, « l'ensemble des gens qui exercent une responsabilité dans l'entreprise », a protesté mercredi contre les déclarations, pourtant modérées, de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., au journal télévisé de la veille, sur Antenne 2 : « Nous n'admettons pas que Krasucki nous donne des leçons de respect de l'homme et des libertés, déclare ce communiqué. Depuis le mois de juin, ses troupes ne cessent de renforcer un climat de terreur et de violence dans notre usine. Si notre usine était le goulag qu'il décrit, elle n'aurait pas reçu 20 000 visiteurs par an et de nombreux stagiaires ». — J. B.



(Publicité)

Micro-informatique : DECISION

LE prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10 000 F et 60 000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de PME, professions libérales, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir nécessairement à programmer ?

DECISION *informatique*, sous-titré "Pour choisir et utiliser votre micro-ordinateur et ses programmes" est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION INFORMATIQUE

l'ordinateur pour tous, tous les quinze jours.

Dernières nouveautés, expositions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bancs d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

DECISION

10 FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195 FF (23 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

Les circonstances de l'accident qui a coûté la vie à Grace de Monaco suscitent des interrogations

Les obsèques auront lieu samedi

Les obsèques de la princesse Grace seront célébrées samedi 18 septembre, à 11 heures, dans la cathédrale de Monaco, proche du Palais des Grimaldi, où aura lieu ensuite l'inhumation. Depuis mercredi, les Monégasques se succèdent en longues files pour rendre hommage à leur souveraine dont le corps repose devant l'autel de la chapelle du palais. Les télégrammes et les messages de condoléances se succèdent, signés notamment de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement : MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy pour la France, Ronald Reagan pour les Etats-Unis, Sandro Pertini pour l'Italie, Antonio Eanes pour le Portugal, Pierre Elliott Trudeau pour le Canada, Charles Haughey pour l'Irlande. Le pape Jean-Paul II et la reine Elizabeth d'Angleterre ont également exprimé leur sympathie, ainsi que de nombreuses vedettes du cinéma américain.

Dans la Principauté en deuil, où demeurent fermés boutiques et casinos, l'émotion est d'autant plus forte que l'annonce brutale du décès de la princesse dans la nuit du 14 au 15 septembre est intervenue après une journée au cours de laquelle les informations données sur les conséquences de l'accident de la voiture dans laquelle se trouvait Grace de Monaco s'étalent voulues rassurantes. D'une part, le palais princier avait fait état de fractures dont souffrait la princesse mais qui étaient présentées comme des blessures faciles à soigner. On sait aujourd'hui que dès l'hospitalisation à Monaco les médecins avaient immédiatement mesuré toute la gravité de l'état de la blessée. Outre les traumatismes et les fractures aux jambes et au thorax ils avaient constaté d'importantes lésions crâniennes. Et il fut rapidement établi qu'aucune intervention chirurgicale ne pouvait être envisagée, comme le confirma quelques heures plus tard un examen au scanner.

De même les informations initiales fournies sur l'état de la princesse Stéphanie, âgée de dix-sept ans, qui se trouvait dans le véhicule avec sa mère et que l'on présentait comme « *sans gravité* », se trouvent aujourd'hui contredites. La jeune fille souffre d'une atteinte des vertèbres cervicales qui a nécessité la pose d'une « minerve » et exige une immobilité complète.

Quelles raisons ont commandé un optimisme qui n'était pas de mise et qui, moins de vingt-quatre heures plus tard, se trouvait cruellement démenti ? Faut-il les trouver dans les circonstances mêmes de l'accident du 14 septembre, survenu à l'un des dangereux virages de la route de la Turbie, en territoire français ? Ces circonstances restent à éclaircir. Si l'on a la certitude que la princesse Grace et sa fille se trouvaient seules dans la Rover 3 500, modèle « P 65 » datant de dix ans, on ne sait pas laquelle des deux était au volant. Le palais princier a toujours assuré que Grace de Monaco conduisait et invoqué une défaillance de freinage du véhicule. Le doute demeure malgré tout.

Le procureur de la République de Nice qui s'est rendu sur les lieux a déclaré que compte tenu des « tonneaux » effectués par le véhicule après sa sortie de route, « *rien ne permet de dire qui conduisait* ». Il est apparu aussi aux enquêteurs que les occupantes n'avaient pas bouclé leur ceinture de sécurité.

Le témoignage de l'horticulteur M. Sestio Lequio qui fut le premier à intervenir reste incertain, mais troublant. Il assure en effet avoir aidé la princesse Stéphanie à sortir du véhicule par la portière avant gauche autrement dit, en usage normal, celle du conducteur, alors que la princesse Grace se trouvait allongée en travers de l'habitacle et fut dégagée par la lunette arrière. Par la suite il devait être moins précis. Il faut cependant retenir la déclaration d'un gendarme qui, avant l'accident, aperçut la Rover et reconnut formellement la princesse Grace au volant.

Un autre témoin enfin, camionneur, a vu le véhicule au moment de sa sortie de route et a été frappé de ne pas voir s'allumer les « stop » arrière, ce qui signifierait que le conducteur ne put pas freiner ou que, sur ce modèle à boîte automatique, confondit pédale de frein et d'accélération. Les experts qui vont avoir à examiner l'épave qui se trouve au garage privé du palais princier, à Roquebrune-Cap-Martin, n'auront pas la tâche facile.

Après la prise d'otages à Berne

ARRESTATION D'UN POLONAIS A MUNICH

Les armes qui ont servi à la prise d'otages à l'ambassade de Pologne à Berne, du 6 au 9 septembre, avaient été achetées à Zurich, au début du mois, a déclaré, mercredi 15 septembre à Berne, le porte-parole du département fédéral de justice et de police. Ces armes, quatre carabines à répétition et quatre baïonnettes américaines, sont en vente libre en Suisse, a rappelé M. Hubacher. Les masques à gaz et les tenues « léopard » du commando avaient également été achetées à Zurich. Il a précisé qu'aucun explosif n'avait été découvert dans l'ambassade après l'assaut.

Un Polonais, un maçon de 26 ans, Tadeusz Workiewicz, a été arrêté à Munich à la suite de renseignements fournis par les autorités helvétiques. L'intéressé, qui résidait en R.F.A. depuis juin 1981, aurait préparé la prise d'otages de Berne dans un hôtel de la capitale bavaroise, avec les quatre hommes du commando qui ont été arrêtés en Suisse.

GRÈVE SURPRISE AU « PROGRÈS » DE LYON

Lyon. — Les principales éditions du « Progrès » de Lyon et de la « Tribune » de Saint-Etienne ne sont pas sorties des rotatives ce jeudi 16 septembre à la suite d'un mouvement de grève surprise lancé vers minuit par la Fédération française des travailleurs du Livre (F.F.T.L.-C.G.T.).

TROIS DISPARITIONS

Le violoniste Christian Ferras

Le violoniste Christian Ferras est mort le mercredi 15 septembre. Il était âgé de quarante-neuf ans. C'est un virtuose de dimension internationale qui disparaît brusquement.

Né le 17 juin 1933 au Touquet, Christian Ferras entre en 1941 au Conservatoire de Nice où, à l'âge de dix ans, il reçoit le premier prix de violon, en jouant Saint-Saëns. Admis l'année suivante au Conservatoire national de Paris dans la classe de René Benedetti, il obtient à l'âge de treize ans à l'unanimité le premier prix. L'enfant prodige sera aussi l'élève de Joseph Calvet. Dès la fin de la guerre, il entame avec l'orchestre Pasdeloup sous la direction d'Albert Wolff et de Paul Parray une tournée qui marque le début de sa carrière de soliste. Il est encore à l'âge des distributions de prix — on le voit successivement récompensé au concours international de Scheveningue en 1947, puis lors du troisième concours Marguerite Long-Thibaud en 1949. Pourtant sa réputation a déjà dépassé les frontières.

A partir de 1950, le duo qu'il forme avec le pianiste Pierre Barbizet est invité à se produire partout en Europe ainsi qu'aux Etats-Unis, plus tard en Australie et au Japon. Les formations les plus importantes font appel à Christian Ferras. On l'entend à Munich jouer l'intégrale des sonates de Bach pour violon seul, on le retrouve au festival de Prades interprétant avec Pablo Casals et Wilhelm Kempf les trios de Beethoven, de Brahms ou de Mendelssohn. Il passe pour être l'un des plus grands interprètes du concerto d'Alban Berg « A la mémoire d'un ange », le compositeur Serge Nigg, en 1957, lui dédie un concerto (« imaginé pour le violon et non contre le violon », dira Ferras de cette œuvre). Il crée une sonate d'Arthur Honegger. Le chef d'orchestre Karl Munchingen le réclame souvent à Stuttgart, il se rend également en Union soviétique.

Vers 1963, son partenaire de toujours, Pierre Barbizet, est nommé directeur au Conservatoire de Marseille. Christian Ferras alors se fait accompagner par d'autres, tout en retrouvant de temps en temps son complice. Dans les années 70 cependant, pour des raisons de santé, Christian Ferras donne de moins en moins de concerts et semble désormais se consacrer à son enseignement au Conservatoire de Paris.

Et voilà qu'au printemps dernier le duo Ferras-Barbizet faisait une rentrée triomphale à Paris, salle Gaveau. Tous les mélomanes que son éclipse avait désolés retrouvèrent alors le jeu de Ferras, imperceptiblement tzigane, une sonorité chaude et lumineuse qui n'était qu'à lui. Il ne leur reste que les nombreux disques gravés par ce chef de file de l'école française : autant d'enregistrements-références parmi lesquelles la série des concertos de Beethoven, Tchaïkovski ou Sibélius dirigés par Karajan.

M. L. B.

LE SCÉNARISTE FRANCO SOLINAS

Le scénariste italien Franco Solinas est mort à l'âge de cinquante-cinq ans, à Fregene près de Rome, dans la nuit du 13 septembre.

Franco Solinas était le collaborateur indispensable des grands sujets politiques abordés ces dernières années au cinéma. Associé dès 1961 à *Salvatore Giuliano* de Francesco Rosi, puis en 1966 à *la Bataille d'Alger* qui devait remporter le Lion d'or du Festival de Venise, il collabore en 1973 à *l'Etat de siège* de Constantin Costa-Gavras et en 1976 à *Monsieur Klein* de Joseph Losey.

LE SCULPTEUR GEORGES HILBERT

Le sculpteur Georges Hilbert est mort le 6 septembre, dans le Loiret. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

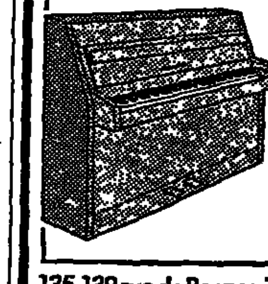
[Membre de l'Académie des beaux-arts depuis 1973, Georges Hilbert a exposé dans de nombreux pays d'Europe ainsi qu'en Amérique, où son talent était très apprécié. Son œuvre figure au Musée de la Ville de Paris comme dans divers musées américains, à New-York (Metropolitan Museum), Denver, Los Angeles. Il a exécuté cinq bas-reliefs pour la fauverie du Jardin des plantes à Paris, une cuve baptismale pour la cathédrale du Grand-Duché de Luxembourg, des sculptures pour le paquebot « Normandie » et pour le baptistère de la cathédrale de Strasbourg.

Titulaire de nombreuses médailles d'or, il avait remporté le Grand Prix du Salon des artistes-français en 1973. En contact avec le monde animal dès son enfance en Algérie, il y avait puisé une source d'inspiration qui ne s'est jamais tarie.]

l'Astrolabe
menu à 130 F (sc)
et "Grande Carte"
dîner aux chandelles
• piano •
Chef de cuisine Serge Bonis
40, rue La Pérouse
75116 Paris
500.83.47
fermé samedi, dimanche et jours fériés
Salons jusqu'à 20 personnes
Parking facile

ACHAT
MEUBLES
OBJETS
TABLEAUX
1920
1930
329.50.84





هكذا من الأصل